This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

The
Gordon Lester Ford
Collection
Presented by his Sons
Worthington Chauncey Ford
and
Paul Leicester Ford
to the
New York Public Library

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Franklin
= Franklin 1816

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

ŒUVRES

POSTHUMES

DE BENJAMIN FRANKLIN.

MÉMOIRES.

TOME II.

Digitized by Google

Digitized by Google

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

Digitized by Google

BMSat 4183-c

La GRANDE Bretagne: ses Colonies REDUITES.

Mém. de Franklin. Tome II. Frontispice.

Digitized by Google

MÉMOIRES

SUR

LA VIE ET LES ÉCRITS

DE BENJAMIN FRANKLIN,

DOCTEUR EN DROIT,

Membre de la Société royale de Londres et de l'Académie des Sciences de Paris; Ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à la cour de France, etc. etc.;

PUBLIÉS

SUR LE MANUSCRIT ORIGINAL RÉDIGÉ PAR LUI-MÊME EN GRANDE PARTIE, ET CONTINUÉ JUSQU'A SA MORT,

PAR WILLIAM TEMPLE FRANKLIN,

SON PETIT-FILS.

TOME SECOND,

Avec une Gravure.

A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, n° 17;

Et à STRASBOURG, même Maison de Commerce.

A LONDRES,

Chez H. COLBURNE, 50, Conduit street, New-Bond.

1818.

Digitized by Google

158253

Digitized by Google

MÉMOIRES

SUR LA VIE PUBLIQUE ET PRIVÉE

DE

BENJAMIN FRANKLIN.

QUATRIÈME PARTIE (1).

Ayant été, dès ma jeunesse, plus ou moins occupé des affaires publiques, il m'est souvent arrivé dans le cours de ma vie d'être vivement censuré pour la part que j'y ai prise. En général, je n'ai pas répondu à cette censure. J'ai pensé que si elle était juste, il valait mieux me corriger que me défendre, et que dans le cas contraire un peu de temps suffirait pour ma justification. L'expérience m'a confirmé dans l'opinion que j'avais de la sagesse de cette conduite; car, malgré les attaques nombreuses et quelque-

(1) Nous rappellerons à nos lecteurs que c'est ici le docteur Franklin lui-même qui continue ses Mémoires.

Digitized by Google

fois virulentes que les efforts de l'esprit de parti ont dirigées contre moi, j'ai eu le bonheur de conserver jusque dans ma vieillesse une réputation aussi intacte, il doit m'être permis de le dire, que celle de beaucoup d'hommes que j'ai connus, et je n'ai jamais eu sujet de me repentir d'avoir négligé de la défendre.

En persistant dans une vieille habitude, comme c'est assez l'ordinaire des vieillards, je devrais donc ne faire aucune attention à l'invective faite depuis peu contre moi par *le Solliciteur général*, ni aux calomnies répandues par le canal des journaux : mais mes amis m'ont engagé à y répondre, en me disant que m'étant trouvé injurié par un officier public du gouvernement, devant une cour supérieure et respectable, le Conseil privé; et les injures de cet officier, propagées par le rapport de cette cour, ayant servi de base aux diatribes insérées dans les journaux, je me devais à moi-même, surtout à l'instant où je vais quitter l'Angleterre, d'établir les faits qui doivent me conserver l'opinion favorable du public. Tel est le motif qui me fait prendre la plume; car autrement, ayant depuis quelque temps renoncé peu à peu à toutes liaisons politiques, ayant résigné mes fonctions d'agent, déterminé à me retirer dans le sein de ma famille pour y passer dans le repos le peu de jours qui me restent; indifférent à l'opinion des courtisans dont je n'ai rien à attendre ni à désirer; certain que le temps

Digitized by Google

dissiperait bientôt les brouillards amassés par les préjugés et l'esprit de parti, je n'aurais jamais pensé à prendre la peine d'écrire une apologie de ma conduite politique, ni à donner à mes amis celle de la lire.

Pour qu'on puisse mieux apprécier cette conduite, et voir qu'elle est d'accord avec les principes que j'ai toujours professés, il faut d'abord expliquer ces principes. J'ai pensé depuis longtemps que la véritable politique de l'Angleterre devait être de chercher l'avantage de la totalité de l'empire britannique, et non celui d'une des parties qui le composent, au détriment des autres. En conséquence, tout ce qui devait procurer du bénéfice à la mère-patrie, en occasionnant une perte aux colonies, ou causer du gain aux colonies, au désavantage de la mère-patrie, surtout quand de part et d'autre le bénéfice était médiocre et la perte considérable; tout ce qui tendait à restreindre l'autorité de la mère-patrie, quand cette autorité n'était pas préjudiciable aux libertés des colons, ou à réduire les priviléges des colons, quand ils ne nuisaient pas aux intérêts de la mère-patrie, méritait, à mon avis, d'être condamné comme étant le fruit de la partialité, de l'injustice et de la méchanceté; comme devant créer des dissensions, et affaiblir cette union dont dépendait, en grande partie, la force, la solidité et la durée de l'empire. Je m'opposai donc, autant que me le permettait mon faible

Digitized by Google

pouvoir, soit ici, soit dans les colonies, à toute mesure qui, dans mon opinion, tendait à cette fin; aussi en est-il souvent résulté que tandis qu'on me reprochait en Angleterre d'être trop Américain, on me trouvait en Amérique trop Anglais.

Ayant fait, à l'occasion de l'acte du timbre, des recherches sur la nature de l'union de l'Angleterre avec ses colonies, je me convainquis que le lien de cette union est le roi et non le parlement; que les premiers colons en se transportant en Amérique, hors du royaume, n'en avaient pas emporté avec eux les lois qui y existaient alors; car dans ce cas les puritains auraient été soumis dans les colonies aux mêmes règlemens vexatoires auxquels ils sont assujettis en Angleterre, et auxquels ils voulaient se soustraire en passant sur le nouveau continent. Pourquoi auraient-ils quitté leur pays natal, et tous les avantages de la civilisation, pour aller, en dépit de tous les obstacles, former un nouvel établissement dans des déserts, s'ils y avaient porté les chaînes qu'ils voulaient secouer, ou s'ils avaient laissé derrière eux un pouvoir capable de les en charger de nouveau en Amérique? Ils emportèrent pourtant avec eux, par convention, leur foi envers le roi, et un pouvoir législatif pour faire, sous son agrément, un nouveau code de lois par lesquelles ils seraient gouvernés. Ils devinrent donc des états distincts soumis au même prince, unis,

Digitized by Google

comme l'Irlande (1), à la couronne, mais non au royaume d'Angleterre; chacun d'eux était gouverné par ses propres lois; et quoiqu'ils fussent sujets du même souverain, ils avaient le droit de déterminer les subsides qu'ils accordaient à ce souverain.

Je regardais en même temps le pouvoir suprême du roi sur les colonies comme de la plus grande importance pour elles : c'étoit un *dernier ressort* pour régler tous différends entre elles, un moyen d'y maintenir la paix, un centre où pouvait se réunir leur force commune pour se défendre contre un ennemi commun. Je pensais donc que cette autorité, tant qu'elle serait circonscrite dans des bornes convenables, devait être maintenue par les colons, aussi-bien que par les habitans de l'Angleterre.

D'après ces principes, et comme agent des colonies, je m'opposai à l'acte du timbre, et je travaillai à en obtenir le rapport, attendu que c'était une infraction aux droits des colons, sans avantage réel pour la Grande-Bretagne, puisqu'elle pouvait compter sur des subsides plus considérables quand ils seraient accordés volontairement, que quand ils seraient le produit de taxes arbi-

(1) La réunion de l'Irlande à l'Angleterre n'était pas encore effectuée quand le docteur Franklin écrivait ainsi.
(*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

traires ; qu'en perdant notre respect et notre affection d'où dépendait en grande partie son commerce avec nous, elle perdrait, par suite du défaut de commerce, plus qu'il n'était possible que de telles taxes lui rapportassent, et enfin que c'était détruire l'harmonie qui avait si heureusement existé jusqu'alors, et qui était si nécessaire à l'avantage général. Voulant conserver en Amérique, autant qu'il dépendait de moi, le respect pour le roi, et l'amitié pour la nation anglaise, et maintenir en Angleterre quelque égard pour les colonies, ce qui tendait également à entretenir cette harmonie, j'avais grand soin, en toute occasion, dans toutes les lettres que j'écrivais en Amérique, de représenter les mesures contraires aux intérêts des colons comme n'étant le résultat ni de la volonté du roi, ni des sentimens de la nation, mais l'effet des plans d'une administration qui voulait se faire valoir par ses connaissances en finances, et se procurer de nouveaux revenus pour se former un parti en distribuant des places et des pensions ; ajoutant que le roi était un excellent prince, et que les Anglais avaient pour nous une véritable affection. En Angleterre, je représentais les Américains comme amis de la Grande-Bretagne, comme ayant les mêmes intérêts, jouissant de sa gloire, et ne pensant à rien moins qu'à s'en séparer. Je ne croyais excéder d'aucun côté les bornes de la vérité ; je conserve encore cette opinion, et

Digitized by Google

j'ai cette satisfaction intérieure que procurent toujours de bonnes intentions, même quand elles ne sont pas suivies de succès.

Animé de tels sentimens, je ne pus voir qu'avec peine l'envoi des troupes royales à Boston : leur conduite en cette ville me donna d'autant plus d'inquiétudes, que je craignis qu'il n'en résultât les suites les plus fâcheuses, une rupture entre les deux pays. Elles augmentèrent encore quand je vis que cette mesure semblait avoir l'approbation de la nation anglaise, puisque personne ne s'y opposa ; ce qui prouvait que la Grande-Bretagne n'avait plus des yeux de mère pour ses colonies. J'en parlai moi-même quelquefois en ce sens, dans la conversation, et j'avoue que ma qualité d'Américain m'y faisait mettre quelque chaleur. Quelle fut ma surprise, quand un homme qu'il ne m'est pas permis de nommer en ce moment, et qui jouissait d'autant de crédit que de réputation, me dit que non-seulement la mesure que je blâmais si vivement, mais toutes celles qui fesaient l'objet de nos plaintes, avaient pris naissance, non dans le gouvernement anglais, mais dans le sein de l'Amérique ; qu'elles avaient été projetées, proposées à l'administration, sollicitées et obtenues par quelques-uns des plus respectables Américains, comme étant indispensables pour l'intérêt de leur pays! Comme je ne pus admettre facilement la probabilité de cette assertion, il entreprit de me convaincre et d'en donner

Digitized by Google

la preuve à mes concitoyens, par mon intermédiaire, comme étant leur agent. En conséquence, il vint me revoir quelques jours après, et m'apporta ces lettres du lieutenant-gouverneur Hutchinson, du secrétaire Olivier, et de plusieurs autres dont on a tant parlé depuis ce temps.

Je fus surpris, mais je fus convaincu ; et je me sentis disposé à faire partager ma conviction à mes concitoyens, comme il le désirait ; car, d'après ce que j'éprouvais moi-même, il me semblait que cette connaissance pouvait amener une réconciliation, et je la désirais vivement pour l'intérêt commun. Je regardais d'ailleurs comme étant de mon *devoir* d'informer mes commettans d'une nouvelle si importante pour leurs affaires ; mais il se trouvait une difficulté. Celui qui me communiquait ces lettres ne voulait pas me permettre d'en prendre copie, et quand j'aurais pu le faire, on aurait pu douter de leur authenticité. La simple assertion que je les avais vues aurait eu encore moins de force. Je demandai donc à pouvoir me servir des originaux, et je parvins à les obtenir, sous la condition expresse qu'on ne les imprimerait pas, qu'on n'en tirerait aucune copie, qu'ils ne seraient montrés qu'à un petit nombre de personnes à la tête du gouvernement, et qu'ils seraient rendus ensuite.

J'acceptai ces conditions, et ce fut aux mêmes charges que je transmis les lettres originales au comité de correspondance à Boston, sans en

Digitized by Google

prendre et sans en réserver aucune copie pour moi. Je consentis d'autant plus aisément à ces restrictions, que je craignais que leur publication, d'après l'état d'irritation dans lequel l'esprit public était depuis long-temps, n'occasionnât quelques scènes tumultueuses, dont les conséquences pussent être nuisibles. Je ne me fis aucun scrupule de les envoyer; car puisqu'elles avaient été envoyées en Angleterre pour nuire aux Américains, pourquoi ne pas s'en servir pour leur avantage? Leurs auteurs avaient pris eux-mêmes pareille liberté avec les lettres des autres; car ils avaient envoyé à Londres celles de Rosne et d'Auchmuty, en confirmation de leurs calomnies contre les colons. Des copies de quelques-unes des miennes y avaient aussi été transmises par les officiers du gouvernement. Pourquoi donc les leurs n'auraient-elles pas été traitées de la même manière? Je ne pus que soupçonner à qui elles avaient été adressées, car on ne m'en informa point, et il ne s'y trouvait pas d'adresse quand je les reçus. La lettre que j'écrivis en les envoyant contenait plus en détail les motifs qui m'y avaient déterminé. J'en donnerai un extrait ci-après.

Mais comme on a nettement assuré que ce n'est pas *en ma qualité d'agent* que j'ai transmis ces lettres au comité de correspondance de l'assemblée, mais que je les ai envoyées à une junte, *à mes correspondans particuliers*; que, craignant

Digitized by Google

qu'on ne sût que je les avais transmises, j'ai insisté pour qu'on en fît un secret, et que j'ai montré la plus grande sollicitude pour que ce secret fût gardé; comme on a voulu en tirer une preuve que je me sentais coupable d'avoir employé des moyens peu délicats pour me procurer ces lettres, et que je craignais tant qu'ils ne fussent découverts, que je n'osai pas revêtir de ma signature la lettre qui en contenait l'envoi, et qui ne put m'être attribuée que parce que mon écriture était bien connue; je dois, avant de donner l'extrait de cette lettre, faire observer ici que j'avais d'abord écrit, sur le même papier, la copie d'une précédente lettre, qui avait été signée par moi, comme à l'ordinaire; et en conséquence, celle dont il s'agit en ce moment, commençait par ces mots : *Ce qui précède est une copie de ma dernière lettre.* Je commençais par y rendre compte de ce que j'avais fait pour les affaires de la province, et particulièrement de deux pétitions qui m'avaient été envoyées par l'assemblée pour être présentées au roi. Ces circonstances devaient démontrer à tous ceux qui lurent cette lettre que j'en étais l'auteur, aussi-bien que *mon écriture bien connue* aurait pu le prouver à ces *correspondans particuliers*, à qui l'on prétendait que j'avais fait cet envoi. Si donc j'espérais rester inconnu en ne signant pas cette lettre, il fallait que je fusse aussi stupide que cet oiseau qui croit ne pouvoir être aperçu quand il a caché sa tête. Si je pouvais

Digitized by Google

compter sur mes correspondans pour garder le secret sur cette lettre, et sur toute cette transaction, dans laquelle il fallait qu'ils sussent que je figurais, je pouvais aussi bien leur confier mon nom, et je n'avais aucun motif pour l'omettre. Dans le fait, la seule chose sur laquelle j'insistai fut que, conformément à l'engagement que j'avais contracté, ces lettres ne fussent ni imprimées, ni copiées; mais je n'avais pas même l'idée de désirer qu'on fît mystère de la part que j'avais prise dans cette affaire; et bien loin de demander le secret à cet égard, je ne donnai pas même à entendre qu'il me serait agréable de ne pas être nommé en cette occasion. Si j'avais eu ce désir, j'aurais été bien insensé de m'imaginer que la personne à qui j'écrivais, tout le reste du comité de correspondance, cinq personnes qui étaient nommées dans ma lettre, et toutes celles à qui le comité jugerait convenable de montrer ces pièces, s'accorderaient pour garder le secret à cet égard, sans que je l'eusse demandé, et sans que j'en eusse même témoigné le désir.

Voici, au surplus, la partie de ma lettre qui concernait cet envoi.

« A cette occasion, je crois devoir vous informer qu'il est tombé depuis peu entre mes mains partie d'une correspondance à laquelle je crois pouvoir avec raison attribuer l'existence de la plupart de nos sujets de plaintes, pour ne pas dire de tous. Je ne suis pas libre de vous dire

Digitized by Google

par quel canal elle m'est parvenue, et j'ai donné ma parole qu'elle ne serait imprimée ni copiée en totalité ou en partie; mais il m'a été permis de la communiquer à quelques-unes des personnes distinguées de la province, seulement pour leur satisfaction. Ne doutant nullement que vous n'observiez religieusement ma promesse, je joins ici les lettres originales, afin qu'on n'y puisse soupçonner ni erreur de copie, ni interpolation, ni omission. L'écriture de leurs auteurs sera aisément reconnue. Il pourra se faire qu'ils ne trouvent pas bon que leur conduite soit ainsi dévoilée, quoiqu'on le fasse sans esclandre et en secret; mais si ce sont d'honnêtes gens, ou qu'ils prétendent l'être, et qu'ils conviennent que *tous les honnêtes gens désirent que l'intelligence et l'harmonie règnent entre les colonies et leur mère-patrie*, ils doivent peu regretter qu'au faible risque de leur réputation de sincérité et d'esprit public parmi leurs compatriotes, *on donne lieu à un événement si désirable.* Quant à moi, je dois convenir que mon ressentiment contre l'Angleterre, occasionné par les mesures de gouvernement prises par le dernier ministre, s'est considérablement calmé depuis que la lecture de ces lettres m'a convaincu que ces mesures ont été proposées, conseillées et provoquées par des gens en crédit parmi nous, et dont les avis avaient et ne pouvaient manquer d'avoir tout le poids nécessaire pour les faire adopter, quelque dan-

Digitized by Google

gereuses qu'elles fussent. *Je crois que leur lecture produira le même effet sur vous;* mais, comme je vous l'ai dit, je ne suis pas libre de les rendre publiques. Je ne puis vous permettre que de les lire, de les faire voir aux autres membres du comité de correspondance, à MM. Bowdoin et Pitts du conseil, aux docteurs Chauncey, Cooper et Winthorp, et au petit nombre d'autres personnes à qui vous jugerez convenable d'en donner connaissance. Après les avoir gardées quelques mois, je vous prie de me les renvoyer.

» Quant à leurs auteurs, je puis croire aisément et charitablement qu'un homme élevé dans la fausse idée que le parlement a une autorité sans bornes, puisse s'imaginer que rien ne peut justifier la moindre opposition aux exactions même les plus inconstitutionnelles de ce corps, et regarder comme un devoir de contrecarrer cette opposition autant qu'il le peut. Mais quand je les vois trafiquer des libertés de leur pays natal pour obtenir des places, des salaires et des pensions auxquelles il faut que le peuple fournisse; appeler des troupes pour leur en assurer la jouissance et les protéger, parce qu'ils ne peuvent se cacher le mécontentement qu'ils inspirent; quand je les vois exciter les inquiétudes de la couronne, lui dicter des mesures contre une grande masse de ses fidèles sujets, créer des haines entre les différentes parties du même empire,

Digitized by Google

causer des dépenses énormes à l'ancienne patrie, pour éteindre ou prévenir des rébellions imaginaires dans la nouvelle, et à la nouvelle, pour payer des gratifications sans motif à des officiers inutiles et à des ennemis; je ne puis que douter de leur sincérité même dans les principes politiques qu'ils professent, et je les regarde comme des gens cherchant à profiter des circonstances pour tirer du malheur public leur avantage particulier, et qui trahissent ainsi les intérêts, non-seulement de leur propre pays, mais même du gouvernement qu'ils prétendent servir, et de l'universalité de l'empire britannique.

» J'ai l'honneur d'être avec estime et respect, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur, ainsi que du comité,

B. FRANKLIN ».

Ma lettre suivante est du 5 janvier 1773. Elle est adressée à la même personne, et commence en ces termes : « J'ai eu l'honneur de vous écrire le 2 décembre dernier, en vous envoyant des lettres originales de quelques personnes de Boston. J'espère qu'elles vous sont parvenues.... ». Je passe alors à d'autres affaires relatives à mes fonctions d'agent; et cette lettre est signée de mon nom, comme à l'ordinaire. Il est de fait que jamais je n'ai écrit une lettre anonyme à qui que ce fût en Amérique, pendant tout le temps de mon séjour à Londres, à moins que plusieurs lettres ne se

Digitized by Google

trouvassent sur le même papier, que les premières ne fussent que des copies de précédentes lettres, et que la dernière n'y fût relative. Dans ce cas, il est possible que j'aie regardé comme inutile de signer les premières.

La première lettre qui m'accusa réception de cette correspondance, est datée de Boston, du 24 mars 1773. Elle commence ainsi : « Je viens de recevoir votre lettre du 2 décembre dernier, avec les pièces qui y étaient jointes. Je vous en remercie beaucoup. Je les ai communiquées à quelques-unes des personnes dont vous me parlez. Ils pensent que quoique leur publication pût avoir des inconvéniens, il serait très-utile d'en prendre des copies et de les garder ici, attendu qu'on peut se trouver par la suite dans la nécessité d'en faire usage. Cependant je leur ai lu ce que vous m'écrivez à ce sujet, et leur ai déclaré que je ne pouvais permettre qu'on en prît des copies entières ou partielles, sans votre exprès consentement. J'ai promis de vous écrire à ce sujet, et je me conformerai exactement à votre décision. »

La seconde lettre, du 20 avril 1773, porte : « Je vous ai mandé dans ma dernière lettre que les personnes à qui j'ai communiqué les pièces que vous m'avez envoyées le 2 décembre dernier, pensaient qu'il conviendrait de les garder ici, pour nous en servir suivant que nos affaires pourront l'exiger, ou qu'au moins il en faudrait tirer des copies authentiques avant de les renvoyer. Je

Digitized by Google

vois que j'aurai dans cette affaire une tâche très-difficile, à moins que vous n'obteniez que nous ne puissions garder ces lettres, ou les faire copier. J'attends vos instructions à ce sujet, j'espère qu'elles seront telles que nous le désirons, car chacun pense que l'envoi de ces lettres n'avait aucun but d'utilité raisonnable, s'il ne s'agissait que de les montrer à quelques personnes, uniquement pour satisfaire leur curiosité. »

Le 9 mars, avant d'avoir reçu les deux lettres qui précèdent, j'écrivis encore à la même personne. Je lui rappelai mes deux lettres des 2 décembre et 5 janvier; et sachant combien on abusait contre l'Amérique de la moindre apparence de rassemblement qui y avait lieu; craignant que si ces lettres, malgré mes recommandations, étaient rendues publiques, il n'en résultât quelque événement plus sérieux, je terminai celle-ci en disant : « Que j'espérais qu'on prendrait grand soin de maintenir la tranquillité publique. Ce que nos ennemis désirent le plus, c'est que des insurrections leur fournissent un bon prétexte pour envoyer une force militaire plus considérable dans la province, et pour l'assujettir à un régime encore plus rigoureux. Il doit être évident pour chacun que notre force qui augmente rapidement, nous donnera bientôt assez d'importance pour qu'on ne laisse plus à l'écart nos justes prétentions et nos priviléges, et pour qu'on nous accorde toutes les sûretés que nous pouvons dé-

Digitized by Google

sirer pour la libre jouissance de nos droits. »

Je commençai ainsi une lettre du 6 mai : « Je n'ai pas reçu de vos nouvelles depuis le 28 novembre. J'espère que mes lettres des 2 décembre, 5 janvier et 3 avril vous sont parvenues. » Ainsi donc sur trois lettres que j'écrivis depuis l'envoi que j'avais fait le 2 décembre de la correspondance dont il s'agit, je fais mention dans deux que j'ai écrit la lettre dans laquelle elle étoit contenue, ce qui prouve que je n'avais nul dessein de cacher que j'en fusse l'auteur, et que par conséquent l'accusation de l'avoir envoyée anonyme est sans aucun fondement.

Dans une lettre du 2 juin, j'accusai réception de celle du 24 mars, et ne pouvant répondre sur-le-champ à l'article de cette lettre qui demandait la permission de copier cette correspondance, je gardai le silence sur ce sujet, me réservant d'en parler par la plus prochaine occasion, que j'attendais deux jours après. Effectivement le 4 juin j'écrivis une nouvelle lettre qui se termine ainsi : « Quant aux lettres que je vous ai communiquées, je n'ai pu obtenir la permission qu'elles soient imprimées; mais on consent que vous les gardiez aussi long-temps que vous jugerez utile d'avoir les originaux en votre possession. »

En juillet 1773, je répondis ainsi qu'il suit à la lettre du 20 avril : « Les lettres dont je vous ai fait l'envoi n'étaient pas uniquement destinées à satisfaire la curiosité de qui que ce fût; mais j'ai

Digitized by Google

pensé qu'il pouvait être utile de les montrer à quelques amis de la province, et même *à quelques personnes du parti du gouverneur*, afin de leur faire connaître sa conduite et sa politique, sans donner de publicité à ses lettres. Je crois vous avoir déjà mandé qu'il n'est par nécessaire de me les renvoyer promptement; et quoique je n'aie pu encore obtenir de consentement à ce qu'il en soit tiré de copie, il m'est permis de vous dire que vous pouvez les lire et les montrer à qui bon vous semblera, et à autant de personnes que vous le jugerez convenable ».

La même personne m'écrivit en date du 14 juin 1773, dans les termes suivans : « J'ai fait tous mes efforts pour me conformer à vos instructions relativement aux pièces que vous m'avez envoyées. Je ne les ai montrées qu'aux personnes que vous m'avez indiquées. Le docteur Cooper et un membre du comité savent seuls de qui je les tiens. J'ai toujours évité de prononcer votre nom en cette occasion; de manière que, *si vous désirez que cela reste secret*, il est possible qu'on ne sache jamais qui les a envoyées et à qui elles ont été adressées ici. *En ce qui me concerne, j'ai des raisons pour désirer qu'il ne soit pas question de mon nom; car cela pourrait m'être nuisible.* J'ai pourtant cru qu'il était de mon devoir de les communiquer, comme vous m'y autorisiez, attendu qu'elles traitent d'objets importans et qui intéressent le gouvernement. Et malgré tous mes

Digitized by Google

soins et toutes mes précautions, il est maintenant de notoriété publique que ces lettres se trouvent ici. Si l'on fait attention au nombre de personnes qui devaient les voir, et qui n'est pas moindre que de dix à quinze, on sera surpris qu'elles n'aient pas été éventées plus tôt ». Il me raconte ensuite de quelle manière l'assemblée en ayant entendu parler, l'obligea de les produire, en l'engageant à ne pas les faire imprimer; que l'impression en fut pourtant ordonnée, l'assemblée ayant été dégagée de sa promesse par la circonstance qu'un de ses membres en ayant apporté des copies à la chambre, on dit qu'il venait de les recevoir d'Angleterre. Il finissait par dire : « J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour me conformer strictement aux restrictions que vous m'aviez imposées; mais d'après le détail dans lequel je viens d'entrer, vous devez sentir qu'il m'était impossible d'empêcher que ces lettres ne devinssent publiques, et j'espère que je serai exempt de tout blâme à ce sujet ».

Cette lettre fait voir comment, *sans que je m'y attendisse*, on fit un secret à Boston que ce fût moi qui y eusse envoyé ces lettres. La personne à qui je les avais adressées avait ses raisons pour désirer qu'on ne sût pas que c'était à elle qu'elles avaient été envoyées, et que c'était elle qui en avait donné communication. Or, on l'aurait soupçonnée, si l'on avait su que j'en eusse fait l'envoi. Il fallait donc qu'elle gardât le secret sur cette

Digitized by Google

circonstance ; et pour y parvenir elle fit présenter ces pièces au comité par une autre personne (1).

Je répondis à cette lettre, le 25 juillet suivant, ainsi qu'il suit : « Je reçois votre lettre du 14 juin, contenant des copies des résolutions du comité relativement aux lettres. Je vois d'après le compte

---

(1) Quand le docteur Franklin répondit à la plainte qui avait été rendue contre lui en la chancellerie par M. Whately, il fit une objection à deux interrogations qui y étaient contenues et qui le requéraient de déclarer de qui il tenait ces lettres, et à qui il les avait envoyées en Amérique, et refusa de s'expliquer à cet égard. Cette objection fut déclarée inadmissible, et il reçut ordre de faire une réponse. Sentant qu'en se soumettant à cette injonction il violerait l'obligation qu'il avait contractée envers la personne de qui il avait reçu les lettres, et qu'il nuirait probablement au correspondant à qui il les avait envoyées, il crut devoir retourner en Amérique, et trouva par là le moyen d'être fidèle à sa promesse. Il paraît qu'il agit ainsi par scrupule de confiance, et il le fit si religieusement qu'on ne sut jamais positivement de qui il les tenait, et que pas un mot indiscret de sa part ne donna lieu aux conjectures qu'on forma à ce sujet. Il n'était pas obligé à un secret aussi rigoureux quant à la personne à qui il les avait envoyées. Il fit donc confidence à un de ses amis (le docteur Bancroft, à qui l'éditeur est redevable de cette note) qu'il les avait adressées à M. Cushing, alors président de la chambre des représentans de Massachusetts, avec lequel il était de son devoir de correspondre, comme agent de l'assemblée de cette province. Ce fait est prouvé par la *Correspondance privée de Franklin*, qui a été livrée à l'impression, et d'ailleurs il n'existe plus aucun motif pour le tenir secret.

Digitized by Google

que vous me rendez de cette affaire, que vous ne pouviez prévenir ce qui a été fait. Quant à ce que l'on a dit que d'autres copies étaient arrivées d'Angleterre, je ne crois pas que cela soit possible. C'était un expédient pour dégager la chambre de sa promesse (1). J'espère que la possession des originaux, et les mesures prises en conséquence auront un effet salutaire pour la province, ce qui me procurera une grande satisfaction. Je remarque que vous me dites que le docteur Cooper et un membre du comité savent seuls que c'est moi qui vous les ai envoyées. Je ne vous ai jamais prié de garder le secret à cet égard. Je ne doutais pas que cet envoi déplût souverainement, non-seulement aux gens dont il démasquait la conduite, mais même à l'administration en Angleterre; mais croyant ne faire que ce qu'exigeait de moi ma qualité d'agent de la province, je m'inquiétais peu des circonstances qui pouvaient en résulter. Cependant, aujourd'hui que les lettres ont été

(1) On se croit quelquefois permis d'agir d'une manière inconvenante quand on a en vue un but légitime. C'est ce qu'on fit à Boston relativement aux lettres dont il s'agit. Leur impression était jugée de la plus haute importance par les membres les plus éminens de la chambre des représentans; on en fit donc des copies d'une manière qu'il serait difficile de justifier, et feu M. Hancock fut engagé à les produire à la chambre dont il était membre, en déclarant qu'elles lui avaient été envoyées d'Angleterre, déclaration qui ne pouvait être vraie.

Digitized by Google

copiées et imprimées, contre la promesse que j'avais faite, je suis charmé que mon nom n'ait pas été prononcé; et comme je ne vois pas de quelle utilité il peut être au public de savoir que c'est moi qui les ai transmises, je désire continuer à garder l'*incognito*, quoique je ne doive guère m'y attendre. Quant à vous, vous pouvez compter que je ne dirai jamais que je vous ai adressé ces pièces, à moins que, pour ma justification, je ne me trouve obligé de montrer votre lettre à la seule personne qui pourrait croire avoir à me reprocher de n'avoir pas tenu mon engagement ».

Je répondis dans le même sens et presque dans les mêmes termes à une des personnes à qui ces lettres avaient été communiquées, et qui me disait « que trois personnes seulement savaient à Boston par qui et à qui cette correspondance avait été transmise, et que le secret en serait gardé aussi long-temps que je le désirerais ». Le 10 novembre la même personne m'écrivit encore. « Malgré toutes les démarches du gouverneur, me disait-il, malgré les informations que ses amis et lui ont cherché à se procurer relativement à ces lettres, on ne sait encore ni qui les a envoyées ni qui les a reçues. Ce secret, qui n'est connu ici que de deux personnes et de moi, ne cessera jamais d'en être un, à moins qu'on ne parvienne à se procurer en Angleterre des lumières que j'ai des raisons pour croire qu'on n'a pas encore obtenues

Digitized by Google

jusqu'à présent. Je ne puis cependant qu'admirer votre honnête franchise dans cette affaire, et votre généreux oubli des inconvéniens qui pourraient résulter pour vous du service important que vous avez rendu à notre pays ».

Ce que j'écrivis à un autre de mes amis, le même jour 25 juillet, prouvera la crainte que j'avais toujours que l'état exaspéré des esprits ne produisît une commotion suivie de malheurs sans nombre. « J'apprends avec plaisir, lui disais-je, que vous êtes appelé au conseil, et que vous allez prendre part à nos affaires publiques. Vos talens, votre intégrité, votre sage attachement aux libertés de notre pays, seront d'une grande utilité, dans ce temps orageux, pour faire entrer dans le port notre faible barque. D'après les journaux de Boston, il paraît qu'il existe parmi nous des esprits violens qui voudraient une rupture immédiate : mais je me flatte que la prudence de la masse de nos concitoyens verra que la force que nous gagnons ne peut tarder à nous placer dans une situation qui ne permettra plus de nous priver de nos droits; que par des efforts prématurés, nous pouvons attirer sur nous encore un siècle d'oppression; que de même qu'entre amis toute querelle ne doit pas produire un duel, et qu'entre nations tout différend ne doit pas se terminer par une guerre, ainsi entre les gouvernés et les gouvernans toute erreur de gouvernement, tout empiétement sur des droits

Digitized by Google

ne doivent pas appeler la rébellion. A mon avis, il suffit, quant à présent, que nous maintenions nos priviléges en toute occasion ; que nous n'en abandonnions pas un seul ; que nous employions tous les moyens pour en faire sentir le prix au peuple, et que nous entretenions l'harmonie entre les colonies, dont l'unanimité des sentimens doit leur donner une plus grande force. Nous devons nous rappeler que ce pays protestant, notre mère-patrie, quoique depuis quelque temps mère dénaturée, doit conserver son existence, et que son poids dans la balance de l'Europe, même sa sûreté jusqu'à un certain point, peuvent dépendre de notre union avec elle. En nous conduisant ainsi, je suis convaincu qu'ayant peu d'années nous obtiendrons pour nos inestimables priviléges toutes les sûretés que nous pouvons désirer ».

Il me répondit le 31 décembre : « Je partage entièrement les sentimens exprimés dans votre dernière lettre. Aucune personne sensée ne peut songer à adopter des remèdes désespérés, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas désespéré. Le peuple d'Amérique est extrêmement exaspéré par les efforts que fait l'administration pour le soumettre au pouvoir absolu : on l'a amusé en lui parlant des dispositions pacifiques du ministère ; on l'a flatté de l'espérance que, d'après ses humbles pétitions, tous ses sujets de plainte disparaîtraient : il en a présenté de temps à autre, mais

Digitized by Google

elles n'ont produit d'autre effet que de lui faire mieux sentir son esclavage. Au lieu de faire droit à ses plaintes, on a eu recours tous les ans à quelque nouvelle manœuvre qui ne pouvait avoir d'autre but que de l'irriter de plus en plus. La dernière mesure prise par la compagnie des Indes, de soumettre à un droit le thé qu'elle envoie ici, semble avoir porté le dernier coup à la patience : vous avez sûrement entendu parler des mesures prises à Boston, à New-York et à Philadelphie, pour empêcher le payement de ce droit, en renvoyant le thé à ceux à qui il appartenait; mais comme cela était impossible à Boston, la destruction du thé en a été la conséquence. Dieu seul sait comment se termineront ces commotions : le peuple, dans toutes les colonies, paraît irrévocablement déterminé à ne jamais payer le droit sur le thé; et si le ministère se décide à soutenir cette mesure par la force, je crains véritablement qu'il ne fasse de l'Amérique un champ de carnage : espérons des événemens plus heureux ».

On m'assure que l'administration possède un grand nombre des lettres que j'ai écrites ou reçues pendant plusieurs années sur les affaires publiques : elle se les est procurées aux greffes des diverses assemblées, ou en les arrêtant à la poste. Je ne condamne cette industrie ministérielle, ni ne m'en plains; elle peut comparer à ces copies les extraits que je viens de donner, et

Digitized by Google

je puis dire avec confiance qu'elle les trouvera exacts et fidèles : elle y verra que le but de toutes mes lettres a été d'engager à la patience; de recommander qu'on se donnât bien de garde de recourir à la violence, quelque sujet de plainte qu'on pût avoir; d'offrir à ce sujet diverses considérations, disant que la prospérité de l'empire dépendait de l'union de ses diverses parties; que le souverain était bien disposé en notre faveur; que la grande masse des Anglais étaient nos amis, et désiraient notre bien; que le ministère seul était prévenu contre nous; mais qu'avec le temps les sentimens des ministres pouvaient changer, ou les ministres être changés eux-mêmes; que si ces chances nous manquaient, le temps au moins nous ferait justice, puisque la force, le poids et l'importance de l'Amérique augmentaient continuellement et dans une progression rapide; que par conséquent son amitié devenait tous les jours plus désirable, et paraissait devoir se cultiver en accordant plus d'attention à ses droits. Les journaux ont annoncé qu'il se trouve des preuves de trahison dans plusieurs de mes lettres; c'en doit donc être une nouvelle espèce : mais les légistes courtisans ont toujours eu l'imagination fertile pour découvrir de nouvelles trahisons, et c'en est peut-être une aujourd'hui que de censurer la conduite des ministres : je suis bien sûr qu'on n'en trouvera aucune autre dans ma correspondance.

Digitized by Google

L'effet que produisirent les lettres du gouverneur sur l'esprit du peuple dans la Nouvelle-Angleterre, quand elles furent connues, fut précisément celui auquel je m'attendais et que je m'étais proposé en les envoyant. On vit alors que les sujets de plainte qui avaient occasionné tant d'animosité n'avaient pas pris naissance dans la mère-patrie, mais avaient été provoqués par les mesures conseillées par deux ou trois de nos proprès concitoyens. Il en résulta que le ressentiment contre l'Angleterre se calma, et retomba, comme cela était juste, sur la tête de ces misérables qui étaient les auteurs de tout le mal.

La chambre des représentans chargea un comité de prendre ces lettres en considération, et d'après son rapport elle arrêta, le 15 juin 1773, une longue série de résolutions portant en substance que les lettres écrites par Thomas Hutchinson et André Olivier, contenaient un récit exagéré et malicieux des faits qui s'étaient passés; que les mesures qu'elles suggéraient tendaient à détruire l'harmonie entre la Grande-Bretagne et la colonie de Massachusetts; que la lecture de ces lettres prouvait qu'il avait existé depuis plusieurs années un plan tramé par des gens nés dans le sein de la province, pour élever leur fortune aux dépens des droits et des libertés de leurs concitoyens; que ces gens avaient été les instrumens de l'introduction d'une force militaire dans la province, et qu'ils étaient responsables des malheurs qui

Digitized by Google

en ont été la suite, et du sang qui a été répandu ; qu'ils avaient profité des désordres causés par l'adoption des mesures qu'ils avaient proposées, pour peindre ces mesures comme indispensables, et en solliciter de plus rigoureuses encore ; qu'en conséquence il serait présenté à Sa Majesté une humble pétition pour la supplier d'éloigner pour toujours du gouvernement de la province S. E. Thomas Hutchinson, actuellement gouverneur, et André Olivier, lieutenant-gouverneur, ci-devant président de la cour supérieure.

Cette petition me fut transmise pour être présentée à Sa Majesté. Lord Dartmouth, secrétaire d'état pour les colonies, étant à la campagne lorsque je la reçus, je la lui envoyai, et il m'annonça dans sa réponse qu'il ne manquerait pas de la mettre sous les yeux du roi, en ajoutant « qu'il espérait que le temps n'était pas éloigné où tout sujet de plainte cesserait, et où le bonheur et la tranquillité se rétabliraient entièrement dans la colonie ».

Quiconque connaît lord Dartmouth ne peut douter de la sincérité des désirs qu'il m'exprimait dans cette lettre ; et si les autres serviteurs de Sa Majesté avaient heureusement eu des dispositions aussi bienveillantes, qu'ils eussent montré autant d'attention aux intérêts publics, autant de soin à les ménager, que les hommes d'état d'Angleterre en prennent ordinairement pour se procurer des places et pour s'y maintenir, ils avaient

Digitized by Google

une belle occasion de rétablir, entre la Grande-Bretagne et ses colonies, l'harmonie qui y régnait autrefois, et qui était si nécessaire pour leur avantage réciproque. Ils n'avaient pour y réussir qu'à rétablir les choses dans l'état où elles étaient à la fin de la dernière guerre. La pétition que leur envoyait la province qui avait le plus à se plaindre, était une déclaration solennelle qui déchargeait l'Angleterre de tous sujets de plainte, pour les faire retomber sur quelques-uns de ses propres citoyens. Elle ne demandait pas vengeance de ces perfides, quels que fussent leurs crimes envers toute la nation; elle sentait qu'il était difficile à une administration de punir un gouverneur qui avait agi d'après ses ordres, quoique ses ordres fussent la suite des rapports infidèles et calomnieux de ce gouverneur : elle se bornait à demander qu'il plût à Sa Majesté de retirer des mains d'Hutchinson et d'Olivier le gouvernement de la province, et de mettre en leur place des hommes fidèles et vertueux. On pouvait les placer ailleurs, leur accorder des pensions comme cela s'est pratiqué tant de fois ; mais les ministres n'eurent pas l'adresse de saisir cette occasion. Ils la rejetèrent volontairement, et préférèrent m'outrager et me punir pour la leur avoir offerte. Les clameurs de la cour s'élevèrent contre moi. J'y fus représenté comme un incendiaire, et l'action même dont je m'enorgueillissais, qui me paraissait devoir diminuer considérablement la masse de nos diffé-

Digitized by Google

rends, me fut reprochée comme une tentative malicieuse pour élargir les blessures: étrange perversion de principes! (1)

Je ne fus pas plus heureux dans une autre action que je fis par suite de la même affaire, toujours dans les meilleures vues, et qui contribua à exciter ces clameurs. Lorsqu'on apprit à Londres que ces lettres avaient été publiées en Amérques, on fit beaucoup de recherches pour découvrir qui en avait donné connaissance. M. Temple, employé dans les douanes, en fut accusé dans les journaux. Il s'en défendit; il s'ensuivit une altercation publique entre lui et M. William Whately, frère et exécuteur testamentaire de M. Thomas Whately, à qui l'on supposait que ces lettres avaient éte écrites, et que quelques personnes soupçonnaient d'en avoir donné communication, croyant qu'à la mort de son frère elles avaient pu tomber entre ses mains. Comme la personne à qui je les avais envoyées m'avait mandé dans une lettre que j'ai rapportée ci-des-

(1) « Nous ne devons pas, dans le cours d'une vie publique, nous attendre à une *immédiate* approbation, à une reconnaissance *immédiate* de nos services. Mais persévérons; méprisons les clameurs et même les injures. Nous jouissons toujours de la satisfaction intérieure d'une bonne conscience, et le temps nous rendra justice dans l'esprit des hommes, même de ceux qui ont maintenant le plus de préjugés contre nous ».

(*Correspondance privée de Franklin.*)

Digitized by Google

sus, qu'elle avait des raisons pour désirer qu'on ne fît pas mention de son nom, et que, par le même motif, elle n'avait pas voulu qu'on sût qui les avait transmises, je restai spectateur muet de cette discussion, présumant qu'elle se terminerait, comme toutes les querelles de journaux, quand le public et les parties s'en trouveraient ennuyées. Mais tout à coup, et sans qu'on s'y attendît, cette dispute produisit un duel. On sépara les combattans, M. Whately fut blessé, quoique non dangereusement. Cette circonstance me donna beaucoup de regret de ne l'avoir pas prévenue; mais croyant l'affaire finie, je gardai encore le silence. J'appris pourtant bientôt que le bruit courait qu'un second duel aurait lieu, le premier ayant été interrompu par des personnes que le hasard avait amenées, et que les parties n'attendaient pour cela que la guérison parfaite de la blessure qu'avait reçue M. Whately, qui allait tous les jours de mieux en mieux. Je jugeai alors que mon intervention devenait nécessaire, et comme la querelle n'avait lieu qu'à cause de l'opinion publique, je crus qu'il ne s'agissait que de l'éclairer pour terminer toute contestation.

Je déclarai donc dans une lettre que je fis insérer dans le *Public advertiser*, que c'était moi qui avais obtenu communication des lettres dont il s'agissait, et qui les avais envoyées en Amérique; que M. Whately n'avait pu me les communiquer, parce qu'elles n'avaient jamais été en sa posses-

Digitized by Google

sion, et que, par la même raison, M. Temple n'avait pu les retirer de ses mains pour me les remettre.

Cette déclaration fut d'abord généralement approuvée, si ce n'est que quelques personnes me blâmèrent de ne pas l'avoir faite assez tôt pour empêcher le duel. Mais je n'avais pas le don de prophétie. Je ne pouvais prévoir qu'un duel aurait lieu; je ne prévoyais même pas qu'une des deux parties trouverait mauvais que je l'eusse faite. Je m'imaginais leur rendre service à tous deux en écartant d'eux tous soupçons, et en fesant disparaître la cause de leur querelle. J'aurais cru naturel qu'ils m'en fissent des remercîmens; mais je me trompai à l'égard de l'un d'eux, de M. Whately. Peut-être sa blessure l'en empêcha-t-elle d'abord; mais ensuite ses liaisons à la cour firent probablement qu'on lui dicta une conduite toute différente. Le seul rapport que j'avais eu avec lui, fut relatif à une prière qu'il m'avait faite de prendre des informations sur quelques terres en Pensylvanie, qu'il supposait avoir été achetées du premier propriétaire par le major Thomson son grand-père, dont il se trouvait quelques *memorandum* dans sa famille; mais comme le major n'en avait point parlé dans son testament, on ignorait s'il les avait vendues, ou s'il en avait disposé de quelque autre manière. Je me donnai la peine d'écrire à un de mes amis, homme de loi distingué, bien au fait de ce genre

Digitized by Google

d'affaire, et le priai de me procurer des renseignemens à ce sujet. Il fit quelques démarches à ma prière, et elles ne furent pas infructueuses. Il m'écrivit qu'il avait découvert les terres, que le propriétaire les réclamait, mais qu'il regardait le titre des héritiers Thomson comme décisif; qu'il était facile de s'en remettre en possession, et qu'il s'en chargerait pour M. Whately, si celui-ci le désirait; ou que s'il préférait vendre ses droits, je pouvais lui en offrir de la part de mon ami, 5,000 livres sterling (120,000 francs). J'allai lui communiquer cette lettre dans sa maison, dans Lombard-street, environ un mois avant son duel, et c'était la première fois que j'y entrais. Il fut charmé de cette nouvelle, et vint chez moi une ou deux fois, pour se concerter sur la manière de faire valoir ses titres. Je fais mention de quelques-unes de ces circonstances, afin de prouver que ce n'est point par le moyen d'une connaissance préalable avec lui, que ces fameuses lettres sont venues en ma possession, car elles étaient en Amérique depuis près d'un an, avant que je susse même où était sa demeure; et je parle des autres pour faire ressortir sa reconnaissance. Je l'aurais excusé de ne pas me remercier de l'avoir dispensé de hasarder sa vie une seconde fois; car quoiqu'il pût se trouver servi au gré de ses désirs, il pouvait craindre en montrant quelque satisfaction, de paraître avoir peur d'un second duel. Peut-être aussi comptait-il la vie pour peu

Digitized by Google

de chose; mais, dans tous les cas, une augmentation de fortune avait quelque valeur pour un banquier. Cependant le remercîment que le digne homme me fit, fut de me jeter sur les épaules un procès devant la cour de la chancellerie, sans m'avoir directement ni indirectement fait aucune demande, ni adressé aucun avertissement préalable.

Sa plainte portait : Qu'il était administrateur des biens délaissés par feu son frère Thomas Whately; que des lettres avaient été écrites à sondit frère par les gouverneurs Hutchinson et Olivier, que ces lettres se trouvaient en la possession de son frère, à l'époque de sa mort, *ou en celle de quelque autre personne* à qui il les aurait confiées pour les lire, et les lui rendre ensuite; qu'elles étaient tombées entre mes mains par quelques moyens qu'il ignorait; que pour prévenir une découverte, j'avais supprimé ou fait supprimer l'adresse desdites lettres ; que fesant le métier d'imprimeur, j'avais fait imprimer et publier ces lettres *par mes agens et confédérés* en Amérique; que j'en avais vendu un grand nombre; que j'avais menacé de les faire aussi imprimer et vendre en Amérique; qu'il m'avait demandé la remise des originaux de ces lettres et des exemplaires imprimés, en me requérant de ne plus en imprimer ni en vendre, et *de compter avec lui des profits que j'en avais retirés;* qu'il espérait que j'aurais satisfait à sa demande, mais *que je m'y*

Digitized by Google

étais refusé, contre toute justice, et contre ma conscience, à la grande injure de lui plaignant; qu'en conséquence il suppliait le lord chancelier de m'obliger à déclarer comment ces lettres étaient venues en ma possession, combien j'en avais imprimé et vendu d'exemplaires, et *à compter avec lui du bénéfice, etc.*

Il devait savoir lui-même que tout ce qu'il avançait était *entièrement faux*, une seule circonstance exceptée, celle que son frère avait confié ces lettres à un tiers. Je n'avais jamais eu un seul procès dans toute ma vie, et ceux qui ne se connaissent pas plus en affaires litigieuses que je ne m'y connaissais, seront sans doute aussi surpris de ce que je vais dire, que je le fus moi-même alors. J'appris que, suivant l'usage de la cour de la chancellerie, le défendant devait prêter serment que chaque point de sa réponse contenait la vérité; mais que le demandeur n'était pas obligé d'affirmer par serment la vérité de ce qu'il avançait, d'où il résulte qu'il peut dans sa plainte n'avoir aucun égard pour la vérité, et qu'il lui est permis d'y mettre autant de mensonges que bon lui semble. Je ne comprends pas bien quel est le motif de ce règlement, à moins que ce ne soit pour encourager à plaider.

Je répondis, après avoir prêté serment, « que les lettres en question m'avaient été remises et étaient venues entre mes mains, *comme agent de la chambre des représentans de la province de*

Digitized by Google

Massachusetts; que, lorsqu'elles me furent remises, j'ignorais à qui elles avaient été adressées, aucune adresse n'y étant jointe ; qu'avant ce moment j'ignorais l'existence de ces lettres; que je ne les avais ni imprimées, ni fait imprimer; que, depuis plusieurs années, j'avais quitté la profession d'imprimeur; que je n'avais effacé aucune adresse qui aurait pu être sur lesdites lettres, et que je ne croyais pas que personne l'eût fait; qu'en ma qualité d'agent de la province, j'avais envoyé ces lettres, comme j'avais cru que mon devoir l'exigeait, à un membre du comité, avec lequel j'étais chargé de correspondre toutes les fois que l'intérêt de la province l'exigeait; qu'elles m'avaient été remises pour en faire l'envoi; que le plaignant ne m'avait fait aucune des demandes mentionnées en sa plainte; que je n'avais tiré aucun profit de la publication de ces lettres, et que je n'entendais en retirer aucun, etc. ».

Il devint évident à cette époque qu'on avait renoncé à toute idée de conciliation avec la colonie de Massachusetts, en faisant attention à ses pétitions, et en lui rendant justice sur ses sujets de plainte; que le parti de la sévérité était bien pris, et que c'était une mesure adoptée par la cour que de décrier et avilir les habitans de cette province, et moi parmi les autres, comme son agent. C'était le bon ton de tout ce qui tenait au ministère de répandre des diatribes contre eux

Digitized by Google

et contre moi, dans toutes les compagnies et dans tous les journaux; et il me fut intimé, bien long-temps avant l'événement, et comme une chose arrangée, que la pétition demandant la révocation des gouverneurs serait rejetée, que la conduite de l'assemblée serait censurée, et que je serais puni de mes démarches par la perte de ma place de maître-général des postes. J'étais donc préparé à tout cela; mais je conviens que l'attaque de M. Whately fut pour moi une surprise tout-à-fait imprévue. D'après toutes les circonstances que je viens de déduire, jamais je n'aurais pu m'imaginer qu'un homme qui m'avait des obligations, fût assez bas pour entamer contre moi un procès vexatoire, *de son propre mouvement,* et sans la moindre provocation. Mais ce que j'appris peu après par l'effet du hasard, jeta du jour dans mon esprit sur toute cette transaction. Un de mes amis (1) vint un jour chez moi, en sortant de la trésorerie, et me montra ce qu'il appela *une jolie chose* pour un de ses amis. C'était un ordre de payer 150 livres au docteur Samuel Johnson pour un semestre de sa pension, tiré par le secrétaire de la trésorerie sur ledit sieur Whately. Je le regardai alors comme banquier de la trésorerie pour le payement des

(1) Feu William Strahan, membre du parlement et imprimeur du roi.

Digitized by Google

pensions, et ayant en conséquence des liaisons intéressées avec l'administration, il pouvait avoir été déterminé *par une impulsion étrangère* à me persécuter de ce procès. Cette circonstance, au surplus, ne servit qu'à le faire paraître à mes yeux encore plus vil que s'il eût agi de lui-même.

J'ignorais quelles démarches lui et ses confédérés, les ministres, se proposaient de faire ensuite : je ne croyais pas que le banquier, voyant qu'il n'existait pas de *profits* à partager, voulût dépenser la plus petite pièce de monnaie pour cette affaire; mais l'état de mes finances ne me permettait pas de m'engager à Londres dans une lutte judiciaire avec la trésorerie, surtout lorsque l'administration venait d'avoir soin d'empêcher mes commettans de la Nouvelle-Angleterre de me payer aucun traitement, et de me rembourser mes dépenses, en envoyant au gouverneur une instruction spéciale *de ne signer aucun mandat qui pourrait être tiré à cet effet sur la trésorerie.*

C'est une injustice si évidente que de priver le peuple d'une colonie du droit de se servir de son argent pour payer un agent chargé de défendre ses intérêts, tandis que le gouverneur, jouissant d'un salaire considérable pris sur les fonds extorqués à la province en vertu d'un acte du parlement, pouvait payer largement les Mauduit et les Wedderburn pour insulter les citoyens et

Digitized by Google

leur agent, qu'elle n'a besoin d'aucun commentaire. Mais voilà ce qu'on appelle gouvernement!

Ici se termine le fragment écrit par le docteur Franklin. Il en résulte clairement, ainsi que de ce qui se passa devant les lords du conseil privé(1), que lorsque le docteur, en qualité d'agent de la province de Massachusetts, présenta la pétition pour demander la révocation du gouverneur et du lieutenant-gouverneur, le ministère fit sa propre affaire de leur cause; et Wedderburn, en dépit de toutes les lois et de tous les usages du royaume, reçut ordre d'invectiver contre un homme qui avait offensé les ministres, au lieu de discuter le fonds de la question.

Ce procédé, comme toutes les mesures d'une injustice révoltante, excita l'indignation du peuple, et on la vit peinte un moment sur tous les visages. Dans le premier transport, la corruption et la vénalité mêmes empruntèrent le langage de la vertu. Le nom de Wedderburn n'était prononcé qu'avec horreur, et c'était lui faire trop d'honneur. Un petit génie intrigant, assez adroit pour être plausible, assez rusé pour servir d'instrument, ne pouvait mériter d'autre sentiment que le mépris. Il était aussi généreux au peuple de le pren-

---

(1) *Voyez* l'Appendix n° 2.

Digitized by Google

dre en aversion, qu'il le serait à un enfant de quereller une brique ou une pierre dont on se serait servi pour blesser son bienfaiteur. Ceux qui étaient derrière le rideau, et qui fesaient mouvoir les acteurs sur le théâtre, auraient dû être les objets de l'indignation publique, et s'il eût existé assez de vertu dans la nation, on les aurait produits au grand jour, et on les aurait sacrifiés aux libertés du peuple.

Les plans de l'administration lui ayant alors réussi à l'*est*, elle tourna les yeux vers l'*ouest*, seul côté où la liberté parût encore avoir un lieu de refuge, et où, par conséquent, le ministère devait diriger ses plus grands efforts. On y avait employé les mêmes ruses, les mêmes artifices; mais le même succès ne paraissait pas devoir les y couronner. L'Amérique n'était pas disposée à devenir, comme les Indes orientales, un appendice de l'administration. Elle s'était enrichie par une industrie qui produit des vertus dont cette administration pouvait à peine se faire une idée, et que par conséquent elle appelait des vices.

Il était évident que le différend avec l'Amérique n'était qu'une affaire d'administration; qu'elle n'avait d'autre but que d'augmenter le nombre des places à sa disposition, et de faciliter par là le seul moyen qu'elle connût de gouverner le peuple. Il n'est donc pas étonnant que tous ceux qui parlaient en faveur des Américains fussent l'objet de la haine et de la rage de l'admi-

Digitized by Google

nistration. Le docteur Franklin avait été le plus distingué d'entre eux, et il aurait été sacrifié long-temps auparavant à son ressentiment, s'il n'eût été protégé par une intégrité sans tache, et par des talens supérieurs. Il avait été envoyé en Angleterre pour s'opposer à l'acte du timbre, et la force et la noblesse de ses réponses, lors de sa comparution devant la chambre des communes, semblait un reproche pour le temps où il vivait. Ses sentimens étaient ceux d'un Aristide, et ils firent sur l'esprit du public une impression profonde. C'est pour cette raison qu'il fut tour à tour épié, tenté, persécuté. L'astuce, même quand elle est jointe au pouvoir, ne commet pas ses forfaits au grand jour. Il fallait une occasion; l'affaire des lettres d'Hutchinson et d'Olivier en fournit une, et toute la sagesse du gouvernement fut employée pour en tirer parti. La conduite de l'administration en cette occasion fut bien extraordinaire. On pouvait attendre, d'hommes chargés de gouverner un grand peuple, un peu d'égards pour la décence, quoiqu'ils fussent dépourvus de principes. Il s'agissait de prendre en considération une pétition présentée par une grande et importante province; l'administration crut devoir en faire un passe-temps; elle invita ses amis, en grand nombre, à assister au divertissement. Une affaire sérieuse devint *le combat du taureau*. Le noble animal devait être pris par surprise, privé de toute défense, insulté et dé-

Digitized by Google

chiré par un misérable chien hargneux : objet d'amusement bien convenable pour une assemblée solennelle du conseil privé, pour une audience des sages et vertueux sénateurs du pays!

Enfin l'affaire servit à amuser. La pétition de Boston eut l'air d'avoir été entendue. On fit retentir les mots *honneur*, *vertu*, *vérité*, dans des invectives sans fondement contre le docteur Franklin. Cet homme véritablement grand et vertueux vit ce manége puéril avec un mépris complet, et résolut de ne pas sortir du décorum qui convient aux affaires publiques. Il n'était pas venu au conseil privé pour joûter avec M. Wedderburn; il n'était pas, comme lui, un jongleur de profession, et il crut qu'il se dégraderait en lui accordant quelque attention. Il laissa donc continuer le spectacle, et retourna chez lui bien déterminé à en appeler à un tribunal plus élevé et plus compétent.

Mais l'astuce traçait en secret des plans et des projets que Franklin ne soupçonnait pas, et dont il n'aurait pu se garantir, quand même il les eût soupçonnés. Dès la première nouvelle d'une pétition arrivée de Boston contre ces bons amis de l'administration, Hutchinson et Olivier, toute la marche fut déterminée. On entendrait la pétition; la discussion se changerait en une diatribe contre Franklin, on lui ôterait sa place, et on le chargerait de l'ignominie qu'on pourrait accumuler sur sa tête. — Mais ses connaissances et ses

Digitized by Google

talens? Cet homme, quoique avancé en âge et d'une tournure d'esprit philosophique et paisible, supportera-t-il tranquillement ces injures? Wilkes n'a-t-il pas donné la preuve que le peuple prend le parti des opprimés? — Il est vrai; mais Wilkes avait appris à l'administration à consulter avant d'agir, non la vertu, c'eût été un miracle; mais la prudence et la précaution quand elle veut commettre une violence. Les talens de Wedderburn servirent à merveille en cette occasion, et il conseilla un procès en la cour de la chancellerie. Whately, banquier de la trésorerie, reçut ordre de rendre plainte contre Franklin, pour avoir pris des lettres adressées à son frère. Cette mesure lia les mains au docteur, et elle n'avait été adoptée que dans cette vue. Un homme ne peut défendre même sa réputation, quand la question dont elle dépend est ce que l'on appelle *pendante* devant le lord chancelier. La trésorerie est assez riche pour tenir une affaire *pendante* un long espace de temps; et un homme qui a offensé l'administration ne peut se flatter de désobéir aux règles de la cour de la chancellerie, sans éveiller l'attention du lord chancelier. Ce fait, en même temps qu'il montrait la sagesse et l'équité de l'administration, rendait raison au public de ce qui paraissait fort étrange, « qu'un homme qui possédait les talens et le caractère du docteur Franklin, se laissât tous les jours injurier, sans qu'il publiât une seule ligne pour sa défense ».

Digitized by Google

Tout ce qui parut en sa faveur dans les papiers publics, y fut inséré sans sa participation et à son insu; mais il était du devoir de ses amis de ne rien négliger pour prévenir les effets de la méchanceté la plus noire et la plus réfléchie dont il eût jamais existé d'exemple contre un homme innocent et digne d'éloges.

On répondit, et en général victorieusement, à tous les reproches dirigés contre lui, un seul excepté, le seul qui fût plausible, et que ses amis de l'administration répétaient d'un air triomphant. Ils disaient qu'un homme qui tient une place du gouvernement doit être fidèle au gouvernement, et que le docteur Franklin, occupant un emploi lucratif en Amérique, ne devait, sous aucun prétexte, brouiller le gouvernement avec les Américains. C'était prendre pour accordé, ce qu'à la vérité il n'aurait pas été difficile de démontrer, que l'intérêt du gouvernement était d'un côté, et celui du peuple de l'autre; car il importe peu qu'il s'agisse du peuple d'Amérique ou de celui du comté de Middlesex. C'est donc avouer, aussi clairement qu'il est possible, les principes de la tyrannie, que de soutenir que les serviteurs du roi lui appartiennent exclusivement, et n'ont ni rapports avec le peuple, ni devoirs à remplir envers lui.

Peu de temps après la séance du conseil privé, le docteur Franklin fut destitué de la place de maître-général des postes, qu'il tenait de la cou-

Digitized by Google

ronne. Ce n'était pas seulement par l'envoi des lettres dont il vient d'être question qu'il avait offensé le ministère britannique, mais par ses écrits populaires en faveur de l'Amérique. Deux d'entre eux avaient surtout attiré l'attention publique des deux côtés de l'océan : l'un était un édit supposé du roi de Prusse, établissant une taxe sur les habitans de l'Angleterre, comme descendans d'émigrés de ses domaines; l'autre était intitulé : *Moyen de faire un petit état, d'un grand empire.* Dans tous deux les prétentions de la mère-patrie, et la conduite du ministère anglais étaient l'objet d'une satire sanglante.

Pendant que ces événemens se passaient, la réputation du docteur Franklin fut attaquée par un autre antagoniste. Josiah Tucker, docteur en théologie, et doyen de Glocester, publia un ouvrage dans lequel il avançait « qu'un certain patriote Américain, qu'il n'était pas besoin de nommer, avait fait des démarches pour obtenir une place dans l'administration du timbre en Amérique ». Le docteur Franklin écrivit à ce sujet plusieurs lettres au docteur Tucker, pour lui demander les preuves de cette assertion. Celui-ci, dans sa dernière réponse, lui dit « qu'on l'avait informé plusieurs fois qu'il avait sollicité de feu M. Grenville une place d'agent ou de distributeur du timbre en Amérique; qu'il avait conclu de cette information que c'était pour lui-même que le docteur Franklin avait sollicité cette place;

Digitized by Google

qu'il était informé maintenant qu'il n'existait pas de preuve positive de ce fait, mais qu'il en existait qu'il avait fait une semblable demande en faveur d'une autre personne; enfin que le docteur Franklin conviendrait sans doute lui-même qu'il était fort indifférent pour la question en général, qu'il eût fait cette démarche pour lui ou pour un de ses amis, et que s'il y trouvait quelque différence, elle était au-dessus de la compréhension du docteur Tucker ».

Le docteur Franklin lui répondit le 26 février 1774, ainsi qu'il suit:

« MONSIEUR,

» Je vous remercie de la franchise avec laquelle vous m'avez communiqué les détails des informations que vous avez reçues relativement à la prétendue démarche que j'ai faite auprès de M. Grenville, pour obtenir une place dans l'administration du timbre en Amérique: comme ni vos premières, ni vos dernières informations ne sont véritables, je crois devoir, pour votre satisfaction, vous mettre sous les yeux, d'une manière simple et claire, toutes les circonstances qui ont pu donner lieu à ce rapport erroné.

» Quelques jours après que l'acte du timbre eut été adopté, acte auquel je m'étais opposé par tous les moyens qui étaient en mon pouvoir, je reçus un billet de M. Whately, secrétaire de

Digitized by Google

M. Grenville, qui me priait de passer chez lui le lendemain matin. Je m'y rendis, et j'y trouvai plusieurs autres agens des colonies américaines. Il nous informa que M. Grenville désirait que l'exécution de cet acte fût le moins désagréable possible pour l'Amérique, et qu'en conséquence il n'avait pas l'intention d'y envoyer de ce pays des officiers du timbre, mais qu'il désirait choisir dans chaque province des habitans honnêtes et irréprochables, qui pussent être agréables au peuple; que les Américains devant payer cette taxe, il était juste d'ailleurs que les émolumens restassent parmi eux. M. Whately nous invita donc à lui désigner les personnes que nous jugerions convenables, pour nos colonies respectives, nous ajoutant que M. Grenville nous saurait le meilleur gré de lui indiquer des hommes honnêtes et solvables, et qu'il aurait le plus grand égard à nos recommandations. D'après cette déclaration plausible, et qui paraissait faite de bonne foi, nous nous déterminâmes à le satisfaire, et j'indiquai pour ma province, M. Hugher, disant en même temps que j'ignorais s'il voudrait accepter; mais que s'il acceptait, j'étais certain qu'il remplirait ses devoirs avec intégrité : j'appris peu de temps après sa nomination. Je crois qu'aucun de nous ne prévit ou ne s'imagina que cette complaisance pour la demande du ministre serait représentée ensuite comme une sollicitation de notre part, et alléguée comme une preuve

Digitized by Google

que l'acte du timbre auquel nous nous étions opposés, avait notre approbation. Si nous avions pu le croire, peu de nous auraient souscrit à cette invitation; et quant à moi, je ne l'aurais certainement pas fait : je puis vous assurer, et vous prouver, par des témoins encore vivans, que tel est le récit exact de ce qui s'est passé en cette occasion; si vous le comparez avec ce que vous dites dans votre ouvrage, je suis persuadé que vous y trouverez une différence qui sera bien loin d'être *au-dessus de votre compréhension.*

» Permettez-moi de vous faire observer encore que votre remarque qu'*il n'existe pas de preuve positive* que j'aie sollicité une telle place pour moi-même, semble dire qu'il se trouve au moins quelques preuves circonstantielles qui peuvent en faire naître le soupçon : cependant la dernière partie de votre phrase où vous dites qu'*il existe des preuves* que j'ai sollicité cette place pour un autre, détruit, ce me semble, un pareil soupçon, et est, si l'on y ajoute foi, une preuve *positive* du contraire : car si j'avais assez de crédit sur M. Grenville pour obtenir cette place pour un autre, est-il vraisemblable qu'il me l'aurait refusée si je l'eusse demandée pour moi-même?

» Il est une autre circonstance sur laquelle je vous prie de réfléchir avec impartialité : vous me représentez comme ayant des opinions ver-

Digitized by Google

satiles, et paraissant à la chambre des communes pour décrier une mesure que j'avais approuvée, et exciter l'orage qui grondait sur le ministre. Comme cela doit être arrivé après mes prétendues sollicitations pour moi ou pour mon ami; comme M. Grenville et M. Whately étaient à la chambre, et que tous deux me firent des questions; peut-on croire que, blessés comme ils devaient l'être d'un tel changement dans mes opinions, aucun d'eux n'eût fait de réflexions sur cette versatilité, ne l'eût fait remarquer à la chambre, ne me l'eût reprochée, ne m'en eût demandé les raisons? et cependant tous les membres présens à cette séance, savent que ni eux, ni personne de leur parti ne prononcèrent un mot à ce sujet.

» Je me persuade que vous commencez maintenant à soupçonner que vous avez été induit en erreur par ceux qui vous ont donné ces informations : je ne vous demande pas leur nom, parce que je n'aime pas à avoir des raisons particulières pour mésestimer des gens qui, en général, peuvent avoir droit à ma considération : ils peuvent aussi avoir tiré des conséquences des rapports qu'ils avaient reçus d'autres personnes; et ayant appris que la place avait été donnée à une personne que j'avais indiquée, ils ont pu supposer que je l'avais sollicitée, tout aussi naturellement que le docteur Tucker, en

Digitized by Google

apprenant que je l'avais sollicitée, en avait conclu que c'était pour moi.

» Je vous prie de croire que je prends en bonne part l'aveu que vous me faites (1), « qu'il vous a paru depuis long-temps, que je suis sorti des bornes de la moralité dans les moyens que j'ai employés pour procurer l'avantage supposé de l'Amérique ». Je sais qu'il y a beaucoup de vérité dans ce proverbe, que *nos péchés et nos dettes vont toujours au-delà de ce que nous croyons;* et quoique je ne puisse en ce moment, d'après un examen de conscience, m'accuser d'aucune espèce d'immoralité, il me paraît raisonnable de soupçonner que ce qui *vous a paru depuis long-temps,* peut avoir quelque fondement. Vous avez la bonté d'ajouter « que si je puis prouver que vous m'ayez injustement soupçonné, vous serez charmé de reconnaître cette erreur ». Il est quelquefois difficile de prouver que des soupçons soient injustes, même quand on sait en quoi ils consistent; mais la difficulté devient bien plus grande quand on ne le sait point. Je dois donc croire que votre intention, en m'en parlant, était de m'en communiquer les motifs, si je vous les demandais, et c'est ce que je fais aujourd'hui, avec le désir et la résolution sincère, je vous l'assure, de me corriger des fautes

(1) Dans une précédente lettre.

Digitized by Google

que vous me ferez reconnaître dans ma conduite, et de vous remercier de vos avis. Dans vos écrits, je parais un méchant homme; si vous pouvez m'aider à en devenir véritablement un meilleur, ce sera, monsieur, une réparation plus que suffisante pour votre serviteur,

» B. FRANKLIN. »

Sur le brouillon de cette lettre le docteur Franklin a écrit la note suivante.

7 février 1775. Je n'ai pas encore reçu de réponse à cette lettre.

Il est donc évident que le révérend docteur ne voulut pas convenir qu'il se fût matériellement trompé en parlant de Franklin. Il paraît que ses préventions étaient tellement enracinées, et que son désir de rendre justice à un homme qu'il avait calomnié était si engourdi, qu'il se boucha les yeux et les oreilles pour ne voir ni n'entendre la vérité. Avec des dispositions plus équitables, il aurait été impossible au doyen de Glocester de garder un silence si opiniâtre sur cette dernière lettre. Les faits qu'elle contenait y étaient expliqués avec tant de candeur et de civilité, qu'il aurait cru de son devoir, ou de les contredire en en alléguant d'autres également conclusifs, ou de reconnaître qu'il avait fait une accusation mal fondée. Il n'avait ni la possibilité de faire l'un, ni la volonté de faire l'autre; il ne lui res-

Digitized by Google

tait donc que l'expédient évasif de ne faire aucune réponse.

Mais revenons à des objets d'intérêt public. Toutes les espérances que Franklin avait conçues, en faveur de l'Amérique, de la bonne réputation et des dispositions favorables du ministre actuel, lord Dartmouth, ne tardèrent pas à se flétrir. Non-seulement on n'essaya pas même de rien changer aux mesures de son prédécesseur, mais on en prit de nouvelles qui devaient exaspérer les colonies encore davantage, les jeter dans le désespoir, et les porter à une rébellion ouverte.

Dans un écrit du docteur Franklin, intitulé : *De l'origine et des progrès des différends entre la Grande-Bretagne et ses colonies américaines*, et qu'on suppose avoir été publié vers cette époque (1774), il établit qu'aussitôt après la conclusion de la guerre, le but du ministère anglais fut de tirer un revenu de l'Amérique. La première tentative pour y parvenir fut l'acte du timbre : il parut bientôt que cette démarche n'avait pas été suffisamment réfléchie, et qu'on n'avait pas accordé assez d'attention aux droits, à la force, aux opinions et au caractère d'un grand peuple qui prenait chaque jour un nouvel accroissement. Les colonies se plaignirent : elles prétendirent que cette taxe était inutile, parce que leurs assemblées s'étaient toujours montrées disposées à accorder des dons volontaires à la cou-

Digitized by Google

ronne, proportionnellement à leurs moyens; et souverainement injuste, parce qu'elles n'étaient pas représentées dans le parlement britannique, au lieu qu'elles l'étaient dans leurs assemblées où leur consentement était donné, comme cela devait être, toutes les fois qu'il s'agissait de puiser dans leur bourse.

Le parlement rapporta cet acte comme inconvenable; mais dans un autre il se déclara le droit de taxer les colonies par des lois qui seraient obligatoires pour elles dans tous les cas; et l'année suivante il assujettit à des droits les marchandises qui y arrivaient d'Angleterre. Après le rapport de l'acte du timbre, les Américains avaient repris toute leur bonne humeur, et le commerce avec la Grande-Bretagne s'était rétabli; mais ces nouveaux droits renouvelèrent leurs plaintes. On peut voir dans la seconde Partie de la *Correspondance privée du docteur Franklin*, les causes progressives du mécontentement des Américains.

En parlant du droit que le parlement britannique prétendait avoir de faire des lois obligatoires dans tous les cas pour les colonies américaines, le docteur Stuber dit : « Ce droit ne fut jamais reconnu par les colonies; mais comme elles se flattaient qu'on ne l'exercerait jamais, elles ne firent pas de bien vives remontrances à ce sujet. Si l'on eût laissé dormir ce prétendu droit, les colons auraient volontiers fourni leur quote-part de contributions, suivant le mode auquel ils

Digitized by Google

étaient habitués, c'est-à-dire en vertu d'actes émanés de leurs propres assemblées, sur la réquisition du secrétaire d'état. Si l'on eût continué de suivre cette marche, les colons étaient si favorablement disposés en faveur de leur mère-patrie, que, malgré tout le désavantage que leur occasionnaient les restrictions mises à leur commerce, et qui n'avaient en vue que l'intérêt de celui de la Grande-Bretagne et de ses manufactures, la séparation des deux pays aurait été un événement encore bien éloigné. On apprenait aux Américains, dès leur enfance, à respecter le peuple dont ils descendaient, dont le langage, les lois et les mœurs étaient semblables aux leurs. Ils le regardaient comme un modèle de perfection; et dans leur esprit prévenu, les nations d'Europe les plus éclairées passaient pour des barbares, en comparaison des Anglais. Le nom d'Anglais leur présentait à l'idée tout ce qui était bon, tout ce qui était grand. Tels étant les sentimens qui leur étaient inspirés dès leur bas âge, il fallait une répétition des plus injustes procédés pour leur faire concevoir la pensée la plus éloignée d'une séparation. Les droits sur le verre, sur le papier, sur le cuir, sur les couleurs, sur le thé, etc., quelques-unes des provinces dépouillées de leurs priviléges, les obstacles apportés par les gouverneurs aux mesures des assemblées législatives des autres, le mépris avec lequel on recevait leurs humbles remontrances, leurs

Digitized by Google

plaintes, leurs demandes de justice ; d'autres actes de violence et d'oppression, éveillèrent enfin un formidable esprit d'opposition. Au lieu de chercher à calmer cette effervescence par une conduite plus prudente, le ministère n'en persista que plus opiniâtrément à réduire les colonies à une obéissance servile à ses décrets ; mais il ne fit qu'aggraver les maux. On épuisa en vain tous les moyens de faire renoncer les ministres à ce dessein, de les convaincre de l'impossibilité d'y réussir, et de leur mettre sous les yeux le tableau des suites funestes qui résulteraient de leur aveuglement, s'ils persistaient dans ce projet : ils y persistèrent, et avec une opiniâtreté sans exemple.

Tout le continent de l'Amérique commença alors à regarder le bill relatif au port de Boston (1) comme attaquant essentiellement la liberté de toutes les colonies, et tous les journaux américains contribuèrent à propager ces sentimens, et à les enraciner dans tous les esprits.

Même les colonies qui dépendaient le plus de la mère-patrie pour la vente de leurs productions, firent cause commune avec les autres, et l'on n'entendit plus parler que de résolutions pour encourager les manufactures nationales,

(1) Bill qui ordonnait le blocus du port de Boston, à cause de la destruction qui avait eu lieu en cette ville de quelques cargaisons de thé.

(*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

se servir des produits du pays, renoncer à tout objet venant de l'étranger, et s'interdire tout ce qui était superflu.

La Virginie résolut de ne plus cultiver de tabac, jusqu'à ce qu'on eût fait droit aux plaintes de l'Amérique. Le Maryland suivit cet exemple : la Pensylvanie et presque toutes les colonies prirent des résolutions dictées par le même esprit, et tendant à forcer l'Angleterre à leur rendre justice.

Pendant ces querelles entre les deux pays, le docteur Franklin inventa un petit dessin emblématique tendant à représenter l'état de la Grande-Bretagne et de ses colonies, si la première persistait dans ses mesures d'oppression, et notamment dans la prétention de faire taxer les colons par un parlement dans lequel ils n'étaient pas représentés. Il fut gravé sur une planche de cuivre, et c'est cette même planche qui a servi à tirer la gravure ci-jointe. Franklin en fit tirer un grand nombre sur du papier dont il se servait ensuite pour écrire ses billets. Il avait joint à d'autres exemplaires l'explication et la morale ci-après.

EXPLICATION.

« La Grande-Bretagne est supposée avoir été appuyée sur le globe. Mais ses membres, c'est-à-dire ses colonies, ayant été retranchés de son corps, on la voit lever au ciel les yeux, et les tronçons de ses bras. Son bouclier, qu'elle ne peut

Digitized by Google

plus soutenir, est tombé à son côté; sa lance a percé *la Nouvelle-Angleterre;* la branche de laurier est tombée de la main de la *Pensylvanie;* le chêne britannique a perdu sa tête, et n'est plus qu'un tronc stérile, où l'on n'aperçoit que quelques branches desséchées, et autour duquel on voit croître des orties et des épines. Dans le lointain on voit les mâts des vaisseaux anglais couronnés de balais, ce qui annonce qu'ils sont à vendre. La Grande-Bretagne elle-même n'a plus la force de s'appuyer sur le globe, et est sur le point de tomber. On lit sur sa ceinture les mots. *Date obolum Belisario.* »

MORALE.

« L'histoire nous fournit beaucoup d'exemples d'états ruinés par suite de mesures peu convenables au caractère et à l'esprit de leurs habitans. Des lois portées pour favoriser une partie d'une nation, et en opprimer une autre, sont bien certainement la plus fausse opération de politique. Une répartition égale de protection, de droits, de priviléges et d'avantages, doit être le partage de chacune des parties qui composent un état, et il importe peu à sa prospérité que ses sujets s'enrichissent et que le commerce fleurisse sur la Tamise ou sur l'Ohio, à Edimbourg ou à Dublin. Ces mesures ne manquent jamais de faire naître la jalousie et la haine entre la partie favorisée et la partie opprimée. De là il résulte

Digitized by Google

nécessairement une séparation totale d'affections, d'intérêts, d'obligations politiques, l'affaiblissement du corps de l'état, et peut-être sa ruine irréparable ».

En juin 1774, on commença à songer sérieusement à un congrès général de députés de toutes les colonies. Cette idée avait été suggérée un an auparavant par le docteur Franklin, dans une lettre qu'il écrivit à l'honorable Thomas Cushing, en date du 7 juillet 1773, où il disait : « Comme la force d'un empire dépend non-seulement de l'union de toutes ses parties, mais de leurs dispositions à ne faire de cette force qu'un seul faisceau commun; comme la discussion des droits pourrait paraître hors de saison dans un moment de guerre effective, et que les délais qui en pourraient résulter seraient nuisibles à l'intérêt général; comme la résistance d'une ou deux colonies ferait moins d'impression si les autres se courbaient sous le joug, ce qu'on obtiendrait peut-être à force de prétextes et d'artifices; comme enfin ce manque de concert détruirait toutes les espérances que nous pouvons raisonnablement concevoir d'obtenir justice, peut-être la marche la plus sage et la plus utile que pourraient adopter les colonies, serait de profiter de la paix actuelle pour assembler UN CONGRÈS GÉNÉRAL, ou pour établir les moyens de correspondance qui ont été récemment proposés, de faire

Digitized by Google

une déclaration positive et solennelle de leurs droits, de s'engager réciproquement et irrévocablement à n'accorder aucun subside à la couronne, en cas de guerre générale, jusqu'à ce que ces droits aient été reconnus par le roi et par les deux chambres du parlement d'Angleterre, et enfin de communiquer cette résolution au gouvernement anglais. Je suis convaincu qu'une telle démarche amenerait une crise décisive; et soit qu'on nous accordât nos demandes, soit qu'on recourût à des mesures de rigueur pour nous forcer à nous en désister, nous n'en parviendrions pas moins à notre but; car l'odieux qui accompagne toujours l'injustice et la persécution, contribuerait à nous fortifier en resserrant notre union, et tout l'univers reconnaîtrait que notre conduite a été honorable ».

Tel avait été l'avis du docteur Franklin, et comme il l'observe quelque part, « Un bon avis n'est jamais perdu ». On le suivit dans toutes ses parties, et ce fut le premier pas vers l'union des colonies, et vers leur émancipation définitive du joug de la Grande-Bretagne.

Le premier congrès s'assembla à Philadelphie, le 17 septembre 1774. Il commença par prendre une résolution pour exprimer ses dispositions à l'égard de la colonie de Massachusetts, et pour encourager les habitans de cette province à continuer à s'opposer aux actes oppressifs du parlement britannique. Cette résolution, et plusieurs

Digitized by Google

autres de même nature, relatives à cette colonie, ayant été adoptées, le congrès écrivit une lettre au général Gage, gouverneur de cette province, et qui y commandait les troupes du roi. Après y avoir établi les plaintes déjà faites par la ville de Boston, il lui déclara que les colonies avaient pris la résolution de s'unir pour la conservation de leurs droits communs, et pour s'opposer à l'exécution des derniers actes du parlement, sous l'oppression desquels gémissait la province de Massachusetts; que les colonies avaient nommé les membres du congrès, les gardiens de leurs droits et de leurs libertés; qu'ils voyaient avec le plus vif regret que, tandis qu'ils prenaient les mesures les plus pacifiques et les plus soumises pour effectuer une réconciliation sincère entre la Grande-Bretagne et ses colonies, son excellence se permît des procédés qui portaient une apparence si hostile, et qui n'étaient pas même justifiés par les actes oppressifs dont ils se plaignaient. Ils lui représentèrent que cette conduite tendait naturellement à irriter le peuple, à le porter, malgré ses dispositions à la paix, à en venir à des hostilités qui mettraient des obstacles aux efforts du congrès pour rétablir la bonne intelligence avec la mère-patrie; enfin à plonger le pays dans les horreurs de la guerre civile.

Le congrès publia une DÉCLARATION DES DROITS qu'il prétendait appartenir aux colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, en vertu des lois

Digitized by Google

immuables de la nature, des principes de la constitution britannique, et des chartes qu'elles avaient obtenues.

Il rédigea aussi une pétition au roi, un mémoire aux habitans de la Grande-Bretagne, une adresse aux colonies en général, et une autre aux habitans de la province de Québec.

Ces pièces, écrites avec autant d'adresse que de talent, et pleines d'une énergie peu commune, méritent l'attention des homme d'état, et se trouvent dans les annales de l'histoire d'Amérique.

La pétition à Sa Majesté contenait un exposé des plaintes des colonies, et une humble prière d'y faire droit. Elle fut envoyée en Angleterre, sous enveloppe, au docteur Franklin, par le secrétaire du congrès, Charles Thomson.

Le docteur Franklin, en ce moment critique, fesait des efforts continuels pour engager le gouvernement britannique à changer de système, relativement aux colonies. Dans ses conversations particulières, dans ses lettres aux personnes qui avaient des relations avec le ministère, dans tout ce qu'il publiait par la voie des journaux, il appuyait toujours sur l'injustice et le défaut de politique de la conduite adoptée par l'Angleterre à l'égard de l'Amérique. Il établissait, de la manière la plus énergique, que, malgré l'attachement sincère des colons pour leur mère-patrie, une continuité de traitemens injustes devait finir par aliéner leurs esprits. Les ministres fermèrent

Digitized by Google

l'oreille à ses avis et à ses prédictions solennelles; ils persévérèrent aveuglément dans leurs projets, et ne laissèrent d'autre alternative aux Américains qu'une opposition ou une soumission absolue. Cette soumission ne pouvait s'accorder avec les principes de liberté qu'ils étaient habitués à révérer; ils furent donc forcés, quoique malgré eux, de recourir à l'opposition.

Le docteur Franklin voyant l'inutilité de ses efforts pour rétablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne et ses colonies, se trouvant l'objet des soupçons du gouvernement britannique, et ayant reçu des avis particuliers qu'on songeait à le faire arrêter, sous prétexte qu'il avait fomenté une rébellion dans les colonies, se détermina à retourner en Amérique, et s'embarqua dans le mois de mars 1775.

Pendant la traversée, il confia au papier un monument mémorable et durable de ses efforts pour effectuer une réconciliation entre la Grande-Bretagne et ses colonies, quoi qu'en eussent pu dire les accusations calomnieuses de ses ennemis. C'était une relation des négociations qu'il venait de conduire, pour parvenir à ce but si désirable et qu'il avait tellement à cœur. Elle est adressée à son fils, le gouverneur Franklin, et il l'aurait certainement insérée dans ses Mémoires, s'il les avait conduits jusqu'à l'époque où nous nous trouvons. C'est l'histoire de ses transactions politiques en Angleterre: elle sert à

Digitized by Google

mettre dans tout son jour la noblesse de son caractère, et est très-intéressante pour les annales de la révolution d'Amérique. D'après ces considérations, l'éditeur se croirait inexcusable de supprimer ou d'abréger cette pièce, ou de lui donner une nouvelle forme. Il éprouve au contraire une grande satisfaction à laisser reprendre la plume au docteur Franklin, et il espère qu'elle sera partagée par ses lecteurs.

A bord du paquebot *la Pensylvanie*, chargé pour Philadelphie, capitaine Osborne, 22 mars 1775.

« MON CHER FILS,

» Me trouvant un peu de loisir en ce moment, je vais tâcher, comme je vous l'ai promis, de me rappeler, autant qu'il me sera possible, et de mettre par écrit le détail des négociations auxquelles j'ai pris part relativement à la mésintelligence entre la Grande-Bretagne et ses colonies américaines.

» Après la session du parlement qui avait passé des actes si sévères contre la province de Massachusetts, les membres de la minorité sentant que leur faiblesse venait du manque d'union entre eux, commencèrent à penser sérieusement à former une coalition. Ils voyaient que les mesures violentes adoptées contre l'Amérique, faisaient courir le risque, si l'on y persistait, de démembrer, d'affaiblir, et peut-être de ruiner

Digitized by Google

l'empire britannique. Quelques-uns d'entre eux conçurent le projet de s'unir d'une manière plus intime, afin de pouvoir offrir à la prochaine session un poids plus respectable, une opposition plus imposante, et un corps dans lequel on pût aisément former un nouveau ministère, si le défaut de réussite des moyens employés jusqu'alors, et la ferme résistance des colonies, fesaient juger au roi ce changement nécessaire.

» Je pris quelques soins pour entretenir ces dispositions, dans les entretiens que j'eus avec les principaux membres de la minorité des deux chambres. Je les suppliai et les conjurai de ne pas souffrir que, par suite du peu d'intelligence qui régnait entre eux, l'ignorance du ministère fît écrouler l'édifice glorieux de l'empire britannique. Pour les encourager d'autant plus, je les assurai que l'Amérique déployerait une fermeté unanime, ce dont ils avaient souvent douté, et ce qui paraissait leur occasionner des craintes et des inquiétudes.

» Depuis l'insulte qui m'avait été faite à la séance du conseil privé, en janvier 1774, je ne m'étais jamais présenté au lever d'aucun ministre. Je ne cherchai pas à me justifier des accusations portées contre moi; je ne rendis pas à mes ennemis injures pour injures; je gardai un froid silence, et je me réservai pour une occasion future. J'avais, pour adopter cette conduite, des motifs qu'il est inutile de développer ici. De temps en

Digitized by Google

temps, j'entendais dire que les membres raisonnables de l'administration rougissaient du traitement que j'avais reçu. Je soupçonnais quelques-uns de ceux qui me parlaient ainsi, de vouloir tirer de moi mes sentimens et mes projets, et ce fut une nouvelle raison pour moi de garder un silence presque absolu. Cependant, les mesures prises par les ministres relativement à la Nouvelle-Angleterre, ne produisant pas l'effet qu'ils en attendaient, ils se trouvèrent de plus en plus embarrassés, et commencèrent, à ce qu'il paraît, à penser à se servir de moi pour se tirer d'affaire. Mais il aurait été trop humiliant pour eux de s'adresser à moi directement et franchement; et, d'après ce motif, ils eurent recours à des moyens détournés pour savoir ce qu'ils pouvaient en attendre.

Les nouvelles reçues d'Amérique depuis la prorogation du parlement, annonçaient que toutes les mesures de l'administration n'y avaient ni divisé ni intimidé le peuple; qu'elles n'avaient fait au contraire qu'y rendre l'union plus intime, et la détermination plus décidée; et qu'il était vraisemblable qu'on allait y faire la convention de n'y recevoir aucune importation. Le ministère appréhendant de là que cette mesure, en indisposant les villes de commerce et de manufactures d'Angleterre, n'influât sur les prochaines élections qui devaient nécessairement avoir lieu l'an-

Digitized by Google

née suivante, et ne grossît les rangs du parti de l'opposition, fit prononcer tout à coup, et sans qu'on s'y attendît, la dissolution de l'ancien parlement, et ordonna qu'on procédât à l'élection d'un nouveau, dans le plus court délai, avant qu'on pût sentir les suites de cette convention, ou qu'elles pussent produire cet effet.

Quand j'allai en Angleterre, en 1757, vous pouvez vous rappeler que je fis plusieurs tentatives pour me faire présenter à lord Chatham, alors premier ministre, pour lui parler des affaires dont j'étais chargé pour la Pensylvanie, mais que je ne pus y réussir. C'était alors un homme trop important, ou trop occupé d'affaires plus importantes. Je fus donc obligé de me contenter d'une sorte de communication secrète et non avouée avec MM. Potter et Wood, ses secrétaires, qui parurent, par leurs civilités, vouloir former une liaison avec moi, et qui tirèrent de moi tous les renseignemens que je pouvais donner sur la guerre qui avait alors lieu en Amérique, avec mon opinion sur les mesures que d'autres proposaient ou conseillaient, ce qui me fournit l'occasion de faire sentir l'utilité de s'emparer du Canada. Je regardai, depuis ce temps, M. Pitt comme inaccessible : je me bornai à l'admirer de loin, et n'essayai pas davantage de le voir de plus près. J'eus une ou deux fois la satisfaction d'apprendre de lord Shelburne, ou je crois de lord Stanhope,

Digitized by Google

qu'il me fit quelquefois l'honneur de parler de moi, comme d'un homme d'un caractère respectable.

Vers la fin d'août dernier, comme je revenais de Brighthelmstone, j'allai faire une visite à mon ami M. Sargent, à sa terre d'Halsted, dans le comté de Kent, suivant la promesse que je lui en avais faite. Il m'apprit qu'il avait promis de me conduire à Chevening chez lord Stanhope, qui désirait que j'allasse le voir, quand je viendrais dans ces environs. Nous nous rendîmes donc, dans la soirée, chez lord Stanhope, qui me dit que lord Chatham souhaitait me voir, et que la demeure de M. Sargent, où je devais loger, se trouvant sur le chemin de Hayes, il viendrait me prendre le lendemain au matin pour m'y conduire. M'y étant rendu, cet homme, véritablement grand, me reçut de la manière la plus civile, me fit force questions sur la situation des affaires en Amérique, parla avec sensibilité de la sévérité des dernières mesures prises contre la province de Massachusetts, me donna un aperçu du discours qu'il avait prononcé pour s'y opposer, me témoigna beaucoup d'estime et d'intérêt pour les habitans de ce pays, et me dit qu'il espérait qu'ils continueraient à demeurer fermes et unis pour défendre leurs droits constitutionnels par toutes les voies légales et pacifiques. Je l'assurai que je ne doutais pas qu'ils ne le fissent. Il me répondit qu'il était charmé de m'entendre parler ainsi, parce qu'il

Digitized by Google

savait que je devais connaître leurs sentimens. Je saisis cette occasion pour lui dire que la chute des grands empires avait toujours commencé à leurs extrémités, parce que les contrées éloignées des yeux et du siége du gouvernement, n'avaient jamais été bien administrées, mais avaient été opprimées par d'injustes gouverneurs, dans la persuasion que des plaintes partant de si loin ne pourraient ni se faire entendre, ni être écoutées, ce qui les avait encouragés à continuer leurs exactions jusqu'à ce qu'elles devinssent intolérables; que l'empire de la Grande-Bretagne avait heureusement trouvé et pratiqué bien longtemps une méthode qui assurait un sage gouvernement à chaque province, en le lui confiant en grande partie à elle-même, d'où il était résulté tant de satisfaction pour les sujets, tant d'encouragement à former de nouveaux établissemens, que sans la marche suivie depuis peu par une mauvaise politique, en proclamant la toute-puissance du parlement, quoique pour tout pouvoir, il faudrait aussi qu'il pût tout savoir, nous aurions ajouté province sur province à nos colonies jusqu'à la mer du Sud; que je regrettais la ruine qui semblait menacer un si beau plan, si bien imaginé pour rendre heureux tous les sujets du plus grand empire; enfin que j'espérais que si lui et quelques autres hommes sages et distingués voulaient unir leurs efforts, il pouvait encore être temps d'arracher ce pays aux mains d'un

Digitized by Google

ministère ignorant qui voulait le déchirer, et de rétablir, entre la Grande-Bretagne et ses colonies, l'union et l'harmonie si nécessaires pour leur avantage réciproque.

Il me répondit avec beaucoup de politesse que j'avais des idées saines sur la manière d'étendre ainsi notre empire; qu'elles étaient dignes d'une âme grande, bienfesante et éclairée, qu'il souhaitait comme moi que les différentes branches de l'opposition pussent se réunir pour travailler de concert à rétablir la bonne intelligence qui régnait autrefois entre les deux pays, ce qu'il désirait ardemment : mais il parla de cette réunion comme d'une chose pleine de difficultés, et qu'il fallait plutôt souhaiter qu'espérer. Il me dit que l'opinion dominante en Angleterre était que le but de l'Amérique était de s'ériger en état indépendant, ou du moins de se soustraire aux lois *sur la navigation*. Je l'assurai qu'ayant traversé plusieurs fois toutes les colonies américaines, y ayant vu nombreuse compagnie, dans le commerce de l'intimité, je n'y avais jamais rien entendu qui exprimât le désir d'une séparation avec la mère-patrie, ou qui annonçât l'idée qu'une telle séparation pût être utile à l'Amérique: que, quant aux lois sur la navigation, la partie la plus importante, comme de faire notre commerce sur des bâtimens anglais ou coloniaux, d'exclure de nos ports les navires étrangers, de composer l'équipage de nos vaisseaux de trois quarts de

Digitized by Google

marins anglais, nous était aussi agréable qu'elle pouvait l'être à l'Angleterre : que nous ne refusions même pas de nous soumettre aux règles générales faites pour le commerce par le parlement, pourvu que la bonne foi y présidât, qu'elles eussent en vue l'utilité de la totalité de l'empire, et non un modique avantage pour une partie, au grand détriment de l'autre, comme par exemple l'obligation imposée à nos vaisseaux de se rendre en Angleterre, en venant du Portugal et de l'Espagne, avec leurs vins et leurs fruits; les restrictions imposées à nos manufactures de laine et de chapellerie ; la prohibition relative aux moulins à fendre, aux ouvrages en acier, etc. Il convint qu'on pourrait faire quelques changemens à cet égard, mais ajouta que ce qui concernait les moulins et l'acier avait été agréé par nos agens lors d'un compromis qui avait eu lieu sur l'opposition qui avait été faite à une diminution de droits.

Enfin il me témoigna beaucoup de satisfaction de m'avoir vu, et surtout de l'assurance que je lui avais donnée que l'Amérique n'aspirait pas à l'indépendance, et ajouta qu'il serait charmé de me revoir le plus souvent possible. Je lui répondis que je ne manquerais pas de profiter de la permission qu'il voulait bien m'accorder, sentant parfaitement tous les avantages que je retirerais de sa conversation instructive ; et ce n'était certainement pas un pur compliment.

Le nouveau parlement devait s'ouvrir le 29 no-

Digitized by Google

vembre 1774. Vers le commencement de ce mois, étant à la Société royale, M. Raper, un de nos membres, me dit qu'il connaissait une dame qui avait une grande envie de jouer avec moi aux échecs, espérant pouvoir me battre, et qu'elle l'avait prié de me conduire chez elle. C'était, me dit-il, une dame dont il était sûr que je serais charmé de faire la connaissance, une sœur de lord Howe, et il espérait que je ne refuserais pas le cartel. Je lui dis que j'avais perdu depuis longtemps l'habitude de ce jeu; mais que je me rendrais chez cette dame quand il le jugerait à propos. Il me dit où elle demeurait, m'engagea à y passer le plus tôt possible, et ajouta que je n'avais pas besoin d'introduction. Je lui promis de le faire; mais me trouvant un peu embarrassé pour aller ainsi chez un dame à qui je n'avais pas été présenté, je différais toujours. Le 30 du même mois m'étant encore trouvé avec lui le jour d'élection de la Société, qui était aussi le lendemain de l'ouverture du parlement, il me rappela ma promesse, me reprocha de ne pas l'avoir accomplie, et me somma de lui donner un jour pour aller ensemble chez cette dame. Je fixai le vendredi suivant. Il vint me prendre, nous nous rendîmes chez elle, je jouai avec elle quelques parties, et lui trouvant une conversation sensée et des manières fort agréables, j'acceptai volontiers l'invitation qu'elle me fit d'y revenir quelques jours après. J'étais pourtant bien loin de penser que

Digitized by Google

cette nouvelle connaissance pût avoir le moindre rapport avec les affaires politiques.

Le jeudi qui précédait le jour fixé pour notre partie d'échecs, M. David Barclay vint me voir pour causer avec moi relativement à une assemblée de négocians qui devait avoir lieu pour présenter une pétition au parlement. Après avoir épuisé ce sujet, il me parla de la situation dangereuse des affaires d'Amérique; du danger que les mesures actuelles n'amenassent une guerre civile, et du grand service que rendrait un homme qui pourrait imaginer quelque moyen pour prévenir un si grand fléau, et effectuer une réconciliation. Il voulut bien ajouter qu'il était convaincu que d'après la connaissance que j'avais des deux pays, la réputation et l'influence dont je jouissais dans l'un d'eux, et mes talens en affaires, personne n'y pouvait mieux réussir que moi. Je lui répondis simplement que je m'estimerais fort heureux si je pouvais contribuer le moins du monde à une si bonne œuvre, mais que je n'y voyais aucune probabilité; que quoique je fusse certain que les Américains étaient disposés et prêts à accepter toutes conditions raisonnables, un arrangement n'était praticable qu'autant que les deux parties le désiraient, et que la conduite du ministère me fesait croire qu'il n'y avait pas la moindre inclination; que son but était plutôt de pousser les Américains à la rébellion, afin d'avoir un prétexte pour une exécution mi-

Digitized by Google

litaire, et de satisfaire ainsi l'animosité qui existait en Angleterre contre les Whigs et les nonconformistes de ce pays. M. Barclay pensa que je jugeais trop sévèrement les ministres : il était persuadé que tous ne partageaient pas ces sentimens, et qu'ils seraient charmés de sortir de l'embarras où ils se trouvaient à quelques conditions que ce fût, sauf seulement l'honneur et la dignité du gouvernement. Il m'engagea à y réfléchir de nouveau, et me dit qu'il reviendrait causer avec moi à ce sujet. Je lui dis que j'y penserais, comme il le désirait; mais que je n'en voyais pas l'utilité. Sur cela nous nous séparâmes; mais deux jours après je reçus de lui une lettre enfermée dans un billet du docteur Fothergill. Voici ce que contenaient ces deux missives :

« Youngsbury, près Ware, 3e jour du 12e mois 1774.

» MON ESTIMABLE AMI,

» Après t'avoir quitté jeudi dernier, je rencontrai par hasard en retournant chez moi, notre ami commun, le docteur Fothergill : je lui fis part du sujet de notre conversation, et en conséquence il m'a invité à une nouvelle conférence sur cet objet important. Je me rendrai donc en ville demain, et je serai chez lui entre quatre et cinq heures; nous nous réunissons pour te demander ta compagnie. Nous sentons parfaitement tous deux que cette affaire offre des difficultés

Digitized by Google

qui devraient presque effrayer des particuliers, et les empêcher de s'en mêler, mais nous en désirons tellement le succès que nous ne devons rien omettre de ce qui est en notre pouvoir, quoique tous nos efforts puissent être infructueux. Je suis ton ami sincère,

» DAVID BARCLAY. »

« Le docteur Fothergill présente ses complimens au docteur Franklin; il espère qu'il lui accordera le plaisir de sa compagnie dans Harper-street, demain soir, pour conférer avec leur ami commun, David Barclay, sur les affaires d'Amérique. A cinq heures aussi précises que possible.

» Harper-street, 3 décembre ».

Ce rendez-vous venait précisément pour le soir du jour dans la matinée duquel je devais faire ma seconde partie d'échecs avec l'aimable mistress Howe. J'allai chez elle, comme je l'avais promis. Après avoir joué aussi long-temps que nous le désirâmes, nous nous mîmes à causer : la conversation roula d'abord sur un problème de mathématiques (1), et ensuite sur le nouveau parlement qui venait de s'assembler. « Mais qu'y

(1) Cette dame, contre l'usage de son sexe, avait des connaissances assez étendues en mathématiques.

Digitized by Google

a-t-il donc à faire, me dit-elle alors, dans cette querelle entre la Grande-Bretagne et l'Amérique? j'espère que nous n'aurons pas une guerre civile. — Elles devraient s'embrasser comme sœurs, lui dis-je : que peuvent-elles faire de mieux? Les querelles ne peuvent profiter ni à l'une ni à l'autre, et peuvent être la ruine de toutes deux. — J'ai souvent dit, répliqua-t-elle, que je voudrais que le gouvernement vous employât pour arranger cette contestation : je suis sûre que personne ne pourrait mieux y réussir : ne croyez-vous pas la chose possible? — Sans aucun doute, madame, répondis-je, si les parties sont disposées à une réconciliation, car elles n'ont pas d'intérêts véritablement opposés qui les divisent : c'est une affaire de vétilles que deux ou trois hommes de bon sens arrangeraient en une demi-heure. Je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de moi; mais les ministres ne penseront jamais à m'employer à cette bonne œuvre; ils aiment mieux invectiver contre moi. — Oui, me dit-elle, ils se sont conduits à votre égard d'une manière honteuse, et quelques-uns d'entre eux en sont maintenant véritablement honteux ». Je regardai cet entretien comme une pure conversation, je n'y songeai plus, et je me rendis dans la soirée chez le docteur Fothergill, où je trouvai M. Barclay.

Le docteur s'étendit fort au long, et d'un ton de sensibilité, sur les malheurs qui paraissaient

Digitized by Google

devoir résulter des altercations actuelles, sur la nécessité d'y mettre fin, sur l'honneur qu'il y aurait à servir d'instrument pour cette œuvre méritoire; il finit par me faire des complimens, en me disant que personne n'entendait aussi bien que moi l'objet dont il s'agissait; qu'il regardait donc comme un devoir pour moi de travailler à amener une réconciliation; qu'il avait appris avec plaisir de David Barclay, que j'avais promis d'y réfléchir; qu'il espérait donc que j'avais mis la main à la plume, et tracé sur le papier quelque plan de rapprochement que j'allais sans doute leur communiquer : je lui répondis que je n'en avais formé aucun; que plus je pensais aux procédés dont on avait usé envers les colonies, plus j'étais convaincu qu'il n'existait pas dans le ministère la moindre disposition à un arrangement, et que par conséquent tous les plans seraient inutiles : il me dit que je pouvais me tromper; que quelle que fût la violence de quelques membres de l'administration, il avait des raisons, *de bonnes raisons*, pour croire que les autres étaient différemment disposés; que si je voulais dresser un projet, et que nous l'approuvassions tous trois, il pourrait être utile, attendu qu'il croyait que David Barclay, ou lui, pourraient le communiquer à quelques-uns des ministres les plus modérés, qui l'examineraient avec attention, et que puisque sur nous trois, deux étaient Anglais, ce que nous trouverions

Digitized by Google

raisonnable pourrait bien le leur paraître aussi. Tous deux se réunirent pour me presser très-sérieusement d'entreprendre ce travail : je leur représentai qu'il était peu convenable que je m'en occupasse dans un moment où nous attendions des nouvelles du congrès qui, sans aucun doute, expliquerait les moyens à prendre pour rétablir la bonne intelligence. Cette réponse ne les satisfit point : ils alléguèrent que l'époque de l'arrivée de ces nouvelles était aussi incertaine que leur contenu ; que le moindre retard pouvait être dangereux, qu'on pensait déjà à employer des mesures plus rigoureuses contre l'Amérique ; que chaque instant pouvait élargir la brèche et la rendre irréparable ; qu'on ne pouvait donc trop tôt chercher et appliquer un remède à ces maux. Enfin je me laissai persuader, je promis de faire ce qu'ils désiraient, et de leur apporter le mardi suivant dans la soirée, un projet que nous discuterions.

Je me trouvai au rendez-vous convenu, et je leur lus ce qui suit :

Notes pour une conversation sur les conditions qui peuvent produire une union durable entre l'Angleterre et les colonies.

I. Le thé qui a été détruit sera payé.

II. L'acte établissant un droit sur le thé sera rapporté, et le montant des droits qui ont été

Digitized by Google

payés sera réintégré dans les caisses des diverses provinces où ils ont été perçus.

III. Les lois sur la navigation seront passées de nouveau dans les colonies.

IV. Un officier de marine, nommé par la couronne, résidera dans chaque colonie pour veiller à l'exécution de ces lois.

V. Tous les actes contenant des restrictions aux manufactures des colonies, seront rapportés.

VI. Tous les droits résultant des actes pour régler le commerce avec les colonies, serviront au service public de chaque colonie, et seront versés dans leur caisse. Les collecteurs et les officiers des douanes seront nommés par les gouverneurs, et ne seront pas envoyés d'Angleterre.

VII. En considération de ce que les Américains maintiennent leur gouvernement en temps de paix, et de ce que l'Angleterre aura le monopole du commerce avec eux, il ne leur sera fait aucune réquisition en temps de paix.

VIII. Aucun corps militaire n'entrera et ne séjournera dans une colonie, sans le consentement de son assemblée législative.

IX. En temps de guerre, sur la réquisition faite par le roi, avec le consentement du parlement, chaque colonie lèvera un subside dans la proportion suivante : si l'Angleterre, à cause de la guerre, ajoute trois shillings par livre à ses taxes ordinaires, les colonies ajouteront un quart en sus à leur dernière taxe de paix, et moitié en

Digitized by Google

sus, quand la taxe additionnelle s'élèvera en Angleterre à quatre shillings pour livres. Le produit de cette nouvelle taxe sera accordé à Sa Majesté, et sera employé à lever des hommes pour le service de terre et de mer, à les salarier, à acheter des provisions, et à tel autre usage que le roi jugera convenable, et ordonnera. Aucune colonie ne pourra payer moins; mais chacune pourra ajouter tel don gratuit qu'elle voudra.

X. Le fort William sera rendu à la province de Massachussetts, et la couronne ne pourra faire construire de forteresse dans aucune province sans le consentement de son assemblée législative.

XI. Les derniers actes relatifs à la province de Massachusetts et à Québec seront rapportés, et l'on accordera un gouvernement libre au Canada.

XII. Les juges resteront en place tant qu'ils se conduiront bien, et recevront un salaire fixe, qui leur sera payé par ordre des assemblées; ou s'ils sont nommés tant que durera le bon plaisir du roi, leurs salaires leur seront payés tant que durera le bon plaisir des assemblées, comme ci-devant.

XIII. Les gouverneurs seront salariés par les assemblées de chaque province.

XIV. Si la Grande-Bretagne renonce au monopole du commerce avec l'Amérique, le subside mentionné art. IX lui sera payé en temps de paix comme en temps de guerre.

XV. L'extension aux colonies de la loi de

Digitized by Google

Henri VIII sur les trahisons sera formellement désavouée par le parlement.

XVI. Les cours d'amirauté d'Amérique n'y auront que les pouvoirs qui leur sont attribués en Angleterre, et les actes qui les établissent devront être confirmés en Amérique.

XVII. Le parlement renoncera à tous pouvoirs de législation intérieure sur les colonies.

En leur relisant cet écrit, je déduisis mes motifs pour chaque article.

Je fis observer sur le premier, que lorsque le thé avait été détruit, l'Angleterre avait droit à une réparation, et qu'elle l'aurait bien certainement obtenue si elle l'avait demandée, comme cela avait eu lieu dans une occasion semblable, à l'égard du papier timbré; qu'elle pouvait avoir le droit de rendre le mal pour le mal dans la même proportion, si elle le préférait, mais non d'en occasionner dix ou vingt fois davantage, comme elle l'avait fait en ordonnant le blocus du port de Boston, dommage dont, à mon avis, la province devait être indemnisée par l'Angleterre; que par conséquent si je consentais au payement du thé qui avait été détruit, ce n'était que par désir de la paix, par complaisance pour l'opinion qu'ils avaient énoncée lors de notre première entrevue, que c'était une condition *sine quâ non*, que la dignité de la Grande-Bretagne l'exigeait, et que si nous y consentions, tout le reste marcherait de soi-même. On convint que mon rai-

Digitized by Google

sonnement était juste. Cependant je laissai subsister l'article.

Sur le second, que l'acte établissant un droit sur le thé devait être rapporté comme n'ayant jamais pu produire un bon effet, ayant été la cause de tous les malheurs actuels, et ne devant probablement jamais être mis à exécution; que les Américains considérant cet acte comme inconstitutionnel, comme excédant les pouvoirs du parlement, ils regardaient les sommes qui avaient été *extorquées* à ce titre, comme une exaction, et comme devant donner lieu à une restitution, d'autant qu'il en résulterait un fonds pour payer le thé qui avait été détruit. Mes deux amis pensèrent que le rapport de l'acte pourrait s'obtenir, mais non la restitution. Ils furent d'avis de n'en point parler : mais comme je la trouvais juste et équitable, j'insistai pour que l'article fût maintenu en son entier.

Sur le III^e^ et le IV^e^, je fis remarquer qu'on nous avait souvent accusés d'avoir en vue l'abolition de l'acte de navigation ; que la vérité était pourtant que les dispositions qui en étaient le plus favorables à la Grande-Bretagne, notamment de ne faire le commerce que sur des bâtimens anglais, de composer leurs équipages; au moins pour les trois quarts, de marins anglais ou colons, etc., nous étaient aussi agréables qu'aux Anglais, attendu que nous désirions employer nos propres vaisseaux de préférence à ceux des

Digitized by Google

étrangers, et que nous n'avions aucune envie de voir entrer dans nos ports des bâtimens étrangers; qu'à la vérité l'obligation de décharger en Angleterre une partie de nos marchandises avant de pouvoir les porter en d'autres pays, et la défense de tirer des pays étrangers certaines marchandises, nous paraissait une injustice qui devait d'autant mieux cesser d'exister, qu'il en résultait plus de perte pour nous que de profit pour l'Angleterre; mais que comme l'Angleterre avait fait de cette condition l'équivalent de la protection qu'elle nous accordait, nous n'avions jamais demandé de changement à cet égard; que si elle devait continuer à exister, je pensais que, puisque l'on contestait au parlement le droit de lui donner la force de loi, le mieux était de lui donner de nouveau ce caractère dans les colonies, ce qui prouverait leur consentement à cette mesure: que si, comme le proposait l'art. VI, tous les droits étaient perçus par des officiers nommés et salariés par le gouvernement de chaque province, et que le produit en fût versé dans sa caisse, j'étais sûr que les lois seraient mieux et plus fidèlement exécutées, à moins de frais, et qu'on éviterait une grande source de mésintelligence entre les deux pays, c'est-à-dire les calomnies des officiers inférieurs envoyés d'Angleterre, qui ne manquaient jamais de faire à l'administration de faux rapports contre les habitans des colonies, pour se faire valoir et obtenir de l'avancement;

Digitized by Google

que par ce moyen l'extension de la juridiction de l'amirauté, sujet de tant de plaintes, ne serait plus nécessaire; l'intérêt des colonies serait d'exécuter ces lois, ce qui en est la meilleure garantie, et le gouvernement en serait assuré par les rapports des officiers de marine dont il était parlé en l'art. IV. Ces raisons parurent satisfesantes, et les articles furent adoptés.

Mes deux amis prévirent que le V^e^ éprouverait des difficultés. Ils dirent que le système de restrictions sur les manufactures des colonies était une idée favorite en Angleterre, et ils demandèrent la suppression de cet article dont la proposition seule jetterait l'alarme, et empêcherait qu'on n'en accordât d'autres plus importans, et même qu'on ne les prît en considération. Mais comme j'insistai sur la justice de permettre à tous les citoyens du même empire de mettre à profit leurs avantages naturels, ils demandèrent que je substituasse au mot *rapportés*, ceux *pris en nouvelle considération*, et j'y consentis.

Ils objectèrent à l'article VII que tout ce qui partageait les soins du gouvernement devait contribuer à son entretien. Je répondis que tout ce qu'on pouvait raisonnablement exiger était que chaque partie distincte des domaines du roi maintînt en temps de paix son propre gouvernement; que toutes les colonies anciennement établies, ou confédérées, l'avaient fait depuis leur origine; que les taxes qu'elles supportaient

Digitized by Google

autre, sans le consentement de l'assemblée législative du pays où il voulait les introduire, il pourrait faire débarquer en Angleterre des armées levées en Amérique, sans en demander le consentement du parlement, qui probablement ne verrait pas cette mesure de meilleur œil, qu'il n'y avait vu quelques années auparavant l'arrivée des troupes hessiennes et hanovriennes, quoique leur introduction fût justifiée par la supposition d'un danger existant; que, s'il se présentait quelque occasion qui exigeât la présence de troupes anglaises en Amérique, il n'y avait nul doute que les assemblées ne consentissent à leur entrée. J'étais si éloigné de vouloir supprimer cet article, que je pensais que j'aurais dû y ajouter que toutes les troupes existant alors dans les colonies en seraient retirées avant que l'Amérique consentît à aucunes propositions d'arrangement, parce que tout ce qu'elle pourrait accorder jusqu'alors paraîtrait l'effet de la compulsion, ce dont il fallait éviter même l'apparence; car lorsqu'on agit, ou qu'au moins on paraît agir librement, on accorde souvent bien des choses que, quoique raisonnables en elles-mêmes, on refuserait à la force et aux menaces. Il était donc nécessaire de retirer les troupes d'Amérique pour faire avec les Américains des arrangemens qui pussent être durables, puisque toute preuve de compulsion suffit pour invalider un traité. On ne pouvait être surpris de nous

Digitized by Google

voir insister sur ce que la couronne n'avait pas le droit d'entretenir chez nous une armée sur pied en temps de paix, puisque nous venions d'avoir sous les yeux un exemple frappant de l'abus qu'on pouvait en faire en l'employant à forcer les sujets du roi à la soumission au pouvoir arbitraire; ce qui était le but avoué de l'armée et de la flotte qui se trouvaient alors à Boston. Me trouvant inébranlable à cet égard, ils consentirent que l'article restât, mais sans l'approuver. Ils auraient voulu, dirent-ils, que mon plan ne contînt que des choses que tout homme impartial dût approuver, que tout Anglais pût appuyer, et ils ne pensaient pas que ce fût le cas de cet article.

L'article IX avait été rédigé d'après la réflexion que le docteur Fothergill avait faite lors de notre première entrevue, que le gouvernement ne se contenterait probablement pas d'une promesse indéterminée que les assemblées lui accorderaient des subsides en temps de guerre; qu'il serait donc préférable de les fixer à raison de tant de shillings par livre sur les contributions levées en Angleterre; mais il ne savait comment fixer cette proportion, et m'engagea à y réfléchir. On avait dit aussi que le parlement était devenu jaloux du droit que la couronne prétendait avoir, et avait exercé jusqu'alors, de lever de l'argent dans les colonies sans son consentement, et que, puisque nous ne voulions pas payer de taxes imposées

Digitized by Google

par le parlement, les réquisitions de subsides ne devaient se faire à l'avenir qu'avec son approbation et non autrement. J'étais surpris que la couronne consentît à renoncer à ce droit; mais je n'avais pas d'objection à ce qu'elle circonscrivît son autorité de bornes plus étroites, de manière que je rédigeai l'article en ce sens, et j'imaginai de proportionner le subside à la taxe de paix de l'année précédente. J'aurais préféré que la couronne convoquât un congrès de toutes les provinces pour répondre à ses réquisitions et en fixer la proportion; mais comme on m'assura que jamais le gouvernement n'y consentirait, je laissai aux assemblées de chaque colonie le pouvoir d'ajouter un don gratuit à la quotité déterminée, afin de donner à la couronne un motif pour les convoquer et cultiver leur affection, et pour ménager aux colonies la satisfaction de prouver leur loyauté et leur zèle pour la cause commune, et l'occasion de manifester leur désapprobation, en cas d'une guerre dont elles ne croiraient pas la cause légitime. J'avais encore d'autres vues dans cet article, c'était que la certitude de ce que nous aurions à payer en temps de guerre, nous rendît plus économes en temps de paix. Il ne souffrit aucune difficulté, au moins de la part de mes deux amis.

Je défendis l'article X en représentant l'injustice qu'on avait commise en s'emparant d'une forteresse qui avait été élevée à grands frais,

Digitized by Google

supportés par la province, pour défendre le port contre tous ennemis étrangers, et dont on fesait maintenant une citadelle pour tenir la ville en respect, bloquer son port, et la priver de ses priviléges. On avait beaucoup parlé des excès qu'en avaient commis les habitans en détruisant les cargaisons de thé; mais c'était là une bien plus grande injustice restée sans compensation, puisque l'érection de ce fort avait coûté à la province 300,000 livres (7,200,000 fr.). Se servir ainsi contre eux d'une forteresse qu'ils avaient fait construire, c'était un avertissement pour toutes les colonies de ne jamais en élever aucune autre; c'était les laisser d'autant plus exposées aux insultes des ennemis communs: mais c'était aussi une bonne raison pour demander que la couronne n'en pût jamais faire élever sur leur territoire, sans le consentement de leurs assemblées législatives. On n'eut pas d'objections sérieuses à faire à cet article, mais on crut qu'il passerait difficilement.

On pensa que l'article XI éprouverait encore plus de contradiction; qu'on dirait que, quoique les anciens colons se fussent mêlés des affaires de la province de Massachusetts, ils n'avaient rien à voir à celles du Canada; qu'on nous regarderait comme d'officieux entremetteurs qui ne cherchaient qu'à troubler le gouvernement; que l'administration regardait différentes lois rendues récemment sur la province de Massachu-

Digitized by Google

setts comme une amélioration au gouvernement de cette colonie, notamment celles relatives à la nomination des conseillers, au choix des jurés, à la prohibition des assemblées générales de la ville. Je répondis que nous avions aidé à conquérir le Canada; que nous y avions versé notre sang et prodigué nos trésors; et que par conséquent nous avions quelque droit à ne pas rester tout-à-fait étrangers aux arrangemens pris dans cette colonie; que l'établissement d'un gouvernement arbitraire dans notre voisinage immédiat, pouvait être dangereux pour nous; que voulant la liberté pour nous-mêmes, nous désirions que ses bienfaits s'étendissent sur tous les hommes, et qu'on ne répandît point en Amérique de germes d'esclavage; que, quant aux prétendues améliorations introduites dans le gouvernement de la province de Massachusetts, il serait facile de démontrer qu'elles n'étaient toutes que de funestes changemens; mais qu'étant le résultat de chartes convenues entre les deux parties, le roi et le peuple, on n'y ferait aucune altération que d'un commun accord; que toutes nos constitutions étaient devenues incertaines et comme flottantes, par suite des prétentions du parlement au droit de changer nos chartes qui avaient toujours été regardées comme inviolables, si ce n'est en cas de forfaiture; d'altérer des lois faites en conséquence de ces chartes, revêtues de la sanction royale, et qui par là ne pou-

Digitized by Google

vaient être changées que par les mêmes pouvoirs qui les avaient faites; qu'en réclamant le pouvoir de nous taxer *ad libitum*, il nous privait de tous nos droits de propriété; de sorte qu'en s'arrogeant le droit de changer à volonté nos lois et nos chartes, il nous dépouillait de nos droits et de nos priviléges dont nous ne jouissions plus que sous son bon plaisir. C'était une situation dans laquelle nous ne pouvions rester, et nous devions risquer la vie et tout au monde, plutôt que de nous y soumettre. L'article fut donc adopté.

J'expliquai l'article XII en établissant quelle était autrefois la situation des juges dans la plupart des colonies. Ils étaient nommés par la couronne et payés par les assemblées. Ils restaient en fonctions tant que durait le bon plaisir du roi, et ils recevaient leur traitement tant que durait le bon plaisir de l'assemblée. Quand on représentait aux assemblées que rendre les juges dépendans de leur volonté pour leur salaire, c'était vouloir exercer une influence illégitime sur les cours de justice, elles répondaient que les rendre dépendans de la volonté de la couronne pour la continuation de leurs fonctions, c'était aussi vouloir garder sur ces cours une influence illégitime; que ces deux influences se balançaient mutuellement; que, lorsque la couronne nommerait les juges pour rester en place, tant qu'ils se conduiraient bien, les assemblées leur accorde-

Digitized by Google

raient un traitement permanent pour tout le temps qu'ils resteraient en place. La couronne s'y était constamment refusée. C'était la même proposition qu'on représentait encore, les colonies ne pouvant concevoir pourquoi on ne rendrait pas leurs juges aussi indépendans que ceux d'Angleterre. Mais au contraire la couronne prétendait faire dépendre les juges de son bon plaisir, et pour la durée de leurs fonctions, et pour la fixation de leur traitement, le tout pour durer à son bon plaisir. C'était mettre tous les poids dans une des balances de la justice, et c'était à quoi les colonies devaient s'opposer. On convint que cet article était raisonnable.

L'objection qu'on fit à l'article XIII était fondée sur ce qu'on pensait généralement en Angleterre, qu'il était plus convenable que le roi payât son gouverneur, afin de le rendre indépendant du peuple, qui, sans cela, pourrait exercer sur lui une influence contraire à son devoir, en le privant de traitement à volonté. J'y répondis que la plupart des gouverneurs envoyés dans les colonies étaient des hommes sans principes et sans fortune, qui n'y venaient que pour s'enrichir, et qui n'avaient aucune affection naturelle pour le pays qu'ils avaient à gouverner; que, les rendre entièrement indépendans du peuple, c'était leur inspirer un esprit d'insouciance pour le bonheur ou le malheur des colonies, et lâcher la bride à leur cupidité et à leur tyrannie; que l'influence

Digitized by Google

à laquelle on prétendait qu'ils seraient soumis ne pouvait rien produire qui fût préjudiciable au service du roi ou aux intérêts de la Grande-Bretagne, puisqu'ils se trouvaient resserrés dans un cercle d'instructions spéciales, qu'on exigeait d'eux un cautionnement, qu'ils s'y conformeraient, et que toutes les lois qu'ils sanctionnaient pouvaient être ensuite abrogées par la couronne, si elle ne les jugeait pas convenables; que le payement de leur traitement par le peuple était plus satisfesant pour eux, parce qu'il devait en résulter une bonne intelligence, et de bons offices réciproques entre le gouverneur et les gouvernés; qu'en conséquence, le plus sage, à mon avis était de renoncer à l'innovation qu'on avait faite à cet égard depuis peu à Boston et à New-York.

Mes amis consentirent que cet article subsistât; mais ils jugèrent le XIV^e^ absolument inadmissible. Jamais, dirent-ils, on ne consentirait à abandonner le monopole du commerce américain; la proposition seule révolterait tous les esprits, sans pouvoir être d'aucune utilité. Je consentis donc à le rayer.

Les articles XV et XVI furent adoptés, avec l'observation que le XVI^e^ deviendrait de peu d'importance, si le montant des droits se versait dans les caisses des colonies.

Enfin, ils pensèrent qu'il serait difficile de faire

Digitized by Google

passer le dernier; mais qu'on pouvait l'essayer.

La discussion étant ainsi terminée, ils m'engagèrent à mettre mon travail au net, et à en envoyer une copie au docteur Fothergill, qui m'informa alors qu'ayant journellement des occasions de voir lord Dartmouth, des bonnes dispositions duquel il avait la plus haute opinion, il lui communiquerait cette pièce comme contenant l'opinion de personnes impartiales qui désiraient l'avantage des deux pays. « Si je la montrais aussi » à lord Hyde, me dit M. Barclay, y trouveriez-» vous quelque inconvénient? C'est un homme in-» struit, et quoiqu'il ne soit pas dans le ministère, » à proprement parler, je vois qu'on y accorde » assez d'attention à ses avis. Je le connais un peu, » nous nous entretenons quelquefois librement, » et peut-être que si je lui fesais lire ces articles, et » que je lui communiquasse notre discussion à ce » sujet, il en résulterait quelque bien ». Je n'avais nulle objection à cela. Je connaissais un peu lord Hyde, et j'avais de l'estime pour lui. J'avais fait mon projet à leur requête, c'était à eux à en faire l'usage qu'ils jugeraient convenable. Une autre question s'éleva alors. Devait-on dire que j'eusse été consulté sur cette affaire? Je dis que je n'y voyais aucune difficulté, en ce qui me concernait personnellement; mais que s'ils désiraient qu'on fît quelque attention à nos propositions, il valait mieux ne pas prononcer mon nom, les

Digitized by Google

ministres ayant, comme j'en étais convaincu, des préventions contre moi, et contre tout ce qui venait de moi. Ils convinrent, en y réfléchissant, qu'il était préférable de ne pas me nommer, et la chose fut ainsi conclue. Quant à moi, je gardai un profond secret; mais je ne tardai pas à découvrir que de manière ou d'autre ce n'en était plus un.

Ayant eu différentes affaires le lendemain, je ne pus copier ni envoyer le projet. Je reçus le jour suivant un billet de M. Barclay, qui me pressait de le lui faire passer avant midi. Je le lui envoyai, et trois jours après j'en reçus le billet suivant :

« David Barclay présente ses complimens au docteur Franklin : il l'informe qu'ayant appris qu'un libelle contre l'Amérique, intitulé *Adresse amicale*, vient d'être mis en circulation, principalement par les soins du doyen de Norwich, il désire que le docteur lise l'écrit ci-joint qui vient d'arriver d'Amérique, et qu'il voie s'il ne serait pas à propos de le faire réimprimer et de le répandre à Norwich. David Barclay a rencontré aujourd'hui une personne qu'il avait vue hier, avant de passer chez le docteur Franklin, qu'il avait eu le plaisir d'accompagner jusqu'à la maison d'un homme de distinction, pour un rendez-vous relatif à *l'affaire*, et que cette personne lui avait dit *qu'elle y voyait quelque jour* ».

Cheapside, 11 décembre.

Digitized by Google

Je compris que la personne que M. Barclay avait ainsi rencontrée et accompagnée était lord Hyde qui se rendait chez lord Dartmouth ou chez lord North; je ne puis dire lequel.

La semaine suivante, arrivèrent les nouvelles du congrès, nouvelles si impatiemment attendues par les amis et par les ennemis de l'Amérique.

La pétition du congrès au roi était sous enveloppe à mon adresse, et il s'y trouvait joint une lettre écrite par le président aux agens américains à Londres. Il leur recommandait de présenter au roi la pétition, et de la rendre publique par la voie de l'impression, comme aussi de répandre dans les villes de commerce et de manufactures le mémoire adressé au peuple anglais.

La pétition au roi contenait le détail de toutes le plaintes des colonies américaines, et demandait justice, en protestant de la soumission des colons pour leur roi, et de leur attachement à la mère-patrie : elle était signée par des députés de toutes les provinces.

La première impression que produisit sur le peuple la conduite du congrès américain, fut entièrement en notre faveur. L'administration semblait poignardée d'impatience de savoir si la pétition m'était parvenue, et elle prit une route détournée pour s'en assurer, en engageant un négociant, affidé du ministère, ami connu du solliciteur général, à m'écrire une lettre, où il

Digitized by Google

me disait qu'il avait appris que j'avais reçu une pétition à présenter, que je devais être accompagné des négocians lors de sa présentation, et qu'il me priait de lui en faire connaître le jour, afin qu'il ne manquât pas de se joindre à moi pour concourir *à une si bonne œuvre.* Mais, dès avant l'arrivée de la pétition, on avait annoncé qu'on ne pouvait la recevoir, attendu qu'elle venait d'un corps illégalement assemblé. Cependant le secrétaire d'état, après l'avoir gardée, pour la lire, un jour tout entier, pendant lequel on tint un conseil d'état, nous dit que la pétition était décente et convenable, et qu'il se chargeait volontiers de la présenter à Sa Majesté. Il nous assura ensuite que le roi l'avait reçue gracieusement, et qu'il la mettrait sous les yeux de ses deux chambres du parlement. Nous eûmes alors quelques raisons de croire qu'on voulait tirer de cette pétition un motif pour changer quelque chose aux mesures qu'on avait précédemment prises; mais s'il existait un tel projet, il fut de courte durée.

Vers cette époque je reçus une lettre de M. Barclay, qui était alors à Norwich, datée du 18 décembre. Il me disait que son avis était qu'il vaudrait mieux attendre jusqu'après les fêtes de Noël pour se décider à assembler les négocians et à leur faire présenter une pétition, démarche dont nous avions déjà parlé plusieurs fois, afin de laisser aux nouvelles arrivées du congrès le temps de préparer l'esprit public. Il ajoutait : « Je pense

Digitized by Google

aussi que ce délai donnera à nos supérieurs le temps de la réflexion; peut-être apercevront-ils l'utilité du plan qui leur a été remis. Lord Hyde m'a écrit quelques lignes pour me dire qu'il souhaite vivement qu'il puisse résulter de ce plan tout ce qui pourra être utile et avantageux aux intérêts de la mère-patrie et des colonies ».

Le 22, M. Barclay vint à Londres. Je dînai avec lui, et j'appris que lord Hyde trouvait nos propositions trop dures.

Le 24, je reçus le billet suivant d'un des premiers négocians de la cité.

« M. William Neate présente ses complimens » respectueux au docteur Franklin. Comme le » bruit s'est répandu hier soir que, grâce à son » crédit sur lord North, tous les différends existant » entre l'Angleterre et les colonies américaines, » étaient arrangés à l'amiable, conformément aux » désirs du congrès, il prie le docteur Franklin » d'avoir la bonté de lui écrire un mot par le por- » teur, pour l'informer si on peut ajouter foi à » cette nouvelle ».

Saint-Mary-Hill, 24 décembre 1774.

Je lui répondis que je serais fort heureux de pouvoir lui dire que ce bruit avait quelque fondement, mais que je pouvais seulement l'assurer que je n'en avais aucune connaissance. Il est cependant vrai qu'on fesait circuler cette nouvelle. Elle produisit même une hausse dans les

Digitized by Google

fonds qui étaient tombés de 3 ou 4 pour cent.

J'allai, le jour de Noël, faire une visite à mistress Howe. Dès qu'elle m'aperçut, elle me dit que lord Howe, son frère, désirait faire ma connaissance; que c'était un homme de bien, et qu'elle était sûre que nous nous conviendrions. Je lui répondis que j'avais toujours entendu parler avec éloges de lord Howe, et que je serais charmé d'avoir l'honneur de le connaître. « Il n'est qu'à deux pas d'ici, me dit-elle. Voulez-vous me permettre de l'envoyer chercher? — Bien volontiers, madame, si vous le trouvez à propos ». Elle écrivit un billet, sonna, envoya un domestique, et lord Howe arriva au bout de quelques minutes.

Après quelques phrases de politesse sur les motifs généraux du désir qu'il avait de me connaître, il me dit qu'il en avait un tout particulier en ce moment, — la situation alarmante des affaires d'Amérique, qu'il était convaincu que personne ne connaissait aussi bien que moi; que plusieurs de ses amis pensaient que j'étais l'homme le plus en état d'opérer un rapprochement entre les deux pays, si je voulais m'en charger; qu'il savait que j'avais été indignement traité par le ministère; mais qu'il espérait que dans l'état actuel des choses je n'y ferais aucune attention; que lui-même, quoiqu'il ne fût pas du parti de l'opposition, avait tout-à-fait désapprouvé la conduite des ministres envers moi; qu'il était certain que quelques-uns d'entre eux en

158253 Digitized by Google

étaient honteux, et regrettaient qu'une pareille scène eût eu lieu ; qu'il supposait que cela devait suffire pour éloigner tout ressentiment d'une âme noble et généreuse ; que s'il était membre de l'administration, il serait disposé à me faire toute réparation, et qu'il était persuadé que je l'obtiendrais tôt ou tard ; qu'il n'avait d'autres rapports avec les ministres que quelques liaisons d'amitié personnelle, mais qu'il était ami du gouvernement, qu'il désirait ardemment le bien général de l'universalité de l'empire, et qu'il avait une affection particulière pour la Nouvelle-Angleterre, qui avait témoigné à sa famille des égards qu'il ne pouvait oublier ; qu'il n'était qu'un membre indépendant du parlement, souhaitant faire tout le bien qui lui était possible, en se conformant aux devoirs de sa place ; qu'il avait donc désiré trouver l'occasion de connaître mes sentimens sur les moyens de réconcilier les deux pays, dont les différends devaient produire les plus fâcheuses conséquences, si l'on ne parvenait à y mettre fin très-promptement ; qu'il espérait que son zèle pour le bien public lui servirait d'excuse à mes yeux ; que sans ce motif, un homme qui m'était étranger n'aurait pas le droit de me prier de lui faire part de mes idées sur ce sujet ; mais qu'il se flattait que si je voulais lui donner mon opinion sur les voies de conciliation, il pourrait en résulter quelque utilité ; que je pouvais avoir quelque répugnance à avoir en cette occasion des

Digitized by Google

communications directes avec le ministère, et même ne pas vouloir qu'on sût que j'en avais eu d'indirectes, jusqu'à ce que je pusse compter sur les dispositions favorables des ministres; que n'étant pas en mésintelligence avec eux, il croyait pouvoir, en leur fesant connaître mes idées, et en me rapportant les leurs, contribuer au rétablissement de la concorde, sans risquer de compromettre aucune des parties, si la négociation ne réussissait pas; qu'enfin je pouvais être bien sûr qu'il garderait un secret inviolable sur tout ce que je jugerais à propos.

Ici mistress Howe nous offrit de se retirer. Je ne sais si ce fut de son propre mouvement, ou d'après quelque signe de son frère. Je la priai de rester, en lui disant que, dans une affaire de cette nature, je n'avais pas de secret que je ne pusse confier à sa prudence, et c'était la vérité, car jamais je n'avais conçu une plus haute opinion de l'intelligence et de la discrétion d'aucune femme, d'après une si courte connaissance. J'ajoutai que, quoique je n'eusse jamais eu l'honneur de me trouver avec lord Howe, son ton et ses manières avaient déjà gagné ma confiance, et me mettaient à mon aise pour lui parler. Je le priai d'abord d'être bien persuadé que j'avais le désir sincère de voir tomber le mur de séparation qui s'élevait entre les deux pays, que je ferais avec zèle et plaisir tout ce qui serait en mon faible pouvoir pour contribuer à l'abattre; mais que je

Digitized by Google

craignais, d'après le discours du roi (1), d'après les mesures qui avaient déjà été prises, et celles dont on parlait encore, qu'il n'existât dans le ministère actuel aucunes intentions favorables, aucunes dispositions à un accommodement, et qu'on ne pût rien espérer avant qu'il y fût survenu un changement; que quant aux injures dont j'avais été l'objet, celles faites à ma patrie étaient d'un ordre tellement supérieur, qu'elles effaçaient entièrement le sentiment des premières; que d'ailleurs je m'étais toujours fait un devoir de ne pas confondre mes affaires privées avec celles du public; que je me réunirais avec mon ennemi personnel pour le bien public, et que si le bien public l'exigeait, j'emploierais tous mes moyens à servir cet ennemi : que tels étant mes sentimens, lord Howe pouvait être assuré qu'aucune considération de cette espèce ne pourrait m'empêcher, dans l'occasion présente, de me rendre aussi utile que mes faibles talens me le permettraient. Cette déclaration parut lui faire plaisir, et il me dit qu'il pensait bien véritablement que plusieurs ministres avaient le désir d'entrer en arrangement avec les colonies, pourvu qu'ils pussent sauver la dignité du gouvernement. Il m'engagea à mettre par écrit quelques propositions relativement aux conditions moyennant lesquel-

(1) Lors de l'ouverture du parlement.

Digitized by Google

les je croyais qu'on pourrait rétablir une bonne intelligence entre les deux pays, et sur le mode de conduite à adopter pour y réussir. Il me proposa de nous réunir soit chez moi, soit chez lui pour les discuter dès qu'elles seraient rédigées; mais comme il était possible qu'en nous voyant entrer lui chez moi, ou moi chez lui, on en conçût quelques soupçons, nous conclûmes que le mieux était de prendre la maison de sa sœur pour notre rendez-vous, et elle y consentit avec plaisir. Nos parties d'échecs étaient un excellent prétexte, et ni ses parens ni ses amis ne pouvaient être surpris de me voir aller chez elle. Je promis de m'occuper de cette affaire, et nous convînmes de nous réunir le mercredi suivant.

Je fus à cette époque invité à dîner chez le gouverneur Pownall. Il était en famille, et nous restâmes tête à tête après le dîner. Il avait été du parti de l'opposition; mais il fesait alors sa paix avec le ministère, afin de tâcher d'arriver au parlement par son influence, ce que j'ignorais. Il me répéta ce que j'avais déjà entendu dire à plusieurs amis de lord North, que ce ministre n'avait ni conçu ni approuvé les mesures qui avaient été prises relativement à l'Amérique, et qu'il était au contraire très-disposé à adopter toutes les voies de conciliation qui pourraient s'accorder avec l'honneur du gouvernement. Il ajouta qu'on m'avait regardé comme le plus grand artisan de l'opposition en Amérique, et l'ennemi déclaré

Digitized by Google

de toutes mesures conciliatoires; mais qu'il avait rendu à lord North un compte de moi tout différent, et qu'il l'avait assuré qu'on avait certainement mal représenté mes sentimens. Je conclus de tout ce qu'il me dit qu'il désirait être envoyé en Amérique comme commissaire ou négociateur pour arranger nos différends, et m'avoir pour collègue; mais comme je ne voyais aucune probabilité que le gouvernement nous employât ni l'un ni l'autre à cet effet, je ne fis pas grande attention à cette partie de son discours.

J'aurais dû mentionner plus tôt (mais on ne peut se rappeler chaque chose par ordre) que j'avais d'abord dit à lord Howe qu'il était inutile de rédiger des propositions d'arrangement comme il le désirait, puisque le congrès, dans sa pétition au roi, qu'on venait de recevoir et de lui faire présenter par l'entremise de lord Dartmouth, avait énoncé clairement ses griefs et fait connaître par là quels étaient les moyens de rétablir l'ancienne harmonie. Je lus quelques passages de la pétition, afin de lui prouver les bonnes dispositions du congrès, et les expressions pathétiques qui s'y trouvaient parurent faire impression sur le frère et sur la sœur. Lord Howe n'en désira pourtant pas moins que je lui donnasse par écrit mes idées sur les moyens à prendre, dans le cas ou quelques-unes des demandes du congrès ne paraîtraient pas admissibles; et comme je l'ai déjà dit, je le lui promis.

Digitized by Google

J'avais aussi promis à lord Chatham de lui faire part des premières nouvelles importantes que je recevrais d'Amérique. Je lui envoyai donc celles que je reçus du congrès, aussitôt qu'elles m'arrivèrent; mais il se passa toute une semaine après que la pétition me fut parvenue, avant que je pusse me rendre chez lui, comme je le désirais, pour savoir ce qu'il en pensait; car tout mon temps fut employé à conférer avec les autres agens sur la manière de présenter la pétition, à me rendre avec eux, trois jours de suite, chez lord Dartmouth, à rédiger ensemble et à écrire des lettres aux présidens des différentes assemblées, et à m'occuper d'autres affaires qui ne me permirent pas de disposer d'un jour pour aller à Hayes. Enfin, le lundi 26 je partis, et j'y arrivai vers une heure. Lord Chatham me reçut avec des égards affectueux, qui, de la part d'un si grand homme, étaient extrêmement agréables : mais l'opinion qu'il exprima du congrès me le fut encore davantage. Il avait agi, me dit-il, avec tant de calme, de modération et de sagesse, qu'il croyait qu'on chercherait en vain une plus respectable assemblée d'hommes d'état, depuis les plus beaux siècles des Grecs et des Romains. Dans tout ce qu'il avait dit et fait, il n'avait trouvé qu'une ou deux choses qu'il aurait voulu changer; peut-être une seule, l'assertion que le maintien d'une armée sur pied en temps de paix dans les colonies, sans le consentement de leurs assem-

Digitized by Google

blées législatives, était illégal. Il croyait qu'elle n'était pas fondée, et que la loi à cet égard ne s'étendait pas aux colonies. Il approuvait et admirait tout le surplus. Il trouvait la pétition sage, forte et modérée en même temps. Il me demanda des détails multipliés sur l'état où se trouvait l'Amérique, voulut savoir si je croyais probable que les colons persistassent dans leurs résolutions; quelles difficultés ils pouvaient avoir à vaincre en y persévérant; quelles ressources ils auraient pour suppléer aux objets dont la cessation du commerce leur imposerait la privation. Il parut satisfait de mes réponses, montra beaucoup d'affection pour notre pays, fit des vœux pour sa prospérité, et pour que le gouvernement anglais reconnût bientôt ses erreurs et les réparât. Il me dit que, si sa santé le lui permettait, il pourrait bien présenter à ce sujet quelques idées au parlement, à sa rentrée après les fêtes, et qu'il serait charmé de connaître préalablement les miennes. Je lui dis que je croyais que l'Amérique se trouvait dans un état fort dangereux, à cause de la continuation du séjour de l'armée à Boston; que quelque disposés que pussent être les habitans à ne pas donner aux troupes de justes sujets d'offense, et à maintenir le bon ordre en cette ville, une querelle imprévue entre un porteur et un soldat pris de vin, pouvait occasionner un tumulte, un soulèvement, et une effusion de sang, et produire une brèche que rien ne

Digitized by Google.

pourrait réparer; que l'armée n'y pouvait faire aucun bien et pouvait y faire beaucoup de mal; qu'on ne pouvait ni proposer aucunes conditions d'arrangement aux Américains, ni espérer qu'ils en acceptassent, tant qu'ils auraient la baïonnette sur la poitrine; que pour conclure des conventions durables avec l'Amérique, il fallait commencer par en rappeler la force armée. Lord Chatham parut trouver cette opinion assez raisonnable.

De Hayes, j'allai à Halsted dîner chez M. Sargent. J'avais dessein d'aller ensuite faire une visite à lord Stanhope à Chévening; mais apprenant qu'il était à Londres avec toute sa famille, je passai la nuit à Halsted, et le lendemain matin je m'arrêtai à Chislehurst qui était sur mon chemin en retournant à Londres, et j'allai chez lord Camden. Je le trouvai à sa porte, montant en voiture avec sa famille, pour aller faire une visite de félicitation à lord et à lady Chatham, sur le mariage de leur fille avec lord Mahon, fils de lord Stanhope. Il devait revenir dîner, et il me fit promettre de l'attendre et de rester avec lui jusqu'au lendemain matin. Nous eûmes dans la soirée une longue conversation sur les affaires d'Amérique, relativement auxquelles il me fit force questions, et je lui donnai tous les détails qu'il désira. Je fus charmé des sentimens nobles et généreux qu'il montra, et j'eus grand plaisir à l'entendre donner une approbation sans ré-

Digitized by Google

serve aux mesures et à la pétition du congrès, dont il me demanda une copie que je lui envoyai ensuite. Il parut désirer que les Américains continuassent à agir avec le même sang-froid et la même sagesse qu'ils l'avaient fait jusqu'alors dans leurs diverses assemblées publiques, et me dit qu'en ce cas il ne doutait pas qu'ils ne parvinssent à établir leurs droits, et à obtenir un arrangement solide et durable avec la mère-patrie. Il parut pénétré de l'importance et de la nécessité d'un semblable arrangement.

Je retournai à Londres le lendemain, et j'y arrivai assez à temps pour me trouver au rendez-vous que j'avais pris avec lord Howe. Je lui fis mes excuses de n'avoir pas préparé les notes que je lui avais promis de rédiger, en lui alléguant que j'avais été retenu à la campagne plus longtemps que je ne le pensais. Nous eûmes cependant une assez longue conversation, et il me dit qu'il pouvait m'assurer positivement que lord North et lord Dartmouth étaient sincèrement disposés à adopter des mesures conciliatoires, et à écouter favorablement toutes propositions qui pourraient tendre à mettre fin aux différends qui divisaient les deux pays. Il me demanda si je ne pensais pas qu'il pût être utile d'envoyer en Amérique une ou plusieurs personnes chargées de prendre des renseignemens sur les plaintes des colons, de conférer avec ceux qui étaient à la tête des affaires, et de tâcher de convenir avec

Digitized by Google

eux des moyens de rétablir l'harmonie. Je lui répondis qu'un homme distingué, qui aurait une réputation de candeur, de sagesse et d'intégrité, pourrait rendre de grands services en se chargeant de cette mission. Il parut être du même avis, et ajouta que, n'importe qui en fût chargé, il fallait qu'on y portât un désir véritable d'amener une réconciliation, en fondant sur la même base les intérêts et l'affection des deux pays; qu'on s'efforçât de détruire non-seulement les préjugés des colons contre le gouvernement, mais encore ceux du gouvernement contre les colons, afin de créer une parfaite intelligence. Mistress Howe lui dit : « Je voudrais, mon frère, qu'on vous y envoyât pour cette négociation, cela vaudrait mieux que d'y faire passer le général Howe pour y prendre le commandement de l'armée ». — « Je pense, Madame, lui dis-je, qu'on fera bien de chercher pour le général quelque emploi plus honorable ». Lord Howe tirant alors un papier de sa poche, me le présenta en souriant et me dit : « Si ce n'est pas une indiscrétion, puis-je vous demander si vous connaissez cet écrit? » En l'examinant je reconnus l'écriture de David Barclay, et je vis que c'était la copie des notes que je lui avais remises. Je lui dis que je l'avais déjà vu, et j'ajoutai peu après que, voyant qu'il était au courant d'une affaire qu'on m'avait dit devoir rester secrète, je ne ferais pas de difficulté de convenir que j'avais été consulté à ce sujet, et

Digitized by Google

que c'était moi qui avais rédigé cet écrit. Il me répondit qu'il était fâché que les opinions qui y étaient énoncées fussent les miennes, parce qu'il en avait moins d'espoir de parvenir par mon secours à la réconciliation si désirée, puisqu'il avait des raisons pour croire que de telles propositions ne seraient jamais admises; qu'il espérait pourtant que je ferais de nouvelles réflexions à ce sujet, et que je formerais quelque plan qui pût être approuvé en Angleterre. Il s'étendit sur le service signalé que ce serait rendre à la nation, sur le mérite qu'il y aurait à servir d'instrument pour une si bonne œuvre, et ajouta qu'il était bien loin de penser à m'influencer par quelque motif d'intérêt personnel; mais que bien certainement j'aurais droit de m'attendre à toutes les récompenses qu'il serait au pouvoir du gouvernement de m'accorder. C'était pour moi ce qu'on appelle vulgairement en France, *cracher dans la soupe.* Cependant je lui promis de tracer une nouvelle esquisse du plan, quoique je doutasse beaucoup qu'il parût préférable à celui qu'il avait déjà en mains. Il persista à l'espérer, et ajouta qu'attendu ma situation, comme j'avais à ménager mes amis d'Angleterre et mes commettans en Amérique, et qu'il pouvait se trouver dans mon projet des choses dont il ne serait pas convenable que mon écriture annonçât que j'étais l'auteur, le mieux serait d'envoyer mes observations à mistress Howe qui en

Digitized by Google

ferait une copie qu'il communiquerait au ministère, et qui me remettrait l'original. J'y consentis, quoique je n'eusse aucune crainte de l'inconvénient qu'il prévoyait. En général, ses manières me plaisaient beaucoup, et je me sentais disposé à lui accorder une grande confiance en cette occasion, quoique le mystère qu'il me proposait me parût de fort peu d'importance.

Un ou deux jours après j'envoyai l'écrit suivant à mistress Howe, sous enveloppe.

« On suppose que le désir commun des deux parties n'est pas uniquement de prévenir les malheurs qui menacent l'intérêt général, mais de cimenter une union cordiale, et d'éloigner non-seulement tout grief réel, mais tout germe de jalousie et de méfiance.

» Dans cette vue, la première chose est de bien connaître ce que les deux parties divisées regardent comme essentiellement nécessaire pour établir cette union.

» Le congrès américain s'est déclaré nettement à cet égard, en disant dans sa pétition au roi, qu'en rapportant les lois oppressives dont il se plaint, l'*harmonie entre la Grande-Bretagne et les colonies, si nécessaire à leur bonheur commun, si ardemment désirée par toutes deux, sera à l'instant rétablie, de même que leurs liaisons ordinaires.*

» On a trouvé raisonnable en Angleterre d'attendre, avant de faire quelque changement aux

Digitized by Google

mesures adoptées, que les colonies eussent fait quelque déclaration relativement à leur conduite future : elles l'ont fait aussi en ajoutant que *quand les causes de leurs craintes n'existeront plus, leur conduite future prouvera qu'elles ne sont pas indignes des égards auxquels elles ont été accoutumées dans un temps plus prospère.*

» Elles ont pris solennellement à témoin de la sincérité de ces déclarations, celui qui lit dans tous les cœurs.

» Si la Grande-Bretagne peut avoir confiance en ces déclarations (et celles qui sont faites volontairement en méritent plus que celles qui sont extorquées par la force), elle peut donc, sans courir aucun risque pour elle-même, essayer l'expédient proposé, puisque s'il ne réussit pas, elle sera toujours la maîtresse d'en revenir à ses premières mesures.

» On propose donc :

» Que la Grande-Bretagne montre sa confiance en ces déclarations, en rapportant toutes les lois ou parties de lois dont le rapport est demandé dans la pétition du congrès au roi.

» Que des ordres soient donnés en même temps pour rappeler la flotte de Boston, et pour envoyer les troupes dans le Canada ou dans les Florides, afin que les colonies soient parfaitement libres pour les stipulations qu'elles auront à faire.

» Que, pour l'honneur de la Grande-Bretagne, ces dispositions ne paraissent pas prises par crainte

Digitized by Google

des mesures recommandées aux colons par le congrès, mais par suite de sa propre volonté, de dispositions favorables pour les colonies, et d'un désir sincère de réconciliation. Qu'elle fasse droit en même temps à quelques-unes de leurs autres plaintes que la pétition a laissées à la justice et à la magnanimité du roi et du parlement, comme celles qui sont relatives au payement des gouverneurs, au salaire des juges, aux instructions données pour dissoudre les assemblées, etc.

» Que pour donner aux colonies une occasion immédiate de prouver la sincérité de leurs sentimens, le prochain congrès qu'elles se proposent de tenir, soit autorisé par le gouvernement, comme celui qui a été tenu à Albany en 1754, et qu'un homme de poids, et d'un caractère respectable, soit nommé par la couronne pour le présider.

» Que le gouvernement adresse alors au congrès la demande des divers points qu'il désire obtenir pour sa sécurité, pour les subsides, pour l'avantage du commerce général, pour les indemnités à accorder à la compagnie des Indes, etc.

» C'est ainsi qu'en plaçant dans les colonies une généreuse confiance, on donnera aux amis du gouvernement qui s'y trouvent, les moyens de faire consentir l'Amérique à toutes les concessions, à tous les secours, à tous les engagemens qu'on peut raisonnablement en attendre. »

Le samedi soir je me rendis chez mistress Howe;

Digitized by Google

elle m'apprit qu'elle avait transcrit la note que je lui avais envoyée, qu'elle l'avait fait passer à lord Howe à sa campagne, et elle me remit l'original. Le mardi suivant, 3 janvier, je reçus d'elle un billet dans lequel je trouvai une lettre qu'elle avait reçue la veille de lord Howe. Voici la teneur de son billet.

« Mistress Howe fait ses complimens au docteur Franklin. Elle lui envoie une lettre qu'elle a reçue hier soir, et le remercie beaucoup de son agréable présent (1), qui lui a fait le plus grand plaisir. Si le docteur a quelques instans à donner à une partie d'échecs, elle sera très-charmée de le voir un des matins de cette semaine, et toutes les fois que cela pourra lui être agréable. Elle se trouve heureuse d'avoir un si bon prétexte pour lui demander sa compagnie. »

La lettre que lui écrivait lord Howe était ainsi conçue :

« Porter's lodge, 2 janvier 1775.

» J'ai reçu votre note. C'est avec beaucoup de regret que je prévois, d'après des opinions qui ont autant d'autorité que celles de notre digne ami, que l'accommodement désiré éprouvera des difficultés beaucoup plus grandes que je ne croyais devoir m'y attendre d'après nos conversations.

(1) Ses écrits philosophiques.

Digitized by Google

» Je communiquerai les observations, comme il a été convenu. Je ne veux pas abuser plus longtemps de la complaisance de notre ami. Mais j'ai conçu pour lui des sentimens que la manière franche et obligeante dont il a répondu à mes nombreuses questions, rendront toujours présens au souvenir de son affectionné

» HOWE ».

Quelque temps après, peut-être une semaine, je reçus un billet de mistress Howe, qui me priait de passer chez elle. Je m'y rendis sur-le-champ. Elle me montra une lettre qu'elle venait de recevoir de son frère; mais n'en ayant pas de copie, je ne puis que donner une idée de son contenu, autant que je me le rappelle. Il désirait qu'elle s'informât de leur ami (me désignant ainsi sans me nommer), si l'on ne pourrait obtenir pour préliminaire le payement des cargaisons de thé qui avaient été détruites, en se fiant aux promesses de faire droit aux plaintes contenues dans les pétitions qui seraient présentées à l'avenir par les assemblées; enfin, si la proposition relative aux subsides qui se trouvait dans le premier projet transcrit par M. David Barclay, était toujours regardée comme indispensable par l'auteur. Mistress Howe se proposant d'envoyer chez son frère dans la soirée, j'écrivis sur-le-champ la note suivante qu'elle transcrivit et qu'elle lui fit passer.

Digitized by Google

« La proposition relative aux subsides est toujours regardée comme indispensable par l'auteur du projet.

» Les Américains pensent que le parlement n'a pas le droit de les taxer, et que par conséquent les sommes qui leur ont été extorquées par suite des actes établissant des droits, et par l'assistance d'une force armée, avant la destruction des cargaisons de thé, sont une injustice qui, dans l'ordre des temps, doit être d'abord réparée, avant qu'on puisse faire une répétition contre eux pour le thé dont il s'agit. Il n'est donc pas vraisemblable qu'ils consentent, *pour préliminaire*, à payer la valeur de ce thé, surtout après qu'on leur a occasionné une perte vingt fois plus grande par le blocus de leur port; que la couronne s'est emparée de leur fort, qu'elle conserve encore, et qu'elle ne leur a fait aucune satisfaction à cet égard ».

Lors de la rentrée du parlement après les fêtes, en janvier 1775, lord Howe revint à Londres, et nous eûmes une nouvelle entrevue. Il me témoigna ses regrets que mes propositions ne fussent pas de nature à pouvoir être probablement acceptées, et me dit qu'on pensait qu'il serait plus satisfesant que j'eusse des pouvoirs ou des instructions du congrès pour faire quelques concessions en cette circonstance. Je répondis que je n'étais chargé que de présenter sa pétition. Nous cau-

Digitized by Google

sâmes des divers objets contenus en ma note, et que j'appuyai de raisonnemens. Enfin, je lui dis que si ce que j'avais proposé ne pouvait être admis, je serais bien aise de savoir ce qu'on jugerait admissible : je désirais voir venir quelques propositions des ministres eux-mêmes. Lord Howe me dit qu'il ne connaissait pas encore parfaitement leurs intentions, mais qu'il en saurait davantage dans quelques jours. Il se passa pourtant quelques semaines avant que j'en entendisse parler.

Je voyais fréquemment M. Barclay pour préparer la pétition que les négocians devaient présenter, et cette affaire l'occupait tellement qu'il n'avait guère le temps de voir lord Hyde, et il ne pouvait me donner aucune nouvelle relativement à la note qui lui avait été remise. J'étais surpris d'une autre part de ne pas voir le docteur Fothergill ; enfin il vint chez moi, je ne me rappelle plus quel jour. Il me dit qu'il avait communiqué ma note et les raisonnemens par lesquels je l'avais appuyée, à lord Dartmouth qui, après y avoir réfléchi, lui avait dit qu'il trouvait raisonnables quelques-unes des demandes qui y étaient contenues, mais qu'il y en avait d'inadmissibles ou d'impraticables. Il ajouta qu'il avait fait la même communication au président de la chambre des communes (1), qu'il avait trouvé

(1) Sir Fletcher Norton.

Digitized by Google

fort disposé à la conciliation, mais qui lui avait dit qu'il serait humiliant pour la Grande-Bretagne d'accepter de telles conditions. Le docteur lui répondit que, puisqu'elle avait été injuste, elle devait en supporter les conséquences et changer de conduite; que la pillule pouvait être amère, mais qu'elle serait salutaire, et qu'il fallait l'avaler; que telle était l'opinion d'hommes impartiaux, bien au fait de toutes les circonstances et qui y avaient mûrement réfléchi; enfin, que tôt ou tard il faudrait adopter ces mesures, ou d'autres moyens tendant au même but, ou que l'empire serait divisé et ruiné. Au total, il pensait qu'il résulterait quelque bien de nos efforts.

Le 19 janvier, je reçus de lord Stanhope un billet par lequel il m'annonçait que lord Chatham, devant faire le lendemain à la chambre des lords une motion relative aux affaires d'Amérique, désirait que je pusse assister à la séance, et que lord Stanhope tâcherait de m'y faire entrer. Un des réglemens de la chambre était qu'aucun de ses membres ne pourrait y introduire plus d'un ami. Le lendemain lord Stanhope me fit savoir par un nouveau billet que si je voulais me trouver à deux heures dans l'antichambre de la chambre des lords, lord Chatham s'y trouverait, et se chargerait lui-même de m'y faire entrer. Je m'y rendis, et l'ayant aperçu, je lui fis part de ce que lord Stanhope m'avait écrit. « Cer-» tainement, me dit-il, et je le ferai avec d'au-

Digitized by Google

» tant plus de plaisir que je suis sûr que votre » présence aux débats d'aujourd'hui sera plus » utile à l'Amérique que la mienne ». Me prenant alors par le bras, il me conduisit à la porte qui est voisine du trône; mais un de ceux qui en avaient la garde, l'informa que les fils aînés et les frères des pairs pouvaient seuls être admis par cette entrée. Il revint donc avec moi vers la porte près de la barre, où beaucoup de personnes attendaient les pairs qui devaient les introduire, et où quelques pairs attendaient les amis qu'ils devaient faire entrer. Il me présenta aux huissiers en leur disant à haute voix : « Voici le doc- » teur Franklin que je désire faire entrer dans » la chambre », et à l'instant la porte m'en fut ouverte. Comme le public ignorait qu'il eût existé quelque liaison entre lui et moi, je vis que mon nom prononcé par lui, causait quelque sensation. Dès qu'il parut dans la chambre, on y vit régner une sorte d'agitation, force messagers furent dépêchés, sans doute pour aller chercher les membres amis du ministère, attendu qu'on s'attendait toujours à quelque chose d'important quand ce grand homme se rendait à une séance, ses infirmités ne lui permettant que rarement d'y assister. J'eus beaucoup de plaisir à entendre sa motion et les débats auxquels elle donnait lieu. Je n'entreprendrai pas d'en rendre compte ici, les journaux l'ayant fait fort au long

Digitized by Google

dans le temps. Sa motion avait pour but de présenter une adresse au roi pour le supplier de retirer ses troupes de Boston, comme le premier pas à faire pour calmer les esprits en Amérique, et effectuer une réconciliation. Le lendemain lord Stanhope m'écrivit un billet où il me disait qu'il m'envoyait la motion faite la veille à la chambre par lord Chatham, d'après le désir de ce lord qui voulait que je l'eusse d'une manière authentique en la recevant de son auteur même, telle qu'elle avait été lue : j'en envoyai des copies en Amérique, et cette motion me fit d'autant plus de plaisir, que je reconnus qu'elle avait été faite, en partie, d'après les idées que j'avais données à lord Chatham en conversant avec lui.

Je fus fort satisfait du discours que lord Chatham prononça à l'appui de sa motion; il me donna la plus haute idée de ses talens comme politique et comme homme d'état. Lord Camden, autre excellent orateur, et fort en raisonnement, parla dans le même sens; plusieurs autres pairs en firent autant, mais tout cela ne servit pas plus que le souffle des vents. Seize pairs écossais, vingt-quatre évêques, tous les lords qui tiennent ou qui attendent des places du gouvernement, forment, quand ils sont d'accord, une majorité qui rend les débats ridicules en eux-mêmes, puisqu'ils ne sont d'aucune utilité, et ils votent presque toujours de concert quand il s'agit de

Digitized by Google

mesures ministérielles. Plein de la haute estime que j'avais conçue pour lord Chatham, j'écrivis à lord Stanhope le billet ci-après.

« Le docteur Franklin présente ses respects à lord Stanhope, et le remercie beaucoup ainsi que lord Chatham de lui avoir envoyé une copie si authentique de la motion d'hier. Le docteur Franklin est plein d'admiration pour cet homme véritablement grand; il a souvent rencontré dans le cours de sa vie, l'éloquence sans sagesse, et la sagesse sans éloquence, mais il les trouve ici réunies toutes deux, et à ce qu'il pense, au plus haut degré possible.

» Craven-street, 23 janvier 1775 ».

Comme dans le cours des débats, quelques lords qui fesaient partie de l'administration avaient dit qu'il était aussi facile qu'ordinaire de critiquer les mesures du gouvernement, mais que ceux qui les censuraient n'en proposaient pas de meilleures, lord Chatham avait répondu qu'il ne serait pas du nombre de ces critiques oisifs, qu'il avait long-temps réfléchi sur le sujet dont il s'agissait, et qu'il avait dessein de mettre incessamment sous les yeux de la chambre, le résultat de ses méditations sérieuses, en lui présentant un plan pour mettre fin aux différends qui régnaient entre l'Angleterre et l'Amérique, et dont sa présente motion n'était que le préliminaire. Je désirais beaucoup savoir en quoi ce

Digitized by Google

plan consistait, et j'avais dessein de passer chez lui le lendemain pour voir s'il voudrait me le communiquer, mais j'appris qu'il était déjà reparti pour Hayes, et j'avais en ce moment tant d'affaires, qu'il ne m'était guères possible de faire ce voyage. Quelques jours après lord Mahon vint chez moi, et me dit que lord Chatham désirait me voir; je lui promis de me rendre chez lui le vendredi suivant, divers engagemens m'empêchant d'y aller plus tôt. Le vendredi 27, je pris une chaise de poste vers neuf heures du matin, et j'arrivai à Hayes vers onze; mais comme j'étais occupé à lire un pamphlet nouveau, le postillon me conduisit un mille ou deux trop loin. Lord Chatham étant sorti dans un cabriolet pour prendre l'air, m'avait rencontré avant que j'arrivasse à Hayes, mais je ne l'avais pas vu. Il était revenu chez lui sur-le-champ, et comme il ne m'y trouvait pas, et qu'il avait remarqué que je lisais, il conclut que j'avais passé la porte par mégarde, et fit courir après moi un domestique à cheval. Il me témoigna beaucoup de plaisir de me voir, causa long-temps avec moi, me fit une esquisse de son plan et m'en lut même une partie; il me dit qu'il ne l'avait montré qu'à lord Camden, dans les avis duquel il avait grande confiance, surtout dans les matières judiciaires, et qu'aussitôt qu'il serait mis au net, il me le remettrait pour que je lui en donnasse mon opinion et que j'y joignisse mes

Digitized by Google

avis; mais qu'il ne le communiquerait à aucune autre personne avant de l'avoir présenté à la chambre; il me pria de n'en parler à qui que ce fût, parce que l'on pourrait travailler d'avance à détruire l'effet de quelques parties de son projet, et que les ministres pourraient s'en approprier certaines autres. Je lui promis le secret, et je lui tins parole, car je ne dis même à personne que je l'eusse vu. Je dînai avec lui en famille, et je repartis dans la soirée.

Le dimanche suivant, 29 janvier, lord Chatham vint à Londres et se rendit chez moi dans Craven-street. Il m'apportait son plan auquel il avait donné la forme d'un acte du parlement. Il me le remit en me priant de le lire avec attention, et de lui communiquer les observations que cette lecture pourrait me suggérer. Sa raison, pour me prier de me donner cette peine, était, comme il eut la bonté de me le dire, qu'il ne connaissait personne qui fût plus au fait des affaires d'Amérique, ou qui fût si capable de lui donner des avis à ce sujet. Il ajouta qu'il croyait que les fautes qu'avaient commises les ministres dans l'administration des colonies, venaient de ce qu'ils n'avaient pas reçu de bonnes informations; qu'en conséquence, quoiqu'il eût examiné l'affaire à fond, dans tous ses détails, il n'avait pas dans son jugement la même confiance qu'ils avaient eue dans le leur, et qu'il désirait le rectifier d'après le mien, comme on règle une montre

Digitized by Google

d'après un régulateur. Il n'avait pas encore décidé le jour où il le présenterait à la chambre ; mais dans le cours de notre conversation, réfléchissant à l'état précaire de sa santé, craignant que s'il tardait trop long-temps, il n'arrivât des nouvelles qui fissent paraître son projet hors de saison, ou moins convenable dans toutes ses parties; ou que les ministres n'eussent pris d'autres mesures, et ne pussent lui dire que s'il avait présenté son projet plus tôt, il aurait pu être adopté, il résolut de le proposer le mercredi suivant. Il me dit donc qu'il reviendrait chez moi le mardi, à moins qu'il ne me convînt d'aller à Hayes. Je choisis cette seconde alternative, autant par respect pour lui, que parce qu'il était moins probable que nous y fussions interrompus. Je lui promis d'arriver de bonne heure, afin d'avoir plus de temps à donner à notre entretien. Il resta avec moi près de deux heures, son équipage attendant à ma porte. Comme il y était quand on sortit de l'église, on le remarqua et on en parla beaucoup; car tout ce qui pouvait avoir rapport aux affaires d'Amérique, fesait alors le sujet de toutes les conversations. La visite d'un si grand homme, et pour un objet si important, ne flatta pas peu ma vanité, et cet honneur me fit d'autant plus de plaisir que cette circonstance arriva jour pour jour un an après que le ministère s'était donné tant de peine pour me faire insulter devant le conseil privé.

Digitized by Google

Je lus ce plan avec une grande attention, je réfléchis sur l'ensemble comme sur les détails, et je pris des notes à mesure que je trouvais quelque observation à y faire. Enfin je me rendis à Hayes le mardi de bonne heure, comme je l'avais promis, et nous entrâmes dans la discussion de ce plan. J'y restai près de quatre heures. Mais lord Chatham, semblable en cela, je crois, à tous les grands orateurs, répondit si longuement à chaque objection que j'élevais, que je n'eus pas le temps de faire usage de la moitié de mes notes. Il ne se laisse pas facilement interrompre, et j'avais tant de plaisir à l'entendre, que je ne pouvais me décider à y apporter quelque interruption. Je réfléchis que nous ne pouvions espérer ni l'un ni l'autre que ce plan fût adopté tel qu'il était proposé; que lors de sa discussion, si elle avait lieu, on pouvait y faire les changemens convenables; qu'avant qu'il fût adopté, l'Amérique aurait le temps d'y faire des objections, et d'y proposer des amendemens; que pour pouvoir espérer seulement de le faire discuter, il fallait paraître céder à quelques-uns des préjugés du parlement; que s'il n'était pas aussi parfait qu'on aurait pu le désirer, il pouvait du moins servir de base pour un traité, et en attendant prévenir bien des malheurs; enfin que lord Chatham ayant résolu de le présenter le lendemain, il ne restait pas assez de temps pour y faire des changemens et le faire recopier. Je ne proposai donc plus

Digitized by Google

d'objections, et quoique bien des gens m'ayent fait l'honneur de supposer que j'y avais eu une grande part, je puis assurer que lord Chatham ne fit qu'y ajouter un seul mot d'après ma demande, *constitutions* après *chartes*. Car si je remplis à sa requête un blanc qui devait contenir le titre des lois dont le rapport était demandé, c'était ce que pouvait faire le premier copiste, puisqu'il ne s'agissait que de les prendre dans la pétition du congrès.

Le mercredi, lord Stanhope, sur la demande de lord Chatham, vint me prendre pour me conduire à la chambre des lords, qui fut bientôt remplie. Lord Chatham fit un excellent discours pour proposer son projet, et en développer les motifs et les conséquences. Lorsqu'il eut terminé, lord Dartmouth se leva et dit fort convenablement que l'affaire dont il s'agissait était d'une telle importance qu'elle exigeait de mûres réflexions; qu'il espérait donc que le noble lord ne comptait pas demander que la chambre allât aux voix sur-le-champ sur sa proposition; mais qu'il se contenterait qu'elle en ordonnât le dépôt sur le bureau, pour être prise en considération. Lord Chatham répondit qu'il ne désirait rien de plus. Alors lord Sandwich se leva, et dans un discours véhément et violent, s'opposa à ce que la motion fût reçue, et donna comme son opinion qu'elle devait être rejetée sur-le-champ, avec tout le mépris qu'elle méritait; qu'il ne pouvait la regar-

Digitized by Google

der comme la production d'un pair de la Grande-Bretagne ; qu'elle lui paraissait l'ouvrage de quelque Américain. Se tournant alors vers moi, qui étais appuyé sur la barre, il ajouta qu'il croyait avoir devant les yeux la personne qui l'avait rédigée, l'un des ennemis les plus cruels et les plus acharnés qu'eût jamais eus l'Angleterre. Cette sortie fixa sur moi les regards d'un grand nombre de lords; mais comme je ne voulais pas avoir l'air de m'en faire l'application, je ne changeai pas plus de figure que si mes traits eussent été taillés sur la pierre. Plusieurs autres lords de l'administration furent aussi de cet avis, et *le sage* lord Hillsborough se prononça fortement en faveur de cette opinion. Mais les ducs de Richmond et de Manchester, les lords Shelburne, Camden, Temple, Lyttleton et plusieurs autres embrassèrent l'avis contraire, les uns parce que la demande leur paraissait juste, les autres par égard pour la dignité de la chambre. Un lord ayant parlé avec éloges de la proposition faite par un des ministres, lord Dartmouth, celui-ci se leva de nouveau et déclara qu'ayant entendu tant de lords se prononcer contre la mesure d'ordonner le dépôt de la proposition sur le bureau, il avait lui-même changé d'opinion; qu'il ne pouvait donc accepter les éloges qu'on lui adressait pour un avis qu'il regrettait d'avoir donné, et qu'il voterait pour le rejet de la motion. J'appuye d'autant plus sur cette circonstance, que c'est un trait de caractère

Digitized by Google

de ce lord qu'on regarde, d'après le poste qu'il occupait, comme ayant eu tant de part aux affaires d'Amérique : mais dans la réalité, il n'avait ni volonté ni jugement, et quoique porté par inclination à prendre de bonnes mesures, il se laissait toujours entraîner vers les plus mauvaises.

Lord Chatham, dans sa réplique à lord Sandwich, releva l'opinion malhonnête que ce lord avait énoncée, que le plan soumis à la chambre n'appartenait point à celui qui le proposait. Il déclara que lui seul en était l'auteur, déclaration, dit-il, qu'il se croyait d'autant plus obligé de faire, que plusieurs de leurs seigneuries paraissaient en faire moins de cas ; car si ce plan était si faible, si vicieux, il était de son devoir de ne pas souffrir qu'on soupçonnât qui que ce fût d'y avoir pris part : on avait reconnu jusque alors que son défaut n'était pas de prendre des avis ; mais il n'hésitait pas à déclarer que s'il était premier ministre en ce pays, et qu'il fût chargé de régler une affaire si importante, il ne rougirait pas d'appeler publiquement à son aide un homme qui connaissait les affaires d'Amérique aussi bien que la personne à qui on avait fait allusion d'une manière si injurieuse, un homme, voulut-il bien dire, pour les connaissances et la sagesse duquel toute l'Europe avait la plus haute estime, qu'elle plaçait sur le même rang que nos Boyle et nos Newton, et qui fesait honneur non-seulement à

Digitized by Google

la nation anglaise, mais à la nature humaine. J'avoue qu'il me fut difficile d'écouter ces éloges exagérés avec le même sang-froid que j'avais opposé quelques instans auparavant à des reproches qui ne l'étaient pas moins. Je tâchai pourtant de conserver un air imperturbable, comme si j'eusse pensé qu'il ne se fût pas agi de moi.

Entendre un si grand nombre de ces législateurs héréditaires déclamer avec tant de violence pour empêcher non-seulement qu'on n'adoptât, mais même qu'on ne prît en considération une proposition des plus importantes, faite par un des premiers hommes d'état du siècle, d'un caractère imposant, qui, à la tête du gouvernement de son pays, lorsqu'il semblait sur le bord d'un abîme, avait soutenu contre deux des plus formidables puissances de l'Europe une guerre que la Gloire et la Victoire avaient couronnée; les entendre critiquer son plan, non-seulement parce qu'ils étaient hors d'état de concevoir ce qui s'y trouvait, mais parce qu'ils croyaient y voir ce qui n'y était pas; les voir rejeter le moyen de rectifier leurs idées par une seconde lecture; apercevoir dans les uns une ignorance totale du sujet dont il s'agissait, dans les autres un asservissement volontaire aux préjugés et aux préventions, dans plusieurs ministres la volonté perverse de s'opposer à la manifestation de la vérité; voir ce plan ignominieusement rejeté par une si grande majorité, avec tant de précipitation, contre toute dé-

Digitized by Google

cence, sans égard pour l'honneur et la dignité d'une chambre formant une des trois parties du corps législatif du pays; c'en était bien assez pour placer ce corps au plus bas degré à mes yeux, et pour me faire regarder comme la plus grande des absurdités sa prétention de souveraineté sur trois millions d'Américains doués de bon sens et de vertu. A peine leur supposais-je assez de raison pour conduire un vil troupeau de cochons. *Législateurs héréditaires!* pensais-je, il vaudrait encore mieux, parce qu'il en résulterait moins de dangers, avoir des *professeurs héréditaires de mathématiques*, comme dans certaine université d'Allemagne. Mais cette réflexion n'était que la suggestion du moment, car la chambre des communes, *élue par le peuple*, ne vaut pas mieux, et ne vaudra jamais mieux, tant que les électeurs recevront de l'argent pour voter, et que celui qu'ils payent en taxes pourra servir aux ministres pour corrompre les représentans qu'ils auront choisis.

Après cette séance, je m'attendais à ne plus entendre parler de négociations pour arranger nos différends à l'amiable; cependant, un ou deux jours après, je reçus un billet de M. Barclay qui m'engageait à me trouver chez le docteur Fothergill, le 4 février dans la soirée. Je m'y rendis, et je fus bien étonné d'entendre dire que l'administration paraissait être dans les meilleures dispositions; qu'on avait pris en considération nos

Digitized by Google

observations; que plusieurs avaient été jugées raisonnables, et que les autres pouvaient être admises avec quelques amendemens. Le bon docteur, avec sa philanthropie ordinaire, nous fit le tableau des malheurs de la guerre, et nous prouva que la plus heureuse ne valait pas la plus mauvaise paix; il ajouta que les forces de l'Amérique croissaient chaque jour, et que quelles que fussent les conditions auxquelles elle serait obligée de se soumettre en ce moment, elle serait en état, dans quelques années, d'en imposer à son tour. M. Barclay me fit entendre qu'il dépendait de moi d'effectuer une réconciliation; qu'il serait honorable pour moi de le faire; qu'en ce cas je pouvais m'attendre non-seulement à être réintégré dans ma place (1), mais d'en obtenir telle autre que je pourrais désirer, etc. Je n'ai pas besoin de vous dire, à vous, mon fils, qui me connaissez si bien, combien ce langage sonnait mal à mes oreilles, et tout le dégoût que j'en conçus. Le discours du docteur allait mieux au but. Je lui répondis que nous ne désirions pas la guerre, et que nous ne demandions que des choses raisonnables, et nécessaires pour notre sécurité et notre bonheur. Je répliquai à M. Barclay que j'étais sûr qu'une place dans une charrette pour me conduire à Tyburn (2), était celle que le ministère anglais

(1) La place de maître-général des postes.

(2) Lieu de l'exécution des criminels. (*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

j'abrégeai la discussion en fesant observer que tant que le parlement réclamerait et exercerait le pouvoir de changer à volonté nos constitutions, aucun arrangement ne pouvait avoir lieu ; car c'était nous réduire à n'être certains de conserver aucun des priviléges auxquels nous avions droit. On me fit sentir qu'un arrangement était indispensable pour l'Amérique, puisque rien n'était plus facile à l'Angleterre que d'incendier tous nos ports de mer. Je m'échauffai alors. Je leur dis que la majeure partie de ma petite fortune consistait en maisons dans ces ports, que les Anglais pouvaient en faire des feux de joie si bon leur semblait, mais que cette crainte ne m'empêcherait pas de m'opposer jusqu'au dernier moment à cette prétention du parlement; qu'au surplus l'Angleterre devait prendre bien garde au tort qu'elle nous ferait éprouver, parce que tôt ou tard elle nous en payerait dommages et intérêts. Le docteur sourit; et quoique mon discours sentît un peu la colère, il me parut qu'il ne le désapprouvait pas, et il me dit qu'il le rapporterait le lendemain à lord Dartmouth.

Pendant cet entretien, M. Barclay me dit qu'étant allé un jour chez lord Hyde, il y trouva lord Howe, et que lord Hyde lui avait dit : « Vous pouvez parler devant lord Howe de tout ce que vous avez à me dire, c'est un ami pour qui je n'ai rien de caché »; qu'en conséquence il lui avait parlé avec autant de liberté qu'à l'ordinaire. J'ap-

Digitized by Google

pris ainsi comment lord Howe avait eu la copie de mes observations qu'il m'avait montrée. Il me dit aussi qu'une mesure à laquelle on pensait, était d'envoyer sur les lieux un commissaire avec des pouvoirs suffisans pour prendre connaissance des sujets de plaintes, et y faire droit à certaines conditions; mais qu'il était difficile de trouver un homme propre à cette mission. « Pourquoi n'en pas charger lord Hyde? lui dis-je. C'est un homme marquant, plein de prudence et de sang-froid, et personne ne pourrait s'en acquitter mieux; ou s'il ne voulait pas s'en charger, lord Howe, dont vous venez de parler, y conviendrait, à mon avis, parfaitement ». Tout cela n'était qu'une conversation, et nous nous séparâmes.

Lord Chatham ayant fait imprimer son plan, rejeté par la chambre des lords, pour le soumettre au jugement du public, j'en reçus six exemplaires de lord Mahon, son gendre, et je les envoyai à différentes personnes en Amérique.

Il se passa plus d'une semaine sans que j'entendisse parler de négociation, et mon temps s'employait à voir divers membres du parlement, quand je reçus un billet de M. Barclay, qui me mandait qu'il était indisposé, et qu'ayant besoin de me voir, il me priait de passer chez lui. Je m'y rendis le lendemain matin; il m'apprit qu'il avait vu lord Hyde; qu'il avait eu un nouvel entretien avec lui; qu'il savait maintenant ce qu'il fallait

Digitized by Google

pour faire marcher l'affaire; qu'il désirait donc que nous prissions un nouveau rendez-vous avec le docteur Fothergill, et qu'il tâcherait de nous apporter un plan rédigé d'après ce qui avait été proposé et accordé des deux côtés. J'y consentis, et l'entrevue fût fixée au jeudi soir 16 février.

Lorsque nous fûmes réunis, M. Barclay nous lut ce qui suit.

Plan qu'on croit devoir produire une harmonie durable entre la Grande-Bretagne et ses colonies.

Art. Ier. On payera les cargaisons de thé qui ont été détruites, et pour éviter toute perte de temps, et commencer de suite l'œuvre désirable de la conciliation, on propose que l'agent ou les agens de la province s'obligent, dans une pétition au roi, à faire effectuer ce payement, et qu'en conséquence de cet engagement, un commissaire soit autorisé, par une clause d'un acte du parlement, à ouvrir le port de Boston (en suspendant l'effet de l'acte qui en ordonnait le blocus) aussitôt après ce payement.

II. L'acte établissant un droit sur le thé sera rapporté, autant pour l'avantage de la Grande-Bretagne que pour celui des colonies.

III. La province de Massachusetts sera remise en possession du fort William, comme elle l'était autrefois, avant que le gouverneur Hutchinson l'eût livré aux troupes royales.

Digitized by Google

IV. Comme il est à croire que le commencement des mesures conciliatoires calmera considérablement les esprits en Amérique, on propose que les habitans de la province de Massachusetts adressent une pétition au roi, et y établissent leurs objections contre ledit acte (1); et il est entendu que cet acte sera rapporté. En attendant, le commissaire aura le droit d'en suspendre l'exécution, afin de mettre les habitans en état de faire la pétition.

V. Les provinces qui peuvent se croire lésées par l'acte relatif à la province de Québec, présenteront des pétitions à ce sujet, et il est entendu que cet acte sera rapporté en ce qu'il étend le territoire de cette province au-delà de ses anciennes limites.

VI. La loi d'Henri VIII sera formellement désavouée par le parlement.

VII. En temps de paix, les Américains lèveront dans leurs provinces respectives, en vertu des ordres de leurs assemblées législatives, les sommes qui seront jugées nécessaires pour l'établissement de paix, le payement des gouverneurs, des juges.

Voyez les lois de la Jamaïque.

VIII. En temps de guerre, sur la réquisition

(1) On suppose qu'il s'agit ici de l'acte qui ordonnait le blocus du port de Boston.

Digitized by Google

faite par le roi, du consentement du parlement, chaque colonie lèvera les sommes que son assemblée jugera proportionnées à ses moyens, et aux besoins de l'état, pour être employées à lever et à payer des hommes pour le service de terre et de mer, pour acheter des vivres, des munitions, ou pour tel autre objet qu'indiqueront les ordres du roi.

IX. Les actes sur la navigation seront pris en nouvelle considération, afin de voir si l'on ne peut y faire quelques changemens pour l'avantage de la Grande-Bretagne et des colonies.

X. Un officier de marine, nommé par la couronne, résidera dans chaque colonie, pour veiller à l'exécution de ces actes.

N. B. Dans quelques colonies, ils ne sont pas nommés par la couronne.

XI. Tous les droits résultant des actes réglant le commerce avec les colonies, seront destinés au service public de chaque province, et versés dans sa caisse. Un officier de la couronne sera chargé d'y veiller.

XII. Les cours d'amirauté n'auront pas d'autres pouvoirs que celles d'Angleterre.

XIII. Les fonctions des juges dans toutes les colonies dureront tant qu'ils se conduiront bien, et ils seront payés par les provinces, ainsi qu'il est dit en l'article VII.

N. B. Si le roi juge convenable d'ajouter à

Digitized by Google

leur salaire, ce supplément sera envoyé d'Angleterre.

XIV. Les gouverneurs seront salariés de la même manière.

Notre conversation roula principalement sur le premier article. On disait que tout ce que désirait le ministère, c'était qu'on lui donnât une ouverture, un fondement qui pût servir de commencement à des mesures conciliatoires, et qu'une pétition contenant l'engagement dont il était parlé en cet article, arriverait parfaitement à ce but; qu'on fesait des préparatifs pour faire passer de nouvelles troupes en Amérique; qu'une telle pétition pourrait empêcher leur départ, surtout si l'on y demandait la nomination d'un commissaire. On me pressa donc d'en rédiger une, et d'engager les agens des colonies à la signer avec moi. Je répondis que l'affaire du thé ne pouvait concerner que les agens de la province de Massachusetts, qui étaient M. Bollan pour le conseil, moi pour l'assemblée, et M. Lee nommé pour me remplacer quand je quitterais l'Angleterre; que ce dernier par conséquent pouvait à peine, en ce moment, être regardé comme un des agens de la colonie, et que le premier était un homme prudent et circonspect qu'il ne serait pas facile de déterminer à une démarche d'une telle importance sans y être autorisé par des instructions spéciales; que s'il fallait faire un tel pas, il fallait

Digitized by Google

que je le prisse sur moi, et que, s'il y avait une probabilité apparente qu'il en résultât quelque bien, je n'hésiterais pas à le faire; mais que je croyais que la nomination d'un commissaire qui aurait le droit de suspendre l'effet de l'acte qui ordonnait le blocus du port de Boston, serait une mesure trop dilatoire; que d'ailleurs une simple suspension ne serait pas satisfesante; et que, si l'on contractait un pareil engagement, il fallait que tous les actes relatifs à la province de Massachusetts furent rapportés sur-le-champ.

Ils profitèrent de la disposition que j'avais montrée à présenter une pétition, s'il était probable qu'elle produisît quelque bien; applaudirent à cette résolution, et m'engagèrent à l'exécuter sur-le-champ. Je leur dis que cette affaire méritait quelque attention; que j'emporterais le projet de M. Barclay, s'ils le trouvaient bon; que je réfléchirais aux propositions qu'il contenait, et que le lendemain soir je leur en donnerais mon opinion. Cela fut ainsi convenu, et nous nous séparâmes.

Prenant en considération la situation dangereuse des affaires en Amérique, et le risque qu'on courait chaque jour de voir la brèche devenir irréparable, j'adoptai l'idée proposée d'y envoyer un commissaire; ce qui pouvait être un moyen de suspendre les opérations militaires, et d'amener un traité qui préviendrait tout déchirement et qui rétablirait par degrés l'harmonie entre les

Digitized by Google

deux pays. Je me décidai aussi à faire ce qu'on m'avait demandé relativement à l'engagement à prendre pour le payement du thé, et je fis un projet de mémoire à lord Dartmouth à ce sujet, me proposant de le signer seul. Quant à l'envoi d'un commissaire, mesure qu'il s'agissait aussi de proposer, en exprimant mon opinion sur son utilité, je pensai que mes collègues pourraient être mécontens si je fesais une demarche si importante sans les consulter, et je préparai une pétition en notre nom collectif, pour qu'ils la signassent s'ils le jugeaient convenable : mais craignant qu'ils n'y trouvassent quelque difficulté, je préparai une lettre à lord Dartmouth, contenant la même proposition avec mes motifs pour l'appuyer, et je résolus en ce cas de la signer seul. Enfin, je mis par écrit quelques remarques sur le projet de M. Barclay, et des notes dont je devais faire usage dans la conférence que nous devions avoir le lendemain soir. J'ai perdu le projet du mémoire que j'avais destiné à lord Dartmouth; mais voici la copie des autres pièces dont je viens de parler.

Pétition au Roi.

« Les pétitionnaires, agens de diverses colonies, profondément frappés de la crainte des malheurs urgens qui menacent les sujets de Votre Majesté en Amérique, s'approchent humblement de votre trône pour vous soumettre l'opinion qu'ils ont

Digitized by Google

conçue, d'après de mûres réflexions, et d'après la parfaite connaissance qu'ils ont du pays et de ses habitans; que s'il plaisait à Votre Majesté d'autoriser une réunion de délégués des différentes provinces, et de nommer une ou plusieurs personnes de ce pays, distinguées par leur rang et leur sagesse, pour présider cette assemblée, conférer avec lesdits délégués, prendre une connaissance exacte des véritables griefs des colonies, et adopter les moyens de mettre fin à toutes dissensions, moyens qui seraient ensuite ratifiés par Votre Majesté, si elle les trouvait justes et convenables, une telle mesure serait suivie des plus salutaires effets, préviendrait de grands malheurs, et rétablirait l'harmonie qui a si long-temps existé, et qui est si nécessaire au bonheur et à la prospérité de tous les sujets de Votre Majesté dans toute l'étendue de ses domaines. Puisse le ciel les conserver intacts à Votre Majesté et à ses descendans! C'est le vœu sincère des fidèles sujets et respectueux serviteurs de Votre Majesté.

Lettre à l'honorable lord Dartmouth, etc.

MILORD,

Pénétré de crainte des malheurs urgens dont l'Angleterre et ses colonies sont menacées par suite des funestes divisions qui existent entre

Digitized by Google

elles, j'ai réfléchi avec grande attention à tous les moyens à employer pour prévenir ces calamités. L'importance d'une affaire qui nous intéresse tous, m'excusera, j'espère, jusqu'à un certain point auprès de votre seigneurie, de me hasarder à vous donner mon humble opinion à ce sujet, sans qu'elle m'ait été demandée. Je prends donc la liberté de vous exposer que je pense que si Sa Majesté jugeait convenable d'autoriser une réunion de délégués de chaque province, à telle époque, et en tel lieu que sa sagesse jugerait convenable, pour y conférer avec un ou plusieurs commissaires que Sa Majesté nommerait, sur les moyens à prendre pour établir une union solide et durable entre l'Angleterre et les provinces d'Amérique, une telle mesure ne pourrait qu'avoir les plus heureux résultats. Je ne puis donc que faire des vœux pour qu'elle soit adoptée, personne ne désirant plus sincèrement et plus ardemment la prospérité générale des domaines britanniques que votre très-humble, etc.

Remarques sur le projet de M. Barclay.

Art. I^er^. En conséquence de cet engagement, l'exécution de tous les actes relatifs à Boston et à la province de Massachussets sera suspendue, et dès qu'il aura reçu son exécution, ils seront entièrement rapportés.

Digitized by Google

Cet amendement rend inutile l'art. IV.

Art. IV et V. Les nombreuses pétitions envoyées jusqu'ici en Angleterre par les assemblées des colonies, qu'on a refusé de recevoir, ou qu'on a reçues sans y faire droit, ou auxquelles on n'a répondu qu'avec dureté et en réprimandant les pétitionnaires, ont, je crois, donné aux Américains un dégoût invincible pour en présenter de nouvelles. Quand même leurs amis les engageraient aujourd'hui à recourir encore à cette voie, ils n'y réussiraient pas. D'ailleurs toutes leurs demandes se trouvent sous les yeux du gouvernement dans la pétition du congrès, et il dépend de lui d'y faire droit en tout ou en partie. On ne peut espérer de mieux connaître l'opinion des colonies par des pétitions partielles, que par cette pétition générale.

Art. VII. Au lieu de *qui seront jugées nécessaires*, lisez qu'*elles jugeront nécessaires*.

Art. XI. Tel qu'il est rédigé, il est de peu d'importance. La première proposition était que les droits seraient supprimés comme injustes; mais on peut les laisser, car ils ne seront probablement jamais perçus.

Même avec l'amendement ci-devant proposé à l'article premier, je ne crois pas qu'il soit encore ce qu'il devrait être : si l'on a pour objet de prévenir l'effusion de sang en ce moment, et les autres maux que la guerre peut causer à l'Amérique, il est possible qu'on atteigne ce but; mais

Digitized by Google

si l'on désire une réconciliation sincère, il faut écarter toute cause secrète de mécontentement, et faire justice exacte des deux côtés: ainsi Boston doit payer les cargaisons de thé qui ont été détruites; mais l'Angleterre doit indemniser Boston du tort que lui a fait le blocus de son port, parce qu'il a eu lieu contre les usages adoptés par toutes les nations sauvages ou civilisées, c'est-à-dire sans avoir demandé satisfaction préalable.

Art. XIII. Les juges ne doivent rien recevoir du roi.

Quant aux autres actes, la colonie de Massachusetts doit s'exposer à tous les hasards et à tous les malheurs de la guerre, plutôt que de souffrir que le parlement puisse changer ses chartes et ses lois. « Ceux qui peuvent renoncer » à la liberté pour jouir d'une paix temporaire, » ne méritent les bienfaits ni de la liberté, ni de » la paix ».

NOTES.

Je doute que l'on consente à l'établissement des droits, à moins que les lois y relatives ne soient passées dans les colonies, et qu'elles n'ayent le droit d'en nommer les collecteurs.

Si nous voulons une réconciliation cordiale, il faut agir franchement et sans détour.

La plupart des assemblées sont dissoutes : il faudra du temps pour faire de nouvelles élec-

Digitized by Google

tions, ensuite pour s'assembler et pour choisir des délégués, si toutefois on peut s'assembler partout; car l'assemblée de la province de Massachusetts ne peut se réunir, d'après sa nouvelle constitution, ni s'adresser au nouveau conseil pour cet objet, sans reconnaître au parlement le pouvoir de changer ses chartes, ce qu'elle ne fera jamais. La proposition qu'on lui fait est celle-ci : *Essayez d'abord vos fers; s'ils ne vous conviennent pas, faites une pétition, et nous y réfléchirons.*

La fixation des salaires des juges peut être faite par une loi générale; il n'en est pas de même de ceux des gouverneurs, attendu la différence de constitution des colonies.

Il est possible qu'on envoie des troupes dans certaines provinces, pour les charger d'un fardeau quand elles sont vues de mauvais œil.

Canada. — Nous ne pouvons souffrir l'action du despotisme sur aucun des sujets du même royaume : nous devons tous également être libres ou esclaves.

Le même jour, dans l'après-midi, mistress Howe m'envoya une lettre par laquelle lord Howe lui témoignait le désir de me voir chez elle le lendemain, ou le dimanche matin, pour affaire importante. Je n'avais pas entendu parler de lui depuis quelque temps, et je lui répondis que je me rendrais chez elle le lendemain à onze heures.

Digitized by Google

MM. Barclay, Fothergill et moi, nous réunîmes chez le docteur, comme nous en étions convenus; je leur remis mes *observations*, et nous en causâmes quelque temps. Je leur lus les projets que j'avais préparés, de mémoire, de pétition, de lettre, etc. Mais comme ils pensèrent que mon engagement de faire payer les cargaisons de thé ne pourrait obtenir que la levée du blocus du port de Boston, et non le rapport des différens actes relatifs à la province de Massachusetts, et que j'insistais pour que tous fussent rapportés, je remis en poche mes projets, et il n'en fut plus question pour ce moment. Ils résolurent pourtant d'instruire le ministère de mon opinion, et de voir si l'on n'en pourrait pas obtenir quelque nouvelle concession; ils remarquèrent aussi que j'avais signé mes observations; sur quoi je leur dis que sachant et par eux-mêmes et par d'autres voies, que les ministres n'ignoraient pas que j'avais été consulté sur cette affaire, tout mystère devenait inutile, et que puisque la communication par intermédiaires de leurs opinions et des miennes, occasionnait des délais, et pouvait donner lieu à des malentendus par suite de quelque erreur ou de quelque omission dans la transmission de nos idées, je ne voyais pas pourquoi nous ne nous réunirions point, pour discuter une bonne fois tous les points en litige; que si donc on le jugeait convenable, j'étais disposé à avoir une conférence avec tel membre du

Digitized by Google

ministère qu'on voudrait. Ils parurent approuver ma proposition, et me dirent qu'ils la communiqueraient.

Le lendemain matin, je me trouvai au rendez-vous que j'avais avec lord Howe. Il avait un air de satisfaction, ayant, à ce que j'imagine, appris de lord Hyde à qui M. Barclay avait pu en rendre compte, que j'avais consenti à présenter une pétition, et à souscrire un engagement pour le payement du thé, d'où l'on espérait que les conditions d'arrangement offertes par le ministère pourraient être acceptées. Il m'informa qu'il était question de le nommer commissaire pour se rendre en Amérique, à l'effet d'y arranger tous les différends : il ajouta, par un excès de politesse, que, sentant son insuffisance pour cette mission, et connaissant mes talens et mes moyens, il ne penserait pas à s'en charger sans moi; mais qu'avec mon secours il le ferait volontiers, parce qu'il fonderait ses espérances de succès sur mon assistance; qu'il avait donc désiré cet entretien pour savoir si je voudrais l'accompagner, soit comme ami, soit comme secrétaire, soit en quelque qualité que ce fût; qu'il sentait fort bien que, s'il était assez heureux pour faire quelque chose qui pût être utile, il le devrait entièrement à mes avis et à mes soins, et qu'il ne se ferait pas scrupule de m'en laisser l'honneur en toute occasion; qu'il avait déclaré au ministre l'opinion qu'il avait conçue

Digitized by Google

de mes bonnes dispositions en faveur de la paix, et que ce qu'il désirait maintenant, c'était que je l'autorisasse à dire que je consentais à l'accompagner, et que je coopérerais avec lui au grand ouvrage de la réconciliation; qu'on savait que j'avais la plus grande influence sur l'esprit des Américains, et que, si quelqu'un au monde pouvait les décider à accepter des propositions raisonnables, c'était moi.

Je lui répondis que je lui étais fort obligé de l'opinion favorable qu'il me témoignait, et de l'honneur qu'il me fesait en me proposant de le servir de mes foibles moyens; mais que je désirais savoir quelles propositions on comptait faire à l'Amérique : que, si elles étaient raisonnables en elles-mêmes, il était possible que je les fisse paraître telles à mes concitoyens; mais que, dans le cas contraire, je doutais qu'il fût possible à personne d'en venir à bout, et que bien certainement je ne l'entreprendrais pas. Lord Howe me dit alors qu'il ne me demandait pas mon assistance, sans avoir fait les considérations convenables; que cette affaire était d'une grande importance et que, s'il s'en chargeait, il insisterait pour qu'on lui donnât les moyens de récompenser amplement et généreusement ceux qu'il prendrait avec lui, et moi tout particulièrement. « Et pour donner au ministère une occasion de montrer ses bonnes dispositions à votre égard, ajouta-t-il, me permettrez-vous, M. Fran-

Digitized by Google

klin, de vous en procurer d'avance quelque marque, par exemple, le payement des arrérages de votre traitement comme agent de la Nouvelle-Angleterre, qui, à ce que j'ai appris, a été arrêté depuis quelque temps? » — « Milord, répondis-je, je regarderai comme un grand honneur de coopérer avec votre seigneurie à une si bonne œuvre, en quelque qualité que ce soit; mais si vous croyez que l'influence qu'on me suppose puisse être de quelque utilité, oubliez toute idée d'obtenir pour moi quelques faveurs des ministres; car, les accepter, ce serait la détruire. On les considérerait comme des moyens de corruption employés pour m'engager à trahir les intérêts de mon pays; mais faites-moi connaître les propositions, et si je les approuve, je n'hésiterai pas un instant, et je serai prêt à vous accompagner au premier avis ». Il me dit alors qu'il désirait que j'eusse une conférence à ce sujet avec lord Hyde, et me demanda si j'aurais quelque répugnance à le voir. Je lui répondis que je n'en avais pas la moindre; que j'avais beaucoup d'estime pour lord Hyde, et que je me rendrais chez lui quand il voudrait me le permettre. Lord Howe me dit qu'il lui en parlerait, et qu'il me ferait avertir.

Le lundi suivant je reçus de lord Howe la lettre ci-après. Pour la bien comprendre, il faut faire attention que dans l'intervalle lord Hyde avait pu avoir communication, par M. Barclay, de mes

Digitized by Google

observations sur le projet de ce dernier, et que leur lecture avait probablement changé le dessein qu'on avait de se servir de moi en cette occasion.

Grafton-street, 20 février 1775.

« N'ayant eu que ce matin occasion de causer avec lord Hyde de l'affaire dont nous nous sommes entretenus, mon digne ami, la dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous voir, je me hâte de vous informer, sans délai, de ce que sa seigneurie pense de ma proposition.

» Il m'a dit que rien ne l'empêche de vous voir; qu'il aime la conversation des gens instruits, et que par conséquent la vôtre ne peut que lui faire plaisir; mais il croit que, relativement aux différends avec l'Amérique, vos principes et les siens, ou pour mieux dire ceux du parlement, sont tellement opposés, qu'une réunion qui n'aurait d'autre but que de discuter cet objet, vous ferait prendre une peine sans utilité. Si vous pensiez autrement, ou si quelque circonstance heureuse pouvait rapprocher des opinions si différentes, il se trouverait flatté de servir d'intermédiaire pour rétablir l'harmonie, en fesant connaître à l'autorité les sentimens d'un homme jouissant de votre réputation; et d'après la connaissance que j'ai de l'opinion qu'a sa seigneurie des hommes et des choses, je puis vous assurer

Digitized by Google

que ce mode de transmission ne leur ferait rien perdre.

» Je suis, avec une parfaite estime,

» Votre très-obéissant serviteur,

» HOWE. »

Je fus un peu piqué de l'espèce de refus de me voir que fesait lord Hyde; mais comme je n'avais nulle envie de le forcer en quelque sorte à une entrevue, je jugeai convenable de montrer de l'indifférence à cet égard, et je fis à lord Howe la réponse suivante :

Craven-street, 20 février 1775.

« N'ayant rien à ajouter sur les affaires d'Amérique à ce que lord Hyde a déjà vu dans les pièces qui ont passé sous ses yeux, il me semble inutile de lui donner l'embarras d'une visite, puisqu'il pense que cette discussion ne pourrait être d'aucune utilité. Je ne lui en suis pas moins obligé de la permission qu'il me donne de le voir, et j'en profiterai si quelque circonstance me porte à croire que cette entrevue puisse être utile.

» J'ai l'honneur d'être, avec estime et respect,

» Mylord,

» Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

» B. FRANKLIN. »

Dans cette même matinée, on eut soin de ré-

Digitized by Google

pandre dans toute la ville le bruit que lord North ferait ce jour-là, à la chambre des communes, une motion pacifique pour rétablir l'harmonie entre l'Angleterre et l'Amérique. La chambre fut complétement pleine, et chacun y était dans l'attente de ce qui allait s'y passer. Le parti Bedford, ennemi de l'Amérique, et qui avait fait adopter les mesures de sévérité, était alarmé, et jetait les hauts cris contre la timidité du ministre, et contre la fluctuation de sa politique. On commençait à compter les voix, pour voir si l'on ne pourrait, en rejetant sa motion, lui faire quitter la selle, et le jeter à bas du poste qu'il occupait dans le ministère. Ses amis craignaient pour lui, et de tous côtés on cabalait dans la salle. Enfin il fit la motion qui était attendue; mais je ne sais pas trop si ce fut celle qu'il avait d'abord intention de faire. Je suis tenté de croire, d'après son état d'imperfection, d'après l'impossibilité qu'elle produisît l'effet qu'on semblait en attendre, et d'après quelques autres circonstances, qu'elle offrait d'abord plus de traits de ressemblance avec le plan de M. Barclay; mais qu'à l'instant même de la faire, lord North y fit plusieurs retranchemens, d'après les avis qu'il reçut. Mon ancienne proposition d'abandonner aux colonies le produit des droits s'y retrouvait, et bien des gens qui ignoraient ce qui s'était passé disaient que c'était ce qu'il y avait de mieux dans la motion.

Cette motion tendait à déclarer « que c'est

Digitized by Google

l'opinion de la chambre que lorsque le gouverneur, le conseil, l'assemblée, ou la cour générale des provinces et colonies de Sa Majesté, proposeront de prendre les mesures nécessaires, conformément à leur situation, à leurs circonstances, et à leurs moyens respectifs, pour contribuer à la défense commune, dans une proportion déterminée par la cour générale ou l'assemblée desdites provinces et colonies, et disponible par l'autorité du parlement, et s'engageront à faire les fonds nécessaires pour le maintien du gouvernement civil et de l'administration de la justice dans lesdites provinces et colonies, il conviendra, si cette proposition obtient l'approbation de Sa Majesté en parlement, et tant que dureront ces mesures, de s'abstenir de lever et d'imposer sur lesdites provinces et colonies aucuns droits, aucunes taxes et contributions, si ce n'est les droits qui pourront être établis sur le commerce, et dont le produit net sera porté au compte desdites provinces et colonies ».

Après un assez long débat où l'ordre ne brilla guères, et dans lequel cette motion fut appuyée sur différens motifs peu d'accord entre eux, par les amis du ministère, et éprouva même quelque opposition de la part de plusieurs d'entre eux, ce qui annonçait un défaut de concert qui venait sans doute des changemens qui y avaient été faits tout à coup, elle fut enfin adoptée, suivant l'usage, à une grande majorité.

Digitized by Google

La semaine suivante, la seule chose que j'appris de M. Barclay et du docteur Fothergill, fut que lorsque lord Hyde avait appris que j'étais disposé à souscrire un engagement pour le payement du thé, il avait dit que *cela lui donnait une nouvelle vie.* N'ayant reçu aucune nouvelle de lord Howe, j'en parlai à sa sœur, et je lui dis que je présumais que son silence venait probablement de ce qu'il pensait que ce qu'il m'avait proposé n'aurait pas lieu. Je la priai de lui mander que si cela était, il eût la bonté de m'en informer par un mot d'écrit, afin que je fusse libre de prendre d'autres mesures : elle lui écrivit dès qu'il fut de retour de la campagne, où il avait été passer quelques jours, et elle m'écrivit ensuite que lord Howe ne comprenant pas très-bien ce qu'elle lui avait écrit, désirait me voir chez elle ce jour-là entre midi et une heure, seul instant dont il pût disposer.

Je trouvai lord Howe au rendez-vous : il me dit qu'il ne m'avait pas vu depuis quelque temps, parce qu'il espérait de jour en jour avoir quelque chose de plus important à me dire; qu'il espérait que j'aurais vu lord Hyde, comme j'avais promis de le faire lorsque je croirais que cette visite pourrait être utile, et qu'il regrettait que je ne l'eusse pas fait; qu'il y avait dans le message de mistress Howe quelque chose qu'il n'avait pas bien compris, ce que je lui fesais dire de mon projet de *prendre d'autres mesures.*

Digitized by Google

Je lui dis que, depuis que je l'avais vu, ayant appris le décès de ma femme à qui j'avais laissé à Philadelphie le soin de toutes mes affaires, il était nécessaire que j'y retournasse le plus promptement possible; que si la proposition qu'il m'avait faite de l'accompagner dans ce pays paraissait devoir se réaliser, je l'attendrais bien certainement, mais que dans le cas contraire, je partirais par le premier bâtiment qui mettrait à la voile; que ne recevant pas de ses nouvelles, et d'après la motion de lord North, je supposais qu'on avait renoncé à toute idée de ce genre, et que c'était ce que je désirais savoir de lui. Il me répondit que, dans mes observations sur le projet de M. Barclay, ayant fait d'une indemnité à accorder à Boston pour le blocus de son port, la condition de l'engagement que je souscrirais pour le payement du thé, condition qu'il était impossible d'accepter, ce motif avait fait abandonner les idées qu'on avait conçues. Comme j'avais en poche copie de ces observations, je lui montrai que je n'avais pas mis cette condition à mon engagement, et que je n'avais demandé que le rapport de tous les actes relatifs à la province de Massachusetts. Ce qui suivait relativement à l'indemnité, n'était que mon opinion personnelle qu'il serait juste de l'accorder, mais sans en faire une condition. Il me dit que les mesures à prendre n'étaient pas encore définitivement arrêtées, et que d'après l'explication que

Digitized by Google

je venais de lui donner, il paraissait qu'on m'avait mal compris. Il me pria très-vivement d'avoir une entrevue avec lord Hyde, et me demanda si je voulais lui donner un rendez-vous chez mistress Howe ou chez moi. Je lui répondis que je ne voulais pas donner à lord Hyde la peine de se déplacer, et que je me rendrais chez lui, puisque lord Howe pensait que cette conférence pourrait être utile, et désirait qu'elle eût lieu; que je savais qu'il se levait de bonne heure, et que je serais chez lui le lendemain à huit heures du matin. Lord Howe se chargea de l'en prévenir : j'ajoutai que d'après tout ce que je savais des dispositions du ministère, je croyais que ma visite n'aurait aucun résultat avantageux; mais lord Howe était d'une opinion toute différente, et j'y cédai.

Le lendemain matin 1er mars, je me rendis de bonne heure chez lord Hyde qui me reçut avec sa politesse ordinaire. Nous parlâmes de la plupart des points qui divisaient les deux pays. Je le trouvai armé de toute la dialectique des journaux et des pamphlets. Il me fit valoir la dépense de l'établissement de nos colonies, la protection que leur avait accordée la Grande-Bretagne, la dette qui pesait sur l'Angleterre, la justice que nous supportassions une partie de ce fardeau, la circonstance que bien des parties de l'Angleterre n'étaient pas plus représentées que nous dans le parlement, et que cependant elles étaient taxées

Digitized by Google

procurer de plus grands avantages à mon pays ; mais que je me trompais dans mes espérances, et qu'il croyait que je pouvais être bien assuré que je n'obtiendrais jamais de conditions plus favorables que celles qui venaient d'être offertes par lord North ; que les ministres désiraient sincèrement le rétablissement de l'harmonie, et qu'on pensait que la chose serait facile si je voulais y coopérer ; qu'il espérait que j'étais supérieur à la faiblesse de conserver contre eux du ressentiment pour une circonstance qui n'était maintenant approuvée de personne, et pour laquelle il pourrait m'être fait satisfaction ; qu'il savait que j'avais beaucoup de crédit en Amérique ; que si je voulais amener une réconciliation à des conditions convenables à la dignité du gouvernement, j'acquerrais la même réputation en Angleterre, et j'y obtiendrais des honneurs et des récompenses au-delà peut-être de ce que je pouvais espérer. Je répliquai que je croyais avoir donné une preuve convaincante de mon sincère désir de coopérer au rétablissement de la paix lorsque ayant appris que tout ce qu'on désirait pour l'honneur du gouvernement était d'obtenir le payement du thé, j'avais offert, sans y être autorisé par aucune instruction, sans être assuré que je serais remboursé, ou qu'on approuverait ma conduite, de souscrire un engagement pour ce payement, si l'on rapportait les actes relatifs à la colonie de Massachusetts, engagement par lequel je risquais

Digitized by Google

la totalité de ma fortune, ce que je croyais que peu de gens voudraient faire; qu'il était vrai que des ressentimens particuliers n'avaient aucune influence sur ma conduite publique; que je n'avais point de réserve, comme on semblait le croire, et que je n'avais réellement aucunes instructions secrètes pour régler ma conduite; que j'étais certainement très-disposé à faire tout ce qu'on pouvait raisonnablement attendre de moi; mais que si l'on me supposait capable de faire passer aux yeux de mes concitoyens le noir pour blanc, et le mal pour bien, on ne nous connaissait ni eux ni moi; et qu'ils étaient aussi incapables de se laisser tromper que je l'étais de vouloir leur en imposer. Il me demanda mon avis sur le projet d'envoyer un commissaire sur les lieux, et je lui en parlai de la manière dont j'ai déjà énoncé mon opinion à ce sujet. Je crois, soit dit en passant, qu'un des principaux motifs de lord Howe, pour désirer que je visse lord Hyde, était de me fournir l'occasion de causer avec lui sur cet objet. Au surplus, lord Hyde ne me fit pas connaître son opinion à ce sujet, et ainsi finit notre entretien.

Trois ou quatre jours après, une lettre de mistress Howe m'apprit que son frère désirait me voir encore une fois chez elle avant mon départ de Londres. Je lui répondis que j'aurais l'honneur de me rendre chez elle le mardi suivant à onze heures. J'y trouvai lord Howe, qui me dit

Digitized by Google

que j'avais été meilleur prophète que lui en prédisant que mon entrevue avec lors Hyde ne serait pas fort utile; qu'il espérait que je lui pardonnerais de m'avoir donné cette peine, ayant agi dans les meilleures intentions pour le public et pour moi; qu'il voyait avec peine que les choses ne marchaient pas, quant à présent, comme il l'aurait désiré; mais qu'il était encore possible qu'elles prissent une tournure plus favorable; que, voyant que j'allais retourner en Amérique, il se flattait qu'il pourrait encore compter sur mon assistance, s'il arrivait qu'il y fût envoyé pour cette affaire importante. Je l'assurai qu'il me trouverait dans tous les temps disposé à coopérer avec lui à une si bonne œuvre. Et c'est ainsi qu'en prenant congé de lui, et en recevant ses adieux, se termina ma négociation avec lord Howe. Je n'entendis plus parler de celle qui avait été entamée avec MM. Fothergill et Barclay; et tout ce que je pus conclure de quelques paroles qui leur échappèrent dans la conversation, c'est que ni l'un ni l'autre n'était content de la conduite des ministres en cette occasion. Quelques jours avant de quitter Londres, ils m'indiquèrent un dernier rendez-vous chez le docteur. Ils me chargèrent d'assurer leurs amis d'Amérique de leur part, que leur opinion, maintenant bien fixée, était que rien ne pouvait assurer les priviléges de l'Amérique, qu'une ferme et sage persévérance dans les mesures et dans l'association arrêtées par

Digitized by Google

le congrès, et que le salut de la liberté de l'Angleterre dépendait de la constance et de la vertu de l'Amérique.

Pendant ce temps, j'étais tellement occupé à recevoir des amis qui venaient me demander des nouvelles d'Amérique, des membres des deux chambres du parlement qui venaient m'informer de ce qui s'y passait, des motions qu'on y fesait, et de celles qu'on devait y faire; des négocians de Londres, des villes de manufactures, et des ports de mer, qui m'apportaient leurs pétitions; des quakers qui venaient me consulter sur la leur, etc., que je n'avais le temps de prendre aucunes notes. C'est donc à peu près de mémoire que je viens de vous faire ce récit, et il est possible qu'il me soit échappé bien des détails; mais je crois que sur le même sujet, il serait possible que j'eusse conféré en même temps avec tant de personnes tout ce que j'ai dit est exact, si ce n'est qu'ayant attribué à l'une ce qui aurait été dit par l'autre.

Peu de temps avant mon départ de Londres, en assistant à la chambre des lords à un débat où lord Camden devait parler, et où il parla admirablement sur les affaires d'Amérique, j'entendis partir du côté ministériel, avec un dégoût que je ne saurais exprimer, les réflexions les plus outrageantes sur le courage, la religion, l'intelligence, etc., des Américains; nous y fûmes traités avec le plus profond mépris, comme les der-

Digitized by Google

niers des hommes, comme étant en quelque sorte d'une espèce différente des Anglais de la Grande-Bretagne. Quelques lords attaquèrent surtout l'honneur américain, dirent que nous étions tous des misérables; que nous n'avions cherché cette querelle que pour nous dispenser de payer nos dettes; que, si nous avions quelque sentiment de justice, nous consentirions à payer le thé, etc. Je rentrai chez moi la tête échauffée, et un peu irrité; et voulant rétorquer contre l'Angleterre les reproches d'injustice qui nous avaient été adressés, je rédigeai le Mémoire suivant que j'avais dessein d'adresser à lord Darmouth avant mon départ.

« Attendu qu'une injure ne peut donner à la partie injuriée que le droit d'en obtenir la réparation, et en cas qu'on la lui refuse, de rendre une injure semblable; attendu que le blocus du port de Boston, qui dure depuis neuf mois, a fait chaque semaine à cette ville un tort égal à celui qu'a souffert la Compagnie des Indes par la destruction du thé, il en résulte que l'excédant de ce tort est une injure faite par le gouvernement britannique, et dont il est dû réparation. Et attendu que la réparation des injures, d'après l'usage de toutes les nations sauvages ou civilisées, doit toujours être requise, avant qu'on se fasse satisfaction en causant d'autres dommages aux agresseurs, ce que la Grande-Bretagne n'a pas fait dans le cas dont il s'agit; je soussigné,

Digitized by Google

comme agent de la province de Massachusetts, au nom de mon pays et de la ville de Boston, proteste contre la continuation dudit blocus, et demande solennellement, par ces présentes, satisfaction pour le dommage qui lui a été occasionné au-delà de celui qu'a souffert la Compagnie des Indes par la destruction de ses cargaisons de thé; et attendu que la conquête du golfe de Saint-Laurent, des côtes de Labrador, de la Nouvelle-Écosse, et des pêcheries que les Français possédaient tant dans ces divers établissemens qu'à Terre-Neuve, a été faite par les forces réunies de la Grande-Bretagne et des colonies, et que ces dernières ont mis sur pied pour ce service un nombre d'hommes presque égal à celui qu'a envoyé l'Angleterre; il s'ensuit que les colonies ont le droit incontestable de participer aux avantages de ces pêcheries. En conséquence, au nom de la colonie de Massachusetts, je proteste contre l'acte soumis en ce moment à la considération du parlement, pour priver cette province, ainsi que les autres, du droit d'y pêcher, sous prétexte qu'elles refusent d'acheter des marchandises anglaises, déclarant cet acte souverainement injuste et injurieux. Et j'avertis que satisfaction sera probablement demandée un jour pour tout le dommage qui pourra être fait et souffert par suite dudit acte, et que l'injustice de ce procédé sera tellement ressentie par toutes les colonies, que, dans toute guerre future où l'on pourrait

Digitized by Google

méditer d'autres conquêtes, on n'en obtiendra ni un homme ni un shilling pour y contribuer, jusqu'à entière satisfaction.

» B. FRANKLIN.

» Fait à Londres, le 16 mars 1775 ».

Je consultai sur ce Mémoire M. Thomas Walpole, mon ami, qui était membre du parlement. Il le lut en interrompant de temps en temps sa lecture pour me regarder comme s'il m'eût cru hors de mon bon sens. Comme j'étais très-occupé des préparatifs de mon départ, je le priai de se charger de le montrer à lord Camden, qui était son voisin, et de lui en demander son avis. Il y consentit, mais il me le renvoya le même jour, avec le billet ci-après.

« MON CHER MONSIEUR,

» Je vous renvoie votre Mémoire. On pense qu'il pourrait avoir des suites dangereuses pour votre personne, et qu'il tendrait à exaspérer la nation.

» Je vous souhaite de tout mon cœur un heureux voyage, une bonne santé, et suis avec estime, votre, etc.

» THOMAS WALPOLE ».

Lincoln's inn fields, 16 mars 1775.

M. Walpole vint chez moi le lendemain, et apprenant que j'étais allé à la chambre des lords, il

Digitized by Google

vint m'y trouver, et me répéta plus au long ce qu'il m'avait écrit la veille; il ajouta qu'on pensait que comme je n'avais pas d'instructions qui me chargeassent de remettre une telle protestation, mon Mémoire n'en paraîtrait que moins justifiable, et qu'on le regarderait comme une insulte faite à la nation. Comme il n'entrait nullement dans mes projets d'aigrir les esprits, et que j'avais eu le temps de retrouver mon sang-froid, je profitai de l'avis qu'on avait la bonté de me donner.

Le soir qui précéda mon départ de Londres, je reçus un billet du docteur Fothergill avec des lettres pour ses amis de Philadelphie. « Rassemblez ces amis, me disait-il, et informez-les que quelque spécieuses propositions qu'on vous fasse, elles n'ont pour elles que l'apparence; que le seul but qu'on ait en vue est de se procurer un champ plus large, afin d'y engraisser un plus grand nombre d'indignes parasites. Il serait peut-être à propos de les instruire des efforts que nous avons faits avec David Barclay, et du peu d'effet qu'ils ont produit. C'est le moyen de convaincre nos dignes amis, ou du moins de leur donner à penser qu'on n'a en vue rien de bien favorable pour eux, à moins qu'on n'en obtienne des conditions encore plus défavorables ». Le docteur, dans le cours des visites journalières qu'il fesait chez les grands, ne manquait pas d'occasions pour bien connaître leurs senti-

Digitized by Google

mens, la conversation roulant partout sur les affaires d'Amérique.

Ici, se termine malheureusement la narration intéressante du docteur Franklin, et l'éditeur se trouve obligé de reprendre la plume.

Pendant son passage en Amérique, le docteur Franklin ne s'occupa point seulement à tracer le tableau de ses efforts pour prévenir la guerre, efforts que la rapacité et l'infatuation du ministère britannique rendit inutiles; il fit encore, à l'aide du thermomètre, des observations et des expériences sur les eaux de l'océan, afin de déterminer le courant d'une manière exacte, pour que les marins puissent à l'avenir en profiter ou l'éviter, suivant leur destination. Ces observations et ces expériences se trouvent rapportées dans ses écrits philosophiques. Il en résulte qu'un navigateur peut toujours connaître quand il est dans le courant, par la chaleur de l'eau, qui y est toujours plus considérable que dans le reste de l'océan. Si donc il marche à l'ouest, il doit tâcher de traverser le courant, pour en sortir le plus tôt possible; si, au contraire, il va vers l'orient, il doit s'efforcer de s'y maintenir.

FIN DE LA QUATRIÈME PARTIE.

Digitized by Google

CINQUIÈME PARTIE.

Après une heureuse traversée d'environ six semaines, le docteur Franklin arriva au cap Delaware, débarqua à Chester, et se rendit par terre à Philadelphie, où il fut reçu par ses concitoyens avec toutes les marques possibles de respect, d'attachement et de vénération. Dès le lendemain de son arrivée, il fut nommé par la législature de la Pensylvanie député au congrès. En un mot, ses services trouvèrent la récompense la plus flatteuse qu'un patriote puisse désirer.

Peu de temps après son arrivée, il fit le tableau de l'état où se trouvaient alors les colonies, dans une lettre qu'il écrivit à un de ses ami à Londres, en date du 16 mai 1775.

« Vous aurez appris, avant que cette lettre vous parvienne, la marche dérobée faite par les troupes anglaises dans la campagne, pendant la nuit, et leur retraite précipitée dans laquelle elles firent vingt milles en six heures (1).

» Le gouverneur de la province de Massachu-

(1) L'affaire de Lexington.

Digitized by Google

setts avait convoqué l'assemblée pour y proposer le plan pacifique de lord North : mais il commença les hostilités avant sa réunion. Vous savez qu'on a dit qu'il portait le sabre d'une main, et la branche d'olivier de l'autre : mais il paraît qu'il a voulu nous donner d'abord un avant-goût du sabre. Il double ses fortifications à Boston, et espère pouvoir y maintenir ses troupes jusqu'à ce qu'il reçoive des secours. La nature a tellement fortifié cette place, que je ne l'y crois pas en danger.

» Toute l'Amérique est indignée de sa conduite, et est plus unie que jamais. La rupture entre les deux pays se prononce de plus en plus et paraît devoir devenir irremédiable ».

Il écrivit à la même personne quelques semaines ensuite :

« Le congrès s'est assemblé dans un moment où tous les esprits étaient tellement exaspérés par la conduite perfide du général Gage, et par son attaque contre les habitans de la campagne, qu'on ne goûtait guère les propositions tendant à un arrangement, et ce n'est pas sans peine que nous avons déterminé cette assemblée à présenter encore une humble pétition à la couronne, pour donner à la Grande-Bretagne encore une chance, une dernière occasion de regagner l'amitié des colonies. Mais je ne crois pas qu'elle ait assez de

Digitized by Google

bon sens pour la saisir, et je pense qu'elle les a perdues pour toujours (1).

» Jamais mon temps ne fut plus complétement employé. A six heures du matin je me rends au comité de sûreté chargé par l'assemblée de mettre la province en état de défense, et dont la séance dure jusqu'à neuf : alors je vais au congrès, qui ne se sépare qu'à quatre heures après midi. La plus grande unanimité règne dans ces deux corps, et tous leurs membres sont très-exacts à leur poste. On aura peine à croire, en Angleterre, que l'amour du bien public inspire ici autant de zèle que des places de quelques mille livres le font chez vous ».

Les affaires ayant pris alors un aspect très-sérieux, il était indispensable pour les Américains d'adopter des moyens de résistance convenables et efficaces. Ils avaient fort peu d'argent monnayé, et manquaient même d'armes et de munitions. Dans cette situation, l'émission d'un papier-monnaie devenait d'une nécessité absolue, et le docteur Franklin fut un des premiers à démontrer la sagesse et l'urgence de cette mesure. Sans cette ressource on n'aurait pu opposer à l'Angleterre qu'une résistance faible et momentanée.

(1) Jamais prédiction ne se vérifia si complétement.

Digitized by Google

La première émission fut de trois millions de dollars : elle eut lieu le 25 juillet 1775, avec promesse d'échanger les billets en or ou en argent dans l'espace de trois ans; et vers la fin de 1776 on en mit encore en circulation pour vingt-un millions. Le congrès commença alors à concevoir des inquiétudes, ne sachant comment il serait possible de rembourser une somme si considérable. Quelques-uns de ses membres se rendirent chez Franklin pour le consulter à ce sujet. « Ne » vous inquiétez pas, leur dit-il, continuez à » émettre du papier-monnaie, tant qu'il payera » le papier, l'encre et l'impression, et que nous » pourrons par son secours payer les dépenses de » la guerre ».

En octobre 1775, le docteur Franklin fut chargé par le congrès, avec le colonel Harrison et M. Lynch, de se rendre au camp américain à Cambridge, et de se joindre au commandant en chef, le général Washington, pour tâcher de déterminer les troupes dont l'engagement allait expirer, à rester sur pied, et à persévérer dans la défense de leur patrie.

Il fut ensuite envoyé en Canada pour persuader aux habitans de ce pays de se réunir à la cause commune de la liberté. Mais ils ne purent se décider à s'opposer aux mesures du gouvernement britannique. On croit que le défaut de succès de cette négociation fut occasionné en grande partie par les dissensions religieuses qui existaient

Digitized by Google

entre eux et leurs voisins qui avaient, à différentes reprises, brûlé leurs églises.

A son retour du Canada, le docteur Franklin écrivit, par ordre du congrès, à M. Dumas, agent de l'Amérique en Hollande, pour l'engager à sonder les divers gouvernemens de l'Europe, par le moyen de leurs ambassadeurs à La Haye, pour savoir quels secours ils pourraient être disposés à donner à l'Amérique, dans le cas où elle en viendrait à une rupture ouverte avec l'Angleterre, en se déclarant nation indépendante.

Cette mesure décisive était l'objet d'une discussion générale dans toutes les colonies, quoiqu'il soit certain qu'au commencement de la querelle, le peuple n'agissait pas d'après un principe fixe et déterminé, et qu'il n'avait pas même l'idée d'indépendance; car toutes les adresses des différentes colonies étaient remplies de protestations de fidélité pour leur souverain, et respiraient le désir le plus ardent d'une réconciliation.

Le congrès jugeant convenable de connaître l'opinion publique sur un point si important, chercha à s'assurer des sentimens du peuple, et à le préparer à une déclaration d'indépendance, en envoyant dans toutes les colonies un manifeste circulaire pour établir les causes qui rendaient nécessaire de supprimer toute autorité émanée de la couronne, et d'investir cette assemblée de tous les pouvoirs du gouvernement. Il citait à

Digitized by Google

l'appui de cette assertion, l'acte prohibitoire qui privait les colons de la protection de la couronne, le refus qu'on avait fait de recevoir leurs pétitions et de faire droit à leurs plaintes, et les mesures que prenait la Grande-Bretagne pour leur destruction, en envoyant contre eux toutes ses forces et des mercenaires étrangers.

Enfin cette question importante fut discutée dans le congrès, et à une époque où les flottes et les armées envoyées pour les forcer à l'obéissance étaient véritablement formidables. Le débat dura plusieurs jours, et plusieurs orateurs distingués s'opposèrent fortement à ce projet. Cependant, malgré tous les désavantages qui résultaient d'une armée sans discipline, et inexpérimentée dans l'art de la guerre, sans flotte, sans alliés, n'étant soutenues que par leur amour pour la liberté, les colonies, par l'organe de leurs représentans au congrès, résolurent de se séparer d'un pays qui avait ajouté les injures aux insultes, et rejeté toutes les ouvertures pacifiques qui lui avaient été faites. Le docteur Franklin se déclara ouvertement en faveur de la mesure proposée, et employa toute son influence pour faire partager son opinion.

L'esprit public avait déjà commencé à se manifester lors de la publication du manifeste du congrès; mais il se décida tout-à-fait lorsque Payne fit paraître son célèbre pamphlet intitulé

Digitized by Google

le Sens commun. Il y a tout lieu de croire que Franklin y prit une bonne part, au moins pour en fournir les matériaux.

Ce fut le 4 juillet 1776 que les treize colonies anglaises en Amérique se déclarèrent ÉTATS LIBRES ET INDÉPENDANS, et par un acte du congrès, abjurèrent toute soumission à la couronne d'Angleterre, et renoncèrent à toute liaison politique avec la Grande-Bretagne.

La rédaction de cette pièce fut universellement admirée. On l'attribua à cet éminent patriote, ce philosophe, cet ami du genre humain, l'honorable Thomas Jefferson, alors un des représentans de la Virginie au congrès.

Au commencement de 1777, le parlement britannique passa un acte pour défendre et restreindre d'une part tout commerce et toute liaison avec les colonies réfractaires, et pour autoriser d'une autre les commissaires du roi à accorder grâce, et à déclarer *dans la paix du roi* tels districts qu'ils jugeraient convenables. Lord Howe, qui avait déjà été choisi pour commander la flotte anglaise dans l'Amérique septentrionale, fut nommé le 3 mai commissaire à cet effet avec son frère le général Howe. Il mit à la voile le 12 de ce mois, et lorsqu'il fut à la hauteur de la baie de Massachusetts, il prépara une déclaration pour annoncer sa mission, et l'accompagna de lettres circulaires.

Lord Howe saisit l'occasion de répandre par-

Digitized by Google

tout le bruit qu'il était chargé par la Grande-Bretagne de faire des propositions de paix et de réconciliation, et qu'il était prêt à les communiquer. Il permit en même temps au général américain Sullivan d'aller, sur sa parole, porter cette nouvelle au congrès. Il espérait par ce moyen faire naître la division dans ce corps, et par suite dans tout le pays. Le congrès pensa que l'amiral ne pouvait avoir à offrir d'autres conditions que celles mentionnées dans l'acte du parlement, c'est-à-dire, *pardon*, *après soumission*. Cependant comme le peuple aurait pu croire qu'il en avait d'autres à proposer, et trouver mauvais qu'on ne les entendît point, il nomma trois commissaires, MM. Franklin, Adams et Rutledge, pour avoir une conférence avec lui. Lord Howe choisit pour cette réunion l'île des États, dont l'armée anglaise était en possession. Les commissaires étant arrivés à Amboy, petite ville de New-Jersey, située en face de cette île, et qui était au pouvoir des Américains, l'amiral les envoya chercher dans sa barge qui devait y laisser en otage un de ses principaux officiers jusqu'à leur retour. Les commissaires du congrès n'avaient pas demandé d'otage, et ils le remenèrent avec eux. L'amiral vint les recevoir à leur débarquement, et les conduisit avec un détachement de ses gardes, dans la salle où la conférence devait avoir lieu. Il fut surpris de la confiance qu'ils avaient témoignée en ramenant son otage, et

Digitized by Google

surtout du peu de cas qu'ils semblaient faire de ses offres de pardon, et de ses promesses d'examiner leurs sujets de plainte. Il semblait s'être flatté que le congrès, humilié de ses pertes récentes, prendrait une attitude soumise et respectueuse; mais il s'était trompé. Les commissaires lui dirent avec fermeté que, s'il n'avait pas autre chose à proposer, il était venu trop tard; que les humbles pétitions du congrès ayant été rejetées avec mépris, l'indépendance du pays avait été proclamée, et le nouveau gouvernement constitué. Lorsque, cherchant à les cajoler, il leur parla de son affection pour l'Amérique, du regret avec lequel il voyait sa situation, et ajouta qu'il serait aussi sensible à sa ruine qu'à la perte d'un frère, ils lui répondirent qu'il était bien bon, mais que l'Amérique ferait tous ses efforts pour lui éviter ce chagrin.

Ils retournèrent au congrès, lui firent le rapport de cette conférence dont il ordonna la publication, et le peuple vit qu'il n'avait d'espoir que dans les armes.

Voici la correspondance qui eut lieu à ce sujet entre lord Howe et le docteur Franklin, et le rapport des commissaires américains sur le résultat de leur mission.

Note du docteur Franklin.

« Les lettres suivantes furent imprimées et publiées à Londres pour prouver l'insolence des

Digitized by Google

insurgens, en refusant l'offre de *pardon sur soumission* que leur fesaient les plénipotentiaires anglais. Elles méritent de fixer l'attention du public pour une autre raison : elles donnent la preuve que le ministère anglais lui-même juge le commerce avec l'Amérique d'une assez grande importance pour justifier la guerre horrible et dispendieuse qu'il fait en ce moment pour en maintenir le monopole, puisque c'est la principale cause que lord Howe en allègue; quoique leurs écrivains pensionnés et leurs orateurs parlementaires affectent de traiter cet objet de bagatelle. Elles prouvent encore combien il est important pour le reste de l'Europe que ce monopole ne soit pas de plus longue durée, et que la liberté du commerce, offerte maintenant par l'Amérique, soit maintenue, puisque c'est le seul moyen de mettre des bornes au pouvoir toujours croissant de la Grande-Bretagne sur terre et sur mer, et qui deviendrait si formidable pour ses voisins, si elle réussissait en cette occasion ».

Au docteur Franklin.

A bord de l'*Aigle*, 20 juin 1776.

« Je ne puis, mon digne ami, me résoudre à envoyer les lettres et dépêches dans l'état que je les ai reçues, sans vous écrire un mot relative-

Digitized by Google

ment aux fâcheuses extrémités dans lesquelles nos malheureux différends nous ont entraînés.

» Vous connaîtrez la nature de ma mission par les dépêches officielles que j'envoie par la même occasion. Animé du désir que j'ai toujours exprimé de voir se terminer nos querelles, si je trouve dans les colonies les dispositions qu'on m'a fait espérer autrefois d'y rencontrer, je concevrai les espérances les plus flatteuses de pouvoir être de quelque utilité pour ce qui fait l'objet de la sollicitude paternelle du roi, l'établissement d'une paix et d'une union durables avec les colonies : mais si les préjugés trop enracinés de l'Amérique, et la nécessité *d'empêcher son commerce de passer par des canaux étrangers*, doivent entretenir nos divisions, je regretterai bien vivement, et comme particulier et comme homme public, que ce moment ne soit pas propre à atteindre les grands objets de mon ambition, et que je me voie privé plus long-temps de l'occasion de vous assurer personnellement de l'estime avec laquelle je suis votre sincère et affectionné serviteur,

HOWE ».

« *P. S.* J'ai manqué l'occasion sur laquelle je comptais pour vous faire passer cette lettre à l'époque de sa date, et des calmes et des vents contraires m'ont empêché, depuis que suis ici, de pouvoir informer le général Howe de la mis-

Digitized by Google

sion dont j'ai la satisfaction d'être chargé, et à laquelle il est adjoint ».

A la hauteur de Sandy-Hook, le 12 juillet.

A lord Howe.

Philadelphie, 20 juillet 1776.

« MILORD,

» J'ai reçu la lettre que vous avez eu la bonté de m'écrire, et je vous prie d'en recevoir mes remercîmens.

» Les dépêches officielles dont vous me parlez ne contiennent rien de plus que ce que nous avions vu dans l'acte du parlement, c'est-à-dire des offres de pardon après soumission. J'en ai d'autant plus de regret que vous devrez être fâché d'avoir été envoyé de si loin pour une affaire qui présentait si peu d'espoir.

» Offrir le pardon à des colonies qui sont les parties lésées, c'est véritablement exprimer l'opinion que votre nation mal informée et orgueilleuse a bien voulu concevoir de notre ignorance, de notre bassesse et de notre insensibilité; mais cette démarche ne peut produire d'autre effet que d'augmenter notre ressentiment. Il est impossible que nous pensions à nous soumettre à un gouvernement qui, avec la barbarie et la cruauté la plus

Digitized by Google

féroce, a brûlé nos villes sans défense, au milieu de l'hiver; a excité les sauvages à massacrer nos cultivateurs, et nos esclaves à assassiner leurs maîtres, et qui nous envoie en ce moment des mercenaires étrangers, pour inonder de sang nos établissemens. Ces injures atroces ont éteint jusqu'à la dernière étincelle d'affection pour une mère-patrie qui nous était jadis si chère. Mais quand nous pourrions les oublier et les pardonner, vous (j'entends par là la nation anglaise), vous ne pourriez pardonner au peuple que vous avez si grièvement offensé; vous ne pourriez avoir confiance en lui comme en vos concitoyens, ni accorder la même liberté à ceux à qui vous savez que vous avez donné de si justes causes d'inimitié éternelle. Cette idée vous porterait, si nous nous retrouvions sous votre gouvernement, à tâcher de nous dompter par la plus dure tyrannie, et d'empêcher, par tous les moyens qui seraient en votre pouvoir, l'accroissement de nos forces et de notre prospérité.

» Vous parlez, milord, de *la sollicitude paternelle du roi pour l'établissement d'une paix et d'une union durables avec les colonies.* Si par ce mot *paix*, vous entendez une paix à conclure entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, comme entre deux états distincts qui sont en ce moment en guerre, et que Sa Majesté vous ait donné des pouvoirs pour traiter avec nous de cette manière, je puis me hasarder à dire, sans y être autorisé,

Digitized by Google

qu'un traité de cette nature n'est pas encore tout-à-fait impraticable, avant que nous ayons contracté des alliances étrangères : mais je suis convaincu que vous n'avez pas de pouvoirs de cette espèce. En punissant ces gouverneurs américains qui ont créé et fomenté nos dissensions, en rebâtissant nos villes qu'elle a brûlées, en réparant autant qu'il est possible les maux qu'elle nous a faits, votre nation pourrait encore regagner une grande partie de notre affection et de notre commerce naissant, et s'assurer les avantages de cette force additionnelle que lui donnerait une bonne intelligence avec nous; mais je connais trop bien son excès d'orgueil et son manque de sagesse pour croire qu'elle veuille jamais prendre ces mesures salutaires. Son amour pour les conquêtes comme nation guerrière, sa soif de domination comme nation ambitieuse, son avidité pour un monopole lucratif comme nation commerçante, causes de guerre dont aucune n'est légitime, se réuniront pour cacher à ses yeux la vue de ses véritables intérêts, et la pousseront sans cesse à ces expéditions lointaines et ruineuses qui épuisent son sang et ses trésors, et qui finiront par lui devenir aussi funestes que les croisades le furent autrefois à la plupart des nations européennes.

» Je n'ai pas la vanité, milord, de vouloir intimider en prédisant ainsi les suites de cette guerre. Je sais que cette prédiction aura en Angleterre le sort de celles que j'ai précédemment faites; on

Digitized by Google

ne la croira que lorsque l'événement l'aura vérifiée.

» Long-temps je me suis efforcé, avec un zèle aussi vrai qu'infatigable, de conserver intact ce beau, ce noble vase de porcelaine, l'empire britannique; car je savais qu'une fois brisé, les parties séparées ne pourraient conserver la valeur relative qu'elles avaient quand elles ne formaient qu'un seul tout, et que la réunion parfaite en deviendrait presque impossible. Vous pouvez vous rappeler les pleurs de joie qui mouillèrent mes joues quand, chez votre bonne sœur à Londres, vous me fites espérer qu'une réconciliation pourrait bien avoir lieu. J'eus le malheur de voir évanouir cet espoir, et d'être traité comme la cause des maux que je m'efforçais de prévenir. Ma consolation, au milieu de ces injustices, fut que je conservais en ce pays l'amitié de bien des hommes sages et vertueux, et quelque part dans l'estime de lord Howe.

» L'estime bien fondée, et permettez-moi de dire, milord, l'affection que j'aurai toujours pour vous, me fait voir avec un sentiment bien pénible que vous soyez chargé de conduire une guerre dont le grand motif, comme vous me le marquez dans votre lettre, est *la nécessité d'empêcher que le commerce de l'Amérique ne passe par des canaux étrangers*. A mon avis, le désir d'obtenir ou de conserver un commerce, quelque lucratif qu'il puisse être, ne peut jamais jus-

Digitized by Google

tifier l'effusion de sang. Le véritable, le sûr moyen d'étendre et de perpétuer un commerce, c'est de fournir de bonnes marchandises, et à bon marché; car les profits du commerce ne peuvent jamais égaler les dépenses qu'occasionne l'entretien de flottes et d'armées pour le maintenir.

» Je regarde donc cette guerre, contre nous, comme injuste et imprudente, et je suis persuadé que la postérité, dépouillée de préjugés et de passions, condamnera à l'infamie ceux qui en ont donné le conseil; et que le succès même ne lavera pas de toute tache ceux qui se sont volontairement chargés de la conduire. Je sais que votre grand motif pour venir ici a été l'espérance de servir d'instrument pour une réconciliation; et je pense que, lorsque vous trouverez impossible d'y réussir aux conditions que vous avez à nous proposer, vous renoncerez à un commandement si odieux, pour reprendre un rang plus honorable comme particulier.

» J'ai l'honneur d'être, avec un respect sincère et profond,

» Milord,

» Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

B. FRANKLIN ».

Digitized by Google

Au docteur Franklin.

A bord de l'*Aigle*, île des États, 16 août 1776.

« Je suis fâché, mon digne ami, que ce ne soit que d'après l'assurance que vous me donnez que je conserve encore une place dans votre estime, que je me trouve autorisé à répondre à votre lettre du 21 du mois dernier.

» Je ne puis trouver de difficulté à reconnaître que les pouvoirs qui m'ont été confiés n'ont jamais été destinés à négocier une réunion avec l'Amérique, sous tout autre point de vue que celui d'une soumission à la couronne de la Grande-Bretagne : mais je regarde ces pouvoirs comme suffisans non-seulement pour conférer et négocier sur les conditions de la paix avec les personnes qui ont de l'influence dans les colonies, mais pour établir une paix et une réunion durables entre les deux pays, si les colonies ont les sentimens qu'elles professent dans la dernière pétition du congrès au roi. L'Amérique jugerait dans la discussion si les moyens sont proportionnés aux fins, s'ils méritent sa confiance, et s'ils prouvent notre intégrité : je n'ai pas jugé à propos d'en dire davantage dans ma déclaration publique, ne concevant pas qu'on pût croire que je venais proposer une paix à des conditions qui ne tendraient pas à l'intérêt mutuel des deux

Digitized by Google

parties, et qui sont les seules qui puissent en assurer la durée.

» Mais comme je m'aperçois, d'après la teneur de votre lettre, combien peu je dois compter sur les avantages qu'en quittant l'Angleterre je me flattais de trouver dans votre coopération à mes efforts pour le rétablissement d'une paix qui a toujours été l'objet de mes désirs, je vous ajouterai seulement que comme le déshonneur auquel vous me croyez exposé par la situation militaire que j'occupe en ce pays, n'a rien changé à vos sentimens d'estime personnelle pour moi; de même la différence de nos opinions politiques ne changera rien au désir que j'ai de vous prouver combien je suis votre sincère et obéissant serviteur,

Howe ».

Le 2 septembre 1776, le congrès étant informé que le général Sullivan, qui avait été fait prisonnier à Long-Island par les Anglais, était arrivé à Philadelphie avec un message verbal de lord Howe, ordonna que le général mettrait ce message par écrit.

Ce message, lu dans la séance du lendemain, portait « que quoique lord Howe ne pût traiter en ce moment avec le congrès en cette qualité, il désirait cependant avoir une conférence avec quelques-uns de ses membres qu'il considérait, quant à présent, comme des particuliers, et qu'il

Digitized by Google

se réunirait à eux à tel endroit qu'ils voudraient indiquer.

» Que lui et le général Howe avaient de pleins pouvoirs pour régler les différends qui existaient entre l'Angleterre et l'Amérique, d'une manière avantageuse aux deux pays, et que le désir d'obtenir de tels pouvoirs l'avait retenu deux mois en Angleterre, et l'avait empêché d'arriver avant la déclaration d'indépendance.

» Qu'il désirait qu'on pût traiter dans un moment où l'on n'avait encore frappé aucun coup décisif, et où aucune des deux parties ne pouvait dire qu'elle avait été forcée à accepter les conditions qui seraient convenues.

» Que si le congrès était disposé à traiter, il pourrait obtenir et obtiendrait bien des choses qu'il n'avait pas même encore demandées; et que si, d'après la conférence, on voyait des espérances raisonnables de conciliation, on reconnaîtrait l'autorité du congrès, afin que le contrat pût être parfait ».

Dans la séance du 5 septembre, le général Sullivan fut chargé de répondre à lord Howe, « que le congrès étant composé des représentans des états libres et indépendans de l'Amérique, ne pouvait convenablement envoyer aucun de ses membres conférer avec lui en qualité de particuliers; mais que désirant toujours le rétablissement de la paix à des conditions raisonnables,

Digitized by Google

il lui enverrait des commissaires pris dans son sein pour savoir s'il avait des pouvoirs à l'effet de négocier avec des personnes qui seraient autorisées par le congrès à traiter pour l'Amérique; quels étaient ces pouvoirs, et quelles propositions il avait à faire ».

Le lendemain le congrès nomma pour commissaires le docteur Franklin, et MM. Adam et Rutledge.

Le 10 du même mois, lord Howe écrivit au docteur le billet suivant :

« Lord Howe présente ses complimens au docteur Franklin. Conformément à la lettre qu'il en a reçue en date du 8 de ce mois, il aura le plaisir de se réunir à lui et à MM. Adams et Rutledge, demain matin, à l'île des États, en face d'Amboy, d'aussi bonne heure que pourra le permettre le peu de facilités qu'on trouve dans cette île pour voyager par terre. Dès qu'il y sera arrivé, il enverra à Amboy une barque, s'il peut s'en procurer une, avec pavillon blanc. Il prie le docteur et ces messieurs d'attendre pour se rendre dans l'île, qu'ils aient reçu la nouvelle qu'il est arrivé au lieu du rendez-vous.

» Si le temps ne permettait pas à lord Howe de se rendre demain à l'île des États, comme sa disposition aujourd'hui donne quelque lieu de le craindre, il saisira la plus prochaine occasion de le faire. Sa santé, qui a été mauvaise depuis quelque temps, pourrait aussi lui occasionner

Digitized by Google

m retard, mais il aurait soin de l'en prévenir à emps : il se flatte pourtant de ne pas se trouver lans la nécessité de lui faire des excuses à ce ujet ».

Les commissaires, après leur entrevue avec lord Howe, firent au congrès le rapport suivant, le 17 septembre.

« D'après les ordres du congrès, nous avons eu une conférence avec lord Howe, mercredi dernier, dans l'île des États, en face d'Amboy. Nous avons été reçus et acueillis par sa seigneurie avec les plus grands égards.

» Lord Howe ouvrit la conversation en nous informant que, quoiqu'il ne pût traiter avec nous comme commissaires du congrès, cependant ses instructions l'autorisant à conférer avec les particuliers ayant de l'influence dans les colonies, sur les moyens de rétablir la paix entre les deux pays, il saisissait avec plaisir cette occasion de s'entretenir avec nous à ce sujet, si croyions pouvoir ouvrir une conférence avec lui en cette qualité.

» Nous lui répondîmes qu'étant chargés de l'entendre, il pouvait nous considérer sous tel point de vue qu'il le jugerait convenable, et nous communiquer les propositions qu'il pouvait avoir à nous faire pour arriver au but dont il parlait; mais que nous ne pouvions nous regarder sous

Digitized by Google

une autre qualité que celle qui nous avait été attribuée par le congrès.

» Il nous fit alors un fort long discours dans lequel il ne se trouvait aucune proposition précise de paix, si ce n'est que les colonies rentrassent dans le devoir et la soumission envers le gouvernement de la Grande-Bretagne. Le reste consistait en assurances que le roi et ses ministres étaient favorablement disposés pour nous rendre ce gouvernement agréable; que si nous nous soumettions, on prendrait en nouvelle considération les divers actes qui fesaient l'objet de nos plaintes, et que l'on reviserait les instructions données aux gouverneurs; de sorte que si ces plaintes se trouvaient véritablement fondées, et qu'on découvrît quelques vices dans ces instructions, on pourrait y apporter remède.

» Nous ne lui cachâmes pas notre opinion qu'un retour à la soumission à l'Angleterre ne pouvait plus être espéré; nous lui rappelâmes les humbles pétitions tant de fois présentées par les colonies au roi et au parlement, et auxquelles on n'avait répondu que par le mépris ou par de nouvelles injures: nous lui fîmes observer que nous avions montré une patience sans exemple, sous un gouvernement tyrannique, et que ce n'était que lorsque le dernier acte du parlement avait déclaré la guerre contre nous, et nous avait mis hors de la protection du roi, que nous avions

Digitized by Google

déclaré notre indépendance; que cette déclaration avait été généralement demandée par le peuple de toutes les colonies; que chacune d'elles l'avait approuvée quand elle avait été faite; qu'elles se regardaient toutes maintenant comme indépendantes; qu'elles avaient établi ou qu'elles établissaient leur gouvernement de sorte qu'il n'était pas au pouvoir du congrès de stipuler pour elles qu'elles se replaceraient dans leur ancien état de dépendance; qu'il n'y avait nul doute qu'elles ne désirassent la paix, qu'elles ne fussent disposées à faire avec la Grande-Bretagne un traité qui pût être avantageux aux deux pays; que, quoique sa seigneurie n'eût pas en ce moment les pouvoirs nécessaires pour traiter avec elles comme avec un état indépendant, il pouvait, si l'Angleterre était dans les mêmes sentimens, en obtenir de nouveaux pouvoirs, plus tôt qu'il ne serait possible au congrès d'obtenir des diverses provinces qu'elles consentissent à se remettre sous le joug.

» Lord Howe nous dit alors qu'il voyait avec regret qu'il n'y avait nulle apparence qu'on pût conclure un accommodement, et la conférence se termina.

» Au total, il ne parut pas à vos commissaires que les instructions de lord Howe continssent d'autres pouvoirs importans que ceux qui sont mentionnés dans l'acte du parlement, c'est-à-dire d'accorder le pardon, sous telles exceptions qu'il

Digitized by Google

jugerait convenable, et de déclarer que l'Amérique ou partie de l'Amérique est *dans la paix du roi*, après la soumission effectuée. Quant au pouvoir dont il nous a parlé, de faire une enquête sur l'état de l'Amérique, de conférer avec telles personnes qu'il jugerait à propos, de rapporter le résultat de ces conférences au ministère, qui, pourvu que les colonies voulussent se soumettre, pourrait, si tel était son bon plaisir, faire quelques changemens aux instructions des gouverneurs, ou proposer au parlement des amendemens aux actes qui font le sujet de nos plaintes, nous n'en attendions aucun résultat, puisque l'effet d'un tel pouvoir aurait été trop incertain et trop précaire, pour que l'Amérique pût y compter, si elle était restée dans un état de dépendance ».

Le congrès ordonna l'impression et la publication de ce rapport.

Le congrès, dans son manifeste, avait recommandé aux colonies dont le gouvernement n'était pas encore suffisamment établi, de travailler à lui donner la forme nécessaire pour maintenir la paix intérieure, et convenable à ce qu'exigeait alors l'état des affaires pour défendre la vie, la liberté et la propriété des citoyens, contre l'invasion hostile et les déprédations de leurs cruels ennemis. D'après cette recommandation, une convention s'assembla à Philadelphie en juillet 1776, pour établir une nouvelle forme de gouvernement pour l'état de Pensylvanie. Le docteur

Digitized by Google

Franklin en fut élu président. La constitution qui fut alors rédigée et établie pour cette province, fut le résultat des délibérations de cette assemblée, et peut être regardée comme un digeste des principes de gouvernement du docteur Franklin. Une seule assemblée législative, un pouvoir exécutif divisé, paraissent avoir été ses dogmes favoris.

Le vertueux et infortuné duc de Rochefoucault, dans son éloge du docteur Franklin, en 1790, fait la remarque suivante sur ce système de gouvernement.

« Franklin seul, dégageant la machine politique de ces mouvemens multipliés, et de ces contrepoids tant admirés qui la rendirent si compliquée, proposa de la réduire à la simplicité d'un seul corps législatif. Cette grande idée étonna les législateurs de la Pensylvanie; mais le philosophe calma les craintes d'un grand nombre d'entre eux, et les détermina enfin tous à adopter un principe dont l'assemblée nationale a fait la base de la constitution française ».

Pendant sa présidence, le docteur Franklin rédigea la protestation suivante contre l'égalité des votes dans le congrès; mais, comme il le reconnut à cette époque, il s'abstint d'y donner suite, par des motifs de prudence, attendu qu'en ce moment critique il était indispensable de maintenir l'union entre tous les états confédérés.

Digitized by Google

PROTESTATION.

« Nous, représentans de l'état de Pensylvanie, réunis en convention, ayant mûrement réfléchi sur le plan de confédération formé par le congrès, et soumis aux différens états pour en avoir leur opinion, déclarons que nous ne pouvons l'approuver d'après les motifs suivans :

» 1°. Le fondement de toute confédération dont on veut assurer la durée, doit être établi sur la justice et l'équité, et aucune des parties contractantes ne doit avoir ni avantage ni désavantage.

» 2°. Il est dans la nature des choses, il est juste, il est équitable, que les états respectifs de la confédération soient représentés dans le congrès et y ayent un nombre de votes proportionné à leur importance, c'est-à-dire à leur population, et au degré de force qu'ils communiquent à la masse générale; par conséquent l'article XVII (1) qui accorde un vote à l'état le plus faible, et qui n'en accorde qu'un au plus important, lorsque la proportion entre eux est comme celle de dix à un, et même plus considérable, est injuste et injurieux aux grands états, puisque, par les

(1) Cet article a fait depuis partie de l'art. V de la confédération, telle qu'elle a été convenue entre tous les états le 9 juillet 1778, excepté le Maryland, qui l'a ensuite adopté le 1er mars 1781.

Digitized by Google

autres articles, tous doivent contribuer en raison de leurs moyens respectifs.

» 3°. L'usage adopté jusqu'ici par le congrès de n'accorder qu'un vote à chaque colonie, a été originairement reconnu inconvenant et injuste; il n'a été admis qu'avec le projet de le changer un jour, et comme un expédient temporaire propre à être employé dans les affaires ordinaires, jusqu'à ce qu'on eût les moyens de le rectifier. C'est ce qui résulte évidemment de la résolution du congrès du 6 septembre 1774, jour de son ouverture, et qui porte : « Que pour toutes les ques-» tions à déterminer par ce congrès, chaque co-» lonie ou province aura un vote, le congrès » n'ayant pas les renseignemens nécessaires pour » déterminer l'importance de chaque colonie, et » ne possédant même pas, en ce moment, les » moyens de se les procurer ». On a pensé, depuis ce temps, que la population devait former le principal fondement de cette importance; car le congrès, non-seulement par sa résolution sur l'émission du papier-monnaie, mais encore par cet acte même de confédération, a jugé que la contribution pour le remboursement de ce papier-monnaie, et pour les dépenses communes, devait se faire en proportion de la population, quand on en aurait le recensement, ce qui n'a pu encore se faire; et quoique les grandes colonies se soient soumises à cette inégalité temporaire de représentation, dans l'espérance qu'elle aurait été

Digitized by Google

rectifiée plus tôt, jamais on n'a pu entendre par la résolution qui vient d'être citée, qu'on donnerait aux petits états le pouvoir de consacrer à jamais cette inégalité. C'est pourtant ce que viennent de faire ces petits états, en se réunissant pour voter en faveur de cet article XVII, et pour priver par là les plus grands de leur droit légitime, qui avait été reconnu par la même résolution. Les petits états nous ayant ainsi donné d'avance un exemple frappant des injustices qu'ils peuvent se permettre, et des effets qui peuvent résulter de leur coalition, c'est une raison suffisante pour nous déterminer à ne pas nous mettre sous leur pouvoir en acceptant cet article, puisqu'il se lie avec ceux qui concernent la contribution de chaque état; car, puisqu'ils forment la majorité des états réunis en congrès, ils peuvent, dans tous les temps, par les mêmes moyens, priver les grands états d'avoir aucune part à la disposition de nos forces et de notre fortune, et de veiller à nos intérêts communs.

» Mais comme les petites colonies peuvent objecter qu'elles seront également en danger d'être gouvernées et dominées par les plus grandes, si l'on accorde à celles-ci un nombre de votes proportionné à leur importance; et comme nous n'avons pas le moindre désir d'obtenir sur elle aucune influence injuste, inégale, ou disproportionnée aux fardeaux que nous devons supporter, nous consentons que cet article XVII

Digitized by Google

reste tel qu'il est rédigé, pourvu que la contribution de la plus grande province soit la même que celle de la plus petite. En ce cas, toutes contribuant également, auront droit à une égalité de votes. Ce n'est pas que nous entendions par là refuser d'accorder des secours additionnels, quand l'intérêt commun nous les fera paraître convenables et nécessaires; mais nous laisserons au congrès le droit dont le roi jouissait autrefois, de faire des réquisitions de subsides, et nous nous réserverons celui de juger si elles sont convenables, de nous y refuser ou d'y satisfaire en tout ou en partie, suivant que nous le trouverons à propos; de mettre des conditions à nos dons gratuits, de même que nos assemblées le fesaient à l'égard des réquisitions de la couronne; car il nous paraît juste et raisonnable que nous conservions la disposition de nos moyens, après avoir contribué au service commun dans une égale proportion, et que nous ayons les pouvoirs nécessaires pour les employer, selon les occasions, à notre sûreté particulière. C'est ce que nous avons dessein de faire à l'avenir, à dater de cette époque, à moins qu'on ne nous accorde un nombre de votes dans le congrès, proportionné à l'importance de cet état, comme on en a eu originairement l'intention ».

On ne donna aucune suite à cette protestation pour les raisons que nous avons déjà déduites,

Digitized by Google

mais elle sert à montrer l'opinion du docteur Franklin sur un point important de la législation américaine, et les motifs sur lesquels il l'appuyait; et c'est un nouveau trait dans son portrait politique.

Le papier-monnaie de l'Amérique commençant alors à tomber en discrédit, et le besoin d'armes et de munitions pour le service de l'armée se fesant impérieusement sentir, le congrès tourna son attention vers l'Europe, et particulièrement vers la France pour en obtenir des secours en argent, et en approvisionnemens de guerre, comme le seul moyen de résister au pouvoir de la Grande-Bretagne, et de conserver l'indépendance que l'Amérique venait d'acquérir.

Vers la fin de 1776, on nomma un comité pour cet objet, et le docteur Franklin, quoique alors dans sa soixante-onzième année, fut jugé, d'après ses talens comme homme d'état, et sa réputation comme philosophe, l'homme le plus propre à atteindre le but qu'on désirait. Il fut donc nommé commissaire plénipotentiaire près la cour de France, avec Silas Deane et Arthur Lee. Le premier avait déjà été envoyé en Europe pour s'y procurer secrètement des munitions de guerre et les expédier en Amérique, et le second avait été employé par le congrès comme agent particulier et confidentiel en Angleterre.

Le docteur Franklin, avant son départ, crut convenable, pour plusieurs raisons, qu'il fût por-

Digitized by Google

teur de propositions de paix avec la Grande-Bretagne. Dans cette vue, il soumit le projet suivant au comité secret du congrès.

Projet de propositions pour la paix. 1776.

Il y aura paix perpétuelle entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique aux conditions suivantes :

La Grande-Bretagne renoncera à pouvoir réclamer, sous quelque prétexte que ce soit, aucun droit et aucune autorité sur le gouvernement des États-Unis.

Pour éviter les occasions de mésintelligence qui se présentent fréquemment lorsque les territoires de différentes puissances sont limitrophes, et que fait naître la mauvaise conduite des habitans des deux frontières, la Grande-Bretagne cédera aux États-Unis les provinces ou colonies de Québec, de Saint-Jean, de la Nouvelle-Écosse, de Bermude, de la Floride orientale et occidentale, et les îles Bahama avec tous les territoires qui en dépendent, et auxquels elle prétend maintenant avoir droit.

Pour l'indemniser de cette cession, les États-Unis payeront à la Grande-Bretagne la somme de.... livres sterling, par payemens annuels de.... livres chacun, pendant l'espace de.... ans.

Ils accorderont en outre à tous les sujets de la Grande-Bretagne la liberté du commerce dans

Digitized by Google

toute l'étendue des États-Unis, et des colonies qui leur seront cédées, et garantiront à l'Angleterre la possession de ses îles des Indes occidentales.

Motifs pour proposer une paix en ce moment.

1°. Si les commissaires ou ambassadeurs venaient à être pris, le fait qu'ils seraient porteurs de telles propositions, leur servirait de protection, d'après la loi des nations.

2°. Comme la nouvelle de notre déclaration d'indépendance tendra à réunir en Angleterre tous les partis contre nous, de même notre offre de paix, de commerce, d'argent, tendra à les diviser de nouveau; car la paix leur est aussi nécessaire qu'à nous. Leurs marchands et leurs manufacturiers ont besoin de notre commerce, et même sans en conserver le monopole; ils seront par conséquent portés à un accommodement, car ils verront aisément que *la part* qu'ils auront dans notre commerce, sera bientôt, grâce à son accroissement, plus considérable que ne l'était *la totalité* dont ils jouissaient ci-devant. Quant aux propriétaires qui désirent une diminution de taxes, on peut leur démontrer par chiffres, que si nous consentions à payer, supposons dix millions en cent ans, c'est-à-dire cent mille livres par an, cette somme, fidèlement employée à former un fonds d'amortissement, suffirait pour payer plus que toute la dette publique

Digitized by Google

actuelle de l'Angleterre. C'est d'ailleurs une opinion dominante en Angleterre qu'il doit être dans la nature des choses qu'elle perde tôt ou tard ses colonies ; et bien des gens pensent qu'il lui serait plus avantageux de ne pas être chargée de leur gouvernement ; de manière que, sous ce point de vue, la proposition de paix trouvera plus de partisans que d'adversaires.

3°. Étant chargé de faire de telles propositions, et ayant des pouvoirs quelconques pour traiter de la paix, B. F. aura un prétexte pour aller en Angleterre, où il a beaucoup de connaissances et d'amis parmi les meilleurs écrivains et les orateurs les plus éloquens des deux chambres du parlement; et il pense que, si les conditions de paix ne sont pas acceptées, il pourra fomenter dans la nation une division d'opinions qui affaiblira ses efforts contre les États-Unis, et qui diminuera son crédit dans les pays étrangers.

4°. La connaissance que des pouvoirs ont été donnés à des commissaires pour traiter avec l'Angleterre, peut accélérer et faciliter la négociation qu'on se propose avec la France.

5°. On ne doit pas hésiter à offrir une somme pour les pays dont la cession est demandée, car la vente des terres non occupées y produira avec le temps la majeure partie de ce que nous aurons à payer, sinon davantage : et si nous voulons nous en emparer par droit de conquête, peut-être après une longue guerre leur possession

Digitized by Google

nous coûtera probablement une somme plus considérable. Il est indispensable pour nous, pour notre sécurité, que les colonies nous soient cédées; et quoique la somme à payer puisse dans ce moment paraître considérable, ce ne sera qu'une bagatelle, avant la moitié de ce terme, pour la totalité des États-Unis.

On ne sait pas jusqu'à quel point ce plan fut adopté par le congrès. Les propositions n'étaient certainement pas de nature à être écoutées un seul instant du ministère britannique, à cette époque de la guerre de la révolution, quoiqu'il eût pu s'y trouver disposé dans un temps un peu plus éloigné.

Il est cependant possible que ces conditions de paix ou quelques autres aient été remises au docteur Franklin par le comité secret du congrès, pour lui servir de protection dans le cas où il serait pris sur mer, ce dont il courait alors un danger imminent.

Il partit de Philadelphie pour cette mission importante, le 28 octobre 1776, accompagné de deux de ses petits-fils, William Temple Franklin (1) et Benjamin Franklin Bache. Ils couchèrent à Chester, et se rendirent par terre le lendemain matin à *Marcus Hook*, où ils s'embarquèrent le même jour dans le sloop de guerre

(1) L'éditeur de ces Mémoires.
(*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

des États-Unis, *les Représailles*, monté de seize canons, et commandé par le capitaine Wickes. Pendant ce passage, le docteur fit encore des expériences journalières, à l'aide du thermomètre, sur la température de l'eau de mer, dans la vue de s'assurer si le navire était ou non dans le courant.

Le sloop, pendant la traversée, fut souvent chassé par des croiseurs anglais, et l'on s'y prépara plusieurs fois à l'action; mais comme il était excellent voilier, et que le capitaine avait reçu ordre de ne pas risquer un combat sans nécessité, il échappa toujours à ceux qui le poursuivaient. L'équipage ne paraissait pas très-content d'éviter ainsi tout engagement, parce qu'il désirait naturellement pouvoir gagner quelques parts de prises. C'est probablement ce qui détermina le capitaine à permettre le combat dans quelques occasions où il n'y avait que peu d'apparence de danger. Il s'en présenta une le 27 novembre à quelque distance des côtes de France. On aperçut vers midi différentes voiles : le sloop leur donna la chasse, et s'empara d'un brick irlandais, venant de Bordeaux et se rendant à Cork avec un chargement de bois et de vin. Le capitaine trouva, par les calculs qui avaient été faits à bord du brick, qu'il n'était alors qu'à seize lieues de terre : il était parti la veille de Bordeaux. Dans l'après-midi du même jour, il prit un autre brick de Hull, chargé d'eau-de-vie et de graine de lin :

Digitized by Google

il venait de Rochefort, et se rendait à Hambourg. Le lendemain matin, on aperçut la terre du haut du mât; c'était Belle-Isle. Un pilote se rendit à bord, et le vaisseau jeta l'ancre dans la soirée. Le 29, il entra dans la baie de Quiberon, où il resta jusqu'au 3 décembre. Le capitaine trouvant que les vents contraires paraissaient devoir continuer et l'empêcher d'entrer dans la Loire, se procura une barque de pêcheur et envoya à terre le docteur Franklin et ses deux petits-fils, qui débarquèrent dans la soirée à Auray, à environ six lieues de distance. Les bateliers parlaient le breton comme le français, et il paraît que c'est le langage ordinaire du bas peuple de cette province. On n'en put comprendre qu'un seul mot, le mot *diál* qui signifie *diable*, et qui se trouve aussi, avec la même signification, dans le dialecte du pays de Galles : on dit qu'il y a une grande affinité entre ces deux idiomes, et que les pêcheurs et les paysans gallois et bretons peuvent fort bien s'entendre. Auray était un endroit misérable : on ne put y trouver une chaise de poste à louer; on fut obligé d'en envoyer chercher une à Vannes; elle ne vint que le lendemain, et le docteur Franklin n'arriva dans cette ville que fort tard dans la soirée. Il dit dans le petit journal qu'il tint de son voyage, et d'où ces détails sont tirés : « Les chevaux étaient fatigués, la chaise détestable, la soirée obscure, à peine un autre voyageur que nous sur la route; et

Digitized by Google

pour nous la rendre encore plus agréable, le postillon s'arrêta à l'entrée d'un bois que nous devions traverser, pour nous dire qu'il servait de retraite à une bande de dix-huit voleurs qui avaient volé et assassiné quelques voyageurs quinze jours auparavant dans cet endroit même ».

Le même journal contient la remarque suivante : « Six décembre. Hier nous rencontrâmes sur la route (en allant à Nantes) six ou sept villageoises montées à cheval, à califourchon; elles avaient toutes un beau teint, des couleurs fraîches et vermeilles : l'une d'elles était la plus belle femme que j'eusse jamais vue. La plupart des hommes ont aussi la peau blanche, et ne sont pas basanés comme ceux du nord de la France, où je me souviens d'avoir vu peu de beaux hommes, si ce n'est dans le voisinage d'Abbeville ».

En arrivant à Nantes, le 7 décembre, quelques amis de l'Amérique donnèrent un grand dîner au docteur Franklin. Il alla ensuite visiter la maison de campagne de M. Gruel, à peu de distance de la ville. Une foule de personnes vinrent le féliciter sur son arrivée, en témoignèrent beaucoup de joie, parce qu'ils étaient chauds amis des Américains, et lui dirent qu'ils espéraient que son séjour en France serait avantageux pour les États-Unis. La soirée se termina par un souper magnifique.

Digitized by Google

Se trouvant affaibli et fatigué par suite de son voyage, le docteur se laissa persuader de passer quelques jours à la campagne de M. Gruel, où il fut logé aussi commodément qu'élégamment. Ses forces ne lui permettaient véritablement pas de se rendre à Paris immédiatement. Il espérait pouvoir vivre retiré pendant son séjour chez M. Gruel, mais les visites ne discontinuèrent pas. Il en retira pourtant l'avantage d'obtenir des renseignemens utiles sur l'esprit qui régnait à la cour, sur le caractère des gens en place, etc.; il apprit aussi, avec grande satisfaction, qu'on avait obtenu du gouvernement français deux cents pièces de canon de cuivre, trente mille fusils, et quelques autres munitions militaires qu'on embarquait alors pour l'Amérique, et qui devaient être placées à bord d'un vaisseau de guerre.

Le docteur Franklin ne prit encore aucun caractère public. Il jugea prudent de connaître d'abord si la cour était disposée à recevoir publiquement des commissaires du congrès, ne voulant ni mettre les ministres dans l'embarras, ni s'exposer, ainsi que ses collègues, au désagrément de n'être pas reçu. Il dépêcha un exprès à M. Deane, qui était alors à Paris, et lui envoya les lettres dont le comité du congrès l'avait chargé pour lui, et une copie de la résolution contenant leur nomination, afin qu'il pût prendre les informations nécessaires et les lui transmettre. Cependant l'opinion générale, à Nantes, était que le docteur

Digitized by Google

Franklin arrivait pour négocier, et cette circonstance était vue avec plaisir.

Il quitta Nantes le 15 décembre, et arriva bientôt après à Paris, où il resta jusqu'au 7 janvier suivant. Alors il s'établit avec sa famille à Passy, joli village situé à une lieue de la capitale. Il se logea dans une grande et belle maison dont dépendait un jardin, et qui appartenait à M. Le Ray de Chaumont, dont l'amitié ne fut pas inutile à la cause des Américains. Il y résida tout le temps de son séjour en France, qui fut d'environ huit ans et demi.

Les extraits des deux lettres suivantes, qu'il écrivit à un de ses intimes amis, peu de temps après son arrivée à Paris, font parfaitement connaître sa façon de penser, à cette époque, sur les affaires d'Amérique, et jettent quelque jour sur la nature de sa mission en France.

Au docteur Ingenhousz.

..... « J'ai long-temps travaillé en Angleterre, avec zèle et bonne foi, à prévenir la rupture qui a éclaté, et qui est maintenant devenue telle que tous mes efforts seraient impuissans pour y remédier. Vous connaissez la manière dont j'ai été traité par cette cour imprudente; mais je tiens un compte séparé de mes injures particulières, que je puis pardonner, et je ne crois pas convenable de les confondre avec les affaires pu-

Digitized by Google

bliques. Je n'ai en vérité pas besoin de ce motif pour exciter mon ressentiment contre une nation qui a brûlé nos villes sans défense au milieu de l'hiver, qui a excité les sauvages à massacrer nos innocens cultivateurs, ainsi que leurs femmes et leurs enfans, et nos esclaves à assassiner leurs maîtres. Ce serait vous tromper que de vous laisser dans l'opinion que vous vous êtes formée que je suis venu en Europe pour faire la paix. C'est dans des vues toutes différentes que le congrès m'a envoyé ici ; c'est pour lui procurer des puissances européennes des secours qui puissent nous mettre en état de défendre notre liberté et notre indépendance, et il est de leur intérêt de nous les accorder. Par ce moyen, le commerce de l'Amérique, ce commerce important et dont l'accroissement est si rapide, sera ouvert à tous les peuples, et ne sera plus, comme autrefois, un monopole appartenant à l'Angleterre; monopole qui, si on lui permet de s'en emparer de nouveau, augmentera immensément ses forces maritimes; tandis que si elle peut nous réassujettir à son joug, elle acquerra une addition considérable de puissance territoriale. Il en résulterait qu'elle deviendrait la puissance la plus formidable que l'univers ait encore vue, et d'après son orgueil et son insolence naturelle dans la prospérité, elle serait la plus intolérable ».

Digitized by Google

Au même.

..... « Vous désirez connaître mon opinion sur le résultat probable de cette guerre, et sur la question de savoir si elle ne finira pas par changer en déserts nos nouveaux établissemens. J'avoue que, quant à moi, je ne crois pas que nous ayons à craindre de si grands malheurs. Je pense qu'avec un peu de secours, nous serons en état de défendre nos personnes, nos propriétés, notre liberté, si long-temps, que l'Angleterre se ruinera par ses détestables efforts pour nous anéantir. Je déplorerai pourtant cette ruine, et je voudrais que son injustice et sa tyrannie ne l'eussent pas méritée. Je me flatte quelquefois que, tout vieux que je suis, je puis vivre encore assez pour voir mon pays jouir du bonheur et de la prospérité, tandis que la Grande-Bretagne ne figurera plus en Europe comme une puissance formidable.

» Vous me dites qu'on attend de moi une justification de ma conduite, en réponse aux invectives débitées contre moi devant le conseil privé. Je l'ai écrite en partie, mais l'importance des affaires publiques dont j'ai toujours été chargé depuis ce temps, m'a empêché de la terminer. D'ailleurs les maux que ma patrie a soufferts ont imposé silence à mes ressentimens particuliers. Convient-il donc à un particulier de s'occuper de sa justification, quand tous ses compatriotes ont été stigmatisés par le roi et le parlement comme étant, sous tous les rapports, *les derniers des*

Digitized by Google

hommes? Je ne vous en suis pas moins obligé d'avoir, en véritable ami, pris la défense de mon caractère. Ce n'est pas un faible argument en ma faveur que de voir ceux qui m'ont le mieux connu et depuis le plus de temps, m'être encore attachés, et me confier leurs plus importans intérêts. Or c'est un fait dont mon élection au congrès faite à l'unanimité par l'assemblée, ou le parlement de Pensylvanie, le lendemain de mon retour d'Angleterre, et la mission que le congrès lui-même m'a confiée, ne peuvent laisser le moindre doute ».

Le docteur Franklin fut reçu, *en particulier*, avec toutes les démonstrations d'estime et de respect, par le ministre des affaires étrangères, M. le comte de Vergennes, qui l'assura que lui et les autres commissaires américains trouveraient personnellement en France, lui dit-il, *toute la sûreté et tous les agrémens que nous y fesons éprouver aux étrangers.*

La conviction des avantages qu'on pouvait retirer d'un commerce avec l'Amérique, et le désir d'affaiblir l'Angleterre en la démembrant, portèrent la France à donner en secret aux Américains des secours en approvisionnemens militaires, et à prêter l'oreille à des propositions d'alliance. Elle montra d'abord quelque répugnance quant à ce dernier objet; mais l'adresse de Franklin et les succès importans qu'obtinrent

Digitized by Google

par la suite les armes des États-Unis, finirent par la surmonter.

Les commissaires américains commencèrent par accorder secrètement des lettres de marque à un grand nombre de corsaires gallo-américains, qui prirent force bâtimens marchands anglais, et firent beaucoup de prisonniers. Les commissaires américains s'étant adressés à lord Stormont, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Versailles, relativement à l'échange de ces prisonniers, il répondit avec hauteur « qu'il ne recevait pas de lettres de rebelles, à moins que ce ne fût pour implorer le pardon de Sa Majesté ». Il présenta divers Mémoires au ministère français, pour se plaindre qu'on équipât des vaisseaux américains dans les ports de France, qu'on leur permît d'y faire entrer leurs prises, que la France accordât sous main des secours aux insurgens, etc. Il demanda en même temps une réponse catégorique à ces plaintes.

Le comte de Vergennes affecta alors de faire une remontrance aux commissaires américains. Le 16 juillet 1777, il leur écrivit « qu'ils avaient excédé les bornes convenues lors de leur première entrevue, qui étaient expressément que la navigation et le commerce américain recevraient en France toutes les facilités qui seraient compatibles avec l'observation exacte de ses traités avec l'Angleterre, qu'il était dans les principes du roi de remplir religieusement ».

Digitized by Google

Cette remontrance pouvait aussi avoir été déterminée, jusqu'à un certain point, par les nouvelles défavorables qu'on venait de recevoir d'Amérique, et qui ne promettaient pas de succès aux armes des Américains. En Angleterre, on pensait généralement, même jusqu'aux amis des colons, que leurs efforts pour arriver à l'indépendance tiraient à leur fin, et qu'il ne leur restait autre chose à faire que de se soumettre sans conditions. Le docteur Fothergill, ami particulier de Franklin, et qui prenait un grand intérêt à l'Amérique, dans une lettre qu'il écrivait à son neveu, M. John Chorley, en juin 1777, et qui devait être communiquée au docteur Franklin, s'exprime ainsi qu'il suit :

« Si ton ami juge convenable d'aller à Passy, il peut dire au docteur Franklin, que s'il a des ennemis dans ce pays, il y a aussi des amis, et qu'il ne doit pas oublier ceux-ci parce que les premiers sont ignorans, méchans, et cependant tout-puissans. Il l'informera sûrement qu'il n'existe pas ici le moindre doute que la résistance des Américains ne touche à sa fin ; que le congrès conserve à peine une ombre d'autorité ; que tout annonce qu'il va éprouver une défection générale ; que les soldats désertent par troupes ; que les officiers sont mécontens ; qu'on ne peut faire de nouvelles levées ; que rien ne peut résister aux forces britanniques, et les empêcher de se rendre maîtres de tout le continent ; en un mot, que la guerre

Digitized by Google

est finie, et qu'il ne reste qu'à partager le pays entre les conquérans. Tel est le langage général; et l'on ajoute que la France et l'Espagne n'accorderont aux insurgens que des secours faibles et impuissans qui ne pourront servir qu'à prolonger de quelques mois leur misérable existence ».

Tandis qu'on fesait courir ces bruits de l'état déplorable des affaires en Amérique, on reçut en France la nouvelle que l'armée anglaise, commandée par le général Burgoyne, s'était rendue, le 17 octobre 1777, à Saratoga, à celle des Américains, sous les ordres du général Gates. C'était à l'instant où le cabinet français hésitait encore sur la conduite qu'il suivrait à l'égard des États-Unis. Cet événement mémorable fit sur-le-champ pencher la balance, et décida l'attachement de la France à la république au berceau.

La nouvelle de la défaite et de la prise du général anglais et de toute son armée, fut reçue par les Français avec autant de démonstrations de joie que si cette victoire eût été remportée par leurs armes. Le docteur Franklin ne laissa pas échapper cette occasion de suggérer au ministère français qu'il n'y avait pas de temps à perdre, s'il voulait s'assurer l'amitié de l'Amérique, et la détacher entièrement de la mère-patrie. Ces considérations, et la crainte qu'un arrangement ne pût encore avoir lieu entre la Grande-Bretagne et ses colonies, décidèrent la cour de France à déclarer sur-le-champ ses intentions. En consé-

Digitized by Google

quence, le 6 décembre 1777, M. Gérard, secrétaire du conseil-d'état, se rendit à l'hôtel des commissaires américains, et les informa par ordre du roi, « qu'après de longues et mûres délibérations sur leurs propositions, Sa Majesté avoit résolu de reconnaître l'indépendance des États-Unis, de faire avec eux un traité de commerce et d'alliance ». Il ajouta, « que non-seulement le roi reconnaîtrait leur indépendance, mais qu'il la soutiendrait de tous les moyens qui étaient en son pouvoir; qu'il allait peut-être s'engager pour eux dans une guerre coûteuse, mais qu'il ne demandait pas le remboursement des dépenses qu'elle occasionnerait, parce qu'en définitif les Américains ne devaient pas croire qu'il n'avait pris cette résolution que dans la vue de les servir; attendu qu'indépendamment de son attachement véritable à leur cause, il était évidemment de l'intérêt de la France d'affaiblir la puissance de l'Angleterre en en détachant ses colonies ».

En conséquence de cette déclaration franche et amicale, les conditions des traités ne tardèrent pas à être discutées avec M. Gérard, qui, le 30 janvier 1778, avait reçu du roi deux commissions distinctes à cet effet; et le 6 février suivant, les plénipotentiaires respectifs signèrent à Paris un traité de commerce et d'amitié, et un autre d'alliance définitive et défensive entre Sa Majesté très-chrétienne et les treize États-Unis de l'Amérique septentrionale.

Digitized by Google

Cet événement forme une époque mémorable dans la carrière politique du docteur Franklin, comme dans les annales des États-Unis, parce que c'est en grande partie à cette puissante alliance que les colonies américaines durent les moyens de résister à la mère-patrie, et d'établir définitivement leur indépendance.

Il fut convenu de part et d'autre, que ces traités resteraient secrets jusqu'après l'échange des ratifications. Mais comme on apprit quelque temps après, que le ministère anglais avait dessein d'envoyer en Amérique lord Carlisle, M. Eden, et le gouverneur Johnstone, en qualité de commissaires-adjoints aux commandans en chef des forces britanniques, avec plein pouvoir de traiter et régler les conditions de paix, même avec le congrès, mais sous réserve de l'approbation du parlement, le gouvernement français, pour empêcher que cette démarche ne pût avoir un résultat favorable pour l'Angleterre, chargea sur-le-champ son ambassadeur à la cour de Londres, le marquis de Noailles, d'informer officiellement le gouvernement anglais de la conclusion et de la signature desdits traités. A cette nouvelle, le cabinet britannique envoya de suite à lord Stormont l'ordre de quitter la cour de France, sans prendre congé; et cet ordre ayant été communiqué au marquis de Noailles, il quitta l'Angleterre vers le même temps.

Cette circonstance n'empêcha pourtant pas

Digitized by Google

les nouveaux commissaires anglais de se rendre en Amérique; mais leur présence n'y servit à rien, malgré les artifices et les fourberies qu'ils mirent en usage pour parvenir à leur but. Le gouverneur Johnstone surtout alla jusqu'à affirmer en public « que le docteur Franklin avait approuvé les propositions dont ils étaient porteurs ». C'était une fausseté insigne, et dès que le docteur en fut informé, il en exprima son indignation dans une lettre qu'il écrivit au président de l'état de Pensylvanie.

Les hostilités commencèrent alors entre la Grande-Bretagne et la France, et M. Gérard partit pour les États-Unis, comme envoyé de Sa Majesté très-chrétienne. Les plénipotentiaires américains furent aussitôt présentés à la cour, en leur qualité officielle, et avec toutes les formes d'usage, et ils furent parfaitement accueillis par le roi et par toute la famille royale.

Un historien français, M. Hilliard d'Auberteuil, rend compte ainsi qu'il suit de la première apparition du docteur Franklin à la cour de Versailles.

« Le docteur Franklin eut enfin une entrevue avec Sa Majesté très-chrétienne ; il lui fut présenté dans la galerie de Versailles, par le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères; il était accompagné d'un grand nombre d'Américains, et suivi de beaucoup d'étrangers que la curiosité avait rassemblés : son âge, son air

Digitized by Google

vénérable, la simplicité de ses vêtemens en une telle occasion, tout ce que la vie de cet Américain offrait de singulier et de respectable, contribuaient à augmenter l'attention publique. Les battemens de mains, et une multitude d'autres démonstrations de joie, annonçaient cette chaleur d'affection dont le Français est plus susceptible qu'aucun autre peuple, et dont sa politesse et sa civilité redouble le prix pour celui qui en est l'objet.

» Sa Majesté lui parla dans les termes suivans :

« Vous pouvez assurer de mon amitié les États-» Unis d'Amérique : je dois vous dire aussi que » je suis très-satisfait de votre conduite en parti-» culier, depuis votre arrivée dans mon royaume ». Quand le nouvel ambassadeur, après cette audience, traversa la cour pour se rendre dans les bureaux du ministre des affaires étrangères, la foule qui attendait son passage, le salua par mille acclamations ».

Le docteur Franklin était, sans aucun doute, l'homme le plus propre qu'on pût trouver pour rendre des services essentiels aux États-Unis à la cour de France. Sa réputation comme philosophe l'avait fait connaître dans toute l'Europe, et lui avait acquis la plus haute estime. Il fut reçu en France avec les plus grandes marques de respect par tous les littérateurs ; et ce sentiment se communiqua à toutes les classes du peuple et même

Digitized by Google

à la cour : son influence personnelle était donc considérable, et il fallait y ajouter celle des différens écrits qu'il avait publiés pour établir le crédit des États-Unis, et la considération qui leur était due. C'est à eux qu'on peut attribuer en assez grande partie, non-seulement les dons gratuits que l'Amérique obtint du gouvernement français, mais encore les emprunts qui furent négociés pour elle en Hollande, et qui contribuèrent beaucoup à l'heureuse issue de la guerre, et à l'établissement de l'indépendance américaine.

Pendant que tout cela se passait à la cour de France, le docteur Franklin avait été chargé de négocier un traité de commerce et d'amitié avec la cour d'Espagne. Il vit à ce sujet le comte d'Aranda, ambassadeur d'Espagne à Paris, et lui laissa une copie de sa commission. Quelque temps après, il lui adressa la lettre suivante.

A son excellence le comte d'Aranda, etc.

Passy, 7 avril 1777.

« Monsieur le Comte,

» J'ai laissé entre les mains de votre excellence, pour être communiqué à votre cour, si vous le jugez à propos, un duplicata de la commission que m'a donnée le congrès pour me rendre en Espagne comme son ministre plénipotentiaire. Mais on me fait entendre qu'on n'y trouverait pas convenable de recevoir actuellement un tel ministre;

Digitized by Google

et comme je suis sûr que le congrès ne voudrait pas contrarier en la moindre chose une cour pour laquelle il a le plus sincère respect, j'ajournerai ce voyage jusqu'à des circonstances plus favorables. Je vous prie cependant de vouloir bien mettre sous les yeux de Sa Majesté Catholique, les propositions contenues dans une résolution du congrès du 30 décembre 1776, savoir :

» Que si Sa Majesté Catholique veut se joindre aux États-Unis pour faire la guerre à la Grande-Bretagne, ils aideront l'Espagne à se remettre en possession de la ville et du port de Pensacola, pourvu qu'ils aient la liberté de la navigation sur le Mississipi, et l'entrée du port de Pensacola ; et s'il est vrai que Sa Majesté portugaise ait chassé avec insulte de ses ports des vaisseaux espagnols, ou en ait confisqué quelques-uns, ils déclareront la guerre à cette puissance, si cette mesure obtient l'agrément et l'appui des cours de France et d'Espagne.

» On suppose que la plus parfaite union règne entre ces deux cours, et dans le cas où l'Espagne et la France jugeraient à propos d'entreprendre la conquête des îles à sucre anglaises, le congrès propose encore de leur fournir des provisions jusqu'à concurrence de deux millions de dollars, et d'ajouter à la flotte qui serait employée à cette expédition, six frégates de vingt-quatre canons chacune, au moins, armées et équipées. Il rendra de même tous les autres services qu'on peut

Digitized by Google

attendre de bons alliés ; et il ne demande pour l'Amérique la possession d'aucune de ces îles.

» Ces propositions peuvent être discutées, et subir telles modifications qui seront jugées convenables.

» J'ai l'honneur d'être, avec respect,

» De votre excellence,

» Le très-humble et très-obéissant serviteur,

» B. FRANKLIN ».

Cette négociation n'alla pas plus loin en ce moment, et par la suite le congrès envoya comme son ministre spécial à la cour d'Espagne, M. Jai, qui se fit honneur par les preuves qu'il y donna de sa patience, de ses talens, et de son zèle pour les intérêts de sa patrie.

Il faut maintenant que nous revenions à quelques circonstances moins importantes, qui arrivèrent à peu près à cette époque, et dont nous n'avons pas parlé à leurs dates précises pour ne pas interrompre le récit d'événemens plus intéressans.

Nous commencerons par un incident assez minutieux en lui-même, mais que nous ne devons pas omettre, parce qu'il concerne un grand personnage, et qu'il se rattache aux Mémoires de la vie de Franklin.

Pendant le séjour que fit à Paris l'empereur Joseph II, frère de la reine de France, voyageant

Digitized by Google

alors sous le nom de comte de Falkenstein, le docteur Franklin reçut le billet suivant de l'envoyé du grand-duc de Toscane, résidant à Paris.

A M. le docteur Franklin.

« L'abbé Niccoli prie M. Franklin de lui faire l'honneur de venir déjeûner chez lui, mercredi matin 28 de ce mois, à neuf heures. Il lui donnera une bonne tasse de chocolat. Il l'assure de son respect ».

Du petit Luxembourg, lundi 26 mai 1777.

A ce billet, qui se retrouva dans les papiers du docteur Franklin, il avait ajouté la note ci-après.

» Le billet ci-dessus est de l'abbé Niccoli, ministre du grand-duc de Toscane. Son intention était de procurer à l'empereur une entrevue avec moi, de manière qu'elle pût paraître l'effet du hasard. M. Turgot et l'abbé devaient y être présens, afin qu'étant témoins de tout ce qui s'y serait passé, ils pussent prévenir ou contredire tous faux rapports : l'empereur ne parut point. L'abbé Niccoli m'a dit depuis ce temps que le nombre d'autres personnes qui étaient venues chez lui dans la matinée, avait empêché l'empereur de s'y rendre; qu'ayant appris qu'elles étaient parties, il y vint à midi; mais alors je n'y étais plus ».

Digitized by Google

La cause de l'Amérique prenait faveur en France ; le nombre d'officiers sans emploi y était considérable, et le docteur Franklin était accablé de demandes de service dans les armées des États-Unis. La lettre suivante qu'il écrivit à un de ses amis, contient une description si vive et si exacte de ses sentimens à cet égard, et est d'ailleurs si amusante, que nous croyons devoir l'insérer ici.

A M.....

Passy....

« Vous savez, mon cher ami, que je ne puis vous refuser rien de ce qui est en mon pouvoir, de ce qui peut vous être agréable à vous ou à vos amis : mais quand je suis certain que ce que vous me demandez produirait un effet tout contraire, je devrais vous le refuser. Je sais que les officiers allant chercher de l'emploi en Amérique, seront probablement trompés dans leur attente; que les cadres de nos armées sont au complet; qu'il y a nombre de personnes mourant de faim et sans emploi ; que ma recommandation ne fera pas vaquer une place, et ne la fera pas accorder au préjudice de ceux qui y ont de meilleurs droits; que quelques-uns des officiers que je me suis laissé aller à recommander, ont donné par leur conduite une idée assez peu favorable de mon tact pour juger du mérite militaire; enfin que

Digitized by Google

le voyage est long, que les frais en sont considérables, et qu'on court grand risque d'être pris par les Anglais et jeté en prison : si, après tout cela, on ne peut donner de place à celui dont vous me parlez, il se trouvera peut-être dans l'embarras dans un pays étranger, et sera disposé à maudire les amis dont les sollicitations l'auront mis dans une situation si fâcheuse. Permettez-moi de vous dire qu'à mon avis, la complaisance qui est naturelle en ce pays, engage souvent à aller trop loin en matière de recommandation; vous en donnez trop facilement à des gens dont vous ne connaissez pas le véritable caractère, et quelquefois sur la demande de personnes que vous ne connaissez guère mieux. Un homme est-il dépourvu de talens utiles, n'est-il bon à rien, est-il un fardeau pour sa famille, est-il indiscret, dissipateur, extravagant; on est bien aise de s'en débarrasser en l'envoyant à l'autre bout du monde; et dans ce dessein, on ne se fait aucun scrupule de le recommander à ceux par qui on désire le faire recommander à d'autres, comme *un bon sujet*, *un homme plein de mérite*, etc. C'est d'après le crédit que j'ai donné à de telles recommandations que les miennes n'en obtiennent plus, et je ne puis conseiller à personne d'en faire plus de cas. Si, après cela, vous désirez encore ma recommandation pour cette personne, qui n'est connue ni de vous, ni de

Digitized by Google

moi, je vous la donnerai (1), quoique, comme je vous l'ai déjà dit, je devrais vous la refuser.

» Ces demandes font mon tourment perpétuel : on croira, malgré mes déclarations réitérées du contraire, que je suis envoyé ici pour recruter

---

(1) Pour les cas de ce genre, et où il lui était absolument impossible de refuser, le docteur Franklin avait fait un modèle de lettre de recommandation, et il s'en est quelquefois servi pour faire honte aux personnes qui les lui demandaient, et pour tâcher de mettre fin à ces demandes.

Modèle de lettre de recommandation pour une personne que vous ne connaissez pas.

« Monsieur,

» Le porteur de cette lettre, partant pour l'Amérique, me presse de lui donner une lettre de recommandation, quoique je ne le connaisse ni lui, ni même son nom. Cela peut sembler extraordinaire ; mais je vous assure que cela n'est pas rare ici. Il arrive véritablement quelquefois qu'un homme que vous ne connaissez pas, vous en amène un autre également inconnu, pour vous prier de le recommander, et souvent même ils se recommandent l'un l'autre. Quant à celui dont il s'agit, vous pouvez vous adresser à lui pour savoir quel est son mérite et quels sont ses talens. Il les connaît sûrement beaucoup mieux que moi. Je le recommande pourtant à ce bon accueil auquel a droit tout étranger dont on n'a point de mal à dire ; et je vous prie de lui rendre tous les services qui seront en votre pouvoir, quand, en le connaissant mieux, vous trouverez qu'il le mérite.

» J'ai l'honneur d'être, etc. ».

Digitized by Google

des officiers. En vérité je n'ai jamais eu de tels ordres ; on ne m'a même jamais fait entendre que cela pût être agréable à mes commettans : au contraire, j'ai reçu, pour ce que j'ai fait en ce genre, non pas des réprimandes proprement dites, mais des marques de désapprobation assez prononcées. Pas un jour ne se passe sans que je reçoive des visites ou des lettres de sollicitation : ce serait un plaisir pour moi de satisfaire tout le monde. Je pourrais bien sans doute donner la recommandation et les promesses qu'on me demande; je serais sûr de plaire pour le moment présent; mais quand viendra l'instant où ils perdront les espérances dont ils s'obstinent à se bercer, ils me maudiront d'avoir cédé à leur folle demande, et de ne pas les avoir détrompés, et ce seront autant d'ennemis pour notre cause et pour notre pays. Vous ne pouvez concevoir combien je suis harassé : on cherche tous mes amis et on les excède pour qu'ils viennent m'excéder. Des officiers supérieurs de tous les rangs et de tous les départemens, de grandes et de petites dames, des solliciteurs de profession, me tourmentent du matin au soir. Le bruit d'une voiture qui entre dans ma cour, suffit maintenant pour m'effrayer : je redoute d'accepter une invitation à dîner en ville, parce que je suis presque sûr d'y trouver un officier, ou un ami de quelque officier, qui dès qu'un verre ou deux de Champagne m'ont mis en gaîté, commence son

Digitized by Google

attaque contre moi : heureusement cette importunité ne me poursuit pas souvent dans mes rêves, sans quoi je craindrais jusqu'aux seuls instans de repos dont je puisse jouir; si donc il vous reste un peu de pitié pour moi. Si vous ne voulez pas contribuer à me chasser de France, pour l'amour de Dieu, mon cher ami, que la demande que vous me faites, et qui est votre trente-troisième, soit la dernière.

» Tout à vous.

» B. FRANKLIN. »

La lettre suivante qui roule sur le même sujet, fut adressée par le docteur à un solliciteur impertinent, qu'il ne connaissait point. Elle contient quelques avis salutaires dans un style énergique et piquant.

Passy près Paris, 6 avril 1777.

« MONSIEUR,

» Je viens de recevoir de vous une lettre du 26 du mois dernier, dans laquelle vous exprimez votre surprise et montrez du mécontentement de n'avoir pas reçu de réponse à la lettre que vous m'avez écrite le 11 décembre, et dont vous êtes sûr que la remise m'a été faite.

» Pour me disculper, je vous assure que je n'ai reçu aucune lettre de vous sous cette date; et bien certainement, n'étant alors débarqué à

Digitized by Google

Nantes que depuis quatre jours, je crois qu'il était à peine possible que vous eussiez appris si promptement mon arrivée en Europe.

» Mais j'en ai reçu une en date du 8 janvier, et j'avoue que je n'y ai pas répondu : je cours le risque de vous déplaire en vous en donnant la raison ; mais comme cela peut vous être utile pour votre correspondance future, je me hasarderai à le faire, par égards pour un homme à qui, en ma qualité d'Américain, j'ai de l'obligation pour l'intérêt qu'il prend à notre cause.

» Quand on écrit à un étranger, il faut faire attention à trois choses : 1°. Ne rien demander qui ne soit possible; 2°. exprimer sa demande en termes précis, et qui puissent se comprendre aisément; 3°. ne désirer que des choses raisonnables en soi. Par là on donne une idée favorable de son intelligence, et l'on fait naître le désir d'une connaissance plus particulière. Maintenant il arrive que vous avez négligé ces trois points. D'abord vous me demandez de vous procurer les moyens de faire un voyage en Amérique *avec sûreté*. C'est une chose impossible, car il y a toujours le danger de la mer, et il y a en outre en ce moment celui d'être pris par les Anglais. Vous désirez ensuite que ce voyage puisse se faire *sans de trop grandes dépenses*. Cela n'est pas assez intelligible pour que je puisse y répondre; car ne connaissant pas votre fortune, je ne puis savoir ce qui serait pour vous *de trop grandes dépenses*. Enfin

Digitized by Google

vous désirez que je vous donne des lettres de recommandation pour le congrès et pour le général Washington; c'est une demande qu'il n'est pas trop raisonnable de faire à un homme dont toute la connaissance qu'il a de vous se réduit à savoir que vous vous nommez *Lith* et que vous demeurez à *Bareuth*.

» Dans votre dernière lettre, vous vous exprimez aussi en termes bien vagues, quand vous me priez de vous informer si vous pouvez espérer d'être placé *d'une manière convenable* dans notre armée. Comment répondre à une pareille demande, sans savoir ce que vous entendez par *une manière convenable*? Enfin vous me demandez si je veux vous appuyer de mon crédit, en vous donnant des lettres de recommandation. Je ne doute pas que vous ne soyez un homme de mérite; et comme vous le savez vous-même, vous oubliez que les autres n'en savent rien. Mais réfléchissez un instant, monsieur, et vous serez convaincu que si je donnais des lettres de recommandation à tous ceux dont le mérite ne m'est pas plus connu que le vôtre, elles ne tarderaient pas à ne produire aucun effet.

» Je vous remercie pourtant du désir que vous voulez bien montrer de servir mes concitoyens, et je voudrais, en retour, pouvoir vous être utile dans votre projet de passer en Amérique. Mais nombre d'officiers expérimentés m'ont offert, en ce pays, d'aller joindre notre armée, et je n'ai

Digitized by Google

pu les encourager dans ce dessein; parce que je n'ai pas d'ordres à cet effet, et que je sais qu'il est très-difficile de les placer quand ils y arrivent. Je ne puis donc que penser qu'il vaut mieux pour vous ne pas entreprendre un voyage si long, si coûteux, et si harsardeux; consulter vos amis et rester en Franconie.

» J'ai l'honneur d'être, monsieur,

» Votre, etc,

» B. FRANKLIN ».

Avant de revenir aux événemens politiques, en tant qu'ils se lient aux Mémoires du docteur Franklin, nous avons à parler d'une tentative faite en 1777 par un soi-disant physicien anglais, pour diminuer, sinon pour détruire entièrement le mérite de la grande découverte du physicien américain, pour préserver les vaisseaux et les maisons des effets du tonnerre. M. B. Wilson, membre de la Société royale de Londres, qui autrefois, à une séance de cette Société, avait déclamé sans succès contre les conducteurs à pointe de Franklin, voulut, par des expériences qu'il fit en public au Panthéon, essayer de prouver que des conducteurs sans pointe étaient supérieurs à ceux du docteur, et procuraient plus de sûreté. On dit que ces expériences reçurent l'appui du roi, qui y assista avec plusieurs membres de la famille royale. Mais on en découvrit bientôt la fausseté,

Digitized by Google

et le public fut éclairé par l'article suivant qui fut inséré dans l'*Evening-Post*, du 16 septembre 1777.

« Lundi dernier, M. Wilson répéta ses expériences au Panthéon, en présence de plusieurs membres de la Société royale, et d'autres personnes. Lord vicomte Mahon, membre de la Société, eut une vive contestation à ce sujet avec M. Wilson, et démontra qu'il se trompait dans ses deux assertions, d'abord que les conducteurs sans pointe étaient les meilleurs, ensuite que les conducteurs bas valaient mieux que ceux élevés. Il prouva la fausseté de ces deux assertions, et fit aussi voir que M. Wilson avait mal compris, et par conséquent mal expliqué les opinions du docteur Franklin en physique. Lord Mahon fit lui-même plusieurs expériences à l'appui de ses raisonnemens, et elles réussirent invariablement, tandis que celles de M. Wilson manquèrent chaque fois. Lord Mahon prouva ce qu'il avançait jusqu'à la démonstration, à la grande satisfaction des hommes les plus instruits qui se trouvaient présens. M. Wilson se retira vers l'autre bout de la salle, comme pour éviter de voir les expériences de lord Mahon. Il dit ensuite qu'il n'avait pas changé d'opinion, et qu'il publierait son hypothèse. Lord Mahon lui répondit, de la manière la plus franche et la plus honnête, qu'il était fâché d'être obligé de différer d'opinion avec lui; mais que comme la question sur les paratonnerres était

Digitized by Google

fort importante pour ce pays et pour la société en général, si M. Wilson publiait une opinion erronée à ce sujet, il prenait envers le public l'engagement d'en publier aussi la réfutation ».

Quelques jours ensuite, on découvrit et l'on mit au jour les ruses que M. Wilson avait employées pour obtenir un succès partiel, et l'on vit s'évanouir ainsi la prétendue perfection qu'il voulait donner aux conducteurs par des expériences trompeuses. Cela eut lieu le 2 octobre, lorsque plusieurs membres de la Société royale, et d'autres personnes savantes dans l'électricité, allèrent les lui voir répéter. M. Henly et Nairne, tous deux membres de la Société, reconnurent et firent apercevoir clairement la fraude et les fourberies par lesquelles M. Wilson voulait établir sa réputation en physique, sur les ruines de celle du docteur Franklin.

Un autre membre de la Société royale, et qui l'était aussi de la plupart des sociétés savantes d'Europe, le docteur Ingenhausz, qui avait assisté à ces expériences, et qui avait vu la ruse se découvrir, écrivit à ce sujet, dans les termes les plus forts, à un de ses amis sur le continent, et lui rendit un compte détaillé de ce qu'il appelait *la charlatanerie du fourbe Wilson décelée*.

Cette lettre est trop longue pour être insérée ici ; mais voici comment elle se terminait :

.... « Voilà donc toute la tracasserie de Wilson exposée à la connaissance du public. Montrez

Digitized by Google

ceci à notre ami (Franklin), et tâchez de le rendre public pour le bien général. Mais ce qu'il y a de plus drôle, c'est qu'on m'a assuré que les conducteurs du palais de la reine, à Buckingham-House, ont été abattus depuis que le roi a vu les expériences de Wilson (1). A présent que la charlatanerie et la mauvaise foi de ce coquin se trouvent décelées et reconnues, on voudra pallier cette absurdité; et, quoique Wilson devrait être puni pour avoir trompé le roi, peut-être tâchera-t-on de le soutenir, comme un vrai Don Quichotte qui a attaqué le philosophe américain, de même que les héros militaires qui attaquent son pays (et qui probablement n'auront pas plus de succès), et qu'il sera également récompensé par une nation dupée (2) ».

On communiqua cette lettre au docteur Franklin, en lui demandant s'il jugeait convenable de la faire imprimer à Paris, et voici quelle fut sa réponse.

---

(1) Ceci est un fait, et jamais ils n'ont été rétablis depuis ce temps, quoique la Société royale ait prouvé la fausseté du système de Wilson dans son rapport en faveur des conducteurs à pointe, et quoiqu'ils aient été généralement employés dans tout le royaume pour préserver du tonnerre les magasins à poudre.

(2) Cette lettre est écrite en français dans l'original anglais. (*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

Passy, 4 octobre 1777.

« MONSIEUR,

» Je vous remercie de m'avoir communiqué la lettre que vous avez reçue d'Angleterre. Je suis de votre opinion ; il ne convient pas de la publier ici. Notre ami se sert, à l'égard de M. Wilson, d'expressions qu'on regarderait comme trop dures pour qu'un philosophe puisse se les permettre en parlant d'un autre. Il semble sur ce seul point aussi échauffé (1) que les jansénistes et les molinistes l'étaient sur les cinq points. Je ne crois pas devoir publier quelque écrit à ce sujet, comme vous semblez le désirer ; car je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit dans un rapport que j'ai lu en août 1772, au comité qui a ordonné l'érection de conducteurs à pointe sur le magasin à poudre de Purfleet ; rapport qui a été inséré dans la dernière édition de la traduction française de mes ouvrages. Je n'ai jamais ouvert de controverse pour défendre mes opinions en physique, je leur laisse le soin de se soutenir dans le monde. Si elles sont justes, la vérité et l'expérience en assureront la durée ; si elles sont fausses,

(1) Il existe ici une équivoque, un jeu de mots qu'on ne peut faire passer en français. Il s'agit dans cette discussion de savoir si les paratonnerres *à pointe* sont préférables ; or, le mot *point*, en anglais, signifie également *un point* et *une pointe*.

(*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

elles doivent être réfutées et abandonnées. Les querelles ne servent qu'à nous aigrir le caractère, et à troubler notre repos. Je n'ai pas d'intérêt personnel à faire adopter mes inventions dans le monde, ne m'étant jamais proposé d'en tirer profit, et n'en ayant jamais retiré aucun. Que le roi ait changé ses conducteurs à pointe pour en prendre qui n'en aient pas, c'est donc une chose fort indifférente pour moi. Si j'avais un souhait à former, ce serait qu'il n'en eût pris d'aucune espèce; car ce n'est que depuis qu'il se croit, lui et sa famille, à l'abri du tonnerre céleste, qu'il fait gronder le sien contre ses sujets innocens ».

Pendant les mois de mars, d'avril et de juillet 1778, le ministère anglais forma plusieurs projets pour sonder, en particulier, le docteur Franklin au sujet d'une paix avec l'Amérique. Les correspondans ou agens qu'il employa à ce sujet furent principalement MM. Hutton, William Pulteney et David Hartley, ces deux derniers membres du parlement. On trouve un récit détaillé de ces tentatives et de celles qui furent faites, à différentes époques, pour engager l'Amérique à renoncer à l'alliance de la France, ou à traiter de la paix à toute autre condition que celle de son indépendance, ou de la reconnaissance formelle qu'en ferait la Grande-Bretagne, dans la troisième Partie de la Correspondance du docteur Franklin; et comme elle a déjà été donnée au public, nous n'avons pas cru devoir les insérer

Digitized by Google

ici de nouveau. On y trouvera un détail exact de toutes les négociations auxquelles le docteur prit part, et qui finirent par la conclusion de la paix entre l'Angleterre et l'Amérique, comme état indépendant.

L'alliance avec la France fut regardée en Amérique comme un gage de sûreté et de liberté pour le pays. Le fruit immédiat qu'elle en retira fut le secours puissant que la France lui envoya par l'escadre du comte d'Estaing, consistant en onze vaisseaux de ligne, six frégates, et des forces de terre considérables. Avant qu'elle partît, le docteur Franklin avait remis au gouvernement français un plan pour surprendre la flotte et l'armée anglaise qui étaient alors dans le Delaware, et le comte d'Estaing fut chargé de diriger cette grande entreprise. On ne pouvait faire choix d'un meilleur commandant. Il réunissait une ardeur et une intrépidité peu communes, de grandes connaissances militaires, la vigilance et la circonspection: il savait prendre un parti en un instant, et conservait son empire sur lui-même dans les circonstances les plus difficiles.

Suivant toutes les probabilités, cette expédition aurait eu le plus heureux succès, si elle n'avait été contrariée par une suite sans exemple de mauvais temps et de vents contraires.

Le comte mit à la voile de Toulon le 13 avril 1778. Les vents lui furent si défavorables dans la Méditerranée, qu'il ne put passer le détroit de

Digitized by Google

Gibraltar avant le 17 mai. Les calmes qu'il éprouva ensuite sur l'océan empêchèrent sa flotte d'arriver à l'embouchure de la Delaware avant le 7 juillet. En conséquence de ces obstacles imprévus, l'amiral français arriva trop tard; l'armée anglaise avait évacué Philadelphie après sa défaite à Monmouth, et la flotte était en sûreté à Sandy-Hook.

Il n'entre pas dans notre plan de suivre les opérations du comte. Il nous suffira de dire que sa présence sur la côte d'Amérique servit à établir la nouvelle alliance, à entretenir l'amitié entre les deux pays dans un instant critique, et qu'il employa ses vaisseaux aussi utilement que les circonstances le permirent.

Mais des flottes et des armées ne furent pas le seul secours que l'Amérique obtint de la France par l'entremise du docteur Franklin. Grâce à ses représentations et à ses sollicitations pressantes, le gouvernement français mit à sa disposition des fournitures militaires, et des sommes d'argent considérables. Ces secours accordés à temps furent de la plus grande utilité, et aidèrent puissamment les Américains à maintenir leur indépendance. Par le moyen de ces avances pécuniaires, dont la plupart étaient des dons gratuits, le docteur Franklin se trouva en état, pendant plusieurs années, de faire honneur à des traites tirées sur lui d'Amérique pour des sommes considérables; il paya les intérêts d'un emprunt fait par le congrès, sous la condition expresse que ces intérêts

Digitized by Google

seraient payés en Europe, ainsi que le salaire de tous les ministres ou agens américains employés en Europe, et put donner des secours aux Américains prisonniers en Angleterre, et à ceux qui trouvaient moyen de fuir de leur prison, ou qui étaient échangés, pour faciliter leur retour aux États-Unis.

En juin 1778, M. Hutton, ancien ami du docteur Franklin, et secrétaire de la société des frères Moraves, s'adressa à lui pour obtenir une sauvegarde contre les croiseurs américains, pour un bâtiment que cette société envoyait tous les ans à ses missionnaires sur la côte du Labrador. Le docteur y consentit avec son humanité ordinaire, et en envoya une sur-le-champ à M. Hutton (1).

---

(1) *A tous capitaines et commandans de bâtimens de guerre, corsaires et lettres de marque appartenant aux États-Unis d'Amérique.*

MESSIEURS,

La société religieuse, nommée communément *les frères Moraves*, ayant établi une mission sur la côte du Labrador pour convertir les sauvages au christianisme, ce qui a déjà produit l'heureux effet de les détourner de leur ancien usage de piller ou massacrer les Américains et les Européens, lorsque le commerce ou la pêche les amènent sur cette côte, et de leur persuader de se livrer à une honnête industrie, et de traiter les étrangers avec humanité, il est nécessaire, pour le maintien de cet établissement utile, d'y envoyer tous les ans un petit bâtiment pour y porter les objets nécessaires aux mission-

Digitized by Google

Il la renouvela ensuite tous les ans tant que dura la guerre. Cette sauvegarde fut accompagnée de la lettre suivante:

A M. Hutton, à Londres.

« Mon cher et ancien ami trouvera ci-joint ce qu'il m'a demandé. Nous avons fait exécuter à Paris, pour le brave général Montgomery, un monument en marbre qui vient de partir pour l'Amérique. S'il tombait entre les mains de quelqu'un de vos croiseurs, j'espère que vous ferez tous vos efforts pour nous le faire restituer, parce que je sais que vous êtes généreux, et que

---

naires et à leurs prosélites. Le bâtiment pour cette année se nomme le.... capitaine.... du port d'environ soixante-quinze tonneaux. Le présent est donc pour vous requérir, si ce bâtiment tombait entre vos mains, de ne pas permettre qu'il soit pillé ni retardé dans son voyage, mais de lui donner, au contraire, tous les secours dont il pourrait avoir besoin. Je suis certain que votre conduite sera approuvée par le congrès et par vos propriétaires.

Fait à Passy près Paris, ce....

B. FRANKLIN,
Ministre plénipotentiaire des États-Unis à la cour de France.

P. S. La même prière est adressée respectueusement à tous commandans de vaisseaux armés au service de la France et de l'Espagne, alliés des États-Unis.

B. FRANKLIN.

Digitized by Google

vous aimez à rendre service pour service. Vous voyez que nous ne voulons pas voler les pauvres; nous espérons que vous ne voudrez pas plus piller les morts.

» Adieu. Votre, etc.

» B. FRANKLIN ».

Passy, 23 juin 1778.

D'après les mêmes principes de philanthropie, et dans le désir de rendre service aux sciences, à l'histoire naturelle et à la navigation, le docteur Franklin délivra peu après une sauvegarde au vaisseau et à l'équipage du capitaine Cook (1).

---

(1) *A tous capitaines et commandans de vaisseaux armés au service des États-Unis d'Amérique.*

MESSIEURS,

Un vaisseau ayant été équipé en Angleterre, avant le commencement de cette guerre, pour faire des découvertes dans des mers inconnues, sous la conduite du célèbre navigateur le capitaine Cook, entreprise véritablement louable en soi, puisque l'accroissement des connaissances géographiques facilite les communications entre les nations éloignées et l'échange des productions utiles, favorise les arts, augmente et multiplie les jouissances de la vie humaine, et agrandit le domaine des sciences pour l'utilité générale de tous les hommes; le présent est pour recommander à chacun de vous, dans le cas où ledit vaisseau, dont on attend incessamment le retour dans les mers européennes, tomberait entre ses mains, de ne pas le regarder comme ennemi, d'empêcher qu'on ne pille aucun des objets qui se trouveraient sur son bord, et de ne pas

Digitized by Google

Le docteur Kippis, littérateur distingué, qui a publié un Dictionnaire biographique, dit dans sa vie du capitaine Cook, sur ce qu'il regardait comme une autorité, que les ordres de Franklin furent révoqués à l'instant par le congrès, qui donna ordre de s'emparer du vaisseau du capitaine Cook, si l'on en trouvait l'occasion. Mais le docteur Kippis ayant reconnu que les renseignemens qu'il avait reçus à cet égard n'étaient pas exacts, adressa, en septembre 1795, à l'éditeur du *Gentleman's magazine*, une lettre dans laquelle il reconnut publiquement son erreur. On rendit si bien justice, en Angleterre, au procédé magnanime du docteur Franklin en accordant cette sauvegarde, et le gouvernement britannique

---

mettre obstacle à son retour immédiat en Angleterre, soit en le retenant, soit en l'envoyant dans toute autre partie de l'Europe ou de l'Amérique ; mais de traiter le capitaine Cook et son équipage avec politesse et bonté, et de leur rendre, comme à des amis de tout le genre humain, tous les services qui pourront être en votre pouvoir. En agissant ainsi, non-seulement vous obéirez à votre générosité naturelle, mais vous obtiendrez très-certainement l'approbation du congrès et de vos propriétaires.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,

Votre, etc.

B. FRANKLIN,

Ministre plénipotentiaire du congrès des États-Unis près la cour de France.

Donné à Passy près Paris, le 10 mars 1779.

Digitized by Google

lui-même fut si sensible aux sentimens qu'il avait manifestés par là, que lorsque le voyage de Cook fut imprimé, le bureau de l'amirauté lui en envoya un exemplaire, avec la belle collection des gravures, et lord Howe y joignit une lettre très-polie pour lui annoncer que ce présent lui était fait avec l'approbation expresse du roi. La Société royale ayant fait frapper, en l'honneur de cet illustre navigateur, qui était un de ses membres, quelques médailles d'or pour être distribuées à ses amis, son président, sir Joseph Banks, lui en envoya une, par ordre de la Société, en lui mandant aussi que c'était de l'approbation de Sa Majesté.

Une autre occasion, dont il ne manqua pas de profiter, se présenta encore bientôt au docteur Franklin de donner une nouvelle preuve de bienveillance, en accordant une pareille sauvegarde à un bâtiment que les citoyens de Dublin envoyaient dans les Indes occidentales pour porter des secours à des malheureux qui avaient tout perdu.

En un mot, le docteur Franklin, pendant toute sa vie, soit comme particulier, soit comme homme public, ne laissa pas échapper une occasion de pouvoir être utile aux hommes, amis ou ennemis.

Personne, sans en avoir été témoin, ne peut concevoir combien la réputation qu'il avait acquise comme physicien, et le poste qu'il occu-

Digitized by Google

pait comme ministre d'Amérique, l'exposaient aux importunités des feseurs de projets, des spéculateurs et des aventuriers de toute espèce. On pourra s'en faire une idée, en lisant le *memorandum* d'un seul jour, tiré d'un petit journal qu'il tenait.

« Dimanche avant midi, 13 décembre 1778.

» Un homme est venu me dire qu'il avait inventé un machine qui agirait d'elle-même, sans ressorts, sans poids, sans l'aide de l'air, ni de l'eau, ni d'aucun des élémens; sans le secours des hommes ni des animaux, et qui aurait une force suffisante pour faire mouvoir quatre machines à couper le tabac; qu'il en avait fait l'épreuve, qu'il me la montrerait si je voulais aller chez lui, et qu'il en vendrait le secret deux cents louis. J'en doute fort, mais je lui ai promis d'aller la voir.

» Un M. Coder est venu avec une proposition par écrit pour lever six cents hommes qu'on débarquerait sur les côtes d'Angleterre et d'Ecosse pour y brûler et rançonner les villes et les villages, afin de mettre un terme aux dévastations de même nature commises en Amérique par les Anglais. Je l'ai remercié, en lui disant que je n'approuvais pas un tel projet; que je n'avais pas de fonds pour le mettre à exécution, que d'ailleurs le gouvernement de France ne le permettrait point.

» Un autre est venu me demander de le recom-

Digitized by Google

mander au gouvernement, pour une invention par laquelle un hussard pourrait cacher ses armes, son uniforme et des provisions pour vingt-quatre heures, de manière à ne paraître qu'un voyageur ordinaire. Par ce moyen, un corps considérable pourrait s'introduire un à un dans une ville, sans donner aucun soupçon, et se rassemblant ensuite, s'en emparer par surprise. Je lui ai répondu que n'étant pas militaire, je ne pouvais juger d'un pareil projet, et je lui ai conseillé de s'adresser au bureau de la guerre. Il m'a dit qu'il n'y connaissait personne, et qu'on ne ferait pas attention à lui. — Le nombre de projets ridicules qu'on me propose est si considérable, et ils m'ont pris une si grande partie de mon temps jusqu'à présent, que je commence à n'en plus écouter aucun, quoiqu'il soit possible qu'il s'en trouve qui méritent d'être examinés.

» J'ai reçu un paquet d'un physicien inconnu (1), qui soumet à mon examen un *Mémoire sur le feu élémentaire*, contenant des expériences dans une chambre obscure. Il paraît bien écrit : il est en anglais, avec une teinte de gallicisme ; je ne puis en juger sans voir les expériences ».

Vers le commencement de 1781, le docteur Franklin, d'après son âge, ses infirmités, et la

(1) On apprit depuis que ce physicien inconnu était Marat, d'infâme mémoire.

Digitized by Google

sujétion que lui imposaient les affaires, commença à se trouver fatigué de sa place de ministre à la cour de France, et demanda son rappel, comme le constate l'extrait ci-après d'une lettre officielle qu'il écrivit au président du congrès, le 12 mars 1781.

... « Il faut maintenant que vous me permettiez de vous parler un instant de moi, objet dont je n'ai pas souvent importuné le congrès. J'ai passé ma soixante-quinzième année, et je trouve que la longue et sévère attaque de goutte que j'ai éprouvée l'hiver dernier m'a considérablement affoibli, et que je suis encore bien loin d'avoir recouvré les forces du corps. Je ne vous dirai pas qu'il en est de même de ma tête, je serai peut-être le dernier à m'en apercevoir; mais je sens une grande diminution d'activité, qualité essentielle, à mon avis, pour votre ministre en cette cour. Je crains donc que vos affaires ne souffrent un jour ou l'autre de mon insuffisance. Je trouve aussi que ce poste est trop pesant pour moi, et qu'il me tient trop renfermé. La nécessité d'être toujours chez moi pour recevoir et accepter vos lettres de change (chose étrangère à mes fonctions ministérielles), pour ma correspondance, enfin pour remplir tous les devoirs de ma place, m'empêchent de prendre l'air et de faire de l'exercice, comme mes voyages annuels m'y ont accoutumé; ce qui contribuait beaucoup à la conservation de ma santé. Enfin il existe une foule

Digitized by Google

de petits soins particuliers qu'exigent mes infirmités, et qui sont peut-être nécessaires à un vieillard pour lui conserver l'existence, et les affaires y mettent souvent obstacle. J'ai été employé aux affaires publiques; j'ai joui de la confiance de mes concitoyens, de manière ou d'autre, depuis le long terme de cinquante ans, honneur suffisant pour satisfaire une ambition raisonnable, et je n'ai plus que celle du repos. J'espère que le congrès voudra bien me l'accorder, et envoyer quelqu'un pour prendre ici ma place. Je le prie en même temps d'être bien assuré que ce n'est ni le moindre doute du succès de la cause glorieuse qu'il soutient, ni aucun désagrément que j'aurais pu avoir dans ma place, qui me font désirer ma retraite; je n'ai bien véritablement d'autres motifs que ceux que je viens de déduire. Comme je ne puis m'exposer en ce moment aux fatigues d'un voyage par mer, le dernier ayant déjà été presque au-dessus de mes forces; et ne voulant pas d'ailleurs m'exposer au risque d'être fait prisonnier en ce temps de guerre, je me propose de rester ici au moins jusqu'à la paix, peut-être tout le reste de ma vie. Si mon successeur pense que les connaissances et l'expérience que j'ai acquises en cette cour puissent lui être utiles, je serai tout disposé à l'en aider, ainsi que de l'influence qu'on peut me supposer, et de mes avis, s'il les désire ».

Le docteur Franklin, dans une lettre à un de

Digitized by Google

ses amis, en date du 24 août suivant, parle ainsi qu'il suit du refus que fit le congrès de satisfaire à sa demande.

« Le congrès m'a fait l'honneur de refuser ma démission. Il insiste pour que je continue mes fonctions jusqu'à la paix : il faut donc que je m'occupe encore d'affaires, et, grâce à Dieu, ma santé et mes moyens sont améliorés depuis quelque temps. Ce sera peut-être une double mortification pour les ennemis dont vous me parlez que de voir que, tandis que je demande comme une grâce de cesser des fonctions dont ils voudraient que je fusse privé, je me trouve obligé de les continuer; mais de pareilles considérations ne doivent jamais influer sur notre conduite. Nous devons toujours faire ce qui nous paraît le mieux, sans trop nous inquiéter de ce que les autres en pensent. J'appelle ce refus du congrès un honneur, et je le regarde comme plus grand que ma première nomination, quand je réfléchis que, ni les désirs de mes ennemis, ni ma propre demande, n'ont pu m'obtenir un successeur ».

En conséquence de la décision du congrès, Franklin crut devoir continuer ses fonctions, malgré toutes considérations personnelles, et il resta encore en place pendant plusieurs années, au grand avantage de son pays.

Un ami du docteur Franklin lui ayant écrit

Digitized by Google

pour l'engager à continuer ses fonctions, et lui ayant fait à cette occasion quelques complimens, le docteur lui répondit :

..... « Votre comparaison avec la pierre qui est la clef d'une arche est sans doute fort jolie, et a pour but de me rendre satisfait de ma situation. Mais je suppose que vous avez entendu raconter notre histoire de *la herse*. Si vous ne la connaissez pas, la voici :

« Un fermier de nos campagnes envoya deux de ses domestiques emprunter une herse chez un de ses voisins, et leur dit de l'apporter à eux deux sur leurs épaules. Quand ils la virent, l'un d'eux, qui ne manquait pas d'esprit, dit : « A quoi pense » notre maître de n'envoyer que deux hommes » pour porter cette herse ? Il n'y a pas sur la terre » deux hommes en état de la porter. — Bon, dit » l'autre, qui était fier de sa force, que me parlez-» vous de deux hommes ? un homme seul peut » la porter. Aidez-moi à la charger sur mes épau-» les, et vous verrez ». Comme il marchait chargé de ce fardeau, son camarade s'écriait : « Comme » vous êtes fort ! je ne l'aurais jamais cru. Vous » êtes un Samson. Il n'y a pas deux hommes » comme vous en Amérique. Quelle force éton-» nante le ciel vous a donnée ! Mais vous vous » tuerez ; mettez la herse à terre, et nous la por-» terons ensemble. — Non, non, reprit l'autre, » que les complimens encourageaient plus que le » fardeau ne le fatiguait ; vous verrez que je suis

Digitized by Google

» en état de le porter jusqu'à la maison. » Il y réussit effectivement. Quant au dénouement, je crains que mon imitation ne vaille pas l'original ».

La trahison du général américain Arnold fit à cette époque beaucoup de bruit en Amérique et en Europe. Les causes qui l'avaient occasionnée, et les circonstances dont elle fut accompagnée ayant donné lieu à des versions tout-à-fait différentes, nous allons donner des extraits de deux lettres écrites, peu de temps après cet événement, au docteur Franklin par deux de ses correspondans d'Amérique. Ils jetteront peut-être quelque jour sur cet événement extraordinaire, qui manqua d'être fatal à la cause de la liberté américaine.

New-Port, Rhode-Island, 10 octobre 1780.

..... « Vous recevrez, par ce bâtiment, un détail de la trahison et de l'apostasie d'un de nos plus grands généraux qui passa à l'ennemi le 25 septembre dernier. Heureusement sa perfidie fut découverte avant qu'il eût pu exécuter ses projets. Le général Arnold a enseveli toute sa gloire militaire, et l'histoire couvrira son nom d'opprobre et d'infamie. Il sera méprisé non-seulement par nous, citoyens des États-Unis, mais par toutes les nations de l'Europe, et dans tous les siècles à venir. Il y a tout lieu de croire qu'en projetant

Digitized by Google

de livrer aux Anglais West-Point, le 27 septembre, il voulait aussi remettre entre leurs mains le général Washington et le ministre de France. Son excellence le chevalier de la Luzerne m'a dit que passant par West-Point le 24, veille du jour où le complot fut découvert, le général Arnold le pressa, jusqu'à l'importunité, d'y rester quatre ou cinq jours. Arnold savait aussi que le général Washington devait s'y trouver vers le même temps, à son retour d'une entrevue avec les officiers français à Hartford. La désertion du général Arnold est une perte pour l'Amérique ; mais elle est si fertile en patriotes que nous pouvons en perdre tous les ans un ou deux des plus distingués, sans danger sérieux pour la cause glorieuse de l'indépendance et de la liberté. Les renseignemens qu'il pourra donner sont le plus grand mal qu'il puisse nous faire. Au surplus l'armée américaine est maintenant dans un état si respectable, que les détails que l'ennemi en apprendra nous seront plus utiles que nuisibles. L'exécution faite très-à-propos le 2 de ce mois du major André, adjudant-général de l'armée anglaise, qui l'avait séduit, empêchera probablement de pareils complots à l'avenir.

» Le congrès, et les assemblées de tous les états, montrent toujours une fermeté inébranlable. Leur soutien consiste dans l'union cordiale de la grande masse du peuple, en dépit des efforts des

Digitized by Google

Toris (1), et des amis du gouvernement anglais, qui cherchent à se mêler partout, et dont les travaux, comme ceux de Sysiphe, se bornent à rouler le rocher qui retombera sur eux.

» La tempête dure encore; mais notre vaisseau finira par entrer dans le port. Nous jouissons en espérance des douceurs du calme, et nous ne doutons nullement du triomphe de la liberté américaine ».

Philadelphie, 12 octobre 1780.

« La découverte miraculeuse qu'on vient de faire du complot d'Arnold, qui paraît avoir été médité depuis long-temps, a fait croire que Rodney avait en vue quelque chose de plus que de déjouer simplement les projets du comte de Guiche.

» Dans la fermentation d'une révolution comme celle-ci, quand il existait des relations d'amitié, d'intimité, entre des gens qui ont embrassé des partis différens; quand des hommes, animés de bonnes intentions, se sont rangés les uns contre les autres; quand des caractères si opposés ont pris part à la contestation, il n'aurait été ni étrange, ni extraordinaire qu'il se fût trouvé des

(1) Nom donné en Angleterre au parti ministériel. (*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

conspirateurs. Mais, pour l'honneur de notre armée, Arnold est le premier, et je crois le seul officier américain, qui, pendant cette guerre, ait conçu le dessein de trahir sa patrie. Vous connaissez son caractère; il était brave, mais avare; aimant la représentation, et peu scrupuleux sur les moyens de se procurer de l'argent pour en soutenir les dépenses. Il avait épousé une jeune femme qui avait été distinguée par les chevaliers de lord Howe, et dont le père ne se fesait pas remarquer par son attachement pour la cause américaine. Les dépenses auxquelles Arnold se livrait à Philadelphie avaient épuisé ses finances; les comptes qu'ils rendit subirent un examen sérieux à la trésorerie, et le résultat n'en fut pas à l'avantage de son honneur ni de son honnêteté; ce qui, joint au désagrément qu'il éprouva relativement à *l'Active*, et à la décision de la cour martiale, qui prononça sur la plainte du conseil de Pensylvanie, lui aigrit le caractère, et fit de lui l'homme qui convenait aux vues de Clinton. Des lettres trouvées parmi ses papiers, prouvent que le capitaine André, l'un des aides-de-camp de sir H. Clinton, avait entamé une correspondance avec mistress Arnold, en 1779, sous prétexte de lui fournir des articles de modes. Je ne puis dire si elle continua jusqu'à ce que le complot de livrer West-Point à l'ennemi eût atteint sa maturité; mais ce qui prouve que ce projet se tramait depuis long-temps, c'est que tandis que l'ennemi

Digitized by Google

fesait des préparatifs pour exécuter son projet, tout en annonçant hautement une attaque contre la Virginie, les mêmes bruits couraient dans le camp de lord Cornwalis, dans la Caroline du sud, et l'on y prenait des mesures pour nous faire croire que son intention était de seconder cette expédition, en traversant la Caroline du nord, pour faire sa jonction avec sir Henry Clinton, lors de son entrée en Virginie. Dans le même temps Rodney arrivait à New-York, et l'on croit que le projet des Anglais était, dès qu'ils auraient eu West-Point en leur pouvoir, de couper toute communication entre les états de l'ouest et ceux du sud, et de tourner toutes leurs forces contre la flotte française à Rhode-Island. Il est vrai que ce n'est qu'une conjecture; mais le plan était vaste, et si Rodney eût réussi, il aurait terminé l'année d'une manière aussi brillante qu'il l'avait commencée. La Providence, en découvrant ce complot, a anéanti les projets de nos ennemis».

La lettre suivante, écrite par le docteur Franklin au marquis de La Fayette, qui servait alors dans l'armée américaine, fait aussi mention de la trahison d'Arnold, et fait allusion au prix, à la récompense qu'il en reçut du gouvernement britannique : on la trouvera d'ailleurs intéressante, par d'autres motifs encore.

Digitized by Google

Au marquis de La Fayette.

Passy, 14 mai 1781.

« MON CHER MONSIEUR,

» Vous êtes un excellent correspondant, ce que je ne mérite pas, car j'en suis un fort mauvais : la vérité est que j'ai trop d'affaires, dont une grande partie sont étrangères à mes fonctions officielles, et elles mettent obstacle à la régularité de ma correspondance avec mes amis. Je n'en suis pas moins extrêmement sensible à la bonté que vous avez de m'envoyer si souvent des nouvelles détaillées de l'état des affaires en Amérique, et en me faisant voir par vos lettres que votre santé et votre zèle pour notre pays sont toujours les mêmes.

» J'espère qu'en ce moment le vaisseau qui a l'honneur de porter votre nom, est arrivé en Amérique ; il y porte des effets d'habillement pour environ vingt mille hommes, des armes, des munitions, etc. ; ce qui vous fournira une partie de ce qui vous manque. Le colonel Laurens vous portera une autre cargaison, si la Providence favorise son passage : vous recevrez par cette occasion une lettre de moi plus détaillée.

» Vos amis ont appris que vous avez marché contre le traître Arnold : ils sont impatiens d'apprendre vos succès et sa punition. Je vous envoie

Digitized by Google

copie d'une lettre qui lui a été adressée par son agent en Angleterre, et qui a été prise par un de nos croiseurs. Elle fait deviner comment sa trahison a été payée et récompensée. Misérable cupidité, quand on réfléchit à l'infamie dont il s'est couvert ainsi que sa famille !

» Les Anglais sont en beau chemin de se faire encore plus d'ennemis : ils jouent en désespérés. La fortune peut leur être favorable comme elle l'est quelquefois à un joueur qui a perdu la tête ; mais leur tyrannie dans l'est leur a fait des ennemis de toutes les puissances de ce pays, et je ne leur connais pas un seul ami dans tout l'occident. S'ils perdent leur commerce de l'Inde, qui est aujourd'hui leur principal soutien, et une bataille sur mer, leur crédit est perdu et leur pouvoir anéanti. C'est ainsi que les empires comme les individus se ruinent par l'orgueil, la folie et l'extravagance. M. La Motte Piquet leur a arraché d'entre les dents une bonne partie de la proie qu'ils avaient saisie dans les Indes occidentales, car il leur a capturé vingt-deux voiles qu'ils avaient prises et qu'ils envoyaient en Angleterre. Un de nos corsaires en a pris deux qu'il a conduites dans le port de Brest, et deux autres ont été brûlées : elles étaient trente-quatre de compagnie, escortées par deux vaisseaux de ligne et deux frégates qui ont pris la fuite ; mais on n'a pas encore appris leur arrivée dans un port britannique.

Digitized by Google

» Je crois qu'on a eu raison d'envoyer ici le colonel Laurens qui pouvait parler avec connaissance de cause de l'état de l'armée : il a obtenu tout le succès qu'on pouvait raisonnablement espérer, sinon tout ce qu'on désirait. Il a parfaitement justifié le témoignage que vous en avez rendu, et il emporte avec lui toute mon estime; mais il aurait préféré avec raison un peu plus d'argent pour une armée qu'il chérit. L'amitié de cette cour est toujours ferme et solide, et elle fait pour nous tout ce qu'elle peut; mais ne pouvons-nous pas faire un peu plus pour nous-même? Mon successeur (car j'ai prié le congrès de m'en envoyer un) la trouvera dans les meilleures dispositions à notre égard, et j'espère qu'il aura soin de les entretenir. Vous qui connaissez les hommes marquans des deux pays, vous seriez peut-être meilleur juge qu'aucun membre du congrès pour faire choix d'une personne qui convienne à ce poste. Je voudrais que vous puissiez donner votre avis lorsqu'il en sera question dans cette assemblée : je suis fatigué depuis long-temps du métier de ministre, et je voudrais goûter un peu de repos avant de m'endormir tout de bon, et pour toujours. Je croyais pouvoir tenir jusqu'à la paix, mais comme je ne la vois qu'à une distance plus éloignée que la fin de mes jours, je commence à m'impatienter : je ne penserais pourtant pas à me retirer des affaires publiques, si je ne croyais

Digitized by Google

facile au congrès, aidé de vos conseils, de trouver un homme plus en état que moi de les diriger.

» Que le ciel vous protége et couronne du succès tous vos travaux.

» Je suis avec la plus haute estime et la plus sincère affection,

» Mon cher Monsieur, votre, etc.

» B. FRANKLIN. »

Malgré les occupations nombreuses et importantes du docteur Franklin, il s'amusait quelquefois à composer et à imprimer lui-même, au moyen d'un petit assortiment de caractères et d'une presse qu'il avait chez lui, des plaisanteries, des jeux d'esprit, des bagatelles qu'il écrivait principalement pour l'amusement de ses amis intimes. De ce nombre furent deux articles qu'il imprima sur une demi-feuille de mauvais papier, pour imiter en quelque sorte un journal de Boston, et il les intitula tous deux *Supplément à la Chronique indépendante de Boston.* Pour rendre la déception plus complète, non-seulement il imita les caractères et le papier qu'on employait dans ce journal, mais il inséra dans ce prétendu supplément des annonces et avis divers semblables à ceux que le véritable contenait ordinairement. Son projet était de les envoyer en Angleterre, pour que les journaux anglais, trompés par les apparences, et ne soupçonnant pas la ruse, insérassent de nouveau dans leurs colonnes ces

Digitized by Google

deux pièces qui devaient faire honte au gouvernement anglais.

Les nouvelles qu'on recevait de la manière cruellement horrible dont les Indiens alliés de la Grande-Bretagne fesaient la guerre en Amérique, donnèrent lieu au premier article. Ces barbares massacraient les cultivateurs sans défense, leurs femmes, leurs enfans, et enlevaient leurs chevelures, pour gagner la récompense qui leur était promise, et qui était proportionnée à leur nombre. On disait qu'ils en avaient ainsi tué deux mille.

On y supposait que dans une expédition contre les Indiens, on leur avait pris huit caisses remplies de chevelures arrangées avec beaucoup d'ordre, en distinguant celles des hommes, des femmes et des enfans; celles des individus massacrés chez eux, ou tués en combattant, etc. Il s'y trouvait une lettre des chefs de ces Indiens, supposée écrite au gouverneur du Canada, pour lui en faire l'envoi. Enfin le tout se terminait par un article de Boston, où l'on disait qu'après avoir délibéré sur ce qu'on ferait de ces chevelures, on avait résolu de les envoyer en Angleterre; qu'en conséquence on en avait fait différens paquets, un pour le roi, contenant un échantillon de chaque espèce de chevelure, pour en orner son Muséum; un autre pour la reine, contenant des chevelures de femmes et d'enfans; le reste devait;

Digitized by Google

être adressé aux deux chambres du parlement, et les évêques devaient avoir double part.

La seconde pièce était une lettre supposée écrite par le commodore Paul Jones. Elle prenait son origine dans un mémoire présenté par sir Joseph Yorke, ambassadeur d'Angleterre en Hollande, pour réclamer *le Sérapis* et *la Comtesse de Scarborough*, bâtimens qu'avait pris et qu'avait conduits dans un port de ce pays l'escadre commandée par Paul Jones, qui était nommé dans ce mémoire *le pirate Paul Jones d'Écosse, sujet rebelle, et criminel d'état.* Il s'y disculpe de l'accusation d'être un pirate, en démontrant qu'un pirate est l'ennemi de toutes les nations, et qu'il n'est que celui de l'Angleterre; qu'un pirate ne se bat que pour l'amour du pillage, et qu'il n'a pris les armes que pour défendre la liberté, les propriétés et la vie des Américains. Il se justifie ensuite de l'accusation de rébellion, en rappelant les principes des Whigs, portant que tout sujet anglais a droit de refuser au roi ce que le roi n'a pas le droit de lui demander, et que de même que les sujets peuvent en certains cas être privés de leurs droits sur leurs biens, ainsi les rois peuvent perdre les leurs sur leurs états (1). Il

(1) Ces principes sont ceux qui étaient mis en avant par les partisans de la révolution qui priva Jacques II du trône

Digitized by Google

finit par démontrer que les nœuds qui unissaient l'Amérique à l'Angleterre ont été rompus par le roi lui-même, en violant les droits constitutionnels des Américains, en les déclarant hors de sa protection, en leur fesant la guerre, en ruinant leur commerce, en excitant les sauvages à les massacrer, en brûlant leurs villes, etc. (1).

Le docteur Franklin avait une grande opinion

---

d'Angleterre, et les membres du parti de l'opposition se donnent encore le nom de Whigs.

(*Note du traducteur.*)

(1) *Anecdote sur Paul Jones.* — L'équipage de Paul Jones s'étant emparé de la maison de lord Selkirk, prit toute son argenterie et l'emporta à bord. Paul Jones écrivit à lord Selkirk une lettre où il lui avouait franchement qu'il avait eu dessein de se rendre maître de sa personne, et qu'il l'aurait gardé prisonnier comme un homme qui pouvait être important en cas d'un cartel d'échange; mais il désavoua le vol de son argenterie, dit qu'il avait été fait par les gens de son équipage, contre ses ordres, parce qu'ils voulaient se dédommager des dangers qu'ils avaient courus et des fatigues qu'ils avaient essuyées dans la baie de Kirkcudbright quelques jours auparavant, en essayant de mettre le feu aux bâtimens qu'on construisait dans le port de Whitehaven; enfin, il l'informait que son argenterie était en sûreté, et qu'il saisirait la plus prochaine occasion de la lui faire remettre. Il l'envoya effectivement ensuite chez le banquier de lord Selkirk à Londres. Ceux qui douteront de la vérité de cette anecdote peuvent consulter les *Additions au Voyage aux lacs d'Écosse par Gilpin;* ils l'y trouveront confirmée par le témoignage de lord Selkirk lui-même.

Digitized by Google

de l'effet que des journaux bien écrits peuvent produire sur l'esprit public, ainsi qu'on le verra par l'extrait d'une lettre qu'il écrivit au docteur Price le 13 juin 1782.

« Je vous félicite sur la dernière révolution qui vient d'avoir lieu dans vos affaires publiques. Il peut en résulter beaucoup de bien, quoique peut-être pas autant que les hommes de bien et les nouveaux ministres eux-mêmes peuvent le désirer ou l'espérer. Je vois dans le changement qui s'est opéré dans l'esprit de la nation anglaise, l'effet évident de vos écrits, de ceux de feu notre ami M. Burgh, et d'autres membres de notre estimable club. Ce doit être pour vous un encouragement à continuer. Les anciens orateurs, grecs et romains, ne pouvaient parler qu'aux citoyens rassemblés à portée de les entendre; leurs écrits produisaient peu d'effet, parce que la grande masse du peuple ne pouvait les lire. Aujourd'hui, grâce à la presse, nous pouvons parler aux nations; et de bons livres, des pamphlets bien écrits ont une influence considérable et générale. La facilité avec laquelle les mêmes vérités peuvent se répéter, en les plaçant sous différens jours dans les journaux que chacun lit, donne un grand moyen de les faire reconnaître: enfin nous voyons aujourd'hui non-seulement qu'il faut battre le fer tandis qu'il est chaud, mais qu'on peut l'échauffer à force de le battre ».

Dans le mois de juin 1782, M. Jones, depuis

Digitized by Google

sir William Jones, si éminemment distingué par ses vertus, son génie et ses connaissances, vint à Paris avec feu M. Paradise, dans l'intention de se rendre de là en Amérique : ils étaient liés d'une étroite amitié. L'objet du voyage de M. Jones, dit lord Teignmouth dans la vie de ce dernier, était d'obtenir la restitution d'un domaine considérable que M. Paradise était menacé de perdre, en vertu d'une résolution du congrès, s'il ne comparaissait en personne pour le réclamer. Il ajoute : « M. Jones parle dans sa correspondance du motif de son voyage; et son témoignage doit être concluant contre les conjectures et les insinuations qu'on répandit dans le temps pour supposer une autre cause à son départ. L'irrésolution de son ami, augmentée par une indisposition, empêcha l'exécution de ce projet, et M. Jones s'étant procuré un passeport de Franklin, ministre d'Amérique à la cour de France, revint en Angleterre par la Normandie et la Hollande ».

L'éditeur ne connaît pas le compte rendu par sir William Jones des motifs qu'il avait pour se rendre en Amérique; mais à Passy, où lui et M. Paradise allèrent plusieurs fois voir le docteur Franklin, M. Jones ne donna d'autre raison de son voyage que le désir d'accompagner son ami, et de satisfaire sa curiosité, en voyant un pays des droits duquel il avait toujours été l'avocat. M. Paradise n'avait jamais été le client de M. Jones,

Digitized by Google

malgré l'amitié qui les unissait, parce qu'il n'avait jamais eu de procès en Angleterre; et il n'avait aucun besoin d'emmener en Amérique un homme de loi, puisque sa présence suffisait pour éviter la confiscation prononcée contre les biens des propriétaires absens qui résidaient dans un pays avec lequel les États-Unis étaient alors en guerre: confiscation qu'il évita même, sans avoir besoin d'avocat, et sans avoir été en Amérique, si ce n'est cinq ans après la paix. Ce motif ne pouvait donc pas être la véritable cause du voyage de M. Jones; et dans le fait, d'après quelques mots qui lui échappèrent dans une conversation avec M. Jay, l'un des plénipotentiaires américains, celui-ci soupçonna violemment que son véritable dessein était de tâcher d'y engager des personnes en crédit à accepter une réconciliation avec l'Angleterre, à des conditions plus favorables, ou moins humiliantes qu'une indépendance absolue. Ce soupçon augmenta encore lorsqu'il eut lu dans un écrit que M. Jones lui remit imprudemment, et qui contenait le détail des séances d'une société dont ce dernier était membre, qu'il y avait annoncé son intention de quitter incessamment l'Angleterre *pour une mission* dont le but était l'avantage et la prospérité de ce pays. M. Jay en fut tellement frappé, qu'il saisit la première occasion d'écrire à ses amis du congrès pour leur recommander de se tenir en garde contre tout ce que pourrait leur dire M. Jones. Mais quelque ait

Digitized by Google

été le dessein dans lequel M. Jones voulait se rendre en Amérique, il fut si mécontent de le voir échouer à Nantes, par la timidité de M. Paradise, qui refusa d'aller plus loin, qu'il le quitta, et n'eut plus aucune relation avec lui pendant tout le reste de sa vie.

Tandis que M. Jones était à Paris, il remit au docteur Franklin l'écrit suivant, intitulé *Fragment de Polybe*. Il était certainement rédigé dans la vue d'amener ce genre de réconciliation qui devait, comme on le suppose, être le véritable but du voyage qu'il projetait. Nous espérons que le mérite intrinseque de ce morceau, et la réputation de son auteur en rendront la lecture agréable. On peut le considérer comme une pièce diplomatique qui s'élève bien au-dessus de la classe ordinaire. Le lecteur en découvrira facilement les allusions.

FRAGMENT *du Traité de Polybe sur le gouvernement d'Athènes.*

« Athènes avait été long-temps l'objet de l'admiration universelle, et par conséquent de l'envie. Sa marine était invincible, son commerce immense; l'Europe et l'Asie versaient leurs trésors dans son sein. Tous ses citoyens étaient intrépides, et la plupart vertueux: mais il s'en trouvait qui étaient infectés de principes peu favorables à la liberté. Il en résulta qu'il s'y établit une sorte d'oligarchie. Les conseils de l'astuce furent

Digitized by Google

regardés comme la suprême sagesse, et les Athéniens ne sentant plus eux-mêmes tout le prix de leur liberté, commencèrent à attaquer celle de leurs colonies et des états qu'ils avaient jusque alors protégés. Leurs prétentions arrogantes à une domination sans bornes força les habitans de Chio, de Cos, de Rhodes et de Lemnos à se joindre à neuf autres petites colonies pour entreprendre une guerre sociale qu'elles commencèrent avec une ardeur inconcevable, et qu'elles continuèrent avec un enthousiasme sans égal et presque au-dessus de toute croyance. Ils furent assistés ouvertement par Mausole, roi de Carie, dans la capitale duquel les Isles-Unies avaient envoyé un philosophe nommé *Eleutherion*, illustre par la connaissance qu'il avait acquise des lois de la nature, par un jugement solide, une vertu irréprochable, et le zèle le plus ardent pour la cause de la liberté. La guerre avait duré trois ans, avait donné lieu de part et d'autre à une foule de traits de valeur; et les alliés déployaient autant de fermeté que les Athéniens montraient de violence. Ceux-ci envoyèrent pourtant des commissaires à Rhodes, dans le dessein de proposer des termes d'arrangement; mais les alliés, peut-être avec trop d'opiniâtreté, refusèrent d'écouter aucune proposition avant que les magistrats et le peuple d'Athènes eussent reconnu leur indépendance absolue. Ce fut peu de temps après qu'un Athénien, qui avait été pupille d'Isée en même

Digitized by Google

temps que Démosthènes, et qui avait commencé à se faire connaître en plaidant différentes causes, fit un voyage en Carie pour une affaire d'un de ses cliens. C'était un homme sans autorisation, sans emploi, sans liaisons politiques; il était indépendant par sa fortune comme par ses principes, n'admettait d'autre pouvoir, après la Providence, que celui des lois, et ne reconnaissait pour lois que celles que la justice et la vertu avaient dictées, que la sagesse avait confirmées, et que son pays avait librement acceptées. Il avait connu à Athènes le sage *Eleutherion*, et ayant renoué connaissance avec lui, il lui exprimait un jour son désir de voir une paix générale s'établir à des conditions qui feraient naître le plus grand bien du plus grand mal. « Ce serait, dit-il, une œuvre qui ne serait pas in» digne des pouvoirs divins; et si des mortels pou» vaient y réussir, ils agiraient comme ces êtres » bienfesans que Socrate croyait être les amis et » les gardiens constans de l'espèce humaine ».

» Quant aux nations unies, ajouta-t-il, je les approuve, je les admire, je leur porte presque envie. Je suis même presque tenté de souhaiter d'être né à Chio ou à Rhodes. Mais qu'elles sachent se contenter du prix de la vertu qu'elles ont déjà remporté. Je ne le cède à aucun de vos compatriotes, ô Eleutherion! en amour de la liberté; mais elle me semble bien plus aimable quand elle a la paix pour compagne. On ne peut attendre de cette union que le plus grand bon-

Digitized by Google

heur que notre nature puisse atteindre, et c'est une union qui ne dépend à présent que d'un mot.

» Que les confédérés se contentent de jouir réellement de cette indépendance qu'ils se sont assurée, et le mot s'ensuivra nécessairement.

» Qu'ils ne blessent pas l'orgueil naturel et peut-être excusable d'Athènes, et qu'ils n'en exigent aucune concession qui puisse dégrader aux yeux de la Grèce un peuple avec lequel ils sont et doivent être unis par le langage, le sang, les mœurs, l'intérêt et les principes. La gloire est aux nations ce que la réputation est aux individus : un vain son, mais important et essentiel. Il sera glorieux pour Athènes de reconnaître qu'elle a commis une erreur en essayant de réduire les îles; mais reconnaître qu'il lui est impossible de les réduire, si cette impossibilité existe, ce serait faire un aveu de faiblesse trop public, et elle perdrait son rang parmi les puissances de la Grèce.

» Mais quelques avis que je pusse donner, si l'on voulait les écouter, je sais et je déclare positivement que, tant qu'Athènes sera Athènes, jamais elle ne reconnaîtra *expressément* l'indépendance des îles. Ses ressources ne sont certainement pas inépuisables, mais ni nous ni nos enfans ne les verrons s'épuiser. Tous les partis sont réunis pour cette résolution. Moi qui ne suis d'aucun parti, je pense différemment. Mais que peut une voix isolée dans une si vaste multitude?

Digitized by Google

Cependant l'offre qu'on a faite aux îles de conditions d'un traité, n'était-elle pas une reconnaissance tacite de leur indépendance, et n'est-ce pas la reconnaître que de traiter avec elle? Une reconnaissance *expresse* n'est que de *forme* à l'égard des confédérés, mais les préjugés humains en font une affaire de *fond* pour Athènes.

» Qu'on écarte donc cet obstacle; il est léger, mais il est fatal: tant qu'il existera, des milliers d'hommes périront. Dans la guerre, le hasard aveugle présidera toujours à bien des événemens. Une tempête, une chute de neige peut rendre inutiles tous vos efforts en faveur de la liberté; que des commissaires pris des deux côtés se réunissent donc, et c'est en n'insistant pas sur une reconnaissance préliminaire d'indépendance, que les insulaires parviendront à se l'assurer à jamais.

» Mais l'indépendance n'est pas une désunion; Chio, Cos, Rhodes, Lesbos, etc., sont unies, et cependant indépendantes les unes des autres. Elles sont jointes ensemble par un lien commun; mais elles ont des formes et des constitutions différentes. Ce sont des pierres de diverses couleurs, dont on a formé un bracelet. Une telle union ne peut avoir lieu qu'entre des états qui, sous des formes différentes de gouvernement, possèdent un bien qui leur est commun, la liberté. Les républiques peuvent former des alliances avec des monarchies arbitraires, mais non une union

Digitized by Google

fédérale. Si Athènes était gouvernée par la *volonté* d'un monarque, elle ne pourrait jamais figurer avec les îles; car ce serait réunir des choses non pas différentes, mais contraires. Mais elle est et sera toujours gouvernée par les lois seules; c'est-à-dire, par la volonté du peuple, qui est la seule loi. Son archonte, même quand il était perpétuel, n'avait pas les droits qui appartiennent essentiellement au monarque. La constitution d'Athènes était donc, si nous voulons la bien définir, *une république, avec un administrateur* perpétuel des lois. On peut donc former naturellement une union entre Athènes et les états les plus libres.

» Il existe entre elle et les îles une union naturelle, instituée par les dieux, et que tous les pouvoirs des enfers ne peuvent dissoudre. Des hommes qui parlent la même langue, qui reçoivent la même éducation, et souvent dans le même endroit, professant les mêmes principes, issus des mêmes ancêtres à un degré peu éloigné; unis les uns aux autres par mille relations de parenté, d'alliance et d'amitié; de tels hommes, quoi qu'en puisse dire un ressentiment temporaire, ne peuvent jamais, au fond de leur cœur, se regarder comme étrangers.

» Qu'ils se rassemblent donc avec des dispositions fraternelles et pacifiques, et que ce soit là le plan et le fondement du traité suivant.

« Art. Ier. Les Cariens seront compris dans la pacification, et il leur sera accordé des avantages

Digitized by Google

qui leur feront préférer la paix à la continuation d'une guerre hasardeuse.

» Art. II. L'archonte, le sénat et les magistrats d'Athènes, reconnaîtront formellement les droits de tous les citoyens athéniens, de tous les ordres; et toutes les anciennes lois à ce sujet seront réunies en une seule. Il n'y aura pas d'esclaves en Attique.

» *Note.* En fesant un préliminaire de cet article, les insulaires prouveront leur affection pour le peuple d'Athènes, leur amitié sera cimentée et fixée sur une base solide; et, comme je l'ai dit, le plus grand bien naîtra du plus grand mal.

» Art. III. Il y aura une parfaite union entre Athènes et les treize Isles-Unies. Elles ne considéreront pas cette ville comme une mère à qui elles doivent obéir, mais comme une sœur aînée qu'elles ne peuvent s'empêcher de chérir, et à qui elles accorderont prééminence d'honneur, et égalité de pouvoir.

» Art. IV. Les nouvelles constitutions des îles confédérées continueront à subsister.

» Art. V. Toutes les fois qu'il s'agira de passer quelques actes pour le bien général, on formera une assemblée de députés du sénat d'Athènes et du congrès des îles. Cette assemblée fixera la quotité des contributions qui devront être payées de chaque côté. Elles sera composée de cinquante Athéniens et de cinquante insulaires, ou d'un plus petit nombre.

Digitized by Google

» Art. VI. Si on le juge nécessaire et convenable, un nombre convenu d'Athéniens siégeront dans la grande assemblée des îles, et y auront voix consultative et délibérative sur tous les objets d'intérêt commun. Un nombre convenu d'insulaires siégeront de même dans l'assemblée d'Athènes, et y jouiront du même droit.

» *Note.* Cette représentation réciproque cimentera l'union.

» Art. VII. Il n'y aura d'obligation de faire la guerre que pour l'intérêt commun.

» Art. VIII. Le commerce aura toute liberté, pour l'avantage *général* des puissances unies.

» Art. IX. Une pleine et entière amnistie sera publiée dans toute la Grèce et dans toute l'Asie.

» Voilà, continua l'Athénien, l'ébauche d'un traité fondé sur la vertu et sur la liberté. Cette idée remplit et épanouit mon âme, et si elle ne peut se réaliser, je ne la croirai pas moins bonne, mais je n'en déplorerai que davantage la perversité du genre humain. Puisse l'Être éternel qu'adore l'homme sage et vertueux, et dont l'attribut est de changer en bien le mal que permet sa sagesse qu'on ne doit pas interroger, inspirer à tous les hommes le désir d'exécuter un tel plan ou quelque autre semblable! Si cela est impraticable, ô malheureuse nature humaine! Mais je suis bien convaincu que si..... plus au long..... le bonheur de tous..... »

Voilà tout ce qui reste de ce morceau intéres-

Digitized by Google

sant, sur lequel il aurait été bien utile en ce moment d'avoir les réflexions du sage Polybe.

La lecture de cette pièce classique et ingénieuse ne changea rien aux sentimens du docteur Franklin, relativement à l'indépendance absolue de sa patrie, comme on le voit par plusieurs lettres qu'il écrivit en Amérique immédiatement après, et surtout par celle qu'il adressa le 28 juin 1782 au secrétaire Livingston. Après avoir dit que les intentions du ministère britannique paraissaient depuis quelques semaines équivoques et incertaines, il ajoute: « On dirait que depuis le dernier succès qu'il a obtenu dans les Indes occidentales, il se repent un peu d'avoir été si loin dans la déclaration qu'il a faite relativement à la reconnaissance de notre indépendance; et nous savons de bonne part qu'une partie des ministres flattent encore le roi de l'espoir de recouvrer sa souveraineté sur nous, aux mêmes conditions qu'on impose maintenant à l'Irlande. Quelque disposés que nous pussions avoir été au commencement de nos divisions, à en accepter de semblables, soyez assurés que nous n'y trouverions aucune sûreté maintenant. *Le roi nous hait de tout son cœur.* Si on lui accorde le moindre degré de pouvoir sur nous, quelque part que ce puisse être dans notre gouvernement, on aura beau y fixer des limites, la corruption, l'astuce et la force ne tarderont pas à les étendre, jusqu'à ce que nous

Digitized by Google

retombions dans un assujettissement absolu. Cela sera d'autant plus facile, qu'en le reconnaissant de nouveau pour notre roi, nous attirerons sur nous le mépris de toute l'Europe, qui nous admire et nous respecte aujourd'hui, et nous ne trouverons plus à l'avenir un seul ami pour nous aider. On dit qu'il y a de la division dans le ministère sur plusieurs autres points. Ceux dont le but est d'augmenter le pouvoir de la couronne, font espérer au roi une réunion, et l'on assure qu'ils comptent beaucoup sur l'activité *d'agens secrets* qu'ils envoient en Amérique pour y disposer les esprits. Ils espèrent même pouvoir faire un traité séparé avec le général Carleton.».

Il n'existe aucun doute que quelques-uns des commissaires américains n'eussent de violens soupçons que M. Jones, à la sollicitation de son ami et de son protecteur, lord Shelburne, alors ministre, n'eût consenti à employer tous ses talens et tous ses efforts pour arriver à ce but. C'est au public à décider, d'après ce qui précède, jusqu'à quel point ces soupçons étaient fondés. Au surplus, lors de son retour en Angleterre, M. Jones exprima ses sentimens à ce sujet ainsi qu'il suit, dans une lettre qu'il écrivit à lord Althorp le 5 décembre 1782, et qui a été conservée dans sa vie par lord Teignmouth : « Quant à l'Amérique, je ne sais ce que.... en pense, mais ce que je sais, c'est que jamais la force ni la ruse ne feront renoncer les Américains à leur liberté ».

Digitized by Google

Les négociations pour la paix avec l'Amérique avaient eu lieu à Passy, directement ou indirectement, depuis le changement du ministère anglais. On en peut voir le détail dans les lettres qui forment la troisième partie de la correspondance de Franklin. On y reconnaîtra l'influence qu'a eue cet homme d'état et ce négociateur habile, pour amener l'Angleterre à faire la paix avec l'Amérique et à reconnaître définitivement son indépendance.

Nous croyons pourtant qu'on ne lira pas sans intérêt l'extrait de deux lettres écrites par le docteur Franklin peu de temps après la signature des préliminaires, parce qu'elles rendent compte de la manière dont la paix fut amenée, et qu'elles expriment ses sentimens sur cet heureux événement (1).

A l'honorable Robert R. Livingston.

Passy, 5 décembre 1782.

..... « Vous désirez connaître *tous les pas qui peuvent tendre à une négociation* : je vous envoie donc la première partie du journal que j'ai tenu. Divers accidens, une longue indisposition l'ont interrompu; mais, d'après les notes que j'ai

(1) Aucune de ces deux lettres ne se trouve dans l'édition *in*-4°. de *la Correspondance*, et la première seulement a été insérée dans l'édition *in*-8°. qui en a été donnée ensuite.

Digitized by Google

conservées, je pourrai le continuer, si cela est jugé convenable. Dans l'état où il se trouve aujourd'hui, il est à peine digne d'être mis sous les yeux du congrès, mais il ne l'est certainement pas de paraître devant le public; je le confie donc à votre prudence.

» L'arrivée de MM. Jay, Adams et Laurens m'a mis plus à mon aise. J'aurais été fâché qu'on m'eût laissé seul pour conclure le traité; j'en ai été d'autant plus charmé, que je suis certain que leur présence a fait grand bien à nos affaires.

» Une grande partie de l'été s'est passée à faire des objections sur les pouvoirs donnés par la Grande-Bretagne, et à écarter ces objections. On semblait d'abord avoir pris le plus grand soin de n'employer aucune expression qui pût impliquer une reconnaissance de notre indépendance; mais notre refus de traiter autrement décida à passer sur cette difficulté, et nous en vînmes alors à faire des propositions. Nous en fîmes d'abord, M. Jay et moi, avant l'arrivée des autres commissaires : elles furent envoyées à Londres par le plénipotentiaire anglais, pour être soumises à l'examen du roi. Quelques semaines après, un sous-secrétaire d'état, M. Strachey, arriva à Paris, et nous eûmes avec lui beaucoup de contestations sur les limites et sur d'autres objets. Nous fûmes d'accord sur quelques articles; il repartit pour Londres afin de les communiquer, et nous rapporta nos propositions partie adoptées, par-

Digitized by Google

tie refusées, quelques-unes changées, et d'autres ajoutées. Nous passâmes plusieurs jours à débattre et à discuter; enfin nous convînmes d'articles préliminaires, et nous les signâmes. Le ministère anglais combattit bravement pour obtenir deux points : l'un, que les faveurs accordées aux royalistes fussent augmentées; l'autre, que l'étendue de nos pêcheries fût diminuée. Nous les réduisîmes au silence sur le premier point, en les menaçant de produire un compte de tous les maux qu'ils nous avaient faits; et quant au second, lorsque les commissaires anglais nous dirent qu'ils ne pouvaient consentir à ce que nous demandions, et qu'il fallait qu'ils en référassent au ministère anglais, nous préparâmes aussi une nouvelle note à ce sujet, avec des faits à l'appui. Il paraît que, pour éviter cette nouvelle discussion, ils changèrent d'avis; ils ne parlèrent plus d'envoyer à Londres, et nous accordèrent notre demande.

» Vous trouverez dans les préliminaires quelques expressions inexactes et ambiguës, qui ont besoin d'explication, et qui peuvent s'expliquer dans le traité définitif. Comme le ministère britannique a rejeté notre proposition relative au commerce, et que la prohibition faite en Amérique de commercer avec l'Angleterre peut paraître ne pas devoir cesser d'exister par le seul fait d'un traité de paix, peut-être alors pourrons-nous, si le congrès nous donne des instructions

Digitized by Google

à cet effet, obtenir quelque indemnité pour le tort qui nous a été fait, comme condition pour rouvrir le commerce. Chacun des ministres anglais actuels, lorsqu'il fesait partie de la minorité, déclara *injuste* la guerre qu'on nous fesait; et s'il est une vérité claire aux yeux de la raison, c'est que la partie qui a injurié l'autre par une guerre *injuste*, lui doit réparation complète. Il est convenu aussi, par les préliminaires, que les Anglais, en évacuant nos villes, n'emporteront rien de ce qui y a été pillé; ce qui est en quelque sorte reconnaître que ce pillage n'aurait pas dû avoir lieu.

» Le motif qu'on nous a donné pour rejeter l'article relatif au commerce, c'est que quelques lois s'y opposaient, qu'il fallait les rapporter avant de pouvoir faire un traité de cette nature, et que c'était un objet à soumettre à la considération du parlement.

» Ils voulaient porter leurs limites jusqu'à l'Ohio, et établir leurs *loyalistes* dans le pays des Illinois; mais nous n'aimons pas de tels voisins.

» Nous avons communiqué tous les articles (excepté l'article séparé) à M. le comte de Vergennes, dès qu'ils ont été signés: il pense que nous avons bien opéré. Il m'a dit que nous avions obtenu ce qu'on regardait comme le plus grand obstacle au rétablissement de la paix générale, la déclaration de notre indépendance.

Digitized by Google

» Je vais entrer tout à l'heure dans ma soixante-dix-huitième année. Les affaires publiques en ont rempli cinquante. Je voudrais, pour le peu de temps qui me reste à vivre, m'appartenir tout entier : si je vis encore assez pour voir la paix se conclure, je demanderai au congrès la permission de lui rappeler qu'il m'a promis de me rendre ma liberté à cette époque. Je me trouverai heureux alors de pouvoir chanter avec le vieux Siméon : *Nunc dimittis servum tuum, Domine, secundum verbum tuum in pace; quia viderunt oculi mei salutare tuum* ».

Au docteur Cooper.

Passy, 16 décembre 1782.

..... « Nous avons fait quelques bons pas vers la paix : notre indépendance est reconnue; nos limites sont telles que nous le désirons, et nos pêcheries plus étendues que le congrès ne l'espérait. J'espère que les préliminaires seront approuvés en totalité, et qu'ils donneront entière satisfaction à notre pays, ainsi que le traité définitif, quand il sera conclu; mais il y a tant d'intérêts à peser entre cinq nations, tant de prétentions à concilier, que je puis à peine me flatter de voir la paix se conclure bientôt, quoique je ne cesse de l'appeler de tous mes vœux et

Digitized by Google

de tous mes souhaits, et d'employer tous mes moyens pour l'accélérer.

» Je suis fâché d'apprendre qu'il existe chez vous des Américains qui, comme quelques-uns que j'entends ici, tiennent des propos qui tendent à rompre l'harmonie qui a si heureusement subsisté jusqu'ici entre le gouvernement français et le notre : il semble qu'il y ait chez vous un parti qui cherche à la détruire ; s'il y réussissait, il nous ferait un tort irréparable. C'est notre union bien cimentée avec la France qui nous a donné du poids contre l'Angleterre, et qui nous a valu le respect de toute l'Europe. Si nous manquions de foi à cette nation, *sous quelque prétexte que ce puisse être*, l'Angleterre nous foulerait encore aux pieds, et nous serions l'objet du mépris de tous les autres peuples. Nous ne pouvons donc être trop sur nos gardes pour empêcher que les ressentimens particuliers de certaines personnes n'influent sur les affaires publiques. Vous entendrez beaucoup parler d'une lettre interceptée qui nous a été communiquée par le ministère britannique ; ce canal doit être suspect ; elle peut avoir reçu des additions, des altérations : mais en la supposant authentique en son entier, le zèle officieux et mal dirigé d'un secrétaire de légation ne peut être imputé au roi, qui s'est montré de tant de manières notre ferme allié, notre ami fidèle.

Digitized by Google

» Dans mon opinion, le véritable intérêt politique de l'Amérique est d'observer et de remplir avec la plus grande exactitude les engagemens de notre alliance avec la France, et en même temps de se conduire avec l'Angleterre de manière à ne pas éteindre tout-à-fait son espoir de réconciliation ».

Dans la lettre adressée à M. Livingston, le docteur Franklin parlait ainsi, dans un autre endroit, du commencement des négociations que le congrès avait donné ordre d'ouvrir avec la cour de Suède.

« Dès que j'ai reçu l'ordre du congrès de traiter avec la Suède, et les instructions y relatives, j'ai été voir son ambassadeur à la cour de France : il m'a répondu qu'il attendait tous les jours un courrier à ce sujet. Hier il m'écrivit un billet pour m'annoncer qu'il se rendrait chez moi aujourd'hui, ayant quelque chose à me communiquer. Étant obligé d'aller à Paris, je passai chez lui : il me montra les pleins pouvoirs qu'il venait de recevoir, et je lui fis voir les miens. Nous convînmes de nous réunir mercredi prochain pour en faire l'échange, et commencer à parler d'affaires. Sa commission est conçue en termes fort civils : elle dit « que Sa Majesté a jugé convenable, pour l'intérêt de ses sujets, de faire un traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis d'Amérique qui ont établi leur indépendance, et qui l'avaient si bien méritée par leur courage

Digitized by Google

et leur constance, ou quelque chose de semblable. J'imagine, que ce traité sera bientôt conclu ».

Il eut effectivement lieu environ quatre mois après : le 3 avril 1783, un traité de commerce et d'amitié entre les États-Unis et la Suède fut conclu et signé par leurs plénipotentiaires respectifs, le docteur Franklin et le comte de Krutz.

Peu de temps après, le docteur Franklin reçut la lettre suivante du chargé d'affaire de Suède, le baron de Staël, le comte de Krutz étant alors premier ministre de cette cour.

A son Excellence M. Franklin.

Paris, le 13 juin 1783.

« MONSIEUR,

» Je viens de recevoir la ratification de Sa Majesté du traité de commerce conclu avec les États-Unis; j'aurai l'honneur de vous la remettre aussitôt qu'elle pourra être échangée contre celle du congrès.

» Permettez, Monsieur, que je vous répète à cette occasion la demande que M. l'ambassadeur (le comte de Krutz) vous a faite au sujet de M. Franklin, votre petit-fils (1). Il a eu l'honneur de vous dire que le roi verrait avec plaisir résider

(1) L'éditeur de ces Mémoires. (*Note du traducteur*).

Digitized by Google

auprès de lui, en qualité de ministre du congrès, une personne qui porte votre nom, et qui y joint dès qualités aussi estimables que le jeune M. Franklin. Avant de partir, il m'a chargé de vous répéter la même assurance, et vous me permettrez d'y ajouter les vœux que je fais en mon particulier pour la réussite de cette affaire.

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» *Le baron* DE STAËL (1). »

Le docteur Franklin ne tarda pas à communiquer cette demande au secrétaire d'état pour les affaires étrangères en Amérique, M. Livingston. Voici comme il s'explique à ce sujet dans une dépêche officielle du 22 juillet 1783.

« Vous me dites qu'on va prendre des arrangemens tout nouveaux relativement aux affaires étrangères. Je voudrais savoir s'il est probable qu'on pensera à mon petit-fils. Il a maintenant fait un apprentissage de près de sept ans dans les affaires diplomatiques, et il est très en état de servir les États-Unis en cette partie, possédant les connaissances, le zèle, l'activité et la capacité nécessaires. Il est fort aimé ici, et le comte de Vergennes m'a exprimé dans les termes les plus flatteurs la bonne opinion qu'il en a conçue. Le

(1) Cette lettre est en français dans l'ouvrage anglais. (*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

dernier ambassadeur de Suède, le comte de Krutz, qui est retourné dans son pays pour y remplir le poste de premier ministre, m'a engagé à faire en sorte qu'il soit envoyé en Suède, sous un caractère public, en m'assurant qu'il serait charmé de l'y recevoir comme notre ministre, et qu'il savait que cette nomination serait agréable au roi. L'ambassadeur de Suède actuel m'a demandé aussi la même chose, comme vous le verrez par une de ses lettres que je joins ici. Un des ministres danois, M. Waltersdorff, qui sera probablement envoyé avec un caractère officiel près du congrès, m'a aussi témoigné le désir que mon petit-fils soit envoyé en Danemarck. Mais je ne suis pas dans l'usage de solliciter des emplois ni pour moi, ni pour personne de ma famille, et je ne le ferai pas en ce moment. Je désire seulement, s'il ne doit pas être compris dans les nominations à faire, en être averti le plus tôt possible, parce que, tandis qu'il me reste encore assez de forces, je pourrais bien faire avec lui un tour en Italie, en en revenant par l'Allemagne, voyage dont je crois qu'il profitera mieux avec moi que s'il le fesait seul, et je le lui ai promis comme une récompense de ses services et de son attachement filial pour moi ».

Le désir exprimé par des cours étrangères, le témoignage honorable et satisfesant d'un homme qui avait rendu à sa patrie les services les plus

Digitized by Google

éminens, ne furent pas pris en considération par le gouvernement américain; mais ils ne sont pas une faible consolation pour celui qui en fut l'objet.

Peu de temps après la signature des préliminaires de paix avec la Grande-Bretagne, les fonctions de M. Oswald cessèrent. Un changement ayant eu lieu dans l'administration, M. David Hartley fut nommé ministre plénipotentiaire, et se rendit à Paris, muni de pleins pouvoirs, comme le portait sa commission, pour achever l'œuvre, si heureusement commencée, de la conclusion de la paix et de l'établissement de l'amitié et de la bonne intelligence, et pour ouvrir des relations amiables et perpétuelles de commerce entre les domaines britanniques et les États-Unis.

Diverses communications privées avaient eu lieu, relativement à ces objets, entre le docteur Franklin et M. Hartley, avant que celui-ci eût reçu sa nomination. Cette négociation marcha pourtant fort lentement, M Hartley jugeant nécessaire d'envoyer à sa cour chaque proposition faite, soit par lui, soit par les plénipotentiaires américains, pour en avoir l'approbation, et chaque réponse éprouvant des délais. En définitif, le ministère anglais ne voulut agréer aucune des propositions faites, ni par son plénipotentiaire, ni par ceux des États-Unis, et il envoya un projet de traité définitif, qui n'était autre chose que les préliminaires, déjà signés, auxquels on avait

Digitized by Google

ajouté un paragraphe très-court pour y servir d'introduction, et un article à la fin qui les confirmait et ratifiait.

Voyant qu'il était impossible de rien terminer en ce moment, quant aux règlemens de commerce, les ministres américains, pour en finir, consentirent à signer le projet que leur avait remis M. Hartley, comme traité définitif. La signature s'en fit à Paris, le 3 septembre 1783.

Cette affaire étant terminée, et le docteur Franklin ne recevant aucune réponse aux demandes officielles qu'il avait plusieurs fois adressées au congrès pour obtenir son rappel; et sentant son désir de retourner dans sa patrie augmenter avec son âge et ses infirmités, écrivit une lettre particulière à son ami, le général Mifflin, alors président du congrès, pour tâcher d'obtenir, par son crédit et son influence, ce qu'il sollicitait comme une faveur.

Voici la copie de cette lettre.

A son excellence Th. Mifflin, président du congrès.

(Lettre particulière.)

Paris, 26 décembre 1783.

« MON CHER MONSIEUR,

» Je vous félicite bien sincèrement sur votre nomination à la place honorable de président du congrès; j'éprouve un nouveau plaisir chaque

Digitized by Google

fois que vous recevez un témoignage de la reconnaissance publique pour vos talens et vos services.

» Je vous ai écrit une longue lettre d'affaires, en ma qualité de ministre ; celle-ci en est une qui me concerne personnellement, et c'est en comptant sur notre ancienne amitié que je me décide à vous en importuner.

» Dans une lettre du 12 mars 1781, j'ai fait valoir auprès du congrès mon âge et mes infirmités, pour en obtenir mon rappel, afin de pouvoir jouir du peu qui me reste du soir de ma vie, dans le repos, et dans la société de mes amis et de ma famille. Le président du congrès me répondit alors que lorsque la paix serait faite, ma demande me serait accordée, si j'y persistais. J'attendis. Les préliminaires furent signés en novembre 1782, et je présentai de nouveau la même requête. Un an s'est passé depuis ce temps, et je n'y ai pas reçu de réponse. Sans contredit, si le congrès jugeait la continuation de mon séjour ici nécessaire pour le service public, je devrais, en bon citoyen, me soumettre à son jugement et à sa volonté ; mais c'est une supposition qu'on ne peut faire, car il lui est très-facile de me donner un successeur qui puisse me remplacer avec avantage. Je pense donc que ce n'est que la multitude d'affaires, plus importantes, qui lui a fait oublier ma demande. Ce que j'attends de vous, c'est que vous veuillez bien disposer toutes choses pour

Digitized by Google

qu'on s'en occupe incessamment, et qu'on me fasse réponse, afin que je puisse arranger mes affaires en conséquence.

» Dans la première lettre dont je viens de parler, et à laquelle je vous demande la permission d'en référer, j'ai parlé de mon petit-fils William Temple Franklin, et j'ai demandé pour lui la faveur et la protection du congrès. Je n'ai rien à retrancher de tout ce que j'en ai dit : au contraire, je crois qu'il s'est rendu en état d'exercer avec honneur pour lui, et avec avantage pour le public, telles fonctions en Europe que le congrès jugera à propos de lui confier. Il a travaillé sept ans, et est fort estimé de tous ceux qui le connaissent, particulièrement du ministre des affaires étrangères en cette cour, qui depuis que ma nouvelle maladie, la pierre, me rend difficile le voyage de Versailles, traite de nos affaires avec lui de la manière la plus obligeante et la plus amicale. Il est naturel à moi, qui l'aime tendrement, de désirer le voir établi, avant ma mort, dans quelque emploi qui paraisse devoir être permanent, et j'espère que vous aurez assez de bonté pour moi pour tâcher de déterminer la balance en sa faveur. Il a, je crois, un mérite additionnel à faire valoir; c'est qu'il a travaillé comme mon secrétaire pendant plusieurs années, pour un faible salaire de trois cents louis par an, tandis que le congrès en paye mille aux secrétaires des autres ministres, qui n'ont pas à moitié près autant de

Digitized by Google

besogne. Il se passa beaucoup de temps avant qu'on envoyât un consul ici, et toutes les affaires retombaient sur nous. Nous étions chargés de celles de l'amirauté, et de prononcer sur la validité des prises faites par nos croiseurs et par les corsaires français qui croisaient avec des commissions américaines. Nous avions aussi le travail constant et journalier de recevoir, d'accepter et d'enregistrer les lettres de change tirées sur moi par le congrès, et leur nombre immense rendait ce travail fatigant. Ajoutez-y une foule d'autres affaires qui n'entrent pas dans le département ordinaire des autres ministres, comme les soins à prendre pour les prisonniers américains en Angleterre, et une correspondance constante à ce sujet. Il me servait de secrétaire pour toute cette besogne, et n'avait d'autre aide qu'un commis dont les appointemens annuels ne montaient qu'à la modique somme de cinquante louis. Il en est donc résulté une économie considérable pour le public..... ».

Le 13 mai suivant, le docteur Franklin renouvela les mêmes instances, tant pour obtenir son rappel qu'en faveur de son petit-fils, auprès de MM. Jay et Laurens, ses amis et ses collègues, qui étaient à la veille de retourner aux États-Unis avec leurs familles.

Nous avons déjà dit que le docteur Franklin tenait un journal particulier. En voici quelques

Digitized by Google

extraits que nos lecteurs ne trouveront pas sans intérêt.

Extraits du journal du docteur Franklin.

Passy, 26 *juin* 1784.— M. Waltersdorff est venu me voir, et m'a informé qu'un duel avait eu lieu hier matin entre un officier français (1) et un gentilhomme suédois de la suite du roi. Celui-ci a été tué sur la place, et le premier a été dangereusement blessé. Le roi de Suède n'en montre pas de ressentiment, parce qu'il pense que le Suédois a été l'agresseur.

Il me demanda si j'avais vu le roi de Suède. Je n'avais pas encore eu cet honneur. Il me dit que sa conduite ici n'était pas goûtée; qu'il fesait à peine attention à son propre ambassadeur qui, connaissant les usages de cette cour, pourrait l'en instruire, mais qu'il ne daignait pas consulter; qu'il parlait toujours de lui, se glorifiant sans cesse de la révolution *qu'il avait faite* en Suède, quoiqu'on sache qu'elle a été l'ouvrage de M. de Vergennes; qu'on commence à en être las, et qu'on voudrait le voir partir; mais qu'il se propose de rester jusqu'au 12 juillet; qu'il avait renoncé à son projet d'envahir la Norwège, ayant appris que le Danemarck était prêt à bien l'y rece-

(1) M. le comte de La Marck.

Digitized by Google

voir; qu'il prétendait que les Danois avaient dessein d'attaquer la Suède, quoique ce soit un fait connu que le Danemarck n'avait pensé à faire des préparatifs militaires purement défensifs que six mois après qu'il avait commencé les siens. Je lui demandai s'il était certain qu'il eût eu l'intention d'envahir la Norwège. Il me dit que tout l'annonçait clairement, la marche de ses troupes, leurs dispositions, les fortifications qu'ils avaient fait construire. Il ajouta que la Suède souffrait en ce moment une grande disette de vivres; que plusieurs personnes y étaient mortes de faim; qu'on disait que le but du voyage du roi était de faire un emprunt, et qu'il avait offert de vendre Gothenbourg à la France, chose qui n'est guères probable.

J'ai eu la visite de M. Dussault. Il m'a dit qu'on répand le bruit d'une alliance entre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre; le but n'en est pas connu: qu'il s'agit d'une contre-alliance entre la France, la Prusse et la Hollande à laquelle on croit que l'Espagne se joindra. Il a ajouté qu'on parle de changemens dans le ministère; qu'il y a des cabales contre M. de Vergennes, que M. de Calonne doit être nommé garde-des-sceaux; bruits qui, comme bien d'autres, sont peut-être nés au Palais-Royal.

26 *juin*. M. Hammon, secrétaire de M. Hartley, est venu me dire que M. Hartley n'avait pas reçu par le dernier courrier les ordres qu'il attendait

Digitized by Google

pour son départ ou pour la continuation de son séjour; qu'il attribuait ce retard à l'incertitude du ministère sur les conditions à proposer pour un traité de commerce, jusqu'à ce que le rapport du comité du conseil ait été soumis au parlement, et qu'il ait fait connaître son opinion; et qu'il regardait ce délai comme une preuve qu'ils ont dessein de faire quelque chose.

Il m'a dit qu'on assurait que le roi de Suède avait accordé à la France le libre usage du port de Gothenbourg, ce qui alarmait les puissances voisines; que cette circonstance pourrait, en temps de guerre, mettre en danger la côté septentrionale d'Angleterre.

30 *juin*. M. Dupont, inspecteur du commerce, est venu me parler de quelques difficultés relatives au port libre de l'Orient. Je l'ai renvoyé à M. Barclay, négociant américain et commissaire pour les comptes. Comme il me dit qu'il n'entendait pas bien l'anglais, et que M. Barclay ne parle pas français, je lui proposai de le faire accompagner par mon petit-fils, comme interprète, ce qu'il accepta.

Je lui demandai si les colonies espagnoles en Amérique ne commerçaient pas avec les îles à sucre françaises. Il me dit que le seul commerce des Espagnols avec les îles françaises consistait en bestiaux qu'ils allaient acheter à Saint-Domingue. On m'avait dit que les Espagnols portaient de la farine des îles françaises sur le continent. Il n'en

Digitized by Google

avait pas entendu parler. Si nous pouvions vérifier que ce commerce fût permis (peut-être des bords du Mississipi), les États-Unis, d'après le traité, n'ont-ils pas droit au même privilége?

1^er^ *juillet.* Le nonce du pape est venu m'informer que le pape, à ma recommandation, avait nommé M. John Carrol supérieur du clergé catholique en Amérique, et lui avait donné plusieurs des pouvoirs qui appartiennent aux évêques, et qu'il serait probablement nommé évêque *in partibus* avant la fin de l'année. Il me demanda ce qui lui conviendrait mieux de venir en France ou d'aller à Saint-Domingue, pour recevoir d'un autre évêque l'ordination nécessaire. Je lui indiquai Québec comme un endroit plus convenable que les deux autres. Il me fit observer que c'était une province anglaise, et que notre gouvernement trouverait peut-être mauvais que M. Carrol s'y rendît. Je lui répondis que je ne le croyais pas, à moins que l'ordination qu'il y recevrait ne donnât quelque autorité sur lui à l'évêque qui la lui conférerait. Il me dit que lorsqu'il serait ordonné il serait entièrement indépendant de tout autre évêque, et même du pape, ce que je ne compris pas très-bien. Il ajouta que la congrégation *de propagandâ fide* avait décidé de recevoir et de défrayer à Rome deux jeunes Américains pour les instruire dans la littérature et dans les sciences. Il m'avait déjà dit qu'un plus grand nombre recevraient leur éducation gratuite en France. On lui

Digitized by Google

a écrit d'Amérique qu'il s'y trouve vingt prêtres, mais qu'ils ne suffisent pas, les nouveaux établissemens sur les bords du Mississipi en exigeant davantage.

Le nonce me dit que nous verrions que les catholiques n'étaient pas si intolérans qu'on les représentait; que l'inquisition à Rome n'avait pas autant de pouvoir qu'en Espagne, et que ses cachots, en ce dernier pays, étaient plutôt des prisons d'état; que la congrégation aurait voulu pouvoir prendre à ses frais l'éducation d'un plus grand nombre de jeunes Américains, et qu'elle pourrait le faire par la suite; mais qu'en ce moment elle était surchargée, ayant des élèves de toutes les parties du monde. Il me parla en termes fort légers du nouveau converti de Boston, Thayer; me dit qu'il lui avait conseillé de ne pas aller en Amérique, et de s'établir en France; mais qu'il éprouvait le besoin d'aller convertir ses compatriotes; que cependant il ne connaissait encore rien lui-même à sa nouvelle religion, etc.

3 *juillet*. M. Smeathman m'a amené deux Anglais ou Ecossais. L'un était décoré de je ne sais quel ordre, l'autre est un médecin qui a vécu long-temps en Russie. Les fièvres putrides y sont communes, et beaucoup plus en hiver qu'en été; on les attribue à la chaleur de leurs appartemens. Il y a telle personne chez qui il se trouve quelquefois cent domestiques; ils n'ont pas de lit, et couchent vingt ou trente par terre ou sur des

Digitized by Google

bancs, dans une chambre échauffée par des poêles. C'est du bois qu'on y brûle, et dès qu'il est réduit en charbons, on ferme la cheminée pour empêcher l'air chaud de s'échapper, et l'air froid de pénétrer. Ainsi, pendant toute la nuit ils respirent le même air. Il guérissait ces fièvres en enveloppant le malade dans des linges mouillés de vinaigre, et en lui fesant respirer la vapeur du vinaigre jeté sur des briques rougies au feu. Les Russes ont le secret de tirer du lait une liqueur spiritueuse. La préparation est de le tenir en agitation perpétuelle pendant douze heures, quand il commence à s'aigrir. Il finit par se changer en une liqueur vineuse; la crême, le lait caillé et la partie aqueuse s'amalgamant parfaitement ensemble. Dans cet état cette boisson est fortifiante. Les Tartares avaient fait cette découverte depuis long-temps. Dans leur vie errante, ils portent souvent sur leurs chevaux des sacs de cuir remplis de lait, et le mouvement produit le même effet. On pourrait en faire l'essai chez nous, en attachant à quelque partie d'un moulin un baril rempli de lait.

10 *juillet.* M. Grand est venu me proposer de dîner chez lui aujourd'hui avec la cour de Suède. Sa porte est à côté de la mienne. J'y ai consenti. Le consul vint tandis qu'il était avec moi. Nous parlâmes des puissances barbaresques, Maroc, Alger, Tunis et Tripoli. Il m'apprit que Salé, principal port de l'empereur de Maroc, avait été au-

Digitized by Google

trefois fameux par ses corsaires; que ce prince, en 1768, avait publié un édit pour se déclarer en paix avec toutes les nations, et défendre qu'on croisât davantage contre elles, et qu'il l'avait nommé consul pour les états chrétiens qui n'en avaient pas à Maroc : que le Danemarck lui paye tous les ans 25,000 piastres fortes en argent; que la Suède s'est obligée à lui envoyer tous les deux ans un ambassadeur avec des présens; que les autres puissances en achètent la paix de la même manière, excepté l'Espagne et les états d'Italie avec lesquels la guerre est perpétuelle; qu'il avait proposé une paix avec la Russie, mais que l'empereur ayant appris qu'elle allait avoir la guerre avec son frère, le grand-seigneur, il n'avait pas voulu y consentir. M. Audibert Caille (le consul) pense qu'il est honteux pour la chrétienté de payer tribut à *une telle canaille*. Il propose deux moyens de forcer ces barbares à rester en paix avec toute l'Europe, et à mettre fin à leurs pirateries. Voici le premier : Ils ont besoin de beaucoup d'objets d'Europe, et il leur faut un débouché pour se défaire du superflu des produits de leur pays. Si donc toute l'Europe voulait s'entendre pour ne faire aucun commerce avec eux qu'à condition qu'ils cesseraient leurs brigandages, et que cette convention fût strictement observée de notre part, cela produirait sur eux un excellent effet. Mais si une seule puissance continuait à commercer avec eux, tout espoir d'un heureux résul-

Digitized by Google

tat serait détruit. L'autre moyen, qu'il avait communiqué à la cour de France par l'entremise de M. de Rayneval, était que la France employât son influence sur la Porte, pour arrêter leurs pirateries, et donner la paix à toute l'Europe; car les habitans des états barbaresques étant obligés par leur religion d'aller de temps en temps en caravanes à la Mecque, en traversant les domaines du grand-seigneur qui leur donne des escortes de troupes dans le désert, pour les empêcher d'être pillés et peut-être massacrés par les Arabes, il pourrait leur refuser le passage et sa protection, à moins qu'ils ne consentissent à vivre en paix avec les Européens. Il me dit que les puissances barbaresques n'ayant pas en mer de bâtimens de commerce, avaient un grand avantage sur les états d'Europe, qui ne pouvaient exercer de représailles contre eux. J'ai pensé depuis long-temps que si les puissances maritimes européennes nous déclaraient la guerre, ce que nous pourrions faire de mieux serait de renoncer à faire le commerce sur nos propres vaisseaux, et de les convertir tous en croiseurs. Les autres nations nous fourniraient ce qui nous manquerait, et emporteraient nos produits. Il m'a promis une note sur le commerce de Barbarie, et comme il doit passer un mois ici, nous nous reverrons.

J'ai dîné chez M. Grand, avec les Suédois : il s'y trouvait M. Rosenberg, secrétaire de l'ambassade, et...., j'ai eu avec eux une assez longue

Digitized by Google

conversation sur le commerce qu'on peut établir entre nos deux pays : ils avaient vu à Rome le prétendant, Charles Stuart; ils le représentaient dans une situation très-pénible : la France lui a retiré une pension qu'elle lui payait autrefois, et il se trouve quelquefois sans pain.

11 *juillet.* J'ai vu M. Waltersdorff; il a appris que l'arrangement relatif au port de Gothenbourg n'aura probablement pas lieu. La Suède demande en échange une île dans les Indes occidentales : je crois qu'elle fait mieux de s'en passer.

13 *juillet.* MM. Mirabeau et Champfort sont venus me lire la traduction du pamphlet américain de M. Burke, contre les Cincinnatus. Ils y ont fait des additions considérables, voulant en faire une satire couverte contre la noblesse en général. Cet ouvrage est bien écrit; il s'y trouve aussi des remarques sur la dernière lettre du général Washington, à ce sujet : ils disent qu'il a laissé échapper un beau moment, lorsqu'il a consenti à être de cette société. Ils parlent dans les mêmes termes du marquis de La Fayette.

14 *juillet.* M. Hammond est venu m'informer que M. Hartley est encore sans instructions relativement au traité de commerce; il suppose que ce retard vient de l'occupation que donne le bill sur l'Inde. « Votre cour et celle-ci, lui dis-je, semblent s'attendre l'une l'autre pour le commerce de l'Amérique avec leurs îles respectives;

Digitized by Google

elles craignent toutes deux d'en faire trop pour nous, et cependant chacune voudrait faire un peu plus que l'autre. Vous auriez mieux fait d'accepter sur-le-champ nos propositions généreuses, et de remettre le commerce sur le même pied qu'avant la guerre. Vous l'assujettirez à quelques règlemens conçus par un génie étroit, et alors la France montrera plus de générosité : vous ne voyez jamais vos folies que lorsqu'il n'est plus temps de les réparer ». Il me dit que lord Sheffield cherchait sans cesse à aigrir le parlement contre l'Amérique ; qu'il avait depuis peu publié le compte des *loyalistes* qui y avaient été massacrés, etc. Tout cela probablement inventé.

Jeudi 15 *juillet.* Le balon du duc de Chartres est parti ce matin de Saint-Cloud. Il était lui-même dans la galerie avec trois autres personnes. Il fesait beaucoup de brouillard, et on les perdit bientôt de vue. Mais l'appareil était en mauvais ordre, et l'on ne pouvait ouvrir la soupape pour donner passage à l'air. Craignant donc que le balon ne crevât, ils y firent un trou, qui s'élargit, ce qui leur occasionna une chute rapide, mais qui ne fut suivie d'aucun accident. Ils s'étaient élevés à une grande hauteur, avaient rencontré un nuage de neige, et avaient éprouvé un ouragan qui les avait effrayés.

18 *juillet.* Un bon abbé vient de m'apporter un gros manuscrit, contenant un projet de réforme pour tous les états, relativement à la reli-

Digitized by Google

gion, au commerce, aux lois, etc. C'est un projet qui est éclos dans son cabinet, sans être appuyé sur une grande connaissance du monde. Je lui ai promis d'y jeter les yeux. Il est étonnant combien de législateurs ont la bonté de m'apporter de nouveaux plans pour le gouvernement des États-Unis.

19 *juillet.* J'ai eu les Américains à dîner, avec deux Anglais, MM. White et Arbuthnot. Celui-ci était officier à Gibraltar pendant le dernier siége. Il prétend que les Espagnols auraient pu prendre cette place, et qu'elle est maintenant sans utilité pour l'Angleterre; qu'elle est destinée à recevoir dans son port une flotte qui empêche la jonction des flottes de Brest et de Toulon; mais que ce projet est une chimère, attendu que tant que les Espagnols seront maîtres d'Algéziras, ils pourront toujours, avec leurs chaloupes canonnières, qu'ils sont devenus fort habiles à manœuvrer, rendre impossible à une flotte d'y séjourner.

20 *juillet.* Mon petit-fils a été à la cour. Point de nouvelles, si ce n'est que la flotte d'Espagne, destinée contre Alger, a mis à la voile. M. Hammond est venu dîner avec moi. Il dit que M. Pitt commence à perdre sa popularité; ses nouvelles taxes donnent beaucoup de mécontentement. Il a été brûlé en effigie à York. On ne croit pas qu'il puisse tenir long-temps. M. Hammond est un ami de M. Fox, dont les amis, qui ont perdu leurs places, sont appelés *les Martyrs de Fox.*

Digitized by Google

22 *juillet.* Lord Fitz-Maurice, fils de lord Shelburne, vient d'arriver; il croit M. Pitt en danger de perdre sa majorité dans la chambre des communes, quoiqu'elle soit encore considérable, parce qu'il n'a plus de quoi la soudoyer. Je lui ai dit que vouloir gouverner par un parlement qu'il faut corrompre, c'est employer des ressorts bien coûteux; que le peuple anglais découvrirait avec le temps, quoiqu'il ne l'ait pas encore fait, que, puisque le parlement doit toujours faire la volonté du ministre, et être payé pour la faire avec l'argent qui sort de la poche du peuple, il reviendrait au même d'être gouverné par le ministre, sans parlement, et qu'on le serait à meilleur marché. On a paru trouver ce raisonnement assez clair.

27 *juillet.* J'ai eu la visite de lord Fitz-Maurice. Il paraît un jeune homme aimable et sensé. Son père m'a prié de lui donner les avis que je croirais pouvoir lui être utiles. Je lui ai conté la vieille histoire de Démosthènes qui comme on lui demandait quel était le premier point de l'art oratoire, répondit : l'*action*, le second l'*action*, et le troisième l'*action*. Je lui dis qu'on entendait ordinairement par ce mot les gestes dont un orateur accompagne son débit; mais que je croyais qu'il existait un autre genre d'*action* bien plus important pour un orateur qui veut déterminer le peuple à suivre ses avis; c'est que chaque action de sa vie donne une opinion aussi favorable de

Digitized by Google

son intégrité que de ses talens; que cette opinion une fois établie, tous les délais, toutes les difficultés, toutes les oppositions s'évanouissent, parce que c'est ordinairement le doute et le soupçon qui les font naître; qu'un tel homme, quoique peu éloquent, aurait toujours l'avantage sur l'orateur le plus fleuri, de la sincérité duquel on ne serait pas assuré. Pour lui faire sentir combien je croyais important qu'un homme public eût une bonne réputation, comme particulier, je lui dis que j'étais convaincu que si George III eût eu, comme homme, une mauvaise réputation, et que John Wilkes en eût eu une bonne, ce dernier l'aurait chassé de son royaume. Lord Shelburne, père de lord Fitz-Maurice, a malheureusement la réputation d'être peu sincère. Je n'en ai jamais eu la preuve dans toutes les relations que j'ai eues avec lui; mais cela l'a souvent empêché de se rendre utile.

En 1784, lorsque *le magnétisme animal* fit tant de bruit dans le monde, et surtout à Paris, on le regarda comme un objet assez important pour que le roi nommât des commissaires pour examiner les fondemens de cette prétendue science. Le docteur Franklin, sur la demande expresse de Sa Majesté, qui lui fut signifiée par une lettre du ministre, consentit à être de ce nombre. Après un examen approfondi et impartial, pendant le-

Digitized by Google

quel le docteur Delon, élève et associé de Mesmer, répéta nombre d'expériences en présence des commissaires dont quelques-uns s'y soumirent eux-mêmes, ils jugèrent que c'était un pur charlatanisme, destiné à tromper les gens crédules et ignorans. Ils firent leur rapport dans ce sens à Sa Majesté, et on le fit publier ensuite pour éclairer le public. Mesmer et son associé Delon furent ainsi arrêtés dans le chemin qu'ils croyaient s'ouvrir à la fortune et à la renommée, et échouèrent dans la plus impudente tentative qui ait jamais été faite pour en imposer à l'esprit humain.

Quelque temps après, le docteur Franklin s'exprima en ces termes à ce sujet dans une lettre à son ami, le docteur Ingenhousz :

« Mesmer est toujours ici, et a encore quelques adhérens et quelque vogue. Il est étonnant combien il existe encore de crédulité dans le monde! Je crois que tous les médecins de France réunis n'ont pas gagné autant d'argent qu'il en a gagné lui seul pendant le même temps, depuis qu'il est ici. Nous avons maintenant une nouvelle folie. Un magnétiseur prétend qu'il peut, en établissant ce qu'il appelle *un rapport* entre une personne quelconque et un somnambule, donner à cette personne le pouvoir de diriger les actions du somnambule, par le simple effet d'une forte volonté, sans lui parler, sans lui faire aucun signe : et la foule court tous les jours voir cette étrange opération ».

Digitized by Google

Le but important de la mission du docteur Franklin en Europe, ayant été atteint par l'établissement et la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique, son âge et ses infirmités redoublèrent encore le désir qu'il avait de retourner dans sa patrie. Ayant de nouveau sollicité son rappel, le congrès fit enfin droit à sa demande, et M. Jefferson fut nommé pour le remplacer. Il aurait été impossible de lui trouver un plus digne et un plus respectable successeur sous tous les rapports.

Le docteur Franklin écrivit à cette occasion la lettre suivante au ministre de France, ayant le département des affaires étrangères.

A son Excellence M. le comte de Vergennes, etc.

Passy, 3 mai 1785.

« MONSIEUR,

» J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai enfin obtenu du congrès, et reçu hier la permission de retourner en Amérique. Comme ma maladie me met dans l'impossibilité de vous rendre mes devoirs personnellement à Versailles, oserai-je vous prier de vouloir bien exprimer respectueusement pour moi à Sa Majesté, le sentiment profond que je conserve des services inappréciables que sa bonté a rendus à mon pays, sentiment que ce sera le soin du peu de jours qui me restent, de graver également

Digitized by Google

dans le cœur de tous mes concitoyens. Mes derniers vœux sont pour que Dieu puisse verser ses bénédictions sur le roi, la reine, leurs enfans, et sur toute la famille royale, jusqu'à la dernière génération.

» Permettez-moi aussi de vous offrir mes sincères remercîmens pour la protection et l'appui que vous m'avez accordés à mon arrivée, et pour les faveurs que vous m'avez accordées pendant mon séjour en ce royaume. J'en conserverai toujours le plus reconnaissant souvenir.

» Mon petit-fils aurait eu l'honneur de vous porter lui-même cette lettre, s'il n'était malade de la fièvre depuis quelque temps.

» En formant les vœux les plus ardens pour votre prospérité constante et pour celle de toute votre aimable famille, je suis avec estime et respect,

» Monsieur,

» De votre excellence,

» Le très-humble et très-obéissant serviteur,

» B. FRANKLIN ».

Digitized by Google

RÉPONSE A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

A son Excellence M. Franklin.

Versailles, le 22 mai 1785.

« J'ai appris avec beaucoup de peine, Monsieur, votre retraite, et votre prochain départ pour l'Amérique. Vous ne devez pas douter que les regrets que vous laisserez ne soient proportionnés à la considération dont vous jouissez à si juste titre. Je puis vous assurer, Monsieur, que l'estime que le roi vous porte ne vous laisse rien à désirer, et que Sa Majesté apprendra avec une véritable satisfaction, que vos compatriotes ont récompensé, d'une manière digne de vous, les importans services que vous leur avez rendus.

» Je vous prie, Monsieur, de me conserver une part dans votre souvenir, et de ne jamais douter de la sincérité de l'intérêt que je prends à votre bonheur : il a pour principe les sentimens d'attachement que je vous ai voués et avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

» DE VERGENNES (1) ».

Un des derniers actes que fit le docteur Franklin en Europe, comme plénipotentiaire du con-

(1) Cette lettre est en français dans l'ouvrage anglais.

Digitized by Google

grès, eut lieu le 9 juin 1785, jour où il conclut et signa, avec les autres plénipotentiaires américains, un traité d'amitié et de commerce entre les États-Unis et le roi de Prusse. Ce traité est remarquable en ce qu'il contient une preuve aussi forte que durable de la philanthropie ordinaire du docteur Franklin ; c'est le premier (et, à la honte des gouvernemens, ce sera peut-être le dernier) où l'on introduisit cet article bienfesant qui protége, en temps de guerre, les personnes et les propriétés des citoyens non armés, et qui interdit l'usage des bâtimens armés en course. L'établissement de ce principe, comme loi future des nations, était un des grands désirs de Franklin. Au commencement de 1783, il avait formellement proposé le même article au gouvernement britannique, par l'intermédiaire d'un de ses envoyés, comme on le voit par une lettre qu'il écrivit à M. Oswald le 14 janvier 1783, dans laquelle il déduit ses motifs pour faire ce changement humain à la loi des nations (1). L'article proposé alors était à peu près le même que celui qui fit partie du traité avec la Prusse, et dont voici la teneur.

Art. XXIII. « S'il s'élevait une guerre entre les

(1) On peut voir cette lettre dans la troisième Partie de la *Correspondance de Franklin.*

Digitized by Google

deux parties contractantes, les commerçans des deux pays résidant alors dans l'autre, pourront y rester neuf mois pour recevoir ce qui leur sera dû, mettre ordre à leurs affaires, et en partir librement et sans être inquiétés, avec tout ce qui leur appartiendra. Les femmes et les enfans, les étudians dans toutes les facultés, les cultivateurs, les artisans, les manufacturiers, les pêcheurs non armés et habitans des villes, villages et endroits non fortifiés, et en général tous ceux dont les occupations tendent à procurer la subsistance et à se rendre utiles au genre humain, pourront continuer leurs travaux respectifs et ne seront pas molestés dans leurs personnes. On ne brûlera ni n'endommagera en aucune manière leurs maisons ni leurs biens; leurs champs ne seront pas ravagés par la force armée de l'ennemi sous le pouvoir duquel ils peuvent tomber par le hasard de la guerre. S'il est indispensable de leur prendre quelques denrées pour le service de l'armée, elles leur seront payées à un prix raisonnable. Tous les navires marchands employés à l'échange des productions des différens pays, et qui par là procurent au genre humain une jouissance plus facile de tout ce qui lui est nécessaire, utile ou agréable, pourront continuer leur commerce sans interruption et sans crainte, et aucune des puissances contractantes n'accordera ou ne délivrera de commission à des

Digitized by Google

vaisseaux armés en course, pour attaquer et capturer lesdits navires, ou interrompre leur commerce ».

Le docteur Franklin, pendant le séjour qu'il fit en France, trouva le moyen, malgré les travaux importans et multipliés qu'exigeaient les fonctions publiques qu'il exerçait, de composer divers écrits philosophiques, politiques et autres, dont les principaux formeront un volume qui sera incessamment publié.

Quelques jours avant son départ de Passy, il reçut une nouvelle preuve de l'estime personnelle qui lui était accordée à la cour de France, par la lettre suivante, que lui adressa le maréchal duc de Castries, ministre de la marine.

A son Excellence M. Franklin.

Versailles, le 10 juillet 1785.

« Je n'ai appris, Monsieur, que depuis très-peu de jours les dispositions que vous avez faites pour votre départ. Si j'en eusse été informé plus tôt, je me serais empressé à proposer au roi de destiner une frégate pour vous transporter dans votre patrie d'une manière à lui faire connaître la considération que les services distingués que vous avez rendus vous ont acquis en France, et les bontés particulières de Sa Majesté pour vous.

» Je vous prie, Monsieur, d'agréer mes regrets,

Digitized by Google

et une nouvelle assurance de la plus parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

» *Le maréchal* DE CASTRIES » (1).

La maladie dont le docteur Franklin était attaqué, était telle qu'il ne pouvait supporter le mouvement d'une voiture. Il accepta donc l'offre obligeante qu'on lui fit d'une litière de la reine, portée par des mules espagnoles, pour le transporter de Passy au Hâvre-de-Grâce, où il devait s'embarquer. Il fit ainsi facilement ce voyage, entouré de sa famille et de quelques amis qui le suivaient en voitures. Il reçut toutes les marques possibles de respect, d'attention et de bonté de la part de plusieurs personnes de distinction et de considération dont les châteaux se trouvaient sur sa route, et particulièrement du cardinal de La Rochefoucault, à Gaillon, où il passa une nuit avec ceux qui l'accompagnaient. Il arriva au Hâvre, sans avoir éprouvé aucun inconvénient de son voyage, fit la traversée dans un petit paquebot, et débarqua en Angleterre à Southampton. Il y resta quelques jours, et eut la satisfaction d'y voir son fils, l'ancien gouverneur de New-Jersey, et d'y recevoir la visite de quelques-

(1) Cette lettre est en français dans l'ouvrage anglais. (*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

uns des amis qu'il avait en ce pays. Il s'embarqua à bord du *London Packet*, bâtiment de Philadelphie, capitaine Truxton, le 27 juillet, et après un heureux passage, arriva à Philadelphie le 14 septembre suivant. Comme le docteur a tenu un journal de son voyage de Passy en Amérique, nous allons en offrir à nos lecteurs quelques extraits, qu'ils ne jugeront peut-être pas sans intérêt.

Extrait du journal du docteur Franklin.

Après avoir passé en France près de huit ans et demi, je pris congé de la cour et de mes amis, et partis de Passy avec mes deux petits-fils, le 12 juillet 1785, à quatre heures après midi, pour retourner dans ma patrie. M. de Chaumont avec mademoiselle Sophie sa fille, nous accompagna jusqu'à Nanterre. M. Le Veillard doit venir avec nous jusqu'au Hâvre. Nous trouvâmes à Saint-Germain les miss Alexander, avec mistress Williams notre cousine, qui avait retenu un logement pour moi chez M. Benoît. Je trouvai que le mouvement de la litière que le duc de Coigny m'avait prêtée ne m'incommodait pas beaucoup.

13 *juillet.* Nous dînâmes à Meulan, et arrivâmes le soir de bonne heure à Mantes. Nous y reçûmes du cardinal de La Rochefoucault une invitation de nous arrêter le lendemain chez lui à Gaillon. Il nous mandait qu'il n'accepterait aucune excuse, et qu'étant tout-puissant dans son

Digitized by Google

archevêché, il nous ferait amener chez lui bon gré mal gré, et ne souffrirait pas que nous logeassions ailleurs.

14 *juillet*. Nous déjeunâmes à Vernon, et nous y reçûmes la visite du comte et de la comtesse de Tilly. Nous arrivâmes chez le cardinal à six heures du soir, sans avoir dîné. C'est un superbe château, bâti il y a environ trois cent cinquante ans, mais bien conservé. Il est situé sur une hauteur, et domine sur un pays bien cultivé. Le cardinal est archevêque de Rouen. Une longue galerie contient les portraits de tous ses prédécesseurs. La chapelle est dans le vieux style, mais élégante; les vitraux en sont peints. La terrasse est magnifique. Nous fûmes parfaitement accueillis. Le cardinal nous pressa de passer encore un jour avec lui, et nous offrit de nous donner le plaisir de chasser dans son parc; mais la nécessité d'arriver à temps au Hâvre ne nous le permit pas. Nous lui fîmes donc nos adieux et nous retirâmes de bonne heure, comptant partir le lendemain du grand matin. Le cardinal est aimé et respecté par le peuple de ces environs, et jouit, sous tous les rapports, de la meilleure réputation.

15 *juillet*. Nous partîmes à cinq heures du matin. Nous avions appris chez le cardinal que notre ami M. Holker, de Rouen, avait été jusqu'à Port-Saint-Antoine à notre rencontre. Il nous attendait d'après une lettre de M. de Chaumont.

Digitized by Google

Nous rencontrâmes vers dix heures un de ses domestiques qui avait ordre de marcher jusqu'à ce qu'il nous joignît, de crainte qu'il ne nous fût arrivé quelque accident sur la route. Il retourna sur-le-champ. Nous entrâmes dans Rouen vers cinq heures, et nous reçûmes un accueil cordial de monsieur et de mistress Holker. Le premier président du parlement nous invita à dîner pour le lendemain; mais étant déjà engagés par M. Holker, nous promîmes de prendre le thé chez lui.

16 *juillet.* Une députation de l'Académie de Rouen vint me faire ses complimens. Un des directeurs me fit présent d'un *carré magique.* Je crois qu'il me dit qu'il contenait mon nom; mais je l'examinai ensuite, et je n'y compris rien. Le fils du duc de Chabot, qui avait récemment épousé une Montmorency, et qui était colonel d'un régiment en garnison à Rouen, vint aussi me visiter. J'ai oublié de dire que je vis avec plaisir dans le cabinet du cardinal le portrait de l'aïeule de ce jeune homme, madame la duchesse d'Anville, qui avait toujours été notre amie, et qui nous avait comblés de politesses à Paris. C'est une dame d'un esprit et d'un mérite peu communs. Nous eûmes grande compagnie à dîner. A six heures nous allâmes chez le président, où nous trouvâmes quelques hommes de robe. Nous y prîmes du thé, fort mal fait, faute d'usage, cette boisson n'étant pas ordinaire en France.

17 *juillet.* Nous couchâmes à Bolbec. Un im-

Digitized by Google

primeur sur toiles m'y proposa de se rendre en Amérique. Je ne l'y engageai point.

18 *juillet.* Nous arrivâmes au Hâvre à cinq heures après midi. Nous reçûmes la visite du gouverneur et de quelques autres personnes.

20 *juillet.* Le paquebot de Southampton arriva. Le capitaine Jennings vint nous voir, et convint de nous transporter à Cower avec tout notre bagage, pour dix guinées. Nous arrêtâmes de partir le lendemain soir.

21 *juillet.* A l'instant où nous comptions nous embarquer, le capitaine vint nous dire que le vent était absolument contraire, et qu'il était si violent qu'il était impossible d'y résister. Nous remîmes notre départ au lendemain.

22 *juillet.* Nous prîmes congé de nos amis et nous nous embarquâmes à dix heures et demie du matin. Le vent n'était pas favorable.

24 *juillet.* Étant à la hauteur de Cower, le capitaine me représenta qu'il serait difficile d'y aborder contre marée, et me proposa de diriger sur Southampton. J'y consentis, et nous y débarquâmes entre huit et neuf heures du matin. J'y trouvai mon fils, qui y était arrivé de Londres la veille au soir, avec M. Williams et M. J. Alexander. J'écrivis à l'évêque de Saint-Asaph pour l'informer de mon arrivée. Il ne tarda pas à venir avec sa femme et sa fille, dans le dessein de passer avec nous tout le temps que nous y resterions.

25 *juillet.* J'allai prendre un bain chaud d'eau

Digitized by Google

de mer chez Martin. Me mettant sur le dos, je flottai sur l'eau, et dormis dans cette position près d'une heure à vue de montre, sans m'enfoncer ni me retourner : chose que je n'avais jamais faite, et que j'aurais à peine crue possible. L'eau est le meilleur lit qu'on puisse avoir. M. Williams m'apporta une lettre adressée par M. Népéan, secrétaire de lord Townsend, à M. Vaughan, pour l'informer qu'on enverrait des ordres aux officiers des douanes de Cower de ne pas toucher à nos bagages. Il est encore à bord du paquebot qui nous a amenés.

27 *juillet.* Je donnai à mon fils un pouvoir pour toucher ce qui peut m'être dû par le gouvernement britannique. Après avoir dîné avec l'évêque et sa famille, nous nous rendîmes ensemble dans une chaloupe à bord du navire qui doit nous conduire en Amérique. Le capitaine nous donna à souper. Mes amis passèrent la nuit à bord.

28 *juillet.* Quand je m'éveillai, ma compagnie était partie, et le bâtiment marchait à pleines voiles.

Il n'arriva rien d'important pendant la traversée. Le docteur Franklin s'occupa, comme dans ses autres voyages, à déterminer la température de l'eau de la mer, par le moyen du thermomètre. Il écrivit un essai aussi utile qu'inté-

Digitized by Google

ressant, intitulé : *Quelques Vues pour l'amélioration de la navigation*. Il l'adressa à M. Alphonse Leroi à Paris. Il fut ensuite lu à la Société philosophique américaine le 3 décembre 1785. On le trouvera dans ses écrits philosophiques.

Le journal du docteur se termine ainsi qu'il suit.

14 *septembre*. Un vent favorable, qui se leva le matin avec la marée, nous conduisit au-dessus de Gloucester-Point, en vue de Philadelphie. Nous jetâmes l'ancre pour attendre la visite de l'officier de santé, qui ne tarda pas à venir. Ayant fait sa liste, et ne trouvant pas de malades, il permit le débarquement. Mon gendre vint nous prendre dans une barque et nous débarquâmes sur le quai de Market-street, où nous fûmes reçus aux acclamations du peuple, qui nous suivit jusqu'à ma porte. Je trouvai toute ma famille en bonne santé.

Mille actions de grâces à Dieu pour toutes ses bontés!

FIN DE LA CINQUIÈME PARTIE.

Digitized by Google

SIXIÈME PARTIE.

Un historien contemporain parle en ces termes de l'arrivée du docteur Franklin à Philadelphie : « Il fut reçu au milieu des acclamations d'une foule immense d'habitans qui accouraient de toutes parts pour le voir, et qui le conduisirent en triomphe jusque chez lui. Cependant le canon et les cloches de la ville annonçaient cette heureuse nouvelle aux campagnes voisines, et il reçut des députations du congrès, de l'université, et de tous les principaux citoyens qui s'empressaient de lui prouver l'estime et la vénération dont il était l'objet ».

Un autre écrivain décrit avec enthousiasme son retour en ces termes :

« Son entrée à Philadelphie fut un triomphe, et il marchait au milieu des bénédictions d'un peuple libre, en qui un intervalle de plusieurs années n'avait pas affaibli le sentiment de ses services.

» Les guerriers qui avaient versé leur sang pour l'indépendance assurée par sa courageuse sagesse, s'honoraient de lui montrer leurs glorieuses blessures; il était entouré de vieillards qui avaient demandé au ciel de vivre assez pour

Digitized by Google

le revoir encore, et d'une génération nouvelle qui s'empressait de connaître les traits du grand homme dont les talens, les services, les vertus avaient excité dans leur cœur les premiers élans de l'enthousiasme. Il s'avançait dans ce port désormais ouvert à toutes les nations. Il revoyait dans un état de splendeur cette maison d'instruction et cet hôpital dont l'établissement avait été un de ses premiers services, dont les accroissemens étaient dus à sa sage prévoyance, et dont le succès remplissait ses vœux les plus chers, le soulagement de l'humanité souffrante, et les progrès de la raison. Il portait ses regards sur ces campagnes riantes, embellies par la liberté, dans lesquelles, au milieu des monumens de la prospérité publique, quelques vestiges des ravages de l'Angleterre ne servaient qu'à faire goûter davantage les plaisirs de la paix et de la victoire ».

Des adresses de félicitation lui furent présentées par l'assemblée des représentans de la Pensylvanie, par la société philosophique américaine qui, malgré son absence, l'avait élu tous les ans pour président; par l'université de Pensylvanie, par les juges, par les officiers de la milice; en un mot, par presque tous les corps de l'état. Il reçut aussi, de l'illustre général Washington la lettre suivante :

Digitized by Google

Mont-Vernon, 25 septembre 1785.

« MON CHER MONSIEUR,

» Au milieu des félicitations que vous recevez tous les jours sur votre heureux retour en Amérique, après une longue absence, et sur les services importans que vous avez rendus, services dont je sens tout le prix, puisque je suis un de ceux qui en recueillent le fruit, permettez qu'un individu joigne sa voix aux acclamations publiques, pour vous exprimer ce qu'il éprouve. Soyez assuré que personne n'a plus de vénération pour vous, et ne voit votre retour avec un plaisir plus sincère, que celui qui est, mon cher monsieur, votre, etc.

» G. WASHINTON. »

Peu après l'arrivée du docteur Franklin à Philadelphie, il fut élu membre du conseil exécutif suprême de cette ville, et bientôt ensuite président de l'état de Pensylvanie, poste honorable qu'il occupa aussi long-temps que le permettait la constitution, c'est-à-dire l'espace de trois ans.

Lorsqu'une assemblée générale de tous les états fut convoquée à Philadelphie, en 1787, pour donner plus d'énergie au gouvernement de l'union, en revisant les articles de la confédération et en en corrigeant quelques-uns, le docteur Franklin y fut nommé député pour l'état de

Digitized by Google

Pensylvanie, et il signa en cette qualité la nouvelle constitution qui fut arrêtée pour les États-Unis, et à laquelle il donna les marques les moins équivoques d'approbation : nous insérerons ici le discours qu'il prononça en cette occasion mémorable.

« Monsieur le Président,

» J'avoue que je ne puis approuver entièrement, quant à présent, la constitution qui nous est présentée ; mais je ne prétends pas assurer que je ne l'approuverai jamais. Ayant vécu longtemps, je me suis trouvé plus d'une fois obligé, par de nouveaux renseignemens ou par de plus mûres réflexions, à changer d'opinion, même sur des sujets importans, lorsque j'ai reconnu qu'une idée dont la justesse m'avait frappé en manquait véritablement. C'est pour cela que plus je deviens vieux, plus je suis porté à douter de mon jugement. Bien des gens, comme bien des sectes religieuses, se croient en possession de toute la vérité, et pensent que toute opinion contraire à la leur ne peut être qu'une erreur. Steele, protestant, dit au pape, dans une dédicace, que la seule différence qui existe entre nos deux Églises sur l'opinion qu'elles ont de la certitude de leur doctrine, c'est que l'Église romaine est *infaillible*, et que l'Église anglicane *ne se trompe jamais*. Mais quoique des particuliers pussent se croire tout aussi infaillibles que l'Église

Digitized by Google

à laquelle ils sont attachés, il en est peu qui l'expriment aussi naturellement qu'une dame française, qui, dans une petite querelle avec sa sœur, lui dit : « Je ne trouve que moi qui aie toujours » raison ».

» C'est d'après ces sentimens, que j'adopte cette constitution avec tous ses défauts, s'il est vrai qu'elle en contienne, parce que je crois qu'il nous faut un gouvernement général, et qu'il n'existe aucun mode de gouvernement qui ne puisse rendre le peuple heureux, s'il est bien administré. Je crois d'ailleurs que celui que nous adoptons peut nous être utile pendant bien des années, et qu'il ne dégénérera en despotisme, comme tant d'autres avant lui, que lorsque le peuple sera devenu assez corrompu pour qu'un gouvernement despotique soit le seul qui lui convienne. Je doute aussi que telle autre assemblée qu'on puisse convoquer, puisse faire une meilleure constitution ; car quand on rassemble un certain nombre d'hommes pour profiter de la réunion de leurs sages avis, ils s'assemblent inévitablement avec leurs préjugés, leurs passions, leurs erreurs, leurs intérêts locaux, leurs vues personnelles. Peut-on donc attendre d'un tel assemblage une œuvre *parfaite* ? Ce qui me surprend, c'est de trouver le système qui vient d'être adopté, si voisin de la perfection ; et je crois qu'il étonnera ces ennemis qui s'attendent à apprendre qu'il règne dans nos conseils la confusion qui

Digitized by Google

naquit parmi les constructeurs de Babel, et que nos états sont sur le point de se diviser, pour ne se retrouver en présence les uns des autres que pour s'attaquer mutuellement. Ainsi je consens à cette constitution, parce que je n'en espère pas une meilleure, et parce que je ne suis pas sûr qu'elle ne soit pas la meilleure possible. Je sacrifie au bien public mon opinion particulière des défauts que j'y trouve. Jamais je n'en ai dit un seul mot hors de cette assemblée; elle est née dans ces murs, et elle doit y mourir. Si chacun de nous en allant rejoindre ses commettans, reproduisait ses objections, et tâchait d'y gagner des partisans, nous empêcherions la constitution d'être généralement reçue, et nous perdrions par là les effets salutaires, les grands avantages qui doivent résulter pour nous parmi les nations étrangères et même dans ce pays, de notre unanimité réelle ou apparente. Une grande partie du pouvoir et de l'efficacité de quelque gouvernement que ce soit, pour assurer le bonheur du peuple, dépend de l'opinion, de l'*opinion générale* qu'on pourra se former de la bonté de ce gouvernement, comme de la sagesse et de l'intégrité des gouvernans. J'espère donc que pour nous-mêmes, comme fesant partie du peuple, et pour l'amour de notre postérité, nous emploierons d'un commun accord tous nos efforts, toute notre influence pour faire accepter partout cette constitution, et que nous dirigerons nos pensées à l'avenir vers les moyens

Digitized by Google

à employer pour qu'elle soit bien administrée.

» Enfin, je ne puis m'empêcher d'exprimer le désir que chaque membre de cette assemblée, qui peut trouver des défauts à cette constitution, conçoive comme moi quelques doutes sur son infaillibilité, et qu'il en signe l'acceptation, pour donner une preuve manifeste de notre unanimité. »

Il fit alors la motion qu'on ajoutât à la constitution la formule : *Fait et arrêté d'un consentement unanime*, et elle fût adoptée.

On va voir dans les extraits de lettres qui vont suivre, ce que le docteur Franklin pensait de cette constitution.

A M. Le Veillard, à Passy.

Philadelphie, 17 février 1788.

« .... Je vous ai envoyé avec ma dernière lettre une copie de la nouvelle constitution proposée pour les États-Unis, par la dernière assemblée générale. J'en ai aussi envoyé une à notre excellent ami le duc de La Rochefoucault.

» J'ai assisté très-exactement pendant quatre mois aux séances de l'assemblée. Je vous envoie le dernier discours que j'y ai prononcé. Six états ont déjà adopté la constitution, et il n'y a pas de doute que, si elle n'est pas acceptée sur-le-champ par la totalité, elle ne le soit par un nombre suffisant pour pouvoir être mise à exécution. Elle

Digitized by Google

a pourtant éprouvé une grande opposition dans quelques états, car nous sommes maintenant une nation politique; et quoiqu'il règne parmi nous une crainte générale de donner trop de pouvoir à ceux qui seront chargés de nous gouverner, je crois que nous courons plutôt le danger d'avoir pour eux trop peu d'obéissance.... ».

Au même.

22 avril 1788.

« .... Il est fort possible, comme vous le supposez, que les articles de notre nouvelle constitution subissent quelques changemens après la première assemblée du congrès. Je pense, comme vous, que les deux chambres n'étaient pas nécessaires; il s'y trouve des articles que je n'y voudrais pas voir, et il en manque d'autres que je désirerais y trouver. J'espère pourtant qu'elle sera adoptée, quoique je doive être étranger à sa mise en exécution, étant déterminé à quitter les affaires publiques. A quatre-vingt-trois ans, on a certainement le droit d'ambitionner le repos.... ».

Au duc de La Rochefoucault.

Passy, 22 octobre 1788.

« .... Nos affaires publiques commencent à prendre un aspect plus tranquille. Les disputes sur les défauts de notre nouvelle constitution se

Digitized by Google

calment enfin. Le premier congrès corrigera probablement les plus évidens, et ceux qui le suivront se chargeront des autres. Celui dont vous me parlez n'a pas été sans être remarqué dans l'assemblée. Plusieurs délégués, si je m'en souviens bien, voulaient que le président ne pût être réélu après les quatre premières années; mais la majorité fut d'avis de laisser aux électeurs une entière liberté dans leur choix. On dit que cette clause rendrait le président moins attentif aux devoirs de sa place et aux intérêts du peuple, qu'il ne le serait si une seconde nomination pouvait dépendre de sa bonne conduite. Nous fesons *des expériences* en politique. Nous serons par là plus certains des connaissances que nous acquerrons, quoique nous hasardions peut-être trop en cherchant à les acquérir de cette manière.... ».

A M. Le Veillard.

24 octobre 1788.

« .... Nos affaires s'améliorent tous les jours, et l'ordre s'établit rapidement. Jamais aucune mesure n'a été si complétement discutée que notre nouvelle constitution. On y a fait force objections dans les journaux, et l'on y a opposé force réponses. L'esprit de parti s'est éveillé; il y a eu de la chaleur et des personnalités. Je me suis tenu à l'écart, et je n'ai publié à cette occa-

Digitized by Google

sion qu'un écrit fort court que je vous envoie (1). Vous semblez avoir trop de crainte que notre

(1) On croit que la pièce dont le docteur Franklin parle ici, est celle qui suit :

Comparaison de la conduite des anciens Juifs et de celle des anti-fédéralistes des États-Unis d'Amérique.

Un zélé partisan de la constitution fédérative qui nous est proposée, dit dans une certaine assemblée publique, qu'une grande partie du genre humain avait une telle répugnance à adopter un bon gouvernement, qu'il croyait que si un ange en apportait du ciel une constitution faite tout exprès pour nous, il y trouverait une forte opposition. On traita son opinion d'extravagance, et il ne l'appuya sur aucune preuve. Il avait sans doute oublié que cette expérience avait déjà été faite, et que cet événement était constaté par la plus fidèle de toutes les histoires, par la sainte Bible ; autrement il aurait pu se fortifier de cette autorité incontestable.

Il avait plu à l'Être suprême d'étendre sa protection sur une famille et d'en faire un grand peuple par des actes continuels de sa bienfesante providence. Ayant tiré cette nation d'esclavage par des miracles faits par le serviteur qu'il s'était choisi, par Moïse, il lui délivra lui-même, en présence de toute la nation, une constitution, un code de lois, qu'il enjoignait d'observer, sous la promesse de grandes récompenses, et la menace de châtimens sévères, suivant qu'on y serait soumis ou désobéissant.

Cette constitution, quoiqu'elle eût pour chef la Divinité même, ce qui la fit nommer *théocratie* par des écrivains politiques, ne pouvait s'exécuter que par le moyen de ministres. Aaron et ses enfans reçurent cette qualité de Moïse, reconnu premier ministre du nouveau gouvernement.

Digitized by Google

président ne puisse se perpétuer dans ses fonctions. Il ne le désire pas plus que nous ne le vou-

---

On aurait cru que la nomination de personnes qui s'étaient distinguées en procurant la liberté à leurs concitoyens, qui avaient hasardé leur vie en s'opposant ouvertement à la volonté d'un puissant monarque qui voulait les retenir en esclavage, aurait été agréable à un peuple reconnaissant, et qu'une constitution faite pour lui par Dieu même, n'aurait pas trouvé un seul contradicteur; il se trouva pourtant, dans chacune des treize tribus, des mécontens, des esprits inquiets, qui déclamaient contre le nouveau gouvernement, d'après différens motifs.

Plusieurs conservaient encore de l'affection pour l'Égypte, pays de leur naissance, et quand ils éprouvaient quelque inconvénient, quelque privation, effet naturel et inévitable de leur changement de situation, ils s'emportaient contre leurs chefs, les accusaient de tous leurs maux, et non-seulement regrettaient l'Égypte, mais voulaient lapider ceux qui les en avaient délivré (Nomb. Ch. XIV). Ceux qui penchaient pour l'idolâtrie trouvaient mauvais que le veau d'or eût été détruit. Plusieurs chefs pensaient que la nouvelle constitution était contraire à leur intérêt particulier; que la famille et les amis de Moïse et d'Aaron s'empareraient de toutes les places avantageuses, à l'exclusion de ceux qui n'y avaient pas moins de droit (Nomb. Ch. XVI). Nous trouvons dans Josèphe et dans le Talmud quelques particularités qui ne sont pas aussi détaillées dans l'Écriture. On y voit « que Corah, dévoré de l'ambition de devenir grand-prêtre, se trouvait offensé que cette dignité eût été donnée à Aaron, et cela, disait-il, par l'autorité seule de Moïse, *sans le consentement du peuple* »: il accusa Moïse de s'être frauduleusement emparé du gouvernement par divers artifices, d'avoir privé le peuple de sa liberté, d'avoir

Digitized by Google

drions nous-mêmes. Nous savons trop bien dans quel danger un tel événement nous jetterait, et

---

conspiré avec Aaron pour perpétuer la tyrannie dans leur famille. Ainsi, quoique Corah n'eût d'autre but que de supplanter Aaron, il persuada au peuple qu'il n'avait en vue que le bien général; ses manœuvres réussirent, et l'on commença à crier : « Soutenons la liberté commune *de nos tribus respectives*; nous nous sommes retirés de l'esclavage de Pharaon, est-ce pour être réduits sous celui de Moïse? S'il faut que nous ayons un maître, que ce soit le roi d'Égypte, qui nous donnait du moins du pain et des oignons, et ne servons pas ce nouveau tyran, qui ne nous procure que la famine ». On mit en question la réalité de ses conférences avec Dieu; on lui reprocha le secret qui y régnait, et le soin qu'il prenait d'en écarter le peuple, de l'empêcher même d'approcher de l'endroit où elles avaient lieu; et l'on en fit des motifs de soupçon. On l'accusa de péculat comme s'étant approprié une partie des cuillers d'or et des vases d'argent qui avaient été donnés en offrande lors de la dédicace de l'autel (Nomb. Ch. VII; Exod. Ch. XXXV); ils accusèrent aussi Aaron d'avoir gardé une grande partie de l'or qu'il avait reçu pour construire le veau d'or (Nomb. Ch. III; Exod. Ch. XXX); enfin ils reprochèrent à Moïse son ambition; ils disaient que c'était pour satisfaire cette passion qu'il avait trompé le peuple, en lui promettant de le conduire dans une terre de délices, et que sous cet appât, il l'avait tiré d'un pays où rien ne lui manquait; mais il s'inquiétait peu des maux que souffrait le peuple, pourvu qu'il pût se faire monarque absolu (Nomb. Ch. XVI); que pour soutenir avec splendeur la nouvelle dignité dans sa famille, il avait déjà levé une taxe partielle dont le produit était accordé à Aaron (Nomb. Ch. III), et qui allait être suivie d'une taxe générale qui serait sans doute augmentée de temps

Digitized by Google

nous aurons grand soin d'en prévenir la possibilité. Le choix est fait pour quatre ou cinq ans;

---

en temps (Exod. Ch. XXX), si l'on souffrait qu'il promulguât de nouvelles lois, sous prétexte de nouvelles révélations de la volonté divine, jusqu'à ce que toute la fortune du peuple fût dévorée par cette aristocratie. »

Moïse nia l'accusation de péculat, et ses acusateurs n'avaient aucune preuve à en donner, quoiqu'un fait, quand il est réel, soit toujours susceptible d'être prouvé. « Je n'ai point, dit-il, avec une sainte confiance, en la présence de Dieu, je n'ai point pris à ce peuple la valeur de la plus vile bête de charge, et je ne lui ai fait aucun tort ». Mais l'accusation était portée; elle avait fait impression sur la populace, et rien n'est plus facilement admis parmi des brigands qu'une accusation de brigandage.

Enfin, deux cent cinquante des principaux d'entre eux « fameux parmi le peuple, hommes de renom » (Nomb. Ch. XVI), soulevèrent la populace, se mirent à la tête des factieux, et excitèrent leur frénésie au point qu'ils s'écrièrent : « Lapidons-les, lapidons-les! Recouvrons notre liberté, et choisissons d'autres chefs qui nous reconduisent en Égypte, si nous ne pouvons parvenir à réduire les Cananéens. »

Au total, il paraît que les Israélites étaient un peuple jaloux de la liberté qu'il venait d'acquérir, ce qui n'était pas un défaut en soi-même : mais quand ils se laissèrent influencer par des hommes artificieux qui voilaient leurs vues d'intérêt particulier sous le prétexte du bien public, ils s'opposèrent à l'établissement de la nouvelle constitution, et s'attirèrent ainsi beaucoup de malheurs et de souffrances. On voit encore, en continuant de puiser dans cette source inestimable, qu'après bien des siècles, lorsqu'un amendement fut proposé à cette constitution devenue vieille et dont on abusait, la

Digitized by Google

le traitement sera peu considérable. Ainsi, nous pouvons changer notre président, si sa conduite nous déplaît, et il a peu de motifs pour désirer d'être réélu. Quant aux deux chambres, je conviens avec vous qu'une seule suffirait et serait préférable; mais, mon cher ami, rien n'est parfait dans les affaires et dans les projets des hommes, et peut-être en faut-il dire autant de nos opinions.... ».

---

populace, de même qu'elle avait accusé Moïse de vouloir se faire monarque absolu, et s'était écrié « lapidons-le! » excitée par ses prêtres et ses scribes, accusa le Messie de vouloir se faire roi des Juifs, et s'écria : « Crucifiez-le! » Nous pouvons tirer de là la conséquence que l'opposition du peuple à une mesure publique ne prouve pas qu'elle soit mauvaise, quand même cette opposition serait excitée et fomentée par des hommes de distinction.

Je ne veux pourtant pas qu'on aille conclure de ce que je viens de dire, que je pense que notre assemblée générale avait reçu une inspiration divine quand elle établit notre constitution fédérative, uniquement parce que cette constitution a éprouvé une opposition aussi puissante que déraisonnable. Je dois pourtant convenir que je crois tellement dans le gouvernement général du monde par la Providence, que j'ai peine à concevoir qu'une affaire d'une si grande importance pour le bonheur de millions d'êtres actuellement existans, et qui naîtront de la postérité d'une grande nation, puisse se régler sans être, jusqu'à un certain point, influencée, guidée et gouvernée par cet être bienfesant, tout-puissant, présent à tout, et à qui tous les êtres inférieurs sont redevables de leur existence.

B. F.

Digitized by Google

A l'honorable Charles Carrol, membre du congrès.

Philadelphie, 25 mai 1789.

« .... Je vois avec plaisir, par les journaux, que les ressorts de notre grande machine commencent enfin à marcher. Je prie Dieu de bénir et de guider le travail de ses rouages. Si quelque forme de gouvernement est capable de faire le bonheur d'une nation, celle que nous avons adoptée promet de produire cet effet. C'est pourtant ce qui dépend beaucoup du peuple qu'il s'agit de gouverner. Nous nous sommes mis en garde contre un défaut auquel est sujette la vieillesse des états, *trop de pouvoir dans les gouvernans;* mais nos dangers actuels paraissent nous venir plutôt *du trop peu de soumission dans les gouvernés.* Nous devons cependant espérer, d'après les lumières qui règnent dans ce siècle et dans ce pays, que nous pourrons nous préserver de ce péril comme des autres.

» Mon petit-fils, William Temple Franklin, aura l'honneur de vous présenter cette lettre. Il m'a accompagné en France, et y a resté tant qu'a duré ma mission. Permettez-moi de vous le recommander.... »

Le docteur Franklin ayant rempli les fonctions de président de l'état de Pensylvanie, aussi longtemps que le permettait la constitution de cette province, et sentant augmenter ses infirmités, et

Digitized by Google

le besoin qu'il avait de quelque repos, se retira entièrement des affaires publiques en octobre 1788. Il parle de cette circonstance à son ami le duc de La Rochefoucault dans les termes suivans, dans une lettre dudit mois :

« .... Mes fonctions de président étant terminées, je me suis promis de ne plus prendre part aux affaires publiques. J'espère, pendant le peu de jours qui me restent, pouvoir jouir du repos que j'ai si long-temps désiré. J'ai dessein de m'occuper à écrire la continuation de mes Mémoires, comme vous m'y engagez. Je les ai déjà conduits jusqu'après ma cinquantième année (1). La suite contiendra des objets plus importans; mais il me semble que ce que j'en ai déjà écrit sera d'une utilité plus générale pour les jeunes lecteurs, qui y verront fortement tracés les effets qui résultent d'une conduite sage ou imprudente dans le commencement d'une vie consacrée aux affaires.... »

Quoique le docteur Franklin eût lieu d'être satisfait de l'accueil qu'il avait reçu *de ses concitoyens* lors de son retour aux États-Unis, il n'avait pas sujet d'être aussi content *du gouvernement*. Nous allons donner copie d'une lettre confidentielle qu'il écrivit à ce sujet à son intime

(1) Le docteur Franklin parle ici des deux premières Parties des présens Mémoires. Il est bien à regretter que sa santé ne lui ait pas permis de les continuer.

Digitized by Google

et digne ami, Charles Thomson, secrétaire du congrès.

Philadelphie, 29 décembre 1788.

« MON CHER ET ANCIEN AMI,

» Je vous envoie une lettre pour le président actuel du congrès (1). Je vous prie de la lui présenter, si vous n'y trouvez rien d'inconvenable, rien que, par rapport à moi, vous voudriez en retrancher ou y changer. Je compte beaucoup sur les conseils de votre amitié, parce que vous devez connaître mieux que moi les hommes en place et leurs dispositions. Si vous trouvez des changemens à y faire, nous en aurons le temps avant que le nouveau congrès s'assemble; dans le cas contraire, vous la remettrez à celui qui est maintenant assemblé.

» Vous pouvez remarquer, dans la copie de ma lettre à M. Barclay, que j'y parle de quelques articles assez importans que je n'ai pas portés dans les comptes que j'ai présentés au congrès, mais auxquels j'espérais que son équité aurait fait quelque attention. Pour que vous puissiez savoir en quoi ils consistent, je joins ici un aperçu de mes services; vous y trouverez mentionné le travail extraordinaire dont j'ai été chargé, indépendamment de mes fonctions

(1) Cette lettre ne s'est pas retrouvée.

Digitized by Google

comme plénipotentiaire. Vous verrez que j'ai dû agir comme juge de l'amirauté, comme consul jusqu'à l'arrivée de M. Barclay, comme banquier pour examiner et accepter une multitude de lettres-de-change, enfin comme secrétaire pendant plusieurs années; car on ne m'en envoya point, quoiqu'on en accordât aux autres ministres.

» C'est l'usage en Europe de récompenser libéralement les ministres lorsque, après avoir rempli leur mission, ils reviennent dans leur pays. Je dois avouer que j'espérais que le congrès aurait bien voulu au moins montrer l'approbation qu'il donnait à ma conduite, en me fesant une concession de quelque portion de terre dans les contrées occidentales, ce qui aurait été utile et honorable à ma postérité. Je ne puis encore m'empêcher de croire qu'il fera quelque chose de semblable quand il lui plaira de prendre mes services en considération; car je vois d'après ses registres qu'il a généreusement récompensé M. Lee des services qu'il avait rendus en Angleterre avant de l'envoyer en France. M. Bolland et moi avions travaillé à Londres conjointement avec lui, et nous n'avons pas été traités de la même manière. A son retour de France, on lui a accordé une bonne place ainsi qu'à mon ami M. Jay, et cependant tout cela n'est qu'une bagatelle auprès de ce que le roi de France a fait pour M. Gérard, à son retour d'Amérique. Quelle dif-

Digitized by Google

férence à mon égard ! A mon retour d'Angleterre, en 1775, le congrès me nomma maître-général des postes; nomination dont je fus très-reconnaissant. Cependant c'était une place à laquelle j'avais quelque droit; car je l'avais exercée sous le gouvernement de la couronne, et j'en avais considérablement augmenté le revenu, par les règlemens que j'avais établis. Quand je fus envoyé en France, je chargeai mon gendre d'en remplir les fonctions, comme mon suppléant; mais bientôt après mon départ, on me retira cette place et on la donna à M. Hazard. Quand le ministère anglais avait jugé convenable de m'en priver, il m'avait laissé le privilége d'envoyer et de recevoir toutes mes lettres, franches de port, ce qui est d'usage quand un maître des postes n'est pas destitué pour inconduite : on ne m'a pas accordé la même faveur en Amérique, et depuis mon retour de France, j'ai payé plus de 50 livres (1200 francs) pour ports de lettres, dont la plus grande partie m'étaient adressées par suite des fonctions que j'avais remplies dans ce pays.

» Lorsque j'emmenai avec moi en France mon petit-fils William Temple Franklin, mon dessein, après lui avoir fait apprendre le français, était qu'il s'appliquât à l'étude des lois pour pouvoir suivre la carrière du barreau; mais comme on me fesait toujours espérer un secrétaire qui n'arrivait jamais, je me trouvai dans la nécessité de

Digitized by Google

le garder avec moi pour en remplir les fonctions. Il les continua pendant tout le temps de mon séjour en France, et perdit ainsi plus de huit ans qu'il aurait pu consacrer à la jurisprudence. Ses habitudes étaient alors devenues si différentes, qu'il n'était plus temps pour lui de songer à cette profession. Je le regardai comme préparé pour la diplomatie, et en état, par les connaissances qu'il avait acquises, d'y remplir tout au moins une place de secrétaire. Je n'étais pas seul de cette opinion; car trois de mes collègues, sans la moindre sollicitation de ma part, le prirent pour secrétaire dans la négociation de traités dont ils étaient chargés. Je pris la liberté de le recommander à la protection du congrès. C'était la seule faveur que je lui eusse jamais demandée. La seule réponse que j'en reçus fut une résolution qui nommait à sa place le colonel Humphreys, homme qui pouvait avoir beaucoup de mérite militaire, mais qui ne connaissait rien en diplomatie, qui ne savait pas le français, et qui n'avait ni l'expérience, ni la dextérité nécessaires dans de pareilles fonctions.

» C'est à vous seul, c'est à un ami particulier que je parle ainsi, car je n'ai jamais fait et je ne ferai jamais aucune plainte en public. Quand même j'eusse pu prévoir que le congrès eût assez méconnu mes services pour refuser, comme il l'a fait, de me voter des remercîmens, je n'en aurais eu ni moins de zèle, ni moins d'ardeur

Digitized by Google

pour la cause de l'Amérique. Je sais quel est le caractère de ces assemblées dont les membres se renouvellent; que ceux qui les composent réfléchissent peu sur les services rendus à leur corps avant qu'ils en fissent partie; qu'ils ne pensent pas en devoir quelque reconnaissance, et que s'ils en conservent d'abord, l'absence de celui qui les sert dans un pays éloigné, ouvre un beau champ aux envieux et aux méchans, dont les insinuations artificieuses et malveillantes finissent par produire de l'effet même sur l'esprit des personnes les plus justes, les plus équitables et les plus honnêtes. Je mets donc en oubli ces réflexions.

» Pardonnez-moi, si vous le pouvez, mon cher ami, l'ennui que vous causera cette lettre; et si le reproche qu'on a fait aux républiques d'être sujettes à l'ingratitude, se vérifiait malheureusement à votre égard, souvenez-vous que vous avez le droit d'ouvrir votre cœur et de faire part de vos chagrins à votre ancien ami et obéissant serviteur,

B. Franklin. »

Aperçu des services de B. Franklin.

En Angleterre, il combattit l'acte du timbre. Ses écrits dans divers journaux, et ses réponses à l'interrogatoire qu'il subit dans la chambre des

Digitized by Google

communes, passèrent pour en avoir, en grande partie, déterminé le rapport.

Il s'opposa à l'acte qui établissait de nouveaux droits, et s'il ne put l'empêcher d'être adopté, il obtint du moins de M. Townsend la suppression de plusieurs articles, notamment de celui concernant le sel.

Dans les différends qui s'élevèrent ensuite, il publia divers écrits pour combattre la prétention du parlement au droit de taxer les colonies.

Il s'opposa à tous les actes qui tendaient à l'oppression de l'Amérique.

Il conduisit deux négociations secrètes avec les ministres pour en obtenir le rapport, ce dont il a mis le détail par écrit (1). Il a, pour y réussir, offert de contracter, à ses propres risques, l'obligation de faire payer le thé qui avait été détruit à Boston.

Il fut chargé, avec MM. Bolland et Lee, de toutes les demandes à présenter au gouvernement à ce sujet. Il fit publier, à ses frais, contre les mesures prises par le ministère, divers écrits dont l'impression fut très-coûteuse; il s'attira par là la haine des ministres, fut insulté devant le conseil privé, et fut privé de la place de maître des postes, dont le produit annuel était de 300 liv.

(1) C'est le morceau qui termine la quatrième Partie.

Digitized by Google

Il fut obligé de cesser les fonctions d'agent que lui avaient confiées diverses colonies, et pour lesquelles il recevait par an :

De la Pensylvanie.....	500
Du Massachusetts.....	400
Du New-Jersey.....	100
De la Géorgie.....	200
Ce qui fut pour lui une perte annuelle de.....	1,200 l. (36,000 fr.)

Des ordres furent envoyés aux gouverneurs du roi de ne signer aucune ordonnance sur la trésorerie pour le payement de son traitement; et quoique les colonies qui l'avaient chargé de leurs intérêts ne lui eussent pas retiré leurs pouvoirs, jugeant que les dispositions défavorables de la cour à son égard le rendaient moins propre que tout autre à conduire leurs affaires pour leur plus grand avantage, il crut qu'il était de son devoir de discontinuer ses services, et laissa entre les mains de personnes contre lesquelles il n'existait pas de semblables préventions, les intérêts des colonies, ce qui leur évita la nécessité de le rappeler.

De retour en Amérique, il encouragea à la révolution; il fut nommé président du comité de sûreté; il donna l'idée des *chevaux de frise*, pour protéger Philadelphie, où le congrès tenait alors ses séances.

En 1775, il fut envoyé par le congrès au quar-

Digitized by Google

tier-général avec MM. Harrison et Lynch, pour régler quelques affaires avec les gouvernemens du nord, et le général Washington.

Dans le printemps de 1776, il fut envoyé dans le Canada avec MM. Chase et Carrol, et traversa les lacs, tandis que les glaces gênaient encore la navigation. Dans le Canada, il fit droit, de concert avec ses collègues, à diverses plaintes des habitans, ce qui les rendit plus favorables à notre cause. Il y avança au général Arnold et à d'autres agens du congrès qui se trouvaient alors dans le plus grand besoin, 353 livres (8,472 fr.) en or, de sa propre poche; ce qui leur fut de la plus grande utilité en ce moment, pour procurer à l'armée les provisions qui lui manquaient.

Ayant soixante-dix ans passés quand il fut chargé de cette mission, sa santé souffrit considérablement des fatigues de ce voyage, et surtout d'avoir été obligé de coucher au milieu des bois dans une saison si rigoureuse.

Dès qu'il fut rétabli, il reçut ordre du congrès de se rendre en France. Avant son départ, il lui remit tout l'argent qu'il put se procurer, ce qui montait entre trois et quatre mille livres (72 à 96,000 fr.), et la confiance qu'il montra engagea d'autres citoyens à avancer de même leurs fonds pour le soutien de la cause commune.

Il ne fit pas de marché pour ses appointemens, mais une délibération de l'assemblée lui promit un salaire *net* de 500 livres par an (12,000 fr.)

Digitized by Google

outre le remboursement de ses dépenses, et l'assistance d'un secrétaire qui devait recevoir, pour toutes choses, la somme de 1000 livres par an (24,000 fr.).

Lorsque l'assemblée de Pensylvanie l'envoya en Angleterre en 1764, avec le même traitement, on lui en paya une année d'avance pour fournir aux frais de la traversée, et en considération du tort que son départ précipité et son absence devaient occasionner à ses affaires. Le congrès n'en a pas agi de la même manière : il l'a mis à bord d'un misérable bâtiment incapable de voguer dans les mers du Nord, et qui a coulé à fond à son retour; et il y a été si mal nourri, qu'à son arrivée en France, il avait à peine la force de se soutenir.

Les services qu'il a rendus aux États-Unis en qualité de commissaire, et ensuite de ministre plénipotentiaire, ont dû être appréciés par le congrès, et sont établis dans sa correspondance. Il est possible que ceux qu'il a rendus, sans qu'ils fissent partie de ses fonctions, soient moins connus, et c'est pourquoi ils vont être mentionnés ici.

Le secrétaire qu'on lui avait promis n'étant jamais arrivé, les fonctions de cette place ont été remplies, d'abord en partie, et ensuite, quand les autres commissaires l'eurent quitté, entièrement par lui et son petit-fils, dont le salaire borné d'abord à la nourriture, à l'entretien et au logement, n'a jamais excédé 300 livres (7,200 fr.)

Digitized by Google

par an, si ce n'est pendant le temps qu'il a servi de secrétaire aux commissaires chargés de négocier la paix. Il en est résulté pour le congrès une économie de 700 livres (14,800 fr.) pendant plusieurs années, s'il juge convenable d'en profiter.

Il remplit les fonctions de consul jusqu'à l'arrivée de M. Barclay, et même ensuite, pendant les voyages que celui-ci fit en Hollande, en Flandre et en Angleterre; toutes les affaires de consulat qui se présentaient pendant son absence étant renvoyées à M. Franklin.

Il s'acquitta aussi, quoique sans mandat spécial à cet effet, des fonctions de juge d'amirauté; car le congrès lui ayant envoyé un grand nombre de commissions en blanc pour des corsaires, il les délivra à des bâtimens équipés dans des ports de France, dont quelques-uns étaient montés par d'anciens fraudeurs qui connaissaient jusqu'à la moindre crique des côtes d'Angleterre, et qui croisant autour de cette île, gênaient considérablement le commerce côtier des Anglais, et firent hausser le taux des assurances. Un seul de ces corsaires, *le Prince noir*, prit en un an soixante-quinze bâtimens. Tous les papiers qui se trouvaient à bord de chaque prise, étaient en vertu d'un ordre du conseil envoyés à M. Franklin, qui devait les examiner, et prononcer sur la validité de la capture. Il fallait alors qu'il écrivît à l'amirauté de chaque port que le bâtiment capturé était de bonne prise, et qu'on pouvait en per-

Digitized by Google

mettre la vente. Il peut produire ces papiers qui sont très-volumineux.

On l'a aussi employé comme négociant, tant pour faire des achats que pour veiller à l'embarquement des objets achetés. Il y en a eu pour des sommes considérables, et il n'a jamais porté dans ses comptes aucune commission pour cet objet.

Mais la partie du service dont il a été chargé, qui a été la plus fatigante, et qui exigeait le plus d'assiduité, c'était celle de recevoir et d'accepter, après l'examen nécessaire, les lettres-de-change tirées par le congrès pour l'intérêt de ses emprunts, et qui montaient annuellement à deux millions et demi de livres. Une grande partie de ces traites étaient pour de petites sommes, et la moindre donnait autant d'embarras que la plus considérable. Un examen scrupuleux était d'autant plus indispensable, que très-souvent on se présentait pour toucher les lettres-de-change tirées par seconde et troisième, après que la première avait été acquittée. Ces traites arrivant, en plus ou moins grande quantité, par chaque bâtiment et par chaque poste, il fallait qu'on fût toujours prêt à les recevoir. M. Franklin ne pouvait donc faire aucun voyage pour prendre de l'exercice, comme il y était habitué, et cette vie sédentaire lui occasionna une maladie qui durera vraisemblablement autant que sa vie.

En un mot, quoiqu'il ait toujours mené une

Digitized by Google

vie très-active, jamais il n'a eu, dans l'espace de huit ans, autant d'affaires à conduire que pendant le même espace de temps qu'il a passé en France. Il a cependant su y suffire jusqu'à ce qu'il ait vu la paix heureusement établie, et qu'il se soit trouvé dans sa quatre-vingtième année, âge auquel un homme a quelque droit, ou jamais, de désirer le repos.

Peu de temps après le retour du docteur Franklin à Philadelphie, il se forma dans cette ville une société de *Recherches philosophiques*. Il en fut nommé président, et elle tenait ses séances chez lui à cause de ses infirmités. On fit imprimer deux ou trois essais qui y furent lus, mais son existence ne fut pas de longue durée.

Deux autres sociétés y furent encore établies vers la même époque, et toutes deux le choisirent pour président. Elles étaient fondées sur les principes de l'humanité la plus pure et la plus libérale. L'une avait pour but d'*alléger la misère dans les prisons*; l'autre, de *procurer l'abolition de l'esclavage; de soulager les nègres nés libres, illégalement réduits à la condition d'esclaves, et d'améliorer l'état de la race africaine.*

Dès l'année 1772, il avait exprimé, de la manière la plus forte, l'horreur que lui inspirait la traite des nègres, dans une lettre qu'il avait adressée à M. Antoine Benezett, et qui est imprimée dans la première partie de sa correspondance.

Digitized by Google

Les travaux de ces deux sociétés ont été couronnés du plus grand succès; et elles continuent à suivre, avec une persévérance infatigable, les louables desseins qui les ont fait instituer.

« Le docteur Franklin, dit le docteur Stuber, signa, comme président de la société pour l'abolissement de l'esclavage, le mémoire présenté à la chambre des représentans des États-Unis, le 12 février 1789, pour la supplier d'employer toute l'étendue du pouvoir que lui accordait la constitution, pour mettre un terme au trafic de l'espèce humaine. Ce fut son dernier acte public. Dans les débats auxquels ce mémoire donna lieu, on fit diverses tentatives pour justifier la traite. Dans la Gazette fédérale du 25 mars 1790, il parut un article signé *Historicus*, et dont le docteur Franklin était l'auteur. C'était un envoi à l'éditeur d'un discours supposé tenu dans le divan d'Alger en 1687, en réponse à la pétition d'une secte nommée *Érica* ou *Puristes*, qui demandait l'abolition de la piraterie et de l'esclavage. Cette harangue, prétendue africaine, était une excellente parodie d'un discours prononcé par M. Jackson, de Géorgie. Tous les raisonnemens dont il s'était servi en faveur de l'esclavage des nègres, sont mis en usage pour justifier le pillage et l'esclavage des Européens. C'est en même temps une démonstration de la futilité des argumens employés pour soutenir la traite des nègres, et une preuve de l'esprit ingénieux et vigoureux de

Digitized by Google.

l'auteur à une époque si avancée de sa vie. On y voit aussi combien il savait imiter le style des autres temps et des autres nations, et bien des gens fouillèrent les archives des bibliothéques, pour y trouver l'ouvrage supposé dont on prétendait que ce discours était tiré ».

Cette pièce, si ingénieuse par elle-même, étant un des derniers ouvrages du docteur Franklin, qui l'écrivit quelques semaines seulement avant son décès, nous paraît assez intéressante pour l'insérer ici en entier.

A l'éditeur de la Gazette fédérale.

23 mars 1790.

MONSIEUR,

La lecture que je fis hier soir, dans votre excellent journal, du discours prononcé dans le congrès par M. Jackson pour le détourner de s'occuper de l'abolition de l'esclavage des nègres, et de l'amélioration du sort des esclaves, m'en rappela un prononcé il y a environ cent ans par Sidi Mehemet Ibrahim, membre du divan d'Alger. On peut le voir dans le *Récit des événemens passés à Alger pendant le consulat de Martin*, 1687. Il était dirigé contre la pétition présentée par une secte nommée *Erica* ou *Puristes*, qui demandaient qu'on abolît la piraterie et l'esclavage des chrétiens, comme étant souverainement injuste. M. Jackson ne le cite pas, et peut-être ne le connaît-il point.

Digitized by Google

Si donc il a reproduit dans son éloquent discours une partie des raisonnemens qu'on trouve dans celui dont il s'agit, c'est une nouvelle preuve que l'intérêt des hommes agit sur leurs esprits de la même manière, dans les mêmes circonstances, dans tous les climats. Voici le discours de l'orateur africain :

Allah Bismillah, etc. Dieu est grand, et Mahomet est son prophète.

« Ces *Erica* ont-ils bien réfléchi sur les suites qu'aurait leur demande si on la leur accordait? Si nous cessons de croiser contre les Chrétiens, comment nous procurerons-nous les produits de leur pays, qui nous sont si nécessaires? Si nous ne pouvons les réduire en esclavage, qui cultivera nos terres dans ce climat brûlant? Qui nous servira dans nos villes et dans nos familles? Faudra-t-il donc que nous soyons nos propres esclaves? N'est-il pas dû plus de compassion, plus de faveur à nous Musulmans, qu'à ces chiens de Chrétiens? Nous avons maintenant plus de cinquante mille esclaves dans Alger et aux environs; si ce nombre n'est pas entretenu par de nouvelles importations, il décroîtra graduellement, et finira par s'épuiser. Si donc nous cessons de piller et de capturer les vaisseaux des infidèles, et de réduire en esclavage leurs marins et leurs passagers, nos terres deviendront sans valeur faute de culture;

Digitized by Google

le loyer des maisons dans la ville diminuera de moitié, et le gouvernement perdra le revenu qu'il tire de sa part dans les prises. Et pourquoi? pour satisfaire la fantaisie d'une secte ridicule qui nous engage non-seulement à ne plus faire d'esclaves, mais même à rendre la liberté à ceux que nous possédons déjà. Et qui indemnisera leurs maîtres de cette perte? Sera-ce l'état? ses trésors y suffiront-ils? seront-ce ces *Erica*? le peuvent-ils? Veulent-ils, pour rendre ce qu'ils appellent justice aux esclaves, rendre leurs maîtres victimes d'une injustice? Et si nous rendons la liberté à nos esclaves, que deviendront-ils? Très-peu voudront retourner dans leur pays. Ils savent trop bien quels maux les y attendent. Ils n'embrasseront pas notre sainte religion; ils n'adopteront pas nos mœurs : nos concitoyens ne voudront pas se souiller par des alliances avec eux. Il faudra donc souffrir qu'ils mendient dans les rues, ou que nos propriétés soient la proie de leurs pillages; car des gens habitués à l'esclavage ne travailleront pas pour gagner leur vie, sans y être forcés. Mais qu'y a-t-il donc de si malheureux dans leur état actuel? N'étaient-ils pas esclaves chez eux? L'Espagne, le Portugal, la France, tous les états d'Italie ne sont-ils pas gouvernés par des despotes qui tiennent leurs sujets dans l'esclavage, sans aucune exception? L'Angleterre même traite ses marins comme des esclaves; car le gouvernement les fait saisir quand bon lui

Digitized by Google

semble, les enferme dans des vaisseaux de guerre, et les force non-seulement à travailler, mais à combattre pour un modique salaire, ou seulement pour gagner leur nourriture, qui n'est pas meilleure que celle que nous donnons à nos esclaves. Sont-ils donc plus malheureux quand ils tombent entre nos mains? non. Ils ne font que changer d'esclavage, et j'ose dire qu'ils gagnent au change. On les amène dans un pays où le soleil de l'islamisme brille dans tout son éclat; ils ont les moyens de s'instruire dans la véritable doctrine, et de sauver ainsi leurs âmes immortelles. Ceux qui restent chez eux n'ont pas le même bonheur. Les y renvoyer, ce serait les faire passer du grand jour dans les ténèbres.

» Mais je le demande encore, que fera-t-on des esclaves devenus libres? J'ai entendu dire qu'on peut les établir dans le désert où il se trouve des terres qui peuvent les faire subsister, et où il leur est possible de fleurir comme un peuple libre; mais ils sont trop paresseux pour travailler sans y être forcés, et trop ignorans pour établir parmi eux un bon gouvernement. Les Arabes errans les auront bientôt ou détruits, ou réduits de nouveau à l'esclavage. Tandis qu'ils nous servent, nous avons soin de leur fournir tout ce qui leur est nécessaire, et nous les traitons avec humanité. Je suis certain que dans leur pays, les cultivateurs sont moins bien nourris, moins bien vêtus, moins bien logés

Digitized by Google

La condition de la plupart d'entre eux est donc déjà améliorée, et n'exige pas d'autre amélioration. Ici leur vie est en sûreté. On ne les force pas à se faire soldats, à se couper la gorge, chrétiens contre chrétiens, comme dans les guerres d'Europe. Si quelques-uns des dévots superstitieux qui nous ennuient de leurs sottes pétitions, ont, dans un accès de zèle aveugle, donné la liberté à leurs esclaves, ce n'est ni la générosité ni l'humanité qui les y a déterminés; c'est parce que se sentant la conscience chargée d'un pesant fardeau de noirs péchés, ils ont espéré, d'après le mérite qu'ils supposent à une si bonne action, se soustraire à la damnation. Comme ils se trompent grossièrement en croyant que l'Alcoran ne permet pas l'esclavage! N'y trouve-t-on pas ces deux préceptes, pour ne pas en citer davantage : « Maîtres, traitez vos esclaves avec bonté : esclaves, servez vos maîtres avec attachement et fidélité ». Le pillage des infidèles n'est pas plus défendu dans ce livre saint, car c'est un fait bien connu que Dieu a donné le monde et tout ce qu'il contient à ses fidèles Musulmans qui ont le droit d'en jouir, aussitôt qu'ils s'en emparent. Qu'on ne nous fasse donc plus entendre cette détestable proposition de donner la liberté aux esclaves chrétiens. Si elle était accueillie, ce serait priver une foule de bons citoyens de leur propriété, déprécier nos terres et nos maisons, créer un mécontentement universel,

Digitized by Google

exciter des insurrections, mettre le gouvernement en danger, et produire une confusion générale. Je ne doute donc nullement que ce sage conseil ne préfère la paix et le bonheur de toute une nation de vrais croyans, aux folles idées de quelques *Erica*, et qu'il ne rejette leur pétition.

Le résultat fut, à ce que nous apprend Martin, que le divan prit cette résolution. « La doctrine de piller les Chrétiens et de les réduire à la condition d'esclaves, est injuste, ou du moins problématique; mais comme il est de l'intérêt de cet état de continuer à suivre cet usage, que la pétition soit rejetée. »

Tel fut donc le résultat de la démarche des *Erica*; et puisque les mêmes motifs produisent dans l'esprit des hommes les mêmes opinions et les mêmes effets, ne pouvons-nous pas, d'après ce récit, prédire que les pétitions présentées au parlement d'Angleterre et aux autres corps législatifs, pour demander l'abolition de la traite des nègres, aboutiront à la même conclusion?

Je suis, monsieur, votre lecteur constant et votre humble serviteur,

HISTORICUS.

Vers la fin de l'année 1789, le docteur Franklin reçut un nouvel honneur auquel il ne s'attendait pas, celui d'être élu membre de l'Académie impériale des Sciences de Saint-Pétersbourg.

Digitized by Google

Il en reçut la nouvelle par la lettre suivante (écrite en anglais), de la princesse Daschkaw, présidente de ce corps, et qu'il avait quelquefois vue à Paris.

A son excellence le docteur Benjamin Franklin.

Saint-Pétersbourg, 9 novembre 1789.

« MON CHER MONSIEUR,

» J'avais toujours cru, et c'était pour moi une satisfaction de le croire, que vous étiez membre de l'Académie impériale des Sciences établie à Saint-Pétersbourg sous ma direction. Je fus donc bien surprise, en lisant il y a quelques jours la liste de ses membres, de n'y pas trouver votre nom. Je me suis hâtée de procurer cet honneur à l'Académie, et vous avez été élu un de ses membres aux applaudissemens unanimes, et à la grande satisfaction de tout le corps. Je vous prie, Monsieur, d'en accepter le titre, et de croire que je regarderai votre acceptation comme un honneur pour notre Académie.

» Je donnerai ordre que le diplôme vous soit envoyé le plus tôt possible : en attendant, soyez assuré que c'est avec le plus grand plaisir que je profite de cette occasion pour vous donner une marque de l'estime et de la vénération que m'ont inspirées vos éminentes qualités, et que je serai

Digitized by Google

toujours flattée de me souvenir que j'ai eu l'avantage de faire votre connaissance personnelle.

» Je suis avec une sincère considération, mon cher monsieur, votre obéissante servante,

» *La princesse de* DASCHKAW. »

Pendant la plus grande partie de sa vie, Franklin avait joui, presque sans interruption, d'une excellente santé, et il attribuait cet avantage à sa tempérance exemplaire.

Il est vrai qu'en 1735, il avait été attaqué d'une pleurésie qui s'était terminée par une suppuration au lobe gauche des poumons, et il fut presque suffoqué par la quantité de matières qu'il rendit. Il eut même une rechute de cette maladie; mais il en avait été si radicalement guéri, qu'il n'en avait pas même conservé la moindre gêne dans sa respiration.

Dans un âge plus avancé, il devint pourtant sujet à des accès de goutte, et en 1782 il s'y joignit une colique néphrétique : il fut peu après attaqué de la pierre, et fut obligé de garder le lit pendant presque toute la dernière année de sa vie.

Malgré les douleurs qu'il éprouvait, ses facultés mentales et sa gaîté naturelle ne l'abandonnèrent jamais; il conserva toute sa mémoire jusqu'au dernier instant; il semblait faire exception à cette règle générale, qu'à un certain âge les organes qui servent à cette faculté de l'esprit finis-

Digitized by Google

sent par s'émousser; et ce qui en est une preuve frappante, c'est qu'il apprit à parler français, après avoir atteint l'âge de soixante-dix ans.

Au commencement d'avril 1790, il eut une attaque de fièvre et une maladie de poitrine qui mirent fin à son existence. Le docteur Jones, son médecin et son ami, en rendit compte ainsi qu'il suit:

« La pierre dont il était attaqué depuis plusieurs années l'avait presque constamment forcé de garder le lit depuis un an. Pendant les paroxysmes les plus douloureux, on était obligé de lui faire prendre du laudanum pour adoucir le sentiment de ses souffrances. Cependant dans les intervalles que lui laissaient ses douleurs, non-seulement il s'amusait à lire, à converser gaiement avec sa famille, et avec quelques amis qui venaient le voir; mais il s'occupait encore d'affaires publiques et particulières, et il montrait dans toutes les occasions, non-seulement cette disposition et cette promptitude à faire le bien, qui formait le fond de son caractère; mais encore la plus complète jouissance de toutes les facultés de son esprit, se livrant à des plaisanteries, et racontant des anecdotes qui charmaient tous ceux qui les entendaient.

» Environ seize jours avant sa mort, une fièvre se déclara : elle ne fut d'abord accompagnée d'aucun symptôme particulier; mais au bout de trois ou quatre jours, il se plaignit d'une

Digitized by Google

douleur au côté gauche de la poitrine ; elle augmenta, devint très-aiguë, et fut suivie d'une toux et d'une grande difficulté de respirer. Dans cet état, quand des souffrances insupportables lui arrachaient une plainte, il disait qu'il craignait de ne pas les supporter comme il le devrait; il témoignait sa reconnaissance de toutes les faveurs qu'il avait reçues de cet Être suprême qui l'avait tiré de l'obscurité pour lui accorder un rang et de la considération parmi les hommes, et ne doutait pas que les douleurs qu'il souffrait ne lui fussent envoyées pour le détacher d'un monde dans lequel il ne pouvait jouer plus longtemps le rôle qui lui avait été destiné. Il resta dans cet état de corps et d'esprit jusqu'à cinq jours avant sa mort. Sa respiration devint alors plus facile, ses souffrances disparurent, et sa famille commençait à se flatter de l'espoir de sa guérison, quand un abcès qui s'était formé dans ses poumons, creva tout à coup, et rendit une grande quantité de matière qu'il expectora tant qu'il lui resta suffisamment de forces; mais elles finirent par lui manquer, les organes de la respiration subirent une nouvelle oppression, un état de calme léthargique y succéda; et le 17 avril 1790, vers onze heures du soir, il termina, sans agonie pénible, une vie qu'il avait toujours rendue utile pendant une longue carrière de quatre-vingt-quatre ans et trois mois ».

Trois jours avant sa mort, il avait prié sa

Digitized by Google

fille, mistress Bache, de faire faire son lit, « afin, » lui dit-il, de mourir d'une manière plus dé» cente ». Idée qui lui fut peut-être suggérée par la connaissance qu'il avait des usages des anciens. Mistress Bache lui ayant répondu qu'elle espérait qu'il se rétablirait, et qu'il vivrait encore bien des années : « J'espère le contraire, » lui répliqua-t-il.

Un écrivain anonyme décrit ainsi ses obsèques et les honneurs qui furent rendus à sa mémoire ; et les détails qu'il donne sont exacts.

« Tout ce qui était mortel dans ce grand homme, fut confié à la terre le 28 avril, dans le cimetière de l'église du Christ à Philadelphie, dans la partie voisine d'Arch-street, afin que si l'on élevait un monument sur son tombeau, il se trouvât plus en vue.

» Jamais on n'avait vu dans les États-Unis tant de monde, tant de gens de la première distinction assister à une cérémonie funèbre. Le concours de peuple était immense, toutes les cloches de la ville étaient couvertes d'étoffes noire, en signe de deuil et pour en rendre le son plus lugubre; et le papier sur lequel on imprimait les journaux fut bordé d'un encadrement noir. Le corps fut enterré au milieu des décharges d'artillerie, et l'on n'oublia rien pour témoigner le respect que les citoyens conservaient pour sa mémoire.

» Le congrès ordonna un deuil général d'un

Digitized by Google

mois dans toute l'Amérique, et cette nouvelle étant arrivée à Paris le 11 juin 1790, l'Assemblée nationale, sur la motion de M. Mirabeau l'aîné, appuyée par MM. de La Rochefoucault et de La Fayette, arrêta que tous ses membres prendraient le deuil pendant trois jours (1); et le corps municipal rendit un tribut extraordinaire à sa mémoire, en assistant en corps à son oraison funèbre qui fut prononcée par l'abbé Fauchet dans la rotonde de la halle aux blés, qu'on avait entièrement tendue en noir, illuminée avec des lustres, et décorée de devises analogues à la cérémonie.

» Le docteur Smith, prévôt du collége de Philadelphie, et M. Bittenhouse, l'un de ses membres, furent choisis par la société philosophique pour préparer un éloge à la mémoire de son fondateur, et les souscripteurs de la bibliothéque de la ville qui venaient de faire construire un bel édifice pour y déposer leurs

(1) Le congrès ayant appris l'hommage rendu à son illustre concitoyen par l'Assemblée nationale de France, prit, dans sa séance du 2 mars 1791, sous la présidence de George Washington, une résolution portant « que le président des États-Unis était chargé d'informer l'Assemblée nationale de France combien le congrès avait été sensible au tribut rendu à la mémoire de Benjamin Franklin, par les représentans libres et éclairés d'une grande nation, par leur décret du 11 juin 1790. »

Digitized by Google

livres, y destinèrent une place pour la statue de leur premier bienfaiteur.

» Elle y fut placée ensuite par la munificence d'un estimable citoyen de Philadelphie. Elle fut faite en Italie, en marbre de Carrare, par François Lazzarini, et coûta cinq cents guinées.

» C'était le premier morceau de sculpture de cette dimension qu'on eût vu en Amérique. Franklin est représenté debout, un bras appuyé sur des livres : il tient dans sa main droite un sceptre renversé, emblème de ses principes antimonarchiques ; et dans la gauche, un rouleau de papier. Il est vêtu d'une toge romaine ; la ressemblance en est correcte : la tête est une copie de l'excellent buste dû au ciseau d'Houdon : l'inscription suivante est gravée sur le piédestal.

CETTE STATUE

DU

DOCTEUR BENJAMIN FRANKLIN

A ÉTÉ PRÉSENTÉE PAR

WILLIAM BINGHAM, *Esq.*

1792.

» La vie de Franklin, dit le même auteur, présente une des plus belles leçons de morale qui puisse être offerte à l'admiration et aux applaudissemens des hommes, et ils doivent y trouver un modèle à imiter.

Digitized by Google

» Comme homme, nous l'avons vu recommander aux autres et pratiquer lui-même la frugalité, la tempérance et l'industrie.

» Comme citoyen, il a résisté aux efforts de la tyrannie, et assuré la liberté de ses compatriotes.

» Comme législateur, il offre le brillant exemple d'une âme qui s'élève hors de la portée de la corruption, et qui a constamment pour but le bonheur de ses commettans.

» Comme politique, on le voit d'une part obtenir, par ses négociations, les secours d'une nation puissante, et de l'autre réunir en un seul faisceau toute la force d'un congrès de républiques, en fixant un point central sur lequel chacun devait porter les yeux, et en concentrant ainsi leur union, leur harmonie, leur législation et leurs moyens de défense.

» Comme philosophe, ses travaux et ses découvertes ont eu pour but les grands intérêts du genre humain : on peut à juste titre le nommer l'ami des hommes, le bienfaiteur de l'univers.

» Les occupations de son printemps donnent aux jeunes gens un exemple salutaire et instructif : l'été de sa vie est un modèle pour l'âge viril, comme son hiver en est un pour la vieillesse. Le pauvre peut apprendre de lui le chemin de la fortune ; le riche, le moyen de l'ennoblir par la pratique de la bienfaisance.

» Son style était plus sentencieux qu'éloquent :

Digitized by Google

il était plus disposé à écouter qu'à parler, et sa société était plus instructive qu'attrayante. Comme presque tous les gens instruits, il ne pouvait souffrir qu'on l'interrompît, et il parlait souvent avec éloges de l'usage des Indiens, qui, après avoir écouté un discours avec une profonde attention, gardent un silence respectueux pendant quelques instans, avant d'y répondre.

» Il était poli dans ses manières. Jamais il ne contredisait positivement les assertions de ses amis ou de ses antagonistes; il s'expliquait avec calme, et c'était par la force du raisonnement qu'il voulait terrasser ses adversaires. »

On connaîtra ce que le docteur Franklin pensait de la mort, en lisant une lettre de condoléance qu'il écrivit plus de quarante ans avant son décès, à miss Habbard, sa nièce, à l'occasion de la mort de son frère John Franklin, dont elle avait épousé le fils.

Philadelphie, 23 février 1756.

« Nous avons perdu un parent, un ami estimable et qui nous était bien cher. Mais c'est la volonté de Dieu que ces corps mortels soient jetés à l'écart, quand l'âme va entrer dans une véritable vie. L'existence sur la terre mérite à peine le nom de vie; c'est un état d'embryon, une préparation à vivre, et la naissance de l'homme n'est parfaitement complète que le jour de sa mort.

Digitized by Google

Pourquoi donc regretterions-nous qu'un nouvel être soit admis à l'immortalité, soit un nouveau membre de l'heureuse société des immortels?

» Nous sommes des *esprits*. Si des corps nous sont prêtés pour nous procurer quelques plaisirs, pour nous aider à acquérir des connaissances, à faire du bien aux compagnons de notre voyage sur la terre, c'est un acte de la bonté et de la bienveillance de Dieu. Quand ils deviennent inutiles pour ce but, quand au lieu de plaisirs ils nous causent des souffrances, quand au lieu de nous servir d'aide ils deviennent pour nous un fardeau, quand ils ne peuvent plus remplir le but pour lequel ils nous ont été donnés, c'est encore sa bienveillance et sa bonté qui nous ont donné un moyen d'en être débarrassés, la mort. Nous mêmes, en certains cas, nous nous déterminons à une mort partielle! Un membre est-il attaqué d'une maladie incurable, on le fait couper; une dent fait-elle mal, on la fait arracher. Pourquoi? pour être à l'abri de la douleur qu'on éprouvait. Mais celui qui se sépare de tout son corps, perd en même temps la faculté de souffrir, et s'il n'éprouve plus de plaisir, il en est dédommagé par l'absence de la peine.

» Notre ami est donc invité, comme nous le sommes, à une partie de plaisir qui doit durer toujours. Sa chaise a été prête avant la nôtre, et il est parti le premier. Nous ne pourrions pas commodément partir tous ensemble. Pourquoi

Digitized by Google

donc nous affliger sans mesure de son départ, puisque nous devons bientôt le suivre, et que nous savons où le trouver ? »

Les sentimens généraux du docteur Franklin sur la religion étaient sublimes et touchans. Il les manifesta particulièrement dans sa dernière maladie. Il croyait que d'après les décrets immuables de Dieu dans le monde moral, tous les crimes sont punis dans cette vie ou dans l'autre, et que par conséquent une mauvaise action ne peut jamais être utile en quelque cas que ce soit. Il était également convaincu que toute bonne action a sa récompense. En proie aux souffrances d'une maladie cruelle, il disait avec une ferme confiance que tous les maux de cette vie ne sont qu'une légère piqûre d'épingle, en comparaison du bonheur de notre existence future. Il se réjouissait d'être sur le point d'entrer dans le séjour de la félicité éternelle. Il parlait avec enthousiasme du bonheur de voir le glorieux père des esprits, dont l'essence est incompréhensible pour l'homme le plus sage du monde, de voir ses œuvres dans les mondes plus élevés, et d'y converser avec les hommes de bien de toutes les parties de l'univers.

Quant à ses opinions particulières sur certains points religieux, on les trouve assez bien établies dans les deux premières Parties de ces Mémoires, et l'on peut aussi les voir dans sa *Correspondance*, et surtout dans sa réponse au docteur

Digitized by Google

Stiles, qui se trouve dans la première Partie, et qui contient en peu de lignes sa profession de foi religieuse : elle fut écrite peu de temps avant sa mort.

Il prépara lui-même son épitaphe à l'âge de vingt-trois ans. On l'a retrouvée parmi ses papiers, avec différentes corrections, et en voici une copie fidèle :

CI-GIT,
Nourriture pour les vers,
Le corps de
BENJAMIN FRANKLIN,
Imprimeur,
Comme la couverture d'un vieux livre
Dont les feuillets sont déchirés,
Dont la reliûre est usée.
Mais l'ouvrage ne sera pas perdu ;
Car il reparaîtra, comme il le croit,
Dans une nouvelle édition,
Revue et corrigée
Par L'AUTEUR.

On a aussi trouvé dans ses papiers les vers suivans qu'il avait faits six ans avant son décès :

LES ADIEUX DE B. FRANKLIN.

Si d'un festin notre vie est l'image,
J'y fus assis près de quatre-vingts ans.
Les meilleurs mets y flattèrent mes sens ;
Je me trouvai content de mon partage.

Digitized by Google

Mais le repos maintenant m'est permis.
Merci, mon hôte ; adieu, mes chers amis (1).

Nous donnerons maintenant un extrait du testament et du codicile du docteur Franklin.

TESTAMENT.

* *

« Les livres que j'avais en France, et ceux que j'avais laissés à Philadelphie étant maintenant réunis en cette ville, et le catalogue en ayant été fait, mon intention est d'en disposer ainsi qu'il suit. Je donne à la Société philosophique de Philadelphie, dont j'ai l'honneur d'être président, mon *Histoire de l'Académie des Sciences*, en soixante ou soixante-dix volumes *in-4°* ; à la Société philosophique américaine, établie dans la Nouvelle-Angleterre, et dont je suis membre, ma *Collection in-folio des Arts et Métiers ;* et à la Société de la bibliothéque de Philadelphie, mon édition *in-4°* du même ouvrage. Je donne à mon petit-fils Benjamin Franklin Bache, tous

(1) *B. F's adieu.*
If life's compared to a feast,
Near fourscore years I've been a guest :
I've been regaled with the best,
And feel quite satisfied.
'Tis time that I retire to rest.
Landlord, I thank ye! friends, good night.

Digitized by Google

les livres que je marquerai de son nom sur mon catalogue; à mon petit-fils William Bache, et à mon cousin Jonathan Williams, ceux qui y sont marquées du leur. Je donne à mon petit-fils William Temple Franklin, tout le surplus de mes livres, ainsi que tous mes manuscrits et mes papiers. Je donne à mon petit-fils Benjamin Franklin Bache, mon action dans la Société de la bibliothéque de Philadelphie, comptant bien qu'il permettra à ses frères et sœurs de partager avec lui les avantages qui y sont attachés.

» Je suis né à Boston, et je dois mes premières instructions en littérature, aux écoles gratuites de grammaire qui y sont établies. Je donne donc à mes exécuteurs testamentaires la somme de cent livres sterling (2400 fr.) pour par eux, ou le survivant d'eux, être payées aux supérieurs ou directeurs des écoles gratuites de ma ville natale, de Boston, pour être par ceux-ci ou par telles personnes qui auront le gouvernement et la direction desdites écoles, placées à intérêt pour toujours; et le produit en être employé tous les ans à acheter des médailles d'argent qui seront distribuées par les directeurs desdites écoles, à titre de récompense honorifique, parmi leurs écoliers, de la manière qui sera jugée convenable par les notables de ladite ville. Sur le traitement qui peut me rester dû comme président de l'état de Pensylvanie, je donne 2,000 livres (48,000 fr.)

Digitized by Google

à mes exécuteurs pour être employées à rendre navigable la rivière Skuylkill.

* *

» Pendant le nombre d'années que j'ai fait des affaires comme imprimeur, comme papetier, et comme maître des postes, il m'est resté dû un grand nombre de petites sommes pour impressions, ventes de livres et de papier, ports de lettres, etc., dont je n'avais pas fait le recouvrement lorsque je fus envoyé en Angleterre en 1757, comme agent de l'assemblée de Pensylvanie : à mon retour, en 1775, je me trouvai sur-le-champ occupé des affaires du congrès. Je fus envoyé en France en 1776, et je n'en revins qu'en 1785. Le payement desdites dettes n'ayant pas été demandé pendant ce long espace de temps, elles sont devenues comme prescrites, et cependant elles me sont légitimement dues. Elles sont établies dans mon grand livre de compte *E*. J'en lègue le montant aux administrateurs de l'hôpital de Pensylvanie, espérant que ceux de mes débiteurs ou de leurs descendans qui pourraient maintenant faire quelque difficulté de regarder comme légitimes des dettes si anciennes, se détermineront à les payer à titre de charité pour cet établissement de bienfesance. Je sais qu'il en existe dont le recouvrement sera impossible; mais j'espère qu'on parviendra encore à toucher une somme assez considérable. Il se peut que

Digitized by Google

quelques-uns de mes débiteurs aient de leur côté quelque ancienne répétition à faire contre moi; en ce cas, les administrateurs dudit hôpital feront toutes déductions convenables, et payeront même la différence, si elle se trouve contre moi.

* *

» Je prie mes amis MM. Henry Hill, John Jay, François Hopkinson et Edouard Duffield d'être les exécuteurs de mon présent testament, et je les nomme à cet effet ».

Philadelphie, 17 juillet 1788.

CODICILE.

« Je, Benjamin Franklin, dénommé au testament qui précède, en ayant de nouveau pris lecture, juge convenable de faire le codicile suivant :

» Une de mes opinions politiques a toujours été, que dans un état démocratique il ne doit exister aucune place salariée. J'en ai donné les motifs dans un des articles de mon projet de constitution. Mon intention, en acceptant la place de président, était donc d'en employer les appointemens à quelque usage utile au public; et j'ai déjà en conséquence, avant de faire mon testament du 17 juillet dernier, donné des sommes considérables à des colléges, à des écoles, pour des constructions d'églises, etc. Dans ledit testament, j'avais légué 2000 livres pour rendre

Digitized by Google

navigable la rivière Skuylkill; mais comme j'ai appris depuis ce temps que cette somme serait de beaucoup insuffisante pour cet ouvrage, et que ce projet ne paraît pas devoir être mis à exécution d'ici à long-temps; ayant conçu une autre idée que je crois encore plus utile, je révoque et annulle cette disposition, et je veux que les bons que j'ai en mains, pour ce qui me reste dû de mon traitement, soient vendus, et que la somme de 2000 livres soit employée de la manière que je vais le déterminer.

» On a pensé que celui qui reçoit un patrimoine de ses ancêtres contracte une sorte d'obligation de le transmettre à ses descendans. Cette obligation ne m'est pas imposée, car je n'ai jamais hérité d'un seul denier ni de mes aïeux, ni d'aucun parent. Je laisserai pourtant à mes héritiers une fortune assez considérable, à moins que quelque accident ne vienne à la diminuer d'ici à mon décès. Cette observation est une sorte d'apologie que je crois devoir à ma famille pour les legs que je vais faire et qui ne paraissent pas avoir une relation directe à son avantage.

» Je suis né à Boston, dans la Nouvelle-Angleterre, et je dois mes premières instructions en littérature aux écoles gratuites de grammaires qui y sont établies : j'ai déjà pensé à ces écoles dans mon testament; mais j'ai aussi des obligations à l'état de Massachusetts, pour m'avoir nommé autrefois, sans sollicitations de ma part,

Digitized by Google

son agent en Angleterre, avec un traitement honnête, qui dura quelques années; et quoique je me sois trouvé en perte à son service, par la transmission des lettres du gouverneur Hutchinson, d'une somme excédant le salaire qui m'était attribué, je ne crois pas que cette circonstance doive diminuer en rien ma gratitude.

» J'ai remarqué que parmi les artisans, les bons apprentis font ordinairement de bons citoyens. J'ai fait moi-même l'apprentissage d'un métier, de l'imprimerie, dans ma ville natale; et ensuite avec l'aide de prêts qui m'ont été faits par deux bons amis, je me suis établi à Philadelphie, ce qui a été le fondement de ma fortune, et, par suite, de tout ce que je puis avoir fait d'utile dans ma vie; je désire donc pouvoir rendre quelques services, même après ma mort, en contribuant à l'instruction et à l'avancement d'autres jeunes gens qui puissent un jour être utiles à leur patrie dans ces deux villes. Dans ce dessein je donne la somme de 2000 livres sterling (48,000 francs), moitié aux habitans de la ville de Boston, province de Massachusetts, moitié à ceux de Philadelphie, pour en faire l'usage dont je vais parler.

» Si les habitans de la ville de Boston acceptent le legs de ladite somme de mille livres, l'administration en sera confiée à des citoyens qu'ils choisiront, réunis aux ministres des églises presbytérienne, épiscopale, et congrégationnaire

Digitized by Google

de cette ville, qui la prêteront à intérêt à cinq pour cent par an, à de jeunes ouvriers mariés, au-dessous de vingt-cinq ans, qui auront fait leur apprentissage dans ladite ville, et qui auront rempli leurs devoirs d'apprentis de manière à obtenir un favorable certificat de mœurs, signé au moins de deux citoyens respectables, qui consentiront à cautionner le remboursement de la somme ainsi prêtée, et le payement des intérêts. Les billets seront souscrits, valeur en dollars d'Espagne, ou en monnaie d'or courante. Les administrateurs tiendront un livre ou des livres pour y enregistrer les noms de ceux qui demanderont et qui obtiendront un emprunt, ainsi que de leurs cautions, les sommes prêtées, la date des prêts et tous les autres renseignemens nécessaires pour la régularité et la sûreté desdites opérations. Ce fonds étant destiné à aider dans leur établissement de jeunes ouvriers mariés, les prêts seront proportionnés à leurs besoins, de manière à ne jamais excéder soixante livres pour chacun, et à ne pas être au-dessous de quinze livres; si le nombre de ceux qui en solliciteront, et qui seront jugés y avoir droit, est trop considérable pour qu'on puisse donner à chacun la somme qu'il pourrait être convenable de lui accorder, on diminuera la proportion, de manière à ce que chacun puisse recevoir quelque secours: ces secours seront peu de chose dans l'origine, mais les intérêts qui se-

Digitized by Google

ront ajoutés chaque année au capital, finiront par les rendre considérables; et pour pouvoir servir tour à tour le plus grand nombre possible de jeunes gens, comme aussi pour rendre plus facile le remboursement des sommes empruntées, chaque emprunteur en fesant le payement annuel des intérêts, devra rembourser la dixième partie du capital, ce qui formera tous les ans un fonds pour de nouveaux prêts. Comme il est à présumer qu'il se trouvera toujours dans la ville de Boston des citoyens bienfesans et vertueux disposés à consacrer une portion de leur temps à l'avantage de la génération qui s'élève, en se chargeant de diriger gratuitement cet établissement, on peut espérer qu'aucune partie de cette somme ne restera oisive, ou ne sera employée à d'autres usages, et qu'elle s'accroîtra chaque année par l'accumulation des intérêts. Par ce moyen la somme avec le temps pourra devenir plus considérable que ne l'exigeront les besoins de la ville de Boston, et l'on pourra faire participer aux mêmes avantages les autres villes de la province de Massachusetts qui le désireront, à la charge par elles de s'obliger au payement annuel des intérêts, et au remboursement partiel du capital, comme il a déjà été dit. Si ce plan est exécuté et réussit, il se trouvera au bout de cent ans une somme de 131,000 livres, sur laquelle je désire que les administrateurs dudit établissement emploient 100,000 livres en travaux publics,

Digitized by Google

qu'ils jugeront le plus utiles pour les habitans, comme des fortifications, des ponts, des aquéducs, des bâtimens publics, des bains, des chaussées, enfin tout ce qui peut rendre la ville plus commode pour les habitans, et plus agréable aux étrangers qui y viennent par raison de santé, ou pour y résider momentanément. — A l'égard des 31,000 livres restant, je désire qu'on continue à en faire des prêts à intérêt, de la manière ci-devant expliquée, pendant une seconde période de cent ans, attendu que j'espère qu'on aura reconnu que cette institution aura produit des effets salutaires sur la conduite des jeunes gens, et aura rendu service à de bons et dignes citoyens. A la fin de ce second terme, si aucun malheureux accident ne nuit à cette opération, on aura un fonds de 4,061,000 livres sterling dont je laisse 1,061,000 livres à la disposition des habitans de la ville de Boston, et 3,000,000 à celle du gouvernement de l'état, n'osant porter mes vues plus loin.

» Je désire que toutes les intentions que je viens de manifester sur l'administration de la somme que je lègue aux habitans de Boston, soient suivies pareillement à l'égard de celle que je laisse à ceux de Philadelphie, avec cette différence seulement, qu'attendu qu'il se trouve en cette ville un corps municipal, je le prie de se charger de cette administration, et je lui donne à cet effet tous pouvoirs nécessaires. Considérant

Digitized by Google

que le terrain plat de cette ville est couvert de bâtimens et de trottoirs qui emportent la plus grande partie des eaux pluviales, les empêchent de pénétrer dans la terre, et par là de renouveler et de purifier celles des sources, d'où il arrive à la longue que l'eau des puits se corrompt et ne peut plus être d'aucun usage, ce que je vois avoir lieu dans toutes les anciennes villes, je recommande au corps municipal, à l'expiration des premiers cent ans, si cela n'a pas encore été fait, d'amener par des tuyaux l'eau de Wissahickon-Creek dans la ville, de manière à en fournir les habitans. Je crois que l'on y trouvera peu de difficulté, le niveau de cet endroit étant plus haut que celui de Philadelphie, et l'eau pouvant encore être élevée par le moyen d'une écluse. J'engage aussi à rendre le Skuylkill complétement navigable. A la fin du second siècle, les 4,061,000 livres seront à la disposition de la ville de Philadelphie et du gouvernement de Pensylvanie, dans les mêmes proportions que j'ai établies à l'égard de Boston, et de la province de Massachusetts.

» Je désire que cet établissement ait lieu et soit en activité dans l'année qui suivra mon décès; c'est pourquoi il sera nécessaire de l'annoncer publiquement avant l'expiration de ladite année, afin que ceux en faveur desquels il est fait, puissent présenter leurs demandes. Je charge mes exécuteurs ou le survivant d'eux, de

Digitized by Google

payer, dans les six mois après mon décès, ladite somme de 2000 livres aux personnes qui seront duement chargées de la recevoir, par le comité choisi de Boston et par le corps municipal de Philadelphie. En réfléchissant sur les accidens auxquels les affaires et les projets des hommes sont exposés dans un si long espace de temps, je me suis peut-être trop flatté que ces dispositions, fidèlement exécutées, pourront se continuer sans interruption, et produire les effets que je désire. J'espère néanmoins que si les habitans de ces deux villes ne jugent pas convenable d'entreprendre de les exécuter, ils regarderont du moins l'offre de cette donation comme une marque de ma bonne volonté, une preuve de ma gratitude, un témoignage du désir que j'ai de leur être utile, même après ma mort. Je désire sincèrement que toutes deux essaient d'exécuter mon projet, parce que je crois que, s'il s'y trouve des difficultés, il sera possible de les surmonter, et que l'exécution en est praticable. Si l'une d'elles accepte la donation aux conditions que j'y impose, et que l'autre la refuse, ma volonté est que la somme totale soit payée à celle qui l'acceptera; et si toutes deux la refusent, alors elle rentre dans la masse de ma succession, et la disposition en est réglée par mon testament du 17 juillet 1788.

» Je désire être enterré à côté de ma femme, s'il est possible, et que le lieu de notre sépulture soit couvert d'une pierre de marbre, faite par

Digitized by Google

Chambers, de six pieds de longueur sur quatre de largeur, sans autre ornement qu'une petite moulure tout autour, et qui portera cette inscription :

Benjamin
et
Déborah } *FRANKLIN.*

17...

» Je donne à mon ami, à l'ami du genre humain, le général Washington, ma belle canne ayant une pomme d'or curieusement travaillée en forme de bonnet de liberté. Si c'était un sceptre, il l'a mérité, et il serait bien placé dans ses mains. C'est un présent que m'a fait cette excellente dame, madame de Forback, duchesse douairière de Deux-Ponts. Il y a quelques vers à ce sujet qui doivent l'accompagner.

Philadelphie, le 23 juin 1789.

Nous croyons ne pouvoir mieux terminer cette dernière partie des Mémoires du docteur Franklin, qu'en offrant à nos lecteurs les pièces ci-après. Elles feront connaître l'opinion qu'en avaient conçue des hommes justement célèbres.

Digitized by Google

Lettre du docteur Price à un de ses amis en Amérique.

Hackney, 19 juin 1790.

Mon cher Monsieur,

Je ne sais comment vous exprimer toute l'obligation que je vous ai des lettres que vous voulez bien m'écrire. Je vous dois surtout des remercîmens pour la dernière, où vous me donnez le détail des derniers momens de notre excellent ami le docteur Franklin. Les Mémoires de sa vie, qu'il a écrits lui-même, offrent un exemple frappant qui prouve qu'un homme, par ses talens, par son travail, par son intégrité, peut se tirer de l'obscurité, et s'élever dans le monde au rang le plus éminent et le plus illustre. Je regrette qu'il n'ait pas conduit son histoire au-delà de l'année 1757, car j'apprends que depuis qu'il en a envoyé la copie que j'ai lue, il n'a pu y faire aucune addition. L'idée de cette mort m'inspire des idées mélancoliques; mais quand je réfléchis que l'ordre immuable de la nature nous appelle tous à mourir, c'est une consolation de penser qu'on n'a pas vécu inutilement, et que l'homme vertueux qui a rendu des services au genre humain, se retrouve après sa mort, avec ceux qui lui ressemblent, dans un meilleur monde.

Digitized by Google

Le docteur Franklin, dans la dernière lettre que j'ai reçue de lui, après m'avoir parlé de son âge et de ses infirmités, me disait que c'est une preuve de bonté de l'Auteur de la nature, d'avoir voulu que plus nous approchons du tombeau, plus nous avons de motifs pour moins regretter la vie, et que le plus puissant est la perte que nous fesons de nos amis. J'ai lu avec plaisir le récit que vous me faites des honneurs qui ont été rendus à sa mémoire à Philadelphie et par le congrès, et j'en ai éprouvé hier un nouveau, en apprenant que l'Assemblée nationale de France avait pris le deuil pour lui. Quel tribut de gloire ! les annales de l'univers n'en fournissent pas un semblable.

Je suis, etc.

RICHARD PRICE.

LETTRE de l'honorable Thomas Jefferson au docteur Williams Smith, à Philadelphie.

Paris....

MON CHER MONSIEUR,

D'après le désir que vous m'en témoignez, j'entreprends avec plaisir, et je regarde comme un devoir pour moi, de vous communiquer toutes les particularités qui peuvent concerner la mémoire de notre illustre concitoyen, le docteur Franklin, en qui la philosophie a perdu une de ses plus brillantes lumières; mais je n'ai pas

Digitized by Google

eu autant d'occasions de connaître les détails de sa vie, que j'ai de désir d'en propager la connaissance.

Ce dont je puis vous assurer en général, c'est qu'on attache en France, à la mémoire du docteur Franklin, plus de respect et de vénération qu'à celle de qui que ce soit, né en ce pays ou étranger. J'ai eu lieu plus d'une fois de remarquer combien ce sentiment était profondément partagé par les ambassadeurs étrangers, et par les ministres de la cour de Versailles. La fable de sa capture par les Algériens, répandue par les journaux anglais, ne causa aucune inquiétude. On vit sur-le-champ que c'était un conte fabriqué pour plaire à certains lecteurs; mais rien ne peut égaler la tristesse que montrèrent tous les membres du corps diplomatique, lorsqu'on fit courir ensuite le *bruit* de sa mort, qui, quoique prématuré, semblait avoir quelque authenticité.

Je trouvai, en arrivant ici, tous les ministres de la cour de France frappés d'une impression également favorable de ses talens et de son intégrité. Le comte de Vergennes surtout me donna des preuves multipliées et non équivoques de son entière confiance en lui.

Quand il partit de Passy, on aurait dit que le village perdait son patriarche. Lorsqu'il prit congé de la cour, ce qu'il fit par écrit, le roi le fit honorablement complimenter, et lui fournit

Digitized by Google

une de ses litières pour son voyage, seul genre de voiture que l'état de sa santé lui permit de supporter.

En remplissant la place du docteur Franklin à la cour de France, je me trouvais à une excellente école d'humilité. Chaque fois qu'on me présentait à quelqu'un, comme ministre des États-Unis, la première phrase qu'on m'adressait était toujours : « C'est vous, Monsieur, qui remplacez » le docteur Franklin? — Personne ne peut le » remplacer, répondais-je; je ne suis que son suc» cesseur ».

Je pourrais vous rapporter plusieurs de ses bons mots qui fesaient le charme des sociétés, car on m'en a cité plusieurs; mais ce n'est pas là votre objet; et les neuf mois qu'il a passés en France après mon arrivée en ce pays, n'ont été marqués par aucun événement d'un intérêt majeur.

Un peu auparavant, Argand avait inventé sa fameuse lampe, dans laquelle la flamme, répandue dans un cylindre creux, est mise en contact avec l'air, tant extérieurement qu'à l'intérieur. Le docteur Franklin avait été sur le point de faire la même découverte. Il avait conçu cette idée; mais il avait essayé une mèche de jonc (1),

(1) On fait en Angleterre des espèces de veilleuses avec des mèches de jonc entourées de suif.

(*Note du traducteur.*)

Digitized by Google

et son expérience ne réussit point. Ses occupations ne lui permirent pas de la répéter, et de tenter d'introduire une colonne d'air plus considérable que celle qui pouvait passer par le tuyau d'un jonc.

C'est à peu près vers la même époque que le roi de France lui donna une preuve signalée d'estime, en l'adjoignant à quelques-uns des hommes les plus illustres de son royaume, pour faire l'examen de ce feu follet de la philosophie, le magnétisme animal du maniaque Mesmer, dont les prétendus effets avaient étonné tout Paris. La main du docteur Franklin et celles de ses confrères, dans ce savant comité, arrachèrent le voile qui couvrait ce mélange de charlatanisme et de folie, et frappèrent à mort cette soi-disant découverte.

Je suis, etc.

F. JEFFERSON.

LETTRE du docteur Joseph Priestley à l'éditeur du Monthly Magazine.

Northumberland, 10 novembre 1782.

MONSIEUR,

Je viens de lire dans le *Monthly Review*, volume XXXVI, page 357, que feu M. Pennant a dit du docteur Franklin, « que tout en vivant sous la protection de notre gouvernement plein de douceur, il jouait secrètement le rôle d'in-

Digitized by Google

cendiaire, et n'avait que trop réussi à enflammer l'esprit de nos concitoyens américains, au point de produire l'explosion qui les a séparés pour toujours de la mère-patrie. »

Comme il est en mon pouvoir, autant qu'on voudra bien ajouter foi à mon témoignage, de réfuter cette inculpation, je crois le devoir à l'amitié qui m'unissait avec lui. Il est probable qu'il n'existe aujourd'hui personne qui puisse savoir mieux que moi quels sentimens animaient le docteur Franklin, plusieurs années avant la guerre contre l'Amérique; et je crois le connaître aussi bien qu'un homme peut en connaître un autre. Je passais alors tous les hivers à Londres, dans la famille du marquis de Lansdown; peu de jours se passaient sans que je visse le docteur Franklin; et le dernier jour de son séjour en Angleterre, il annonça son départ pour la veille, et je restai avec lui sans interruption depuis le matin jusqu'au soir.

Il était si loin de désirer une rupture entre l'Angleterre et les colonies, qu'il fit, pour la prévenir, beaucoup plus que bien des gens n'auraient fait. L'avis constant qu'il donnait à ses concitoyens, était *de tout supporter de la part de l'Angleterre, quelque injuste qu'elle pût être*; ajoutant *que cela ne durerait pas toujours, et que l'Amérique prendrait une force qui la mettrait au-dessus de l'oppression.* C'est pour cette raison que

Digitized by Google

le docteur Price) qui était alors en correspondance avec plusieurs Américains dont l'opinion avait du poids dans ce pays, disait qu'il commençait à y perdre sa popularité. Il disait toujours: « S'il faut qu'il y ait une guerre, ce sera une guerre » de dix ans, et je ne vivrai pas assez pour en voir » la fin. » Je l'ai entendu bien des fois tenir ce propos.

C'est à sa requête et à celle du docteur Fothergill, que j'écrivis un pamphlet anonyme pour démontrer combien il était injuste et impolitique de faire la guerre aux colonies avant la convocation d'un nouveau parlement. Comme je demeurais alors à Leeds, il voulait bien se charger d'en corriger les épreuves; et dans un passage où je déplorais la tentative qu'on fesait pour établir le pouvoir arbitraire, il ajouta la phrase suivante: « Au danger imminent de notre inestimable commerce, et de cette force, de cette » sécurité, de cette félicité nationale qui dépendent de notre union et de notre liberté. »

L'unité de l'empire britannique dans toutes ses parties était une de ses idées favorites. Il le comparait souvent à un beau vase de porcelaine, dont on ne pouvait réunir les fragmens quand une fois il était brisé. Il admirait tellement alors la constitution anglaise, qu'il disait qu'il aurait voulu la voir adopter dans tout l'univers. Tels étaient ses sentimens quand il quitta l'Anglo-

Digitized by Google

terre. Mais, lorsqu'à son arrivée en Amérique il trouva la guerre commencée, lorsqu'il vit qu'il n'était plus temps de regarder en arrière, personne n'épousa plus chaudement les intérêts du pays qu'il regardait alors comme sa patrie, et ne fut plus opposé aux prétentions de la Grande-Bretagne. La preuve en existe dans trois lettres qu'il m'écrivit après son retour en Amérique (1), et dont il m'adressa la première peu de jours après son débarquement.

Bien des gens regardent le docteur Franklin comme ayant eu un cœur froid, comme ayant été étranger à tous les sentimens d'humanité, insensible à toutes les horreurs que doivent entraîner une guerre civile. Combien il en était éloigné! Il employa une grande partie de la dernière journée que je passai avec lui, à parcourir un grand nombre de journaux américains, me fesant noter ce qu'il fallait en extraire pour ceux d'Angleterre, et les larmes qu'il versait l'obligeaient souvent à interrompre sa lecture. Il était froid et réservé avec les étrangers; mais quand il se trouvait entre amis, personne n'était plus disposé à se livrer à la gaîté et à la plaisanterie. C'est par là qu'il fesait les délices d'un club nommé *le Club des Whigs*, qui s'assemblait

(1) Ces Lettres se trouvent dans les deux premières Parties de sa Correspondance.

Digitized by Google

au *Café de Londres*, et dont étaient membres le docteur Price, le docteur Kippis, M. Lee, et d'autres personnes du même mérite.

Je suis, etc.

J. PRIESTLEY.

EXTRAIT de l'éloge du docteur Franklin, par le docteur Smith, prononcé le 1er mars 1791, devant le Congrès et devant la Société philosophique à Philadelphie.

* *

Au nom de Franklin, tout ce qu'offrent d'intéressant la vertu, la liberté, l'humanité, se présentent à notre souvenir. Par quels éloges pourrons nous rendre justice au mérite, aux talens qui l'ont illustré? Il faudrait pour cela posséder un mérite et des talens semblables aux siens.

Son génie original et universel était capable des plus grandes choses, et ne dédaignait pas les plus petites quand elles pouvaient être utiles. Il conduisait avec la même aisance, avec la même habileté les affaires d'un état et celles d'une imprimerie. Il remplissait avec le même zèle les fonctions de ministre plénipotentiaire, et celles d'exécuteur d'un testament.

Franklin pouvait devenir, comme philosophe, un Newton; comme législateur, un Lycurgue: mais il fut plus grand qu'aucun d'eux, en réu-

Digitized by Google

nissant leurs talens dans une philosophie-pratique, l'art de faire le bien, auprès duquel on voit se flétrir toutes les palmes de la science et d'une sagesse purement spéculative. Il ne chercha point à se faire un nom par ses talens littéraires, talens qui, quoique difficiles à acquérir, élèvent rarement un homme à un haut rang dans l'estime et la confiance du public; c'est en se rendant utile, en fesant servir ses connaissances aux besoins de sa patrie et du temps où il vivait, qu'il devint véritablement grand.

Quand nous n'en aurions pas d'autre preuve, le rôle noble et imposant qu'il joua dans la révolution américaine, l'un des événemens les plus importans qui se trouvent dans les annales du genre humain, suffirait seul pour immortaliser son nom. Mais si nous fesons attention aux travaux préparatoires auxquels il s'était livré pendant un demi-siècle, pour éclairer l'esprit de ses concitoyens, pour les disposer à ce grand changement, pour les rendre capables de supporter leur élévation, en leur donnant l'habitude de l'industrie et de la vertu, pour leur faire sentir le prix du bonheur qu'ils pouvaient atteindre, enfin pour leur apprendre à souffrir, à oser, et à profiter de leurs succès, ces services multipliés ont assuré sur sa tête un diadème plus brillant que ceux qui ont couronné le front d'aucun des sages anciens ou modernes.

Dès ses premières années, il avait conçu une

Digitized by Google

haute idée de la force et de la gloire du peuple américain ; mais, comme Hercule au berceau, il ignorait sa propre force, et ne connaissait pas les travaux qu'il lui était réservé d'exécuter. Il ne savait pas encore qu'il était destiné à combattre un jour les rois et les potentats en faveur de la liberté de son pays, à en arracher la reconnaissance de sa souveraineté, à souscrire de son nom les traités sacrés qui devaient lui donner un rang distingué parmi les nations de la terre, et assurer sa liberté et son indépendance jusque dans les âges les plus reculés.

Virtus vera nobilitas, était son adage favori. Il regardait les descendans des vertueux cultivateurs, des vénérables propriétaires qui avaient les premiers attaqué avec la cognée nos forêts plantées de chênes antiques, et introduit la culture et la civilisation dans une contrée jadis sauvage, comme ayant une noblesse plus véritable que ceux en qui elle ne consiste qu'en une longue suite d'aïeux. Il naquit dans une humble sphère, et il rendit l'imprimerie utile à ses intérêts comme à ceux de sa patrie. La presse fut le grand instrument dont il se servit pour répandre en Pensylvanie des habitudes d'industrie et de vertu ; pour instituer des sociétés destinées à encourager l'agriculture, le commerce et les arts mécaniques ; pour fonder des écoles, des bibliothéques, des hôpitaux ; enfin pour répandre partout des connaissances utiles, et l'amour

Digitized by Google

de l'humanité. Allez, et faites de même, vous qui avez devant les yeux ce glorieux exemple (1). Voyez avec joie et orgueil jaillir déjà de cette torche que Franklin a allumée dans le Nouveau-Monde, à l'aide de la presse, des étincelles qui répandent dans tout l'univers la flamme sacrée de la liberté, de la sagesse et de la vertu; c'est à vous qu'il appartient de l'alimenter par les mêmes moyens, jusqu'à ce qu'elle s'élève jusqu'aux cieux.

* *

(1) Cette apostrophe s'adressait aux imprimeurs de Philadelphie, qui assistaient en corps à cette cérémonie.

FIN DES MÉMOIRES.

Digitized by Google

QUELQUES ANECDOTES

SUR

LE DOCTEUR FRANKLIN.

Le docteur Franklin, étant encore enfant, trouvait son père un peu long dans le bénédicité et les grâces qu'il ne manquait jamais de prononcer à haute voix en commençant et en finissant tous les repas qu'il prenait avec sa famille. Un jour qu'on venait de faire des provisions d'hiver : « Papa, dit l'enfant, ne pourriez-vous dire le bénédicité et les grâces une fois pour toutes sur ces provisions ? Ce serait beaucoup de temps d'épargné ».

Le docteur Franklin avait remarqué dans le cours de ses voyages dans la Nouvelle-Angleterre, que dès qu'il entrait dans une auberge, chaque personne de la famille avait une ou deux questions à lui faire sur tout ce qui lui était arrivé, et que jusqu'à ce qu'il eût satisfait la curiosité de chacun, et qu'ils se fussent raconté l'un à l'autre ce qu'ils venaient d'apprendre, il ne pou-

Digitized by Google

vait obtenir rien de ce dont il avait besoin. Depuis ce temps, chaque fois qu'il entrait dans une auberge, il fesait assembler le maître et la maîtresse, les enfans et les domestiques des deux sexes, et leur adressait ces paroles : « Bonnes gens, je suis Benjamin Franklin, imprimeur de mon métier, garçon; j'ai quelques parens à Boston où je vais pour affaires. Je n'y compte rester que peu de temps, et je retournerai ensuite veiller à mes affaires, comme le doit faire un homme sage. Là se borne tout ce dont je puis vous informer; ainsi donc je vous prie d'avoir pitié de moi et de mon cheval, et de nous donner à tous deux ce qui nous est nécessaire ».

Lorsque Franklin vint en Angleterre, avant le commencement de la guerre d'Amérique, il se rendit à l'imprimerie de M. Hett, dans Lincoln's-Inn-Fields, entra dans la chambre des presses, et s'étant approché d'une : « Mes amis, dit-il aux deux ouvriers qui y travaillaient, il y a quarante ans que je travaillais à cette même presse comme compagnon imprimeur, de même que vous le faites aujourd'hui. Il faut que nous buvions un coup ensemble. » Et ayant fait venir un pot de bière, il but avec eux à la prospérité de l'imprimerie.

Digitized by Google

Pendant la guerre d'Amérique, on proposa dans l'assemblée d'une province, où les presbytériens se trouvaient en majorité, de rendre une loi pour défendre aux épiscopaux de prier pour le roi, quoiqu'il leur fût difficile d'y souscrire, cette prière étant ordonnée par leur liturgie. Le docteur Franklin, qui en était membre, voyant que cette loi occasionnerait plus de troubles qu'elle ne serait utile, s'y opposa, en disant qu'il ne la croyait pas nécessaire : « Car, ajouta-t-il, il y a vingt ans, à ma parfaite connaissance, que ces bonnes gens prient Dieu *d'accorder sa sagesse au roi et à ses ministres*, et comme nous savons tous que leur prière n'a pas été exaucée, il est clair qu'ils n'ont pas de crédit à la cour des cieux ». La chambre se mit à rire, et ne donna aucune suite à cette motion.

A Philadelphie, où il n'y a pas de noblesse, et où tous les habitans sont négocians ou ouvriers, les négocians ayant le dessein d'ouvrir un bal, résolurent, pour se donner un air de distinction, et s'assurer un rang au-dessus des simples artisans, de n'y admettre ni ouvrier, ni fille ou femme d'ouvrier. Un d'eux ayant montré au docteur Franklin les règlemens de cette société, et lui en ayant demandé son avis, celui-ci lui ré-

Digitized by Google

pondit qu'un des articles en excluait Dieu, et qu'il ne pouvait approuver cette exclusion. — « Que voulez-vous dire? » lui demanda celui qui le consultait. — « Quoi ! répondit Franklin, Dieu n'est-il pas notoirement le premier et le plus grand ouvrier de l'univers? n'est-il pas dit dans l'Écriture que c'est lui qui a fait toutes choses? » On sentit le ridicule de l'article projeté, et l'on y renonça.

Vers l'an 1752, le docteur Franklin étant entré en correspondance avec Samuel Johnson, docteur en théologie de l'université d'Oxford, et ensuite président du collége du roi à New-York, tâcha de l'engager à accepter aussi la présidence du collége de Philadelphie. Pour l'y déterminer, il lui offrit de faire ordonner l'érection pour lui, en cette ville, d'une nouvelle église épiscopale. Le docteur Johnson montra quelque doute que cette mesure pût être adoptée. Le docteur Franklin, pour dissiper ses scrupules, lui écrivit alors une lettre dont on a conservé l'extrait suivant : « Votre désir pour conserver la paix de l'Église est véritablement louable, mais il me semble que construire une nouvelle église dans une ville dont la population augmente, n'est pas une division, mais une multiplication. Cette mesure tendra à augmenter le nombre des adorateurs de Dieu. Des gens qui ne peuvent trouver place à l'église,

Digitized by Google

vont ailleurs, ou restent chez eux; et si nous avions une seconde église, un grand nombre s'y rendraient au lieu de rester chez eux ou d'aller ailleurs. J'avais attaché au mur de ma maison, il y a plusieurs années, un colombier en bois qui ne pouvait contenir que six paires de pigeons. Les miens multipliaient autant que ceux de mes voisins, et cependant je n'en eus jamais plus de six paires, les vieux qui étaient les plus forts, en chassant les jeunes et les forçant à chercher une nouvelle demeure. Enfin je plaçai à côté un nouveau colombier qui pouvait en renfermer douze autres paires, et il se trouva bientôt peuplé de jeunes habitans qui sortaient de l'ancien, et qui venaient même du voisinage. Je crois qu'il en sera de même si l'on bâtit ici une nouvelle église. »

Le docteur Franklin aimait les échecs à un tel point, qu'il lui arriva une fois à Passy d'y jouer depuis six heures du soir jusqu'au lever du soleil. Sur le point de perdre une partie, son roi se trouvant attaqué par ce qu'on appelle un échec, et trouvant en même temps l'occasion de porter un coup fatal à son adversaire s'il négligeait de défendre son roi, il fit son mouvement en conséquence, quoique contre les règles du jeu. — « Monsieur, lui dit le Français contre lequel il jouait, vous oubliez que vous laissez votre roi en échec. — Je le vois parfaitement, répondit le

Digitized by Google

docteur, mais je ne le défendrai point. Si c'était un bon roi comme le vôtre, il mériterait la protection de ses sujets; mais c'est un tyran, et il leur a déjà coûté plus qu'il ne vaut. — Prenez-le si vous le voulez, je puis m'en passer; et si vous le trouvez bon, je combattrai en républicain pendant le reste de la partie ».

Digitized by Google

APPENDIX.

APPENDIX N° I.

Journal de mon voyage à Philadelphie, à bord du Berkshire, *de Londres, capitaine Henri Clark.*

Vendredi 22 *juillet* 1726. Nous partîmes de Londres hier dans l'après-midi, et nous jetâmes l'ancre à la hauteur de Gravesend vers onze heures du soir. Je passai la nuit à terre, et j'allai faire une promenade dans la matinée jusqu'à Windmill-Hill, d'où l'on jouit d'une vue superbe qui s'étend à vingt milles à la ronde, et domine sur plusieurs détours du fleuve où l'on voit une multitude de bâtimens le remonter ou le descendre : on aperçoit aussi le fort de Tilbury qui commande le passage. Gravesend est une ville où il fait horriblement cher à vivre. Les moyens d'existence du peuple se bornant en quelque sorte à tromper les étrangers, si vous y achetez quelque chose, et que vous en donniez au marchand la moitié de ce qu'il vous demande, vous êtes sûr d'en payer le double de la valeur. Grâce à Dieu nous en partons demain.

23 *juillet.* Nous levâmes l'ancre ce matin, et

Digitized by Google

nous allâmes jusqu'à Margate, où nous passerons la nuit. Beaucoup de passagers sont malades.

24 *juillet.* Nous arrivâmes aux Dunes, et nous mîmes notre pilote à terre à Deal; j'écris ces mots assis sur le tillac, d'où je jouis de la plus belle vue possible. On aperçoit une quinzaine de voiles qui semblent voguer de compagnie avec nous; à gauche on voit les côtes de France à quelque distance; à droite la ville et le château de Douvres, les montagnes couvertes de verdure et les rochers blanchâtres d'Angleterre. — Adieu, Albion.

27 *juillet.* Le vent d'ouest soufflant avec force, nous nous dirigeâmes vers la terre, afin d'entrer dans quelque port. Vers midi, nous prîmes à bord un pilote que nous fournit une chaloupe de pêche, et il nous conduisit dans la rade de Spithead, près Portsmouth : le capitaine, M. Denham et moi, nous rendîmes à terre, et pendant le peu de temps que nous y restâmes, je fis les observations suivantes :

Portsmouth a un très-beau port : l'entrée en est si étroite, qu'on pourrait jeter une pierre d'un fort à l'autre. Cependant l'eau y a dix brasses de profondeur, mais dans l'intérieur il y a place pour cinq cents, peut-être même pour mille navires. La ville est bien fortifiée : elle est entourée d'un mur très-élevé et d'un fossé large et profond. On y entre par deux portes sous les-

Digitized by Google

quelles sont des ponts levis; on y voit aussi plusieurs forts, des batteries de canon de fort calibre, et divers ouvrages extérieurs dont j'ignore les noms, et que je n'ai pas eu le temps d'examiner assez pour pouvoir les décrire. En temps de guerre, on y entretient une garnison de dix mille hommes, mais en ce moment il ne s'y trouve guère qu'une centaine d'invalides. Quoique l'Angleterre ait actuellement en mer un si grand nombre de flottes de vaisseaux de ligne, j'en comptai dans ce port plus de trente de deuxième, troisième et quatrième rang, qui peuvent être prêts à mettre à la voile d'un instant à l'autre, tous leurs mâts et agrès étant rangés par ordre et numérotés dans des magasins. Les chantiers du roi y emploient beaucoup de monde, et en temps de paix on ne s'en occupe pas moins à construire et à radouber des navires. Gosport est situé en face de Portsmouth, et est presque aussi considérable s'il ne l'est davantage : mais excepté le fort qui est à l'entrée du port, et quelques ouvrages extérieurs devant la principale rue de la ville, elle n'est défendue que par un mur de terre qui l'entoure, et par un fossé sans eau, de dix pieds de largeur et de profondeur. Portsmouth fait peu de commerce en temps de paix, et c'est la construction des vaisseaux de guerre qui en fait vivre les habitans : c'est ordinairement à Spithead que les flottes vont jeter l'ancre, et elles y sont en parfaite sûreté.

Digitized by Google

Le peuple de Portsmouth conte d'étranges histoires de la sévérité d'un nommé Gibson qui en était gouverneur du temps de la reine. On montre encore un misérable cachot près de la porte de la ville, où pour la plus légère faute il enfermait ses soldats jusqu'à ce qu'ils fussent à demi morts de faim. On dit communément que, sans une discipline sévère, il est impossible de gouverner une soldatesque effrénée. Je conviens que si un commandant ne possède pas des qualités qui puissent le faire aimer des hommes qui sont sous ses ordres, il est indispensable qu'il emploie des moyens propres à leur inspirer de la crainte; mais Alexandre et César, ces guerriers célèbres, furent mieux servis, et firent de plus grandes choses par l'aide de soldats dont ils étaient aimés, qu'ils n'eussent pu en effectuer s'ils en avaient été haïs et redoutés.

28 *juillet.* Nous retournâmes à bord dans la matinée. Nous mîmes à la voile par un vent très-léger qui nous conduisit à Cowe, dans l'île de Wight, et nous jetâmes l'ancre devant la ville, à environ onze heures.

29 *juillet.* Le vent étant contraire, nous descendîmes à terre, et nous nous rendîmes à New-Port, capitale de l'île, situé à quatre milles de Cowe. Nous allâmes de là à Carisbrooke qui est à un mille plus loin, par curiosité de voir le château dans lequel le roi Charles I^er^ fut enfermé. Nous revînmes à Cowe dans l'après-midi, et

Digitized by Google

nous retournâmes à bord, dans l'attente de mettre à la voile.

Cowe est une petite ville située sur le bord de la mer, presque en face de Southampton, sur le rivage d'Angleterre. Elle est coupée par un ruisseau qui prend sa source à un quart de mille de New-Port, et on la distingue en ville orientale et occidentale. On y voit un fort de forme ovale, avec une batterie de huit à dix canons pour protéger la route. Il se trouve en cette ville un bureau de poste, une douane et une église succursale : le port en est bon, et les vaisseaux y sont à l'abri des vents de l'est et de l'ouest.

Je passai toute la journée assez agréablement à jouer aux dames : c'est un jeu que j'aime beaucoup, mais il exige qu'on ait la tête saine et fraîche ; si l'on veut bien jouer, il ne faut pas même trop songer à ce que l'on peut perdre ou gagner; cela partage l'attention et expose à faire de faux mouvemens ; j'oserais même établir comme une règle infaillible, que si deux joueurs de même force risquent une somme considérable, celui qui est le plus attaché à l'argent perdra la partie, parce que son trop grand désir de la gagner l'entraînera dans des fautes. Il faut presque le même courage pour bien conduire son jeu que pour une bataille véritable ; car si un joueur s'imagine que son adversaire est beaucoup plus fort que lui, il mettra toute son attention

Digitized by Google

à se tenir sur la défensive, et ne profitera pas des occasions d'attaquer avec avantage.

New-Port est située dans un fond ; mais elle présente une assez belle vue du haut des montagnes qui l'environnent ; les maisons y sont entremêlées d'arbres plantés avec goût, et un clocher gothique qui s'élève au milieu de la ville, ne contribue pas peu à son ornement. Je ne sais quel nom porte l'église : il y a aussi un beau marché pavé en pierres carrées, et paré de onze arches ; on y voit plusieurs belles vues, des maisons bien bâties, et des boutiques garnies de toute espèce de marchandises ; mais je crois que New-Port est surtout remarquable par ses bonnes huîtres ; elles passent pour les meilleures de toute l'Angleterre, et cette ville en fournit Londres, où elles sont fort estimées, et beaucoup d'autres endroits. On m'a assuré que les marchands d'huîtres de New-Port vont les pêcher ailleurs, qu'ils les placent en lits vers l'embouchure du fleuve dont l'eau paraît avoir la propriété de les engraisser, et quand elles y ont resté un certain temps, ils les y reprennent pour les mettre en vente.

Nous vîmes à Carisbrooke une ancienne église qui a été autrefois un prieuré, et qui est la première ou la mère église de toute l'île. C'est un élégant édifice, de style gothique, flanqué d'une tour très-élevée, et qui est encore vénérable dans son état de ruines. On y trouve plusieurs monu-

Digitized by Google

mens antiques, mais ils sont d'une pierre si friable, qu'il ne s'y trouve plus aucune inscription qu'on puisse lire. En sortant de cette église, nous traversâmes le petit ruisseau qui donne son nom à ce village; et ayant pris un jeune garçon pour guide, nous gravîmes une montagne fort escarpée en suivant des sentiers étroits et tortueux qui nous conduisirent à la porte du château. Le fossé qui l'entoure est maintenant presque entièrement comblé tant par les ruines des vieux murs qui se sont écroulés, que par la terre que les pluies y entraînent des montagnes voisines; nous le traversâmes sur deux arches construites en briques, où il existait sans doute autrefois un pont levis. Une vieille femme qui y demeure, voyant des étrangers, nous offrit de nous en faire voir les appartemens, ce que nous acceptâmes : elle nous informa que ce château avait long-temps été habité par les gouverneurs de l'île. Les appartemens, qui sont grands et beaux, et dont les plafonds sont en voûte, en étaient bien meublés, et chaque gouverneur arrivant payait l'ameublement à son prédécesseur; mais le dernier gouverneur, Cadogan, ne voulut pas le payer au général Webb qu'il venait remplacer, et en conséquence celui-ci n'y laissa que les murs. La plupart des planchers sont en plâtre de Paris; mais notre conductrice nous dit qu'on avait perdu l'art de le travailler.

Digitized by Google

Ce château est bâti sur une montagne haute et escarpée. On voit les restes du fossé qui l'entourait. Les murs en sont épais et paraissent solidement construits. Il a dû être très-fort autrefois, au moins avant l'invention du canon. Il se trouve dans les murs beaucoup de brèches qu'on ne répare jamais, et le lierre en couvre partout les ruines. Il se divise en château inférieur et supérieur. Ce dernier, entouré par l'autre, est situé sur un promontoire où vous montez par un escalier d'environ cent marches en pierre. C'était une retraite ménagée pour s'y retirer, en cas de prise du château inférieur. C'est la partie la moins ruinée, si on en excepte l'escalier, dont les degrés sont brisés, et dans un tel état de délabrement, que j'avais presque peur d'en descendre, lorsque je fus parvenu au haut; car il est fort étroit et sans garde-fou. Du haut de cette partie du château, on domine sur presque toute l'île; on voit d'un côté la mer, de l'autre, à quelque distance, la route de Cowe; et la ville de New-Port semblent sous vos pieds. Au milieu se trouve un puits qu'on appelle le puits sans fond à cause de sa grande profondeur; mais il est maintenant à demi rempli de pierres et de décombres. Cependant y ayant jeté une pierre, nous fûmes encore le quart d'une minute avant de l'entendre tomber. Un autre puits situé dans le château inférieur, fournit de l'eau à ceux qui l'habitent, et il a trente brasses de profondeur. On en tire l'eau

Digitized by Google

par le moyen d'une roue qui fait mouvoir un seau de la grandeur d'un tonneau. Si l'on parle en baissant la tête dans son ouverture, la voix retentit fortement, et le son d'une flûte y est répété comme par un écho. Il n'y a que sept pièces de canons sur les murailles, encore ne sont-elles pas en très-bon état. Un vieillard, qui est canonnier et concierge du château, a en sa possession six fusils dont l'un n'a pas de chien. Ils sont suspendus au mur d'un appartement fesant partie d'une maison près de la porte du château, et dans laquelle il vend de la bière. Il nous dit que ce château avait été construit, il y a 1203 ans par Whitgert, Saxon qui avait fait la conquête de l'île, et qu'il avait porté le nom de Whitgertsbourg pendant plusieurs siècles. On a laissé tomber entièrement en ruines le logement qu'y occupa le roi Charles pendant son emprisonnement; il n'en reste absolument que les gros murs.

L'île a environ 60 milles de circonférence: elle est fertile, et produit du blé et d'autres denrées. La laine y est aussi belle qu'à Cotswood. Sa milice a la réputation de valoir des troupes réglées et d'être la mieux disciplinée de toute l'Angleterre. Le gouvernement de cette île fut confié sous le roi Guillaume à ****. On reconnut à sa mort qu'il était aussi profond scélérat que grand politique. Les crimes les plus exécrables ne lui coûtaient rien pour parvenir à l'exécution de ses projets; mais il avait l'art de les couvrir

Digitized by Google

d'un voile si épais, et de si bien les cacher à la connaissance de presque tout le monde, que, pendant sa vie, il passait presque pour un saint. Ce qui me surprit, ce fut que le vieux concierge du château connût si bien le caractère de cet ancien gouverneur. Mais je crois impossible qu'un homme, eût-il toute l'astuce des esprits infernaux, puisse vivre et mourir en scélérat, et emporter au tombeau une réputation d'honnêteté. Quelque accident fera toujours tomber le masque dont il s'était couvert. La vérité, la probité, ont un éclat naturel qui ne peut se contrefaire; elles sont comme la flamme et le feu, qu'on ne peut couvrir d'aucune peinture.

Ce château fut réparé et embelli par la reine Élisabeth; elle le fit fortifier d'un parapet autour des murs, et l'on y voit encore cette inscription en un ou deux endroits :

1598.
E. R.
40.

30 *juillet*. Ce matin, vers huit heures, nous levâmes l'ancre, et nous avançâmes jusqu'à Yarmouth, autre petite ville de cette île. Le vent d'ouest nous devenant encore contraire, nous fûmes obligés d'y mouiller. Yarmouth est moins considérable que Cowe; mais les bâtimens en étant plus beaux, cette ville offre de loin un

Digitized by Google

aspect plus prévenant. Les rues en sont très-propres. Il se trouve dans l'église un monument dont les habitans se font gloire. Il fut érigé à la mémoire de sir Robert Holmes, ancien gouverneur de l'île. Une statue, de grandeur plus que naturelle, le représente armé, debout sur son tombeau, tenant en main le bâton de commandement, entre deux colonnes de porphyre. Le marbre en est fort beau. On dit que le roi de France le destinait pour son palais de Versailles. Un accident l'ayant jeté dans cette île, sir Robert le fit travailler lui-même pendant sa vie, et le monument fut entièrement terminé avant sa mort; mais il ne fut mis en place qu'après son décès. Il porte une inscription où les louanges ne sont pas épargnées, et qu'on dit qu'il composa lui-même. On serait tenté de croire ou qu'il n'avait aucun défaut, ou qu'il avait bien mauvaise opinion des hommes, puisqu'il prenait lui-même le soin de s'élever un monument pour transmettre à la postérité le souvenir de ses bonnes actions.

Après avoir visité l'église, la ville et le fort où il se trouvait sept pièces de canon d'un fort calibre, j'avançai dans l'île avec deux de mes compagnons de voyage; nous tournâmes une crique qui commence à l'un des bouts de la ville, et nous allâmes à l'église de Freshwater de l'autre côté de la crique. Y étant restés quelque temps, l'obscurité survint, et mes compagnons songèrent

Digitized by Google

au retour, de peur que ceux que nous avions laissés dans la ville s'amuser à boire, après y avoir dîné, ne partissent sans nous pour regagner le vaisseau. On nous avait dit que le plus court chemin était d'avancer jusqu'à l'embouchure de la crique, et que nous y trouverions un batelier qui nous conduirait à la ville qui est située sur l'autre bord. Mais quand nous y arrivâmes, le paresseux était couché, et il nous fut impossible de le déterminer à se lever. Nous retournâmes au bord de l'eau, dans le dessein de prendre sa barque, et de faire nous-mêmes la traversée. Nous trouvâmes un obstacle à ce projet: elle était attachée à un poteau, et la marée s'était avancée à environ cinquante pas au-delà. Je me déshabillai pour l'aller détacher; mais je m'écartai de la chaussée qui était couverte d'eau, et je m'enfonçai dans la bourbe presque jusqu'à la ceinture. Enfin j'arrivai au poteau, et je ne fus pas peu contrarié en voyant que la barque y était attachée par une chaîne fermée d'un cadenas. J'essayai tour à tour d'arracher la chaîne avec le manche d'une rame, et de déraciner le poteau; mais mes efforts furent inutiles, et après m'être fatigué près d'une heure dans l'eau et dans la boue, je fus obligé de rejoindre mes compagnons sans avoir réussi. Nous n'avions pas d'argent en poche, et nous nous décidâmes à passer la nuit sous quelque meule de foin, quoique le vent fût très-piquant. Un de mes camarades se

Digitized by Google

souvint en ce moment qu'il avait dans sa poche un fer de cheval qu'il avait ramassé pendant notre promenade, et me demanda si je ne pourrais m'en servir pour détacher le cadenas. Je retournai au poteau, j'essayai, je réussis, et je ramenai la barque. Nous y entrâmes tous trois avec joie, et dès que j'eus remis mes habits, nous prîmes le large. Mais nous n'étions pas encore à la fin de nos embarras. La marée étant haute et couvrant tous les bancs, nous ne pouvions, quoiqu'il fît clair de lune, distinguer la route que nous devions suivre dans la crique, de manière que ramant au hasard en ligne droite, lorsque nous fûmes à peu près à mi-chemin, nous nous trouvâmes arrêtés sur un banc de boue. Nous essayâmes de nous dégager en y enfonçant nos rames; mais nous en rompîmes une, et il ne nous restait pas quatre pieds d'eau. Quel parti prendre? Nous ne savions si la marée montait ou descendait : il était dur de passer toute la nuit dans une barque découverte, exposés au vent et aux injures du temps, et il n'était pas moins fâcheux de songer à la sotte figure que nous ferions le lendemain au matin quand le propriétaire de la barque nous surprendrait dans cette situation où nous ne pouvions manquer d'être vus de toute la ville. Après nous être épuisés en efforts inutiles pendant plus d'une demi-heure, nous y renonçâmes, et nous nous assîmes dans la barque, les bras croisés. Nous ne pouvions espé-

Digitized by Google

rer d'abandonner la barque à la marée basse pour regagner le rivage; la profondeur de la boue y mettait un obstacle insurmontable. Enfin à force de rêver aux moyens de nous tirer d'affaire, deux de nous se deshabillèrent et se jetèrent à l'eau. Tirant alors la barque qui était devenue plus légère, nous nous trouvâmes en pleine eau à une distance de cinquante pas. Mais il ne nous restait qu'une rame, et ce ne fut pas sans peine que nous atteignîmes l'autre rive. Enfin nous abordâmes près du fort, et ayant attaché la barque, nous nous rendîmes à l'auberge où nous trouvâmes nos compagnons qui nous attendaient encore. La chaloupe étant retournée au vaisseau, nous fûmes obligés de coucher à terre, et ainsi se termina notre promenade.

31 *juillet.* Ce matin, le vent étant plus favorable, notre pilote résolut de profiter de la marée pour mettre à la voile, et nous envoya la chaloupe en nous pressant de retourner à bord. Mais à peine y étions-nous arrivés, qu'il s'éleva un vent d'ouest très-violent, et bien loin de pouvoir avancer, nous fûmes obligés de retourner à Cowe, pour y être plus en sûreté.

3 *août.* Le vent étant toujours contraire, nous passâmes à terre le 1^er^ et le 2 août. Le 3 on nous avertit de retourner à bord, et l'on nous laissa à peine le temps de dîner. Nous mîmes encore à la voile pour Yarmouth; mais à mi-chemin, nous rencontrâmes un bâtiment qui avait des

Digitized by Google

marchandises pour nous, et nous retournâmes mouiller une troisième fois à Cowe pour en faire le chargement.

5 *août*. Le vent passa au nord-est dans la matinée, et nous levâmes l'ancre vers midi. Pendant cette journée et plusieurs autres nous eûmes des alternatives de calme et de vent plus ou moins favorable.

19 *août*. On se plaignit qu'un M. G....n, passager, avait marqué des cartes, dans le dessein de tromper. On lui fit subir un jugement en forme. Un Hollandais, qui ne savait pas un mot d'anglais, déposa, par le moyen d'un interprète, qu'il avait vu l'accusé à Cowe faire des marques sur le derrière de tout un jeu de cartes avec une plume.

J'ai plus d'une fois remarqué que nous sommes assez portés à supposer qu'un homme qui ne peut s'expliquer intelligiblement pour nous est dépourvu d'intelligence : quand nous adressons deux ou trois mots d'anglais à un étranger, nous élevons la voix plus qu'à l'ordinaire, comme si nous pensions qu'il fût sourd, et qu'il n'eût pas les organes de l'ouïe meilleures que ceux de la parole. M. G.... n avait sans doute eu quelques idées semblables; il s'était probablement imaginé que le Hollandais ne pourrait pas plus voir ce qu'il fesait, qu'entendre ce qu'il disait; et c'est pourquoi il ne se gêna point pour faire devant lui ses préparatifs de fraude.

Le témoignage était clair et positif : l'accusé ne pouvait nier le fait; mais il allégua, pour sa dé-

Digitized by Google

fense, que les cartes qu'il avait marquées n'étaient pas celles dont on se servait ordinairement pour jouer, et que c'était un jeu incomplet qu'il avait ensuite donné à un mousse. Le procureur-général fit observer à la cour qu'il n'était pas vraisemblable que l'accusé se fût donné la peine de marquer des cartes, sans mauvais dessein, sans autre intention que de les donner à un enfant qui ne les connaissait même pas. Enfin un autre témoin déclara qu'il avait vu l'accusé marquer d'autres cartes, à bord du bâtiment, en y imprimant la marque d'un pouce sale, en y donnant un coup d'ongle, etc. Or, comme il n'en existait que deux jeux à bord, et qu'il avouait en avoir marqué un, le jury le déclara coupable, et la cour le condamna à être attaché au mât de hune, à y rester exposé trois heures à la vue de tout l'équipage, et à payer une amende de deux bouteilles d'eau-de-vie. L'accusé résistant à l'autorité, et refusant de se soumettre au châtiment prononcé contre lui, un matelot monta sur un mât, en descendit une corde qu'on lui attacha au milieu du corps, et on l'enleva ainsi en l'air où on le laissa suspendu un quart-d'heure malgré ses cris et ses juremens. Enfin, comme on vit sa figure se noircir, la corde étant trop serrée, on le délivra; mais on résolut que personne ne jouerait, ne mangerait, ne boirait avec lui, ni ne lui parlerait, avant qu'il eût payé son amende.

21 *août*. Un petit oiseau vint à bord. Il sem-

Digitized by Google

blait fatigué à périr, et se laissa prendre à la main. Nous sommes à près de deux cents lieues de la terre, et il n'y a nul doute que ce malheureux voyageur n'eût grand besoin d'un peu de repos. Il est probable qu'il avait été jeté en pleine mer par un ouragan, et qu'il n'avait pu retrouver son chemin. Nous le reçûmes avec hospitalité; nous lui offrîmes à boire et à manger, mais il refusa l'un et l'autre.

25 *août.* Notre excommunié jugea à propos de se soumettre au jugement rendu contre lui. Il annonça ce matin l'intention où il était de payer l'amende à laquelle il avait été condamné; en conséquence nous l'admîmes de nouveau dans notre société L'homme est naturellement un être sociable, et le châtiment le plus rigoureux est à mon avis celui d'être forcé de vivre dans l'isolement. J'ai lu force belles choses sur la solitude; je sais que bien des gens qui ont la prétention de passer pour sages, se vantent *de n'être jamais moins seuls que lorsqu'ils sont seuls.* Pour moi, je reconnais que la solitude est un délassement agréable pour un homme très-occupé; mais si l'on obligeait ces êtres *pensans* à rester toujours seuls, je suis très-porté à croire qu'ils ne tarderaient pas à se devenir insupportables à eux-mêmes. On m'a cité un homme qui fut enfermé pendant sept ans au secret à la Bastille, à Paris. C'était un homme d'esprit, un homme *pensant;* mais se trouvant privé de toute conversation, à quoi bon

Digitized by Google

aurait-il pensé, puisqu'on lui refusait même les moyens d'exprimer ses pensées par écrit? Il n'existe aucun fardeau si pesant pour l'homme que le temps quand il ne sait comment l'employer. Voici la ressource à laquelle il eut enfin recours : il répandait tous les jours sur le plancher de sa prison une grande quantité de petits morceaux de papier; il s'occupait ensuite à les ramasser, et à les arranger de manière à en former divers dessins. Lorsqu'il fut remis en liberté, il disait souvent à ses amis qu'il croyait véritablement que s'il n'eût imaginé ce genre d'occupation, il aurait perdu l'esprit. Un ancien philosophe, Platon, je crois, disait qu'il préférerait devenir l'être le plus stupide de toute la nature, plutôt que de posséder toutes les connaissances du monde sans avoir personne à qui il pût les communiquer.

Ce que je viens de dire peut servir à justifier en quelque sorte la manière dont je vis à bord. Notre compagnie y est trop mélangée pour que le plaisir de la conversation puisse y durer longtemps. S'il s'y trouve trois ou quatre personnes en état de causer agréablement ensemble une demi-heure, elles ne sont pas toujours en même temps en humeur de le faire. Je me lève de bon matin, je lis une heure ou deux; mais la lecture finit par m'ennuyer. Le défaut d'exercice fait naître le défaut d'appétit, de manière que je bois et mange sans plaisir. Le jeu de dames me

Digitized by Google

fatigue, et j'ai recours aux cartes. Il n'existe pas de jeu puéril et insignifiant dont nous ne nous occupions pour passer le temps. Un vent contraire nous met tous de mauvaise humeur. Nous devenons réservés, taciturnes, grondeurs, et nous nous querellons à la moindre occasion. C'est une opinion reçue parmi les dames, que si un homme a un mauvais caractère, il le découvre infailliblement quand il a un peu trop bu. Mais moi, qui ai vu bien des exemples du contraire, je puis leur donner un moyen beaucoup plus sûr pour connaître les dispositions de leurs humbles serviteurs. Qu'elles fassent avec eux un voyage de long cours par mer : s'ils ont dans le caractère la moindre nuance d'aigreur, et qu'ils ne la laissent pas percer avant leur débarquement, je renonce à toute prétention aux bonnes grâces de la beauté.

2 *septembre*. Le vent avait été contraire pendant plusieurs jours. Il changea dans la matinée, et devint plus favorable. Nous prîmes deux dauphins qu'on fit cuire pour notre dîner. Le goût en est assez bon. Ces poissons sont revêtus de charmantes couleurs tant qu'ils sont dans la mer, leur corps étant d'un vert brillant mêlé d'un blanc argentin, et leur queue d'un jaune doré; mais elles s'évanouissent dès qu'on les tire de leur élément, et elles se changent en gris clair. Je remarquai qu'en coupant un dauphin en morceaux, à l'instant même où il vient d'être pris, et avant qu'il soit mort, chaque tronçon con-

Digitized by Google

serve ses couleurs primitives. On reconnaît ici l'erreur commune des peintres qui représentent toujours ce poisson avec un dos monstrueusement courbé et difforme, tandis qu'il est véritablement aussi bien conformé qu'aucun de ceux qui nagent dans les eaux. Je ne sais quel peut être l'original de leur chimère, car il n'existe pas dans la nature une créature semblable à leur dauphin. Peut-être ont-ils commencé par une mauvaise imitation d'un poisson qui va sauter, et ils n'ont ensuite consulté que leur imagination pour en faire un monstre bossu, avec une tête et des yeux de taureau, un groin de cochon, et une queue comme une tulipe épanouie. Les marins m'en donnèrent une autre raison qui me parut fort bizarre, c'est que ce beau poisson vivant dans des mers très-éloignées, les peintres en ont volontairement défiguré la représentation, de peur que les femmes enceintes n'eussent envie de ce qu'il serait impossible de se procurer.

9 *septembre*. Nous prîmes dans l'après-midi quatre gros dauphins, l'un avec le harpon, et les trois autres à la ligne. L'amorce était une chandelle, dans laquelle on enfonçait deux plumes pour leur donner quelque ressemblance avec le poisson volant dont les dauphins sont fort avides. A peine était-elle tombée dans la mer qu'ils l'avalèrent. Lorsqu'on les ouvrit, on trouva dans l'estomac de l'un d'eux un petit dauphin à demi digéré. Il fallait qu'ils fussent bien affa-

Digitized by Google

més, ou naturellement sauvages, pour dévorer ainsi leur propre espèce. Trois d'entre eux suffirent le lendemain pour le dîner de tout l'équipage, composé de vingt et une personnes.

14 *septembre*. Cet après-midi, vers deux heures, comme nous jouions aux dames sur le tillac, nous fûmes surpris par une obscurité extraordinaire. Le soleil n'était pourtant couvert que d'un petit nuage. Lorsqu'il fut passé, nous vîmes que c'était une éclipse considérable. Nous craignîmes même qu'elle ne fût totale : les 10 douzièmes du disque de ce bel astre étaient obscurcis.

16 *septembre*. Depuis le 9 nous n'avons eu que des calmes et des vents contraires. Nous vîmes ce matin un oiseau du tropique qui vola plusieurs fois autour du vaisseau. Son plumage est blanc; il a les ailes fort courtes; l'on n'aperçoit qu'une plume à sa queue, et son vol n'est pas très-rapide. Nous sommes à environ moitié de notre voyage, nous trouvant sous le 38^{e} degré et quelques minutes de latitude. On dit que ces oiseaux ne se trouvent jamais au nord au-delà du 40^{e} degré.

18 *septembre*. Nous avons eu toute cette journée le plus beau temps possible, accompagné de ce qui vaut encore mieux, un vent favorable. Chacun a mis du linge blanc, et montre la meilleure humeur. Fasse le ciel que le même vent continue! Nous avons été tellement contrariés par les vents de l'ouest, que les mots *gouverner contre*

Digitized by Google

vent nous sont devenus aussi désagréables à entendre que la sentence d'un juge l'est à un accusé convaincu.

20 *septembre*. Le vent est retourné à l'ouest, et l'on nous a réduits à une ration de deux biscuits et demi par jour.

21 *septembre*. Ce matin l'intendant du bâtiment reçut le châtiment du fouet pour avoir inutilement employé de la farine à faire des puddings, et pour d'autres fautes. Nous eûmes toute la journée un calme complet et une grande chaleur. J'avais résolu de me baigner dans la mer, mais la vue d'un requin, mortel ennemi des nageurs, me fit changer d'avis. Il paraissait avoir environ cinq pieds de longueur, et il nageait autour du vaisseau à quelque distance, avec une lenteur majestueuse. Il était accompagné d'une douzaine de ces poissons qu'on nomme *poissons pilotes*, de différentes grosseurs. Le plus gros n'avait pas la taille d'un petit maquereau, et le plus petit n'excédait pas celle de mon petit doigt. Deux d'entre eux étaient placés immédiatement devant lui, et semblaient diriger ses mouvemens. Les autres l'entouraient indifféremment de chaque côté. Jamais on ne voit un requin sans eux; ils sont comme ses pourvoyeurs, chargés de découvrir sa proie et de le conduire vers elle. Aussi les défend-il contre les attaques du dauphin affamé. On regarde le requin comme un poisson vorace. Celui ci ne voulut pourtant pas mordre à l'ha-

Digitized by Google

meçon que nous lui jetâmes. Probablement il avait fait depuis peu un bon repas.

23 *septembre.* Nous découvrîmes ce matin une voile à environ deux lieues de nous sous le vent. Nous arborâmes notre pavillon, et carguâmes nos voiles jusqu'à midi qu'elle nous rejoignit. C'était *le Snow*, venant de Dublin, et conduisant à New-York une cinquantaine d'ouvriers à gages, des deux sexes. Ils étaient tous rassemblés sur le tillac et paraissaient enchantés de nous voir. La rencontre d'un vaisseau en mer a quelque chose de véritablement satisfesant. On aime à retrouver des créatures de son espèce, après avoir été si long-temps séparé du reste des humains, sans voir d'autres êtres vivans que des poissons et quelques oiseaux. Les deux capitaines se promirent de voguer de compagnie; mais je regarde cette promesse comme une affaire de pure politesse, car si l'un des deux bâtimens est meilleur voilier que l'autre, je ne crois pas qu'il retarde sa marche pour l'attendre. Je trouve mes compagnons de meilleure humeur, et plus satisfaits de leur situation qu'ils ne l'avaient été depuis leur départ. J'attribue ce changement à la comparaison qu'ils font de l'état misérable des passagers qui se trouvent sur l'autre bâtiment, où ils sont entassés et comme étouffés sous une latitude si chaude. Nous sommes auprès d'eux dans une espèce de paradis.

24 *septembre.* Nous eûmes la dernière nuit

Digitized by Google

beaucoup de vent et un temps fort couvert, ce qui nous sépara du *Snow*. Dans la matinée, nous aperçûmes un bâtiment qui avait le vent sur nous, et nous en découvrîmes un second peu après; mais nous vîmes que ni l'un ni l'autre ne pouvait être *le Snow*. Le premier continua sa route sans faire attention à nous, et l'autre ayant sur nous l'avantage du vent, fit force de voiles, comme s'il eût voulu nous joindre. Nous fûmes très-surpris de le voir s'approcher ainsi, et nous ne savions qu'en penser, car d'après sa marche il ne semblait se diriger sur aucun port, et paraissait annoncer l'intention de nous aborder sur-le-champ. Je voyais toutes les figures de notre équipage s'allonger, mais la sérénité y reparut bientôt en le voyant s'éloigner. Lorsque nous arborâmes notre pavillon, il y répondit en arborant celui de France, et nous ne tardâmes pas à le perdre de vue. Le second vogua non loin de nous pendant une demi-heure, et nous fit voir les couleurs anglaises; mais nous fûmes toujours trop loin de ces deux navires pour pouvoir leur parler. Vers neuf heures, nous revîmes *le Snow*, qui avait beaucoup d'avance sur nous : il avait fait voile toute la nuit, au lieu que nous avions cargué notre maîtresse voile, à cause du gros temps. Il eut la politesse de retarder sa course pour nous attendre, et nous fesons maintenant route de compagnie par le plus beau temps.

25 *septembre*. La nuit dernière, nous prîmes

Digitized by Google

l'avance à notre tour; nous perdîmes encore de vue *le Snow* qui ne nous rejoignit que vers midi; nous convînmes d'allumer un fanal pendant la nuit, afin de ne plus nous séparer. Le vent est favorable, et nous avons fait plus de chemin pendant les dernières vingt-quatre heures qu'en aucun jour de notre passage: nous ne parlons que de Philadelphie, et nous commençons déjà à nous croire sur le rivage. Cependant un changement de temps, et le vent retournant à l'ouest suffiraient pour nous désespérer et pour faire évanouir notre bonne humeur.

28 *septembre*. Nous eûmes la nuit dernière une pluie affreuse, et le vent est retourné à l'ouest: il faut supporter ce malheur avec patience. Dans l'après-midi, nous recueillîmes plusieurs branches d'herbe marine dont la mer est couverte, depuis les îles de l'ouest jusqu'aux côtes d'Amérique. Une de ces branches avait quelque chose de particulier, de même que les autres; sa feuille avait environ trois quarts de pouce de longueur, et était dentelée comme une scie, et elle portait une espèce de petit fruit jaune qui ne contenait que de l'air; mais elle était encore chargée d'un autre fruit du genre animal, très-surprenant à voir. C'était un petit poisson à coquille en forme de cœur, et la tige par laquelle il était attaché à la branche était cartilagineuse: sur cette seule branche on voyait environ quarante de ces animaux végétans; les

Digitized by Google

plus petits, qui étaient vers le bout, contenaient une substance à peu près semblable à celle d'une huître, mais les plus grands étaient visiblement animés : on les voyait ouvrir leurs écailles à chaque instant, et en faire sortir des bras à peu près comme ceux d'une écrevisse, mais encore mal formés : la partie intérieure était encore gélatineuse. En examinant cette branche de plus près, j'y découvris un petit crabe, gros comme la tête d'un moyen clou, et de couleur jaunâtre comme la branche même; cela me donna lieu de penser qu'il était né sur cette branche, qu'il avait été peu de temps auparavant dans le même état que les petits embryons que nous y voyions; que c'était le mode de leur génération, et que ces fruits animés de singulière espèce, étaient destinés à devenir aussi de petits crabes avec le temps. Pour vérifier cette conjecture, je résolus de conserver cette branche dans de l'eau de mer en la renouvelant tous les jours jusqu'à notre arrivée, et de voir par cette expérience si elle produirait d'autres crabes. Je me souviens que pendant le dernier calme que nous éprouvâmes, nous vîmes à la surface de l'eau un gros crabe qui allait d'une branche de ces herbes à l'autre, et qui semblait y trouver sa nourriture : je me rappelle aussi qu'à Boston, dans la Nouvelle-Angleterre, j'ai souvent vu de petits crabes portant des coquilles sur le dos comme des limaçons; j'en ai vu aussi à Portsmouth en Angleterre : il

Digitized by Google

est probable que la nature leur a fourni cette écaille pour les préserver de tout accident, jusqu'à ce que celle qui doit les revêtir soit suffisamment durcie; alors ils quittent leur vieille habitation, et se confient à la nouvelle armure qu'ils ont acquise. Les divers changemens qu'éprouvent les vers à soie, les papillons et d'autres insectes, rendent ces métamorphoses vraisemblables.

29 *septembre*. En vidant l'eau dans laquelle j'avais mis hier ma branche, j'y trouvai un second crabe, beaucoup plus petit que le premier, et qui paraissait avoir quitté à l'instant son habitation; mais la branche commence à se flétrir, et il est évident que tous les autres embryons sont morts. Ce nouveau venu achève de me convaincre que telle est au moins la génération de cette sorte de crabes. Le capitaine du *Snow* est venu aujourd'hui dîner à bord. Peu ou point de vent.

30 *septembre*. J'ai passé une partie de la nuit dernière à observer une éclipse de lune qui, d'après le calendrier calculé pour Londres, devait y être visible à cinq heures du matin : elle a commencé ici le 29 à environ onze heures du soir, et a duré jusqu'à près de deux heures du matin; le disque de la lune a été obscurci d'environ six doigts, ou de sa moitié : le milieu de l'éclipse était vers minuit et demi. Il en résulte que nous sommes sous un méridien en

Digitized by Google

avance d'environ quatre heures et demi sur celui de Londres, c'est-à-dire sous le soixante-septième degré et demi de longitude : en conséquence nous n'avons plus qu'environ cent lieues à faire. C'est la deuxième éclipse que nous avons vue en quinze jours.

J'ai encore ramassé quelques branches d'herbes marines ; j'y ai trouvé de petits fruits animés semblables à ceux que j'avais déjà observés, et j'y ai remarqué trois petits crabes vivans bien conformés. Aucun d'eux n'était aussi grand que l'ongle de mon petit doigt. L'un d'eux avait quelque chose de très-remarquable. Un petit morceau de la coquille blanchâtre qui le couvrait dans son état d'embryon était resté attaché à son écaille sur son dos ; ce qui me confirme encore dans mon opinion sur le mode de leur génération. J'ai mis ce crabe avec un morceau de la branche dans une fiole de verre remplie d'eau de mer, à défaut d'esprit-de-vin, pour tâcher de conserver cette curiosité jusqu'à mon débarquement.

1^er^ *octobre*. Le *Snow*, qui marche infiniment mieux que nous, a pris cette nuit une telle avance que nous ne l'apercevons plus ; et il est probable que nous ne le rejoindrons point.

4 *octobre*. Nous prîmes un dauphin la nuit dernière, et ce matin nous avons trouvé un poisson volant mort sur le pont. Il est de la grandeur d'un petit maquereau. Il a la tête allongée, une petite bouche, et une queue fourchue comme

Digitized by Google

celle d'un dauphin. Son dos et ses côtés sont d'un bleu foncé, sa queue jaunâtre, son ventre blanc; il a la peau fort épaisse; ses ailes sont des espèces de nageoires, et leur longueur est d'environ une palme. Quand elles sont serrées contre son corps, elles s'étendent à partir d'un pouce au-dessous de ses ouïes, jusqu'à un pouce au-dessus de sa queue. Quand il vole, c'est en ligne droite, car il ne tourne pas facilement. Il s'élève de quatre à six pieds au-dessus de l'eau, et ne peut en parcourir plus de cent cinquante sans y retomber, parce qu'il ne peut se soutenir en l'air qu'autant que ses ailes sont mouillées. Ces poissons volans sont la proie ordinaire du dauphin, qui est leur ennemi mortel. Quand il les poursuit, ils prennent leur vol; mais il les suit sous l'eau, et les avale dès qu'ils y retombent. Ils volent souvent plusieurs de compagnie, trois, quatre quelquefois même une douzaine. Il est rare qu'on prenne un dauphin, sans qu'on lui en trouve plusieurs dans l'estomac. Nous attachâmes ce poisson volant à un hameçon, mais les dauphins eurent l'art de s'en emparer sans s'y prendre, et ils ne voulurent mordre à aucun autre appât. Nous reussîmes pourtant à en harponner trois, ce qui est pour l'équipage un grand régal. Nous vîmes dans l'après-midi un grand nombre de petites baleines, d'une espèce qui ne s'éloigne guère des côtes; mais nous eûmes dans la soirée une preuve plus certaine de leur voisinage, par la

Digitized by Google

visite d'un petit oiseau fatigué, ressemblant à une alouette, qui vint se reposer sur le vaisseau, et qui était bien certainement américain.

5 *octobre*. Ce matin nous vîmes un héron qui avait passé la nuit à bord. C'est un oiseau à long cou, à longues jambes, et n'ayant, à ce qu'on dit, qu'un boyau. Il vit de poisson, et il avalera quelquefois jusqu'à trois fois une anguille toute vivante, avant qu'elle reste dans son corps. Le vent est retourné à l'ouest. La ration d'eau vient d'être diminuée.

7 *octobre*. Hier soir à neuf heures, il s'éleva un bon vent de nord-est, qui nous fit marcher toute la nuit, à raison de sept milles par heure. Nous espérions voir la terre ce matin; mais elle ne paraît pas. L'eau, que nous avions cru changée, est maintenant bleue comme le firmament. Tous nos calculs se trouvent faux depuis quelques jours. Cependant le capitaine dit que d'après son opinion nous sommes encore à cent lieues de terre. Quant à moi je ne sais qu'en penser. Nous avons très-bien marché toute la journée, et maintenant qu'il fait nuit, nous ne pouvons encore sonder. A coup sûr, tout le continent américain n'est pas englouti sous les eaux depuis que nous l'avons quitté.

8 *octobre*. Le vent continue à être favorable. Nous avons marché toute la nuit, sondant inutilement toutes les quatre heures, et la couleur de l'eau n'a point encore changé. Dans l'après-

Digitized by Google

midi, nous vîmes un oiseau qui nous parut un canard sauvage. On dit qu'ils ne s'écartent jamais beaucoup des côtes. Nous n'avons aucun autre signe de terre. Un grand nombre de gros marsouins semblaient escorter le vaisseau, et une foule de petits sautaient à chaque instant hors de l'eau. Vers le soir, nous aperçûmes une voile qui avançait vers nous. Nous lui parlâmes comme la nuit approchait. C'était un bâtiment allant de New-York à la Jamaïque. Il était parti la veille à midi de Sandy-Hook, et s'en croyait à 45 lieues. Nous en concluons que nous ne sommes guère qu'à trente lieues de nos caps, et nous espérons voir la terre demain.

9 *octobre*. Nous eûmes un vent favorable toute la matinée. A midi, l'eau avait évidemment changé de couleur. Nous jetâmes la sonde, et nous trouvâmes fond à 25 brasses, à la joie universelle. Après le dîner, un homme monta sur le mât, et se mit à entendre le cri désiré depuis si long-temps, *terre, terre!* En moins d'une heure nous pûmes l'apercevoir du tillac, dont elle paraissait comme un bouquet d'arbres. Je ne la vis pas aussitôt que les autres, mes yeux étaient obscurcis par deux grosses larmes que la joie fesait couler. A trois heures nous étions à deux lieues de la terre. Nous vîmes un petit bâtiment près du rivage. Nous aurions voulu lui parler, car notre capitaine, ne connaissant pas la côte, ne savait pas précisément où nous nous trouvions. Nous nous en appro-

Digitized by Google

châmes autant que nous le pûmes, nous fîmes un signal de détresse; mais tout fut inutile, il ne changea pas de position, et nous fûmes obligés de courir des bordées toute la nuit, n'osant pas approcher trop près de la terre.

10 *octobre*. Dès le matin, tous ceux qui connaissaient les lieux, reconnurent le cap Henlopen. Vers midi nous en étions fort près; et, à notre grande satisfaction, nous vîmes arriver à bord un pilote, qui fut bien véritablement le bienvenu. Il nous avait apporté un panier de pommes. Elles me parurent les meilleures que j'eusse jamais mangées, les salaisons auxquelles nous étions accoutumés depuis si long-temps en relevant la saveur. Nous eûmes un bon vent pendant toute la soirée, et nous remontâmes le Delaware environ cent milles avant dix heures du soir. Nous jetâmes l'ancre à environ deux milles au-dessous de New-Castle, et nous y attendîmes la marée du matin.

11 *octobre*. Ce matin, nous passâmes par New-Castle, où des acclamations nous saluèrent pour célébrer notre bienvenue. Le temps est superbe. Le soleil semble lancer ses plus doux et ses plus brillans rayons pour ranimer nos membres engourdis. Le ciel est pur, et l'horizon n'offre que deux ou trois nuages argentés. Le souffle frais des vents qui partent de nos bois nous rafraîchit; l'image de la liberté dont nous allons jouir, après un si long emprisonnement, nous ravit et nous transporte. Enfin, tout conspire à rendre ce jour

Digitized by Google

le plus beau que j'aie jamais vu. En passant par Chester, quelques personnes de l'équipage quittèrent le navire, impatiens de se trouver sur terre ferme, et résolues à se rendre par terre à Philadelphie. A huit heures du soir, le vent nous manquant, nous jetâmes l'ancre à Redbank, à six milles de Philadelphie. Nous n'étions plus que quatre passagers sur le bâtiment, et nous comptions être obligés d'y passer la nuit. Mais des jeunes gens de Philadelphie, qui étaient en partie de plaisir, nous offrirent places dans leur barque. Nous acceptâmes leur offre obligeante, et à dix heures du soir nous débarquâmes dans cette ville, nous félicitant de bon cœur les uns les autres d'avoir heureusement terminé cet ennuyeux et dangereux voyage.

Dieu soit loué!

Digitized by Google

APPENDIX N° II.

Comparution du docteur Franklin devant le Conseil privé, à Londres.

Le comité du conseil privé s'assembla le 29 janvier 1774. M. John Dunning, depuis lord Ashburton, et M. John Lee, tous deux avocats célèbres, y parurent comme conseils pour l'assemblée de Massachusetts. M. Wedderburn, depuis lord Loughborough, y parut comme conseil pour le gouverneur et le lieutenant-gouverneur.

L'affaire dont il s'agissait étant une plainte faite par l'assemblée de Massachusetts, ses conseils furent, comme de droit, entendus les premiers. La réponse de M. Wedderburn fut longue, laborieuse et remplie d'une aigreur indécente. Au lieu de chercher à défendre ses cliens et à justifier leur administration, ce qui était l'objet de la plainte, il dirigea toute la force de son éloquence contre le docteur Franklin, et tout son discours ne fut qu'une invective virulente contre lui. Le docteur, assis tranquillement, écouta de sang-froid et avec calme cette diatribe scandaleuse et ridicule.

M. Dunning avait établi les plaintes de l'assemblée, en représentant les lettres du gouverneur et du lieutenant-gouverneur, et en les apportant

Digitized by Google

pour preuves qu'ils étaient indignes de la confiance du gouvernement, comme de l'assemblée de Massachusetts. Il avança, entre autres choses, qu'André Olivier avait engagé le ministère « à passer un traité avec les négocians anglais et à acheter d'eux les marchandises dont l'Amérique avait besoin, en leur assurant d'avance une prime égale à la hausse qu'elles pourraient subir dans le commerce, s'ils ne se trouvaient indemnisés ensuite par une demande dix fois plus considérable, quand même elles resteraient dans leurs magasins pendant cette stagnation momentanée des affaires. C'est le moyen, disait-il, de tenir la main haute à mes concitoyens » : qu'Olivier, dans une autre occasion, avait indirectement excité à l'assassinat, ayant dit dans une lettre au ministère, en date du 15 février 1769, « qu'on devrait chercher quelques moyens pour *se débarrasser* des incendiaires, dont les écrits insérés dans la gazette de Boston répandaient partout le feu de la sédition ». Il cita ce qui était arrivé à M. Otis qui, quoiqu'il eût rempli les fonctions d'avocat du roi sous le prédécesseur du gouverneur Hutchinson, avait été attaqué pendant la nuit par un nommé Robinson, commissaire des douanes du roi. Celui-ci était entré chez M. Otis à la tête d'une bande de scélérats armés de sabres et de bâtons, avait fait éteindre toutes les lumières, et ayant laissé cet homme respectable couvert de blessures, s'était réfugié sur un vaisseau

Digitized by Google

de roi. M. Hutchinson, ajouta-t-il, avait par une seule phrase justifié toutes les plaintes de l'assemblée de Massachusetts, et avait prouvé la nécessité de destituer sur-le-champ un officier si ennemi des droits et des libertés de ses concitoyens. Celui qui avait dit *qu'il ne fallait pas laisser aux colonies les mêmes libertés qu'à l'Angleterre*, était justement accusé « de les représenter sous un point de vue injurieux et calomnieux, dans le dessein d'exciter contre elles le ministère et la nation, et de faire naître dans le cœur du roi une injuste méfiance contre ses fidèles sujets ».

Les discours de MM. Dunning et Lee ne furent jamais imprimés en entier; mais voici encore deux extraits qu'ils lurent, et qui sont tirés de la correspondance de M. Hutchinson.

Boston, 22 juin 1772.

« L'union des colonies est heureusement rompue. J'espère ne la voir jamais se rétablir. Nos fils de la liberté sont haïs et méprisés par leurs anciens frères de New-York et de Pensylvanie. Il faudrait quelque événement bien extraordinaire pour les réconcilier.... »

Boston, 8 décembre 1772.

« Vous ne voyez pas de différence entre l'Irlande et les colonies. Je m'inquiète peu que vous regardiez les colonies d'un œil favorable,

Digitized by Google

pourvu qu'elles ne se séparent pas de vous. Vous trouverez certainement plus difficile de les retenir sous le joug que l'Irlande. L'Irlande est près de vous; elle est sous votre inspection constante; tous ses officiers dépendent de vous, et sont amovibles à votre volonté; les colonies au contraire sont éloignées, et les officiers publics y sont en général plus disposés à chercher à plaire au peuple, qu'au roi ou à son représentant. En Irlande, vous avez toujours l'*ultima ratio*, une armée permanente; dans les colonies, cette ressource vous manque, ou vous n'avez pas de magistrat civil pour en diriger l'usage..... »

M. Weddérburn, après avoir brièvement récapitulé les argumens des avocats adverses, ne se donna pas la peine d'y répondre; mais après avoir fait, comme de coutume, l'éloge des services et de la loyauté de ses cliens, il commença une longue diatribe contre l'assemblée et les habitans de Massachusetts, et invectiva contre la conduite et le caractère du docteur Franklin en général, et surtout par rapport aux lettres en question.

« Ces lettres, dit-il, ne peuvent être tombées entre les mains du docteur Franklin par des voies honorables. Il ne les a obtenues ni de ceux qui les ont écrites, ni de celui à qui elles ont été adressées; car en ce dernier cas, j'étais assez lié avec lui pour qu'il m'en eût informé. Rien ne peut donc justifier le docteur Franklin d'avoir

Digitized by Google

employé la fraude ou la corruption pour se les procurer, afin d'en faire l'usage le plus blâmable, à moins qu'il ne les ait volées à quelqu'un qui les aurait volées lui-même. On ne peut répondre à cet argument.

» J'espère, Milords, que vous signalerez cet homme, que vous le marquerez du sceau de l'infamie. Vous le devez pour l'honneur de ce pays, de l'Europe, de tout le genre humain. Dans tous les temps, au milieu de la plus grande fermentation de l'esprit de parti, la correspondance privée a toujours passé pour sacrée aux yeux de la politique et de la religion. Il a perdu tout droit au respect des hommes et de la société. Dans quelle compagnie osera-t-il se présenter la tête levée? Où osera-t-il montrer l'honnête intrépidité de la vertu? La qualification de *vir litterarum* lui paraîtra un sarcasme, parce qu'il croira toujours entendre: *vir* TRIUM *litterarum* (1).

» Mais non-seulement il vola les lettres à l'un des frères, il s'enveloppa encore d'un voile mystérieux, jusqu'à ce qu'il eût presque causé le meurtre de l'autre. Il est impossible de lire sans horreur ce qu'il écrivit à ce sujet dans le *Public advertiser.* (Ici il lut la lettre qui se trouve imprimée dans les Mémoires qui précèdent.) N'y voit-on pas la méchanceté la plus froide, la plus

(1) *Fur*, voleur.

Digitized by Google

réfléchie? Au milieu de ces événemens tragiques, entre un homme presque victime d'un funeste duel, et un autre responsable de l'événement qui peut en résulter, le destin de l'Amérique reste suspendu, et voici un homme qui, du plus grand sang-froid, sans le moindre remords, se lève, et se déclare l'auteur de tout. Je ne puis le comparer qu'à Zanga dans la Revanche (1).

Apprends donc que c'est moi, moi qui forgeai la lettre,
Moi dont la main plaça ce portrait sur tes pas;
Moi qui sus enfanter mépris, haine, trépas.

» Je vous le demande, Milords, le caractère vindicatif qu'une fiction poétique attribue au sanguinaire Africain, n'est-il pas surpassé de beaucoup par la froideur et l'apathie du rusé Américain? »

Ces déclamations produisirent de l'effet pour un certain temps. Les lords du conseil privé les approuvèrent; la ville fut convaincue; le docteur Franklin perdit sa place (2), et M. Wedderburn se trouva sur la route des honneurs qu'il ambitionnait et qui furent sa récompense, et fut par là *condamné à vivre éternellement.*

Malheureusement pour lui, les événemens de la guerre ne furent pas favorables au système qu'il

(1) Tragédie du docteur Young.

(2) La place de maître des postes en Amérique.

Digitized by Google

avait embrassé. Plus malheureusement son argument *auquel on ne pouvait répondre*, se trouva réfuté par la déclaration que fit le docteur Franklin en la cour de la chancellerie, sous la foi du serment, que lorsque ces lettres lui avaient été remises, il ignorait à qui elles avaient été adressées, et qu'elles lui avaient été confiées par un tiers, pour être envoyées en Amérique. Plus malheureusement encore pour *le digne gouverneur* défendu par M. Wedderburn, ce gouverneur lui-même, avant l'arrivée dans les colonies des lettres transmises par le docteur Franklin, avait envoyé en Angleterre une lettre particulière du docteur. M. Wedderburn, dans ses invectives, n'avait-il d'autre objet que d'injurier Franklin, ou voulait-il qu'elles fussent appliquables à quiconque se trouverait dans le même cas, ami ou ennemi? C'est ce qu'il n'est pas très-important de chercher à approfondir.

Le résultat des délibérations de l'assemblée du conseil privé fut tel qu'on devait l'attendre de la complaisance avec laquelle on y avait écouté M. Wedderburn, et de l'infatuation qui s'était alors emparée du ministère anglais.

L'avis des lords du conseil privé fut qu'ils pensaient que la pétition de l'assemblée de Massachusetts était composée d'allégations fausses et erronées; qu'elle était sans fondement, vexatoire, scandaleuse, et faite dans le dessein d'entretenir dans la province un esprit de mécontentement

Digitized by Google

et de sédition; qu'il ne leur avait été mis sous les yeux rien qui pût aucunement et en la moindre chose attaquer l'intégrité, l'honneur et la conduite du gouverneur, et qu'en conséquence ils étaient d'avis que la pétition devait être rejetée.

Le 7 février 1774, Sa Majesté prenant ledit rapport en considération, jugea convenable de l'approuver, et ordonna le rejet de la pétition.

Quelques jours après cette scène honteuse pour le ministère anglais, la lettre suivante fut imprimée dans le *public Advertiser:*

A Alexandre Wedderburn.

Vous avez établi comme un fait, dans votre discours devant le conseil privé, que le docteur Franklin avait gardé l'anonyme en envoyant en Amérique les lettres dont il s'agissait (quoique son écriture y fût bien connue); qu'il avait recommandé le secret; enfin qu'il les avait adressées, non au président de l'assemblée, comme il aurait dû le faire, mais à un ami particulier. Vous en concluez qu'il savait qu'il commettait une action malhonnête, et qu'il craignait qu'elle ne fût connue.

La faiblesse de cette assertion, si elle était vraie, détruirait la malignité de votre conclusion. Comment pouvez-vous croire qu'un homme espère garder l'incognito en supprimant sa signature, quand son écriture est bien connue? Quelle

Digitized by Google

étrange confusion d'idées ne faut-il pas lui attribuer, pour supposer qu'il croie avoir besoin de recommander le secret, quand il s'imagine qu'il ne peut être connu! — Mais pourquoi donc aurait-il tant désiré de se couvrir d'un voile? Le ressentiment de ceux qu'il démasquait, de MM. Hutchinson et Olivier, devait-il lui inspirer tant de terreur? Pouvait-il croire qu'il existât un ministère assez faible, assez pervers pour le persécuter parce qu'il lui offrait un moyen sûr de faire disparaître les malheureuses divisions qui lui causaient tant d'embarras?

Mais que penseront de vous ceux qui vous ont entendu, qu'en pensera tout l'univers, quand j'affirme que toutes vos assertions ne sont qu'un mensonge impudent? Je vous défie d'en prouver un seul mot. Je sens que je me sers d'expressions un peu dures; mais je demande à tous ceux qui vous ont entendu, si le langage que vous avez tenu vous donne droit à être traité comme un homme d'honneur?

C'est au président de l'assemblée que les lettres furent envoyées; celle qui les accompagnait contenait la signature du docteur Franklin, et pas un mot n'annonçait qu'il désirât n'être pas connu pour l'auteur de cet envoi. Il craignait que leur publicité ne soulevât l'indignation du peuple contre ceux qui les avaient écrites, et c'est par humanité qu'il demanda qu'on ne les rendît pas publiques.

Digitized by Google

La déclaration du docteur Franklin (1) est pour vous un autre sujet de diatribe. Vous invectivez contre elle, comme étant la preuve de l'apathie la plus cruelle que l'imagination puisse concevoir, comme faite pour insulter au malheur, et pour envenimer les blessures que sa perfidie avait occasionnées.

Établissons le fait, et voyons ce que deviendra l'accusation.

Le 8 décembre, une lettre signée ANTENOR, accusa M. Temple de s'être emparé, par des moyens peu honnêtes, de lettres qui étaient en la possession de M. Whately, dont on invoquait le nom à l'appui de cette inculpation. Le lendemain, l'accusateur de M. Temple déclara que M. Whately était d'accord avec lui pour nier les faits sur lesquels cette accusation était fondée. Jusque-là, on ne voyait aucune apparence qu'il dût s'élever une querelle entre ces deux messieurs. Ils semblaient au contraire repousser de concert une calomnie anonyme. Mais le 11 du même mois, M. Whately dément les assertions de M. Temple, et le duel eut lieu le même jour à quatre heures. Le docteur Franklin eut-il donc le temps et les moyens d'intervenir dans cette affaire? Le cartel de M. Temple n'était-il pas d'ailleurs motivé sur

(1) Cette déclaration se trouve dans la quatrième Partie de ces Mémoires.

Digitized by Google

ce que M. Whately avait nié péremptoirement ce dont il était déjà publiquement convenu? La cause de la querelle fut donc que M. Whately avait occasionné et soutenu une accusation fausse, injuste et cruelle contre M. Temple.

FIN.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google